

# Le Monde

Terres de France

Voyages sur la route  
des peintures

Un cahier de 12 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15879 - 7 F

JEUDI 15 FÉVRIER 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAÏE COLOMBAN

## Paris manifeste un soutien accru à Boris Eltsine

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE en vue de la présidentielle de juin devrait véritablement débuter en Russie jeudi 15 février, avec l'annonce de la candidature des deux favoris : le communiste Guennadi Ziouganev et le président sortant, Boris Eltsine. Alors que de nouveaux signes inquiétants apparaissent dans l'entourage présidentiel, de plus en plus dominé par les généraux, quant à la poursuite de la politique de réforme, les pays occidentaux, tout particulièrement la France, ne ménagent pas leur soutien au président russe. Ainsi, Alain Juppé se rendait à Moscou, mercredi 14 février, à la tête d'une importante délégation d'hommes d'affaires français, pour tenter de donner une nouvelle impulsion aux relations économiques entre les deux pays.

Lire page 2

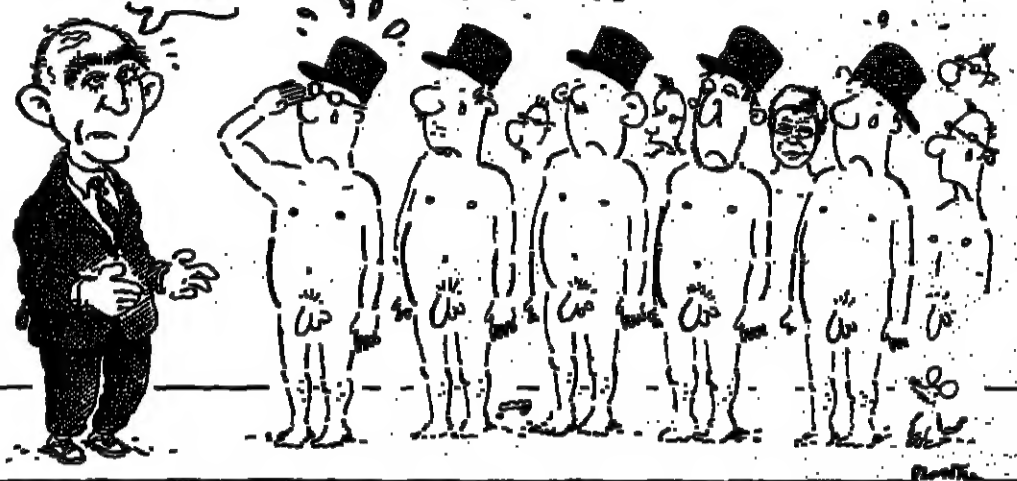
## La réduction des effectifs des armées est soumise à l'arbitrage de M. Chirac

Les forces stationnées en Allemagne et en Afrique restent visées par les projets de réorganisation

CHARLES MILLON a affirmé, mardi 13 février, qu'aucune « décision » n'avait été prise sur le nouveau modèle d'armée de terre et a rappelé que les initiatives en la matière ne peuvent venir que du chef de l'Etat. Le Monde maintient ses informations sur les projets soumis, au prochain conseil de défense, à l'arbitrage de M. Chirac. Ces projets, dont le ministre de la défense a implicitement confirmé l'existence, proposent notamment la suppression de plus de la moitié des régiments de l'armée de terre, ainsi que la dissolution de la 1<sup>re</sup> division blindée, principale composante française de l'Eurocorps.

M. Millon a admis, dans un communiqué, que « la nature du dispositif français dans l'Eurocorps » pouvait connaître « une évolution », en accord avec les autorités allemandes. Il a précisé sur RFI qu'il « sera peut-être nécessaire ou souhaitable de revoir les effectifs des unités en Afrique. Les projets de professionnalisation de l'armée de terre et la pro-

PAS DE PANIQUE !  
AUCUNE DÉCISION N'A  
ENCORE ÉTÉ PRISE !



position de suppression de la 1<sup>re</sup> division blindée affectent la coopération avec l'Allemagne. M. Chirac n'a jamais caché sa préférence pour une armée mé-

lant cadres d'active et volontaires. Le socialiste Pierre Mauroy a demandé sur RMC au gouvernement « de ne pas faire l'impasse sur ce qui concerne la

réforme du service militaire et la suppression des casernements ».

Lire page 6 et la chronique  
de Pierre Georges page 30

## Les comptes de l'UAP pâtissent d'acquisitions trop onéreuses

LA PREMIÈRE compagnie d'assurances française traverse une passe difficile et fait l'objet d'une défiance des investisseurs. Son cours de Bourse se trouve proche de ses plus bas niveaux historiques. Les analystes attendent avec une certaine inquiétude la publication des résultats à la fin du mois de mars et craignent que l'UAP ne puisse pas entreprendre une opération « vérité des comptes », jugée nécessaire. L'assureur aurait besoin, selon les analystes, de réaliser d'importantes provisions pour ajuster à la baisse la valeur des acquisitions (44 milliards de francs) effectuées au cours des dix dernières années. Les participations croisées entre l'UAP et la BNE, son principal actionnaire, compliquent la situation.

Lire page 15

## Contre l'arbitraire dans les prisons

Désormais, toute comparution devant la commission de discipline interne des prisons sera précédée d'une enquête écrite. Le détenu bénéficiera, s'il le souhaite, d'un interprète et de trois heures, au minimum, pour préparer sa défense.

p. 9

## Crimes de guerre en Bosnie

A Pale, les Serbes sont en état de choc après le transfert à La Haye, devant le Tribunal pénal international, de deux officiers liés au chef de guerre Ratko Mladic. La juridiction compte se prononcer rapidement sur la procédure applicable aux deux extradés.

p. 3  
et notre éditorial p. 14

## Fokker en chute libre

Le constructeur d'avions néerlandais n'a pas su s'adapter à l'évolution de l'industrie aéronautique et lutte aujourd'hui pour sa survie.

p. 12

## « Pour une Europe de la vérité »

Un point de vue de Claude Allègre, professeur à l'université Denis-Diderot et proche de Lionel Jospin.

p. 13

## Voyages aériens en soldes

Les compagnies aériennes consentent actuellement de fortes baisses. On trouve par exemple des allers-retours pour San Francisco à moins de 2 000 francs.

p. 22

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 95 S ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 SKD ; Espagne, 220 PTA ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 F ; Malaisie, 3 DM ; Norvège, 48 NOK ; Pays-Bas, 3,60 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 8 SKr ; Suisse, 2,20 S ; Tunisie, 130 T ; USA, 95 C ; USA, 2,25 \$ ; USA, 2,25 \$.

M 0147-0215 - 7 00 F

## Géographe, aveugle et interdit d'enseignement

PHILIPPE CALBO vit avec un handicap majeur. Un cancer de la rétine l'a privé de la vision dès l'âge de trois ans. Il a appris à le surmonter par une qualité : la ténacité. Et il en faut pour faire plier l'éducation nationale. Obstinément, celle-ci lui refuse l'accès au concours du certificat d'aptitude préparatoire à l'enseignement du second degré (Capes) d'histoire et géographie.

A trente-trois ans, ce jeune Parisien a suivi un parcours universitaire enviable. Titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) en urbanisme et construction, il échoue à plusieurs reprises à trouver un emploi dans le secteur privé. Quand il cache son handicap, les employeurs se sentent grugés dès le premier contact. Lorsqu'il en fait mention, ses lettres restent sans réponse.

Après un passage éphémère dans un cabinet d'avocats, il crée une société d'édition électronique de traduction d'ouvrages en braille. L'expérience, de trois ans, se solde par un échec, qui l'incite à s'orienter vers le professorat. Une licence d'histoire et géographie lui ouvre les portes de la préparation au

Capes. A deux reprises, en décembre 1994, puis en décembre 1995, cet accès lui sera interdit par la commission nationale d'aptitude.

Pourtant, toutes les décisions de cette commission sont, en cas de recours, systématiquement annulées par le Conseil d'Etat pour un vice de forme lié aux conditions de création de cette instance, composée de médecins et de responsables administratifs. Dans l'attente d'un nouveau texte toujours en préparation, l'éducation nationale continue de passer outre en couvrant cette « illégalité » parfaitement admise, « afin », précise Georges Septours, directeur des personnels enseignants des lycées et collèges, de ne pas susciter de vide juridique contraire au principe de continuité du service public.

M. Calbo ne s'est pas contenté de cet argument. A sa demande, il a effectué un stage probatoire dans une classe de première du lycée Rodin, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Devant les élèves, l'expérience paraît concluante. Mais, cette fois, lui sont opposées les contraintes « pédagogiques » de l'enseignement d'une discipline essentiellement

centrée sur l'étude de documents, la lecture et le commentaire de cartes et de « paysages », sans oublier le corrigé des copies. Ces réserves figurent dans le rapport rédigé par Arnick Martins, son professeur de stage. Tout en reconnaissant la « ténacité » de M. Calbo, elle admet que son jugement est en partie faussé par l'expérience malheureuse de son fils, élève de cinquième, face à un professeur de français lui aussi atteint de cécité.

La loi a bien prévu que les enseignants aveugles puissent bénéficier d'assistants. « Mais, précise Michel Habillon, président de la commission nationale d'aptitude, ils ne doivent en aucun cas se substituer au professeur. » Selon lui, il est clair que, « contrairement à la philosophie, à la musique, aux mathématiques, l'enseignement de la géographie, comme celui des arts plastiques, est inadaptable pour les candidats mal voyants ». En attendant les recours déposés devant la haute juridiction administrative, Philippe Calbo, toujours au chômage, poursuit son combat pour son « intégration ».

Michel Delberghe

## Retour aux sources et à la comédie



WOODY ALLEN

A SOIXANTE ANS passés, Woody Allen a signé plus de vingt-cinq films. Avec son dernier, *Maudie Apatow*, qui sortira mercredi 14 février sur les écrans, l'acteur-réalisateur renoue avec la comédie pure, dépourvue du fond psychanalytique et des interrogations largement autobiographiques qui lui ont valu, en France surtout, d'être reconnu comme un maître. Dans ce vaudeville, les amateurs trouveront toutefois aisément quelques allusions aux épisodes de sa vie privée qui ont récemment défrayé la chronique. Voilà en effet l'histoire d'un reporter sportif qui se met en devoir de chercher la mère de l'enfant qu'il a adopté. Woody Allen apparaît en pleine forme à l'occasion de cette sorte de retour aux sources où se percutent des chœurs antiques, une prostituée et un boxeur du genre tocant dans un très réjouissant divertissement.

Autre humoriste sur les écrans cette semaine, plus étrange et plus grinçant celui-là : le cinéaste portugais Joao Cesar Monteiro qui, dans *La Comédie de Dieu*, se révèle fidèle à cette courtoisie délicate qui lui permet de proférer les plus renversantes incongruités. A New York, le film de Mathieu Kassovitz, *La Haine*, a fait des débuts prometteurs dans l'unique salle de Manhattan où il est projeté.

Lire pages 24 à 27

International	2	Asie	21
France	4	Amérique	21
Société	9	Météorologie	21
Cyber	11	Mots croisés	21
Horizons	12	Annuaire des villes	21
Entreprises	13	Culture	21
Finances	17	Communication	21
Aujourd'hui	19	Région	21

## Le mouvement social en suspens

DÉCOIFFANT, quand le mouvement étonnait par sa longévité et sa détermination en novembre-décembre 1995, le climat social s'est fait déconcertant avec la nouvelle année. Ceux qui promettaient une suite tonitruante en sont restés, à l'heure actuelle, pour leurs frais.

Peu à peu, une chape est retombée sur les sujets qui étaient censés tout embraser, comme si l'hiver, une fois de plus, devait tout geler. Mais, à l'inverse, ceux qui croyaient avoir vécu un moment surréaliste et où combien français avant les fêtes de Noël n'en sont pas sortis totalement rassurés. Ils savent qu'une brasse luit toujours, dont personne ne peut dire quels incendies elle promet. Tant et si bien que, de part et d'autre, la circonspection l'emporte. Ou la méfiance.

La semaine d'action du 5 au 11 février déclenchée par la CGT résume bien l'ambiguïté de la situation. Appuyée en la circonstance par la FSU et relayée par un syndicat SUD enfin reconnu dans son influence, y compris sur certaines troupes en désamour de la CFDT, la première centrale ouvrière peut croire entretenir l'illusion ou le feu, c'est se-

lon. A l'heure du bilan, les opinions sont partagées.

Certains parlent d'échec, en constatant que la mobilisation n'a pas produit une dynamique renouvelée, les slogans contre la réforme de la Sécurité sociale proposée par Alain Juppé ayant apparemment perdu de leur acuité. D'autres notent que, comme à la fin de 1995, les villes de province ont davantage manifesté que Paris, en proportion, et qu'il faut continuer à y voir un signe. Un malaise, plus sourd, continuerait de peser.

En fait, le temps paraît avoir suspendu son vol. Dans ce moment de répit, Nicole Notat, sérieusement ébranlée quoi qu'elle en dise, tente de penser les piales de son organisation, félicitée pour son attitude ou sa lucidité par le patronat, et d'abord par les réformistes, la secrétaire générale de la CFDT est aujourd'hui accaparée par des tâches domestiques. Il lui faut prioritairement convaincre en interne et calmer ce qu'elle se refuse toujours à appeler un hémorragie.

Alain Lebaube

Lire la suite page 14

ESSAYEZ LE DROIT  
AVANT DE L'ADOPTER.

Le meilleur moyen d'apprécier un ouvrage de Droit est encore de le lire. Sur simple demande de votre part, tous nos Dictionnaires et Codes Permanents peuvent être mis gracieusement à votre disposition, pendant un mois, pour consultation. Tél (1) 40 92 63 68

— EDITIONS —  
LEGISLATIVES

ÉDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

DROIT  
EUROPÉEN  
DES AFFAIRES

SOCIAL  
AGRICOLE

ASSURANCES



50 من الإجمالي

**DIPLOMATIE** En dépit de la victoire des communistes aux dernières élections législatives, du départ de plusieurs ministres réformateurs du gouvernement et

de la poursuite de la guerre en Tchétchénie, la France continue de soutenir M. Boris Eltsine. Paris veut éviter un isolement de la Russie. ● LE PRÉSIDENT russe devrait annoncer, jeudi

15 février, sa candidature à l'élection présidentielle de juin en même temps que le candidat communiste, Guennadi Ziouganov. Incapables, pour le moment, de s'entendre sur

un candidat commun, les démocrates russes pourraient ainsi être absents du deuxième tour du scrutin. ● LA VISITE, les 14 et 15 février, du premier ministre français à Mos-

cou, est à dominante essentiellement économique. Elle devrait permettre la signature de plusieurs contrats importants pour les entreprises françaises.

## Paris manifeste son soutien à la politique de Boris Eltsine

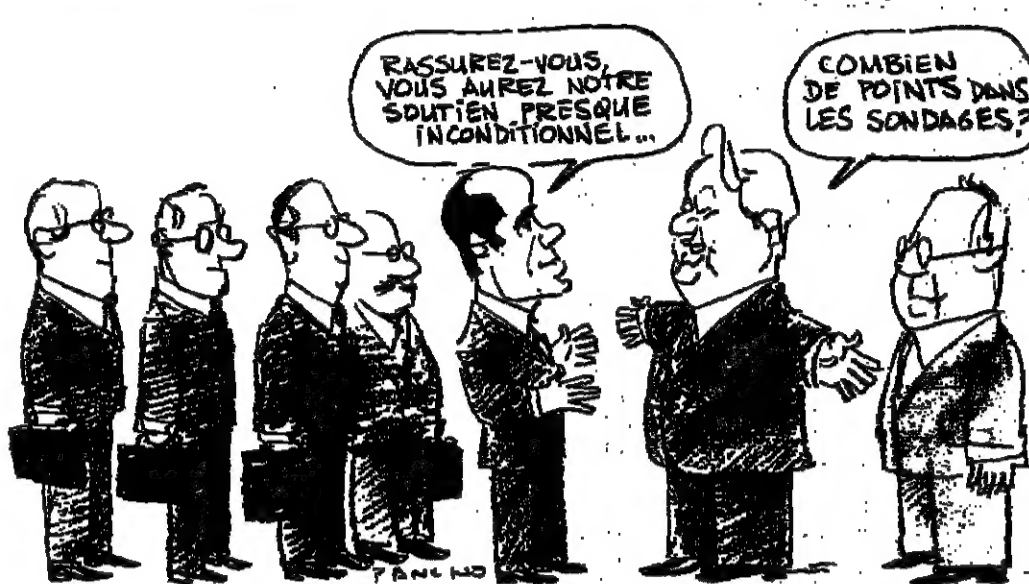
Alors que le président russe s'apprête à annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de juin, la visite de M. Juppé à Moscou apparaît comme un encouragement. La France estime que le chef du Kremlin est le meilleur garant de la poursuite des réformes

**LA DOMINANTE DU VOYAGE** qu'Alain Juppé effectue à Moscou les 14 et 15 février est économique, puisque le premier ministre doit installer avec son collègue, Viktor Tchernomyrdine, la commission économique franco-russe, annoncée par les présidents Chirac et Eltsine, à Paris, le 11 janvier. Les questions politiques ont été traitées le mois dernier par Hervé de Charette. Le ministre français des affaires étrangères avait été le premier représentant d'un pays occidental à être reçu par le nouveau chef de la diplomatie russe, Evgueni Primakov. C'est peu dire que celui-ci n'avait pas eu lieu d'être irrité par les observations de son collègue. M. de Charette avait entamé l'entretien en condamnant la prise d'otages de Pervomaiskaïa, au Daghestan, par des indépendantistes tchétchènes et en soulignant que la France considérait la guerre en Tchétchénie comme une affaire intérieure russe. Un « accroc », dit-il au cours de sa conférence de presse. En présence de si bonnes dispositions, M. Primakov n'eut aucun mal à faire admettre à son interlocuteur que ni le succès des communistes et des nationalistes aux élections de décembre, ni le limogeage de plusieurs mi-

nistres réformateurs ne signifiaient une remise en cause de la politique suivie jusqu'alors. Si vous le dites, nous vous croyons, a répondu en substance M. de Charette.

### SAUVETAGE

On est donc loin de la vigilance à laquelle appelait M. Juppé quand il dirigeait encore la diplomatie française. Avant même le début de l'intervention des forces russes en Tchétchénie, en mars 1994, il mettait en garde contre les « dérives » nationalistes et autoritaires et décelait un « relâchement incontrôlable en politique étrangère ». Depuis, la situation a eu plutôt tendance à se gâter, mais les réserves ne semblent plus de saison. La priorité est au sauvetage de Boris Eltsine, dont tout laisse à penser qu'il va se représenter à la présidence et qui se trouve sérieusement menacé par le candidat potentiel du Parti communiste. Officiellement, il n'est pas question d'interférer dans les affaires intérieures russes, mais, dans un entretien avec les *Izvestia*, M. Juppé a souligné, avant son départ pour Moscou, que « la campagne électorale puisse être l'occasion de mettre en valeur les acquis de la politique de réforme menée par le pré-



sident Eltsine ». Le message est clair : on soutient le président sortant pour qu'il poursuive les réformes.

La France n'est pas seule à adopter cette attitude ; l'Allemagne fait de même. Les deux pays ont mené une campagne - couronnée de succès - auprès des parlementaires

du Conseil de l'Europe pour qu'ils acceptent la Russie dans cette organisation. Le leitmotiv est identique : la Russie ne doit pas se sentir isolée. Aussi faut-il lui faire une place de choix dans le G7, envisager l'élaboration « d'une charte ou d'un accord solennel » entre l'Alliance atlantique et la Russie, pour

compenser un élargissement de l'OTAN qui, en tout état de cause, n'aura pas lieu en 1996, année « consacrée à la réflexion » (M. Juppé aux *Izvestia*). En contrepartie, peut-être pourra-t-on au moins demander aux autorités russes d'autoriser le groupe d'assistance de l'OSCE à se rendre sur place à

Grozny, au lieu de le bloquer à Moscou sous prétexte d'assurer sa sécurité. M. Juppé rappellera aussi que, pour la France, la solution du conflit tchétchène ne passe ni par le terrorisme, ni par l'usage de la force militaire, mais par un accord politique qui pourrait s'inspirer du modus vivendi trouvé avec le Tatarstan.

Cette République musulmane du centre de la Russie, riche en pétrole, jouit d'une large autonomie. Le premier ministre doit s'y rendre vendredi pour y signer quelques contrats. La commission économique franco-russe s'inspire du groupe créé par Moscou et Washington, sous la présidence de M. Tchernomyrdine et du vice-président Al Gore. Les Russes se déclarent très satisfaits de son travail. La commission franco-russe, qui se réunira deux fois par an, a pour fonction de débloquent les dossiers difficiles afin de faciliter les échanges et les investissements français. La France est actuellement le huitième fournisseur de la Russie, derrière l'Allemagne, les États-Unis, la Finlande, mais également l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Grande-Bretagne.

Daniel Vernet

## Les Russes proposent une charte de sécurité

**POUR FAIRE PIÈCE** à l'élargissement vers l'est de l'OTAN qui est devenu à Moscou une obsession, la diplomatie russe a ressorti, en le précisant, un vieux projet de charte de sécurité pan-européenne. A l'occasion du dernier conseil ministériel de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, les Russes ont proposé un véritable modèle de sécurité pour une zone allant de Vancouver à Vladivostok. L'objectif de cette charte serait officiellement d'assurer la coordination et la division des tâches entre les structures européennes et euro-atlantiques existantes, de « délimiter les mandats et les champs d'intervention de chaque organisation » concourant à la sécurité du Vieux Continent.

### GARANTIES CROISÉES

Il s'agit aussi bien de l'Alliance atlantique, de l'Union européenne, de l'UEO que du pacte de Tachkent, qui regroupe autour de la Russie quelques-unes des anciennes Républiques de l'ex-URSS. Moscou voudrait ainsi figer la situation en Europe, empêchant l'adhésion à l'OTAN des pays d'Europe centrale qui se sont portés candidats, et obtenir un droit de regard sur les institutions occidentales. Cette institution fonctionnerait selon la règle du consensus (qui est déjà en vigueur dans l'OSCE) et contribuerait pour une large part à sa paralysie et serait dotée d'un conseil de sécurité, sur le modèle des Nations unies.

La Russie avait déjà avancé une telle proposition, il y

a quelques années, mais l'avait retirée face à l'opposition en particulier des Américains, alors que la France s'était montrée intéressée par l'idée de conseil de sécurité européen. Les responsables de la diplomatie russe ont sans doute jugé que les discussions sur l'élargissement de l'OTAN leur fournissaient une bonne occasion de la ressortir. Pour obliger les États d'Europe centrale à se découvrir, ils proposent que chaque pays explique dans un document la perception des risques auxquels il se sent exposé et les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour y faire face. Les États d'Europe centrale devraient alors indiquer soit qu'ils ne s'estiment pas menacés par la Russie - et leur adhésion à l'OTAN apparaîtrait inutile - soit au contraire qu'ils se croient menacés par elle - et il serait manifeste que l'extension de l'OTAN est dirigée contre Moscou. Pour répondre aux besoins de sécurité des anciens pays du bloc soviétique, les Russes proposent la création d'une zone neutre au centre de l'Europe et des « garanties croisées » apportées à la fois par l'OTAN et par le pacte de Tachkent.

Quand M. Juppé parle de « charte » ou d'« accord solennel » entre l'Alliance atlantique et la Russie, ce n'est certainement pas ce modèle qu'il a en tête. Mais la diplomatie russe, avec son optimisme traditionnel, semble avoir une longueur d'avance pour la définition de la sécurité européenne.

D. V.

## Alain Juppé emmène « l'entreprise France » à Moscou

**LA « GRANDE COMMISSION »** franco-soviétique n'existe plus, place à la commission économique bilatérale Juppé-Tchernomyrdine. « Cette commission a été voulue par les présidents Eltsine et Chirac pour donner un coup de fouet à nos relations économiques », explique Alain Juppé dans un entretien publié par les *Izvestia*. Dans la foulée du voyage de Jacques Chirac aux États-Unis, le chef du gouvernement emmène « l'entreprise France » à l'étranger, selon une expression de son entourage. Outre deux ministres, Corinne Lepage (environnement) et Yves Galland (délégué aux finances et au commerce extérieur), M. Juppé devait être accompagné de trente-six dirigeants de grandes entreprises parmi lesquels Edmond Alphandéry (EDF), Bernard Dufour (Sneema), Michel Freyche et Philippe Giscard d'Estaing (CNPF international), Jérôme Monod (Lyon-

### DEUX ACCORDS COMMERCIAUX

La présence de cette importante délégation s'explique par le désir de Paris de « développer des relations économiques bilatérales dans le cadre d'un partenariat privilégié ». Très marqués par l'économie administrative, dont M. Tchernomyrdine est représentatif en tant qu'ancien dirigeant de Gazprom (une sorte de Gaz de France, version soviétique), les Russes sont demandeurs de cette coopération. En dehors de la signature d'accords inter-gouvernementaux sur l'environnement, l'information ou l'énergie, la France devait annoncer l'ouverture d'une nouvelle ligne de crédit au profit de la Russie, celle de 1992, d'un montant de 1,5 milliard de francs, étant épuisée.

M. Juppé aura d'ailleurs l'occasion de évoquer la préparation du sommet consacré au nucléaire civil, qui se tiendra à la mi-avril à Moscou. Cette réunion, qui est une extension du G7, sera coprésidée par MM. Chirac et Eltsine. Après Moscou, le premier ministre se rendra à Kazan (Tatarstan), notamment pour signer deux accords commerciaux : l'un de 100 millions de francs pour la réhabilitation de 10 000 hectares de culture betteravière par Sucre et denrées, l'autre de 150 millions pour le contrôle du trafic aérien par Thomson. La « grande commission » n'est plus là, mais, les habitudes se perdant difficilement, le financement de ces contrats devrait être gagé sur des livraisons de pétrole.

Olivier Biffaud

## L'influence des généraux s'accroît à quatre mois du scrutin

### MOSCOU

de notre correspondant

Deux nouveaux scandales, signes d'un désarroi croissant du pouvoir en Russie, ont éclaté à Moscou à la veille de l'annonce par Boris Eltsine, prévue jeudi 15 février, de sa décision de briguer, ou non, un second mandat présidentiel. Sans revirement extraordinaire, auquel plus grand monde ne croit ici, le président en titre, gratifié de 6 à 10 % des intentions de vote, doit annoncer qu'il compte néanmoins gagner le 16 juin. Il fera connaître sa décision le jour même où, à Moscou, le Parti communiste doit désigner son propre candidat, Guennadi Ziouganov, donné favori pour le premier tour du scrutin présidentiel. Boris Eltsine, lui, va se déclarer dans son ancien fief d'Ekaterinbourg, dans l'Oural. Mais son voyage s'annonce déjà compliqué, à en juger par un premier scandale : un bras de fer s'est engagé, lundi, entre l'entourage présidentiel et la chaîne de télévision privée russe NTV, menacée d'être privée d'accréditation lors du voyage présidentiel dans l'Oural.

Un entretien de l'ancien porte-parole de Boris Eltsine, Viatcheslav Kostikov, diffusé récemment par la chaîne NTV, a provoqué l'ire du Kremlin, et entraîné l'interdiction, pour les journalistes

de cette chaîne, de suivre les activités du président. Evoquant l'influence des gardes du corps, les généraux Korjakov et Barsoukov, sur Boris Eltsine, M. Kostikov avait estimé que celle-ci devenait dangereusement exclusive, suscitant de la part du président des « expressions, gestes et paroles » qui avaient choqué le pays. De même le renvoi des réformateurs, après les élections législatives de décembre, est, selon M. Kostikov, le fruit des manœuvres de ces deux ténors de l'entourage présidentiel, qui ont placé leurs protégés, favorables à un retour à plus de dirigisme, de protectionnisme et de fermeté face à l'Occident. Les deux généraux, qui n'ont pas apprécié les déclarations de M. Kostikov, ont relancé leur vieux conflit avec la seule chaîne non gouvernementale du pays, au risque de mettre en lumière les restrictions à la liberté des médias en Russie et de discréditer la campagne électorale de Boris Eltsine.

### UN CATALOGUE DE RECETTES

C'est dans cette ambiance de crise, aggravée par l'impasse en Tchétchénie, où chaque jour amène son lot de morts, qu'un troisième général, le ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, a lancé un pavé dans la mare : ce militaire qui dirigea l'an passé les

opérations dans la république caucasienne s'est mêlé lui-aussi de haute politique en proposant une série de huit « décisions stratégiques » pour sauver la Russie. Il propose notamment de « nationaliser partiellement » une série de banques - dont la banque Most, actionnaire principal de la chaîne NTV - ainsi que ce qu'il appelle les « structures commerciales monopolistiques » du pays, comme Gazprom (le géant russe du gaz, cher au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine) et plusieurs grandes sociétés pétrolières et automobiles. Il suggère aussi de puiser dans les réserves en devises de la banque centrale

et d'abandonner le « corridor » liant le rouble au dollar, pour retourner à une politique « d'inflation contrôlée » avec recours à l'émission monétaire. Ce « docteur en économie » recommande aussi une confiscation des biens, notamment immobiliers, acquis de façon « illégale » ainsi qu'une taxation accrue du secteur pétrolier. Conscient qu'un tel plan suppose de renoncer aux 9 milliards de dollars (45 milliards de francs) promis par le FMI, dont le directeur ne cesse de repousser sa visite à Moscou, le général propose de les « remplacer » par les dettes, d'un montant équivalent, des pays de la CEI envers la Russie...

### Menu lyonnais à la carte entre les deux tours

Mini casse-tête diplomatique : invité au sommet des sept pays les plus industrialisés, fin juin à Lyon, Boris Eltsine se trouvera en pleine bataille intérieure, entre les deux tours de l'élection présidentielle russe. Dans l'hypothèse où il aurait été éliminé dès le premier tour, sa participation au sommet devrait être calquée sur le protocole du précédent G7, celui d'Halifax : le président russe n'assiste qu'au deuxième dîner (en l'espèce, il s'agira du vendredi 28), puis au déjeuner de clôture. Mais fidèle à un parti pris résolu de « eltsinisme », la France, appuyée par l'Allemagne, se propose de lui donner un coup de pouce s'il est en ballottage contre le communiste Guennadi Ziouganov. Alors, Boris Eltsine pourrait être plus étroitement associé, et de façon ostentatoire, au sommet, qui, selon les vœux de Paris et de Bonn, se transformerait en quasi-G8. A moins que M. Eltsine ne fasse savoir que pareille embrassade serait le plus mauvais cadeau électoral qu'on puisse lui faire.

Ce catalogue de recettes place le ministre de Boris Eltsine, à gauche, du Parti communiste, lequel n'ose pas aller si loin dans son programme, volontairement imprécis.

Le « plan » du général a été évoqué, selon son auteur, au Conseil de sécurité, réuni la semaine dernière sous la présidence de Boris Eltsine. Ce dernier ne s'y serait pas opposé de façon catégorique, car Anatoli Koulikov est revenu à la charge plusieurs fois par la suite.

L'inquiétude avouée, mardi soir, par plusieurs banquiers et économistes russes ne porte pas tant sur la possibilité de voir appliquer un tel programme, dont ils soulignent l'« amateurisme », que sur le retard pris par Boris Eltsine et Viktor Tchernomyrdine pour le désavouer et sur l'effet désastreux de son simple énoncé sur les partenaires de la Russie. Ceux-ci pourraient en conclure que les « corrections » du cours des réformes annoncées par Boris Eltsine, et les sommes qu'il promet chaque jour de déboursier pour payer salaires, retraites et compensations diverses à la population, sont le prélude à une révision radicale de sa politique, et non pas une simple tactique électorale, qui serait suivie d'un retour à la rigueur après le scrutin.

Sophie Shihab

Leon...  
une politique...  
plus efficace...

Le vice-président...  
de la Commission...  
de Bruxelles...  
les « épines »...  
barrières...  
commerciales...  
qui se dressent...  
encore contre...  
les quinze

Leon...  
président...  
Commission...  
russes...  
à des...  
économies...  
réajustement...  
métrique...  
d'obtenir...  
des...  
« Nous...  
d'accroître...  
climat à...  
dans les...  
bilatérales...  
s'agit...  
surtout...  
ment...  
chiffres...  
Ce sont...  
Union et...  
les premiers...  
Boris Eltsine...  
cycle de...  
ont manqué...  
des...  
claire...  
déclaré...

La France...  
de...  
D'un...  
France et...  
sur le...  
pour le...  
posée...  
Des...  
les chefs...  
ment...  
l'Union...  
Pays...  
d'être...  
cette...  
de l'Europe...  
de...  
Jacques...  
sont...  
de...  
dans le...  
sont...



## Leon Brittan plaide pour une politique commerciale plus offensive de l'Europe

Des clauses sociales minimales à l'étude

« IL EST TEMPS d'adopter une stratégie plus offensive en faveur de l'ouverture des marchés dont a besoin l'économie française ainsi que, d'une manière générale, l'ensemble de l'Europe », a déclaré mardi 13 février sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris. « La Commission est déterminée à garantir que l'Europe bénéficiera de la libéralisation de l'économie mondiale », a assuré le commissaire européen chargé de la politique commerciale.

Les pays de l'Union ayant tendance à aborder les problèmes de l'ouverture des marchés de façon « trop défensive », Sir Leon Brittan devait soumettre mercredi 14 février à l'ensemble de la Commission une communication rédigée conjointement avec Martin Bangemann, commissaire à l'industrie, sur la stratégie commerciale à développer au cours des années à venir. « Nous utiliserons au maximum les pouvoirs considérables dont nous disposons afin de garantir que nos partenaires commerciaux respectent leurs engagements, tant vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce que des autres règles d'ouverture des marchés. »

**Le vice-président de la Commission de Bruxelles dénonce les « épineuses barrières commerciales » qui se dressent encore contre les Quinze**

Leon Brittan ajoute que la coopération des industriels et des États membres est nécessaire à la Commission pour localiser les barrières que certains pays continuent à dresser face aux exportations européennes et fournir les renseignements précis qui permettront d'établir progressivement une véritable « base de données » permettant de réagir.

« Nous fixerons des objectifs d'ouverture des marchés commerciaux à long terme tout à la fois dans les relations bilatérales et multilatérales », a précisé le commissaire qui, pour autant, a complètement écarté l'idée d'objectifs chiffrés à l'américaine.

Ce sont précisément les États-Unis et les pays asiatiques qui sont les premiers visés par le document Brittan-Bangemann. Au terme du cycle de l'Uruguay, les premiers ont maintenu d'autres barrières que tarifaires « aux effets pernicieux », souligne Sir Leon dans une déclaration écrite distribuée à la

presse avant sa conférence de mardi. « Les prescriptions de la loi buy America empêchent efficacement les entreprises françaises et européennes de soumissionner à des contrats visant à la construction de terminaux aéroportuaires ou de métros dans les villes américaines. Elles les empêchent aussi de vendre des flottes de véhicules ou de remporter d'autres formes de contrats publics. La loi américaine est discriminatoire envers nos compagnies de transport. »

Citant aussi l'exemple des producteurs de textiles et d'habillement qui doivent contourner « d'épineuses barrières commerciales », Sir Leon insiste pour que soient exploitées les ouvertures faites par les États-Unis au sommet euro-américain de Madrid, où avait été examiné, en décembre 1995, le projet d'un pacte transatlantique.

Vis-à-vis des pays asiatiques, le vice-président de la Commission a insisté sur l'importance qu'il attachait au sommet - une première du genre - qui réunira le 1<sup>er</sup> et 2 mars, à Bangkok, vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement asiatiques et européens : 15 pour l'Union européenne, sept pour l'ASEAN (Thaïlande, Singapour, Brunei, Malaisie, Indonésie, Philippines, Vietnam), auxquels se joindront la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Ce sommet, ne durant que deux jours, pourra difficilement déboucher sur des décisions spectaculaires. Mais il sera suivi d'autres réunions, à commencer par la première conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se tiendra à Singapour en décembre.

Leon Brittan avait démenti en début de semaine que l'Union européenne ait l'intention de faire dépendre ses relations commerciales du respect par les pays émergents de clauses sociales minimales. Il n'en a pas moins confirmé mardi, au cours de sa conférence de presse, être favorable à l'inclusion de « quelque chose à ce sujet » dans les textes de l'OMC : travail des enfants, travail en prison et travail forcé. En revanche, il n'est pas question de mettre en cause le bas niveau des salaires qui constitue pour les pays en développement ou émergents un avantage justifié.

Ces questions qui seront discutées à Singapour pourraient n'être qu'éclaboussures au sommet de Bangkok, Leon Brittan insistait pour qu'une phase d'explication, suffisamment longue, pour dissiper « les malentendus », précède la phase des décisions. Ce qui n'empêchera pas les pays asiatiques de préférer parler à Bangkok comme à Singapour, de coopération technique, de libéralisation commerciale ou de régimes des investissements plutôt que de clause sociale ou de respect de la démocratie, des droits de l'homme ou d'état de droit.

Alain Verhulst

## Le Tribunal de La Haye statuera rapidement sur le sort des officiers serbes transférés

Les dossiers de cinquante et un inculpés encore en liberté ont été transmis à l'IFOR

Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a appelé, mardi 13 février, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, à faire libérer quatre mi-

litaires serbes bosniaques encore détenus par le gouvernement de Sarajevo. A Pale, les Serbes de Bosnie ont exprimé leur colère après le transfère-

ment à La Haye, où est basé le Tribunal pénal international, de deux officiers suspects de crimes de guerre (lire aussi notre éditorial page 14).

### LA HAYE

Des membres du Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie (TPI) ont entendu, dès mardi 13 février, le général Djordje Djulic et le colonel Aleksa Kramanovic, traduits à la veille au soir par le gouvernement de Bosnie-Herzégovine. Attirés il y a deux semaines par les autorités de Sarajevo, les deux officiers ne font pour l'instant l'objet d'aucune inculpation. Mais le procureur Richard Goldstone a profité, dès le 7 février, de l'article 40 des statuts du Tribunal pour requérir des « mesures conservatoires » à l'égard des deux suspects. L'article prévoit en effet que, « en cas d'urgence, le procureur peut demander à tout Etat de procéder à l'arrestation et au placement en garde à vue d'un suspect, de saisir tous éléments de preuve matériels, et de prendre toutes mesures nécessaires pour empêcher l'évasion du suspect (...) ».

Contrairement au droit français, le règlement du TPI ne prévoit aucune durée maximale pour la dé-

tention provisoire, tout en laissant la porte ouverte à une demande de remise en liberté. Mais les enquêteurs ont l'intention de faire diligence : « La décision d'inculper ou non les détenus sera prise le plus vite possible », a indiqué Christian Chardier, porte-parole du TPI.

### UNE NOUVELLE

A l'heure actuelle, rien ne permet d'indiquer quels faits seront retenus contre les deux officiers ni, a fortiori, si le bureau du procureur les inculpera formellement. Mais leurs fonctions dans l'armée du général Ratko Mladic, lui-même inculpé à double reprise de génocide pour le massacre de plus de 6 000 Bosniaques à Srebrenica et pour le siège de Sarajevo, laissent peu de doute sur leur rôle pendant la guerre : en tant que responsables de la logistique, ils étaient chargés de l'approvisionnement en armes et en munitions des Serbes pendant le conflit.

Si elle débouchait sur de nouvelles inculpations, la procédure en cours marquerait une ère nouvelle

pour le Tribunal, fondé par le Conseil de sécurité de l'ONU en mai 1993. Jusqu'à présent, les vingt-quatre cellules de la prison de Scheveningen, près de La Haye, mises à disposition du TPI, n'abritaient qu'un seul détenu, Dusko Tadic, extradé d'Allemagne en 1994, et dont le procès pourrait débiter le 18 mars. Contrairement à Tadic, considéré comme un exécutant, les deux hommes qui l'ont rejoint lundi sont des officiers de haut rang, qui pourraient donner aux enquêteurs des indications précieuses sur la chaîne du commandement, ainsi que sur la provenance ultime des ordres.

Pour la première fois, le TPI a bénéficié de l'aide d'un des signataires des accords de Dayton. En arrêtant et en livrant ces officiers, Sarajevo a même innové, quitte à embarrasser Washington, les capitales européennes et l'IFOR et à tendre les relations entre cette dernière et la partie serbe. Dans l'intention d'éviter une nouvelle crise, l'émissaire américain, Richard Holbrooke, et les gouvernements bos-

niaque et serbe ont arrêté un « code de bonne conduite » concernant l'arrestation des personnes soupçonnées de crimes de guerre. Désormais, Sarajevo présentera au TPI une liste des suspects, à charge pour le bureau du procureur d'indiquer quels individus seraient susceptibles de l'intéresser. De son côté, le TPI a confié à l'IFOR les dossiers mis à jour des cinquante-deux inculpés qui sont encore en liberté. Seize d'entre eux sont accompagnés de photos, afin de faciliter leur identification.

Ces événements se déroulent sur fonds de rumeurs de défection de responsables serbes. Il y a peu, le magazine allemand Der Spiegel indiquait qu'un officier bosno-serbe de Banja Luka était prêt à témoigner contre Radovan Karadzic. Au TPI, on indique qu'un individu « se faisant passer pour Saseji », l'extrémiste nationaliste serbe, a pris contact avec le bureau du procureur. Depuis, le TPI est sans nouvelles de lui.

Alain Franco

## A Pale, des Bosno-Serbes en état de choc

« Pourrait avoir du bon s'ils sont relâchés », a déclaré le « vice-président », Nikola Koljetic, ajoutant que, dans le cas contraire, « l'application tout entière de l'accord de Dayton sera menacée ».

De son côté, et après plusieurs jours d'hésitation, la force multinationale a finalement annoncé, mardi, qu'elle diffuserait prochainement, auprès des policiers bosniaques et des militaires, les photos des criminels de guerre

recherchés par le TPI. Cette décision intervient après le voyage du chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, qui s'est récemment rendu en toute tranquillité de Pale à Banja Luka, malgré les quatre points de contrôle dont dispose l'IFOR sur la route.

L'épisode, relaté par le Washington Post, a aussi conduit le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, à demander l'ouverture d'une enquête sur ces informa-

tions. L'OTAN ne recherche pas officiellement les suspects de crimes de guerre mais est supposée les arrêter s'ils tombent entre ses mains et les livrer au Tribunal de La Haye. Si la population de Pale n'a guère de raisons d'être inquiète pour son sort, l'étau semble quelque peu se resserrer sur ses dirigeants accusés de crimes de guerre.

Denis Hauth-Guiraut

**TOUT LE MONDE CHERCHE DES SOLUTIONS POUR RELANCER LA CONSOMMATION...**

**La Caisse d'Epargne Ile-de-France Paris a déjà mis les moteurs en marche !**

**PRÊTS AUTO 7,80 %\***

**CAISSE D'EPARGNE ILE-DE-FRANCE PARIS**

\* Offre de crédit non affectée visible jusqu'au 30 avril 96 sous réserve d'acceptation de votre dossier. Exemple de financement : pour 10 000 F empruntés sur 3 ans : 36 mensualités de 314,04 F (assurance comprise) - coût total du crédit : 1 405,44 F - tég : 0,83%.

## La France reporte un sommet sur la drogue avec les Pays-Bas

**LA HAYE**  
D'un commun accord entre la France et les Pays-Bas, le sommet sur la drogue de La Haye, prévu pour le 7 mars prochain, a été repoussé. Devant à l'origine réunir les chefs d'État et de gouvernement français, allemand et néerlandais, puis être élargi aux autres pays du Benelux, cette réunion était destinée à trouver un accord entre les Pays-Bas et leurs voisins de l'espace Schengen sur une politique commune de lutte contre le trafic de drogue. Le président Jacques Chirac, qui accuse le gouvernement néerlandais de laxisme, fait dépendre d'un tel accord la levée des contrôles aux frontières terrestres de la France, prévus dans le cadre des accords de Schengen.

La Haye a annoncé le report du sommet, mardi 13 février, à l'issue d'une nouvelle rencontre entre magistrats, fonctionnaires de police et de douane. Officiellement, on affirme que la collaboration entre policiers et magistrats français et néerlandais serait encore trop fraîche pour que l'on puisse en faire un bilan sérieux. Mais, en privé, les Français affirment que les Pays-Bas ont encore beaucoup d'efforts à faire en matière de lutte contre le trafic de drogue. Paris leur reproche notamment de contrôler mollement Rotterdam, le plus grand port du monde, considéré comme une porte d'entrée béante de la drogue en Europe. « Il faut passer plus de temps à scanner. Mais cela prend du temps et ralentit les activités de Rotterdam », indique-t-on de

source française. Plus difficiles encore à résoudre sont les divergences d'approche sur le contrôle de la toxicomanie.

Les Néerlandais autorisent l'existence de « coffee-shops », où les transactions en petites quantités de haschisch sont tolérées, et que les Français accusent d'alimenter un « tourisme » européen des drogues douces. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, s'était rendu lui-même le 5 février aux Pays-Bas pour faire le point des discussions. Sa venue avait coïncidé avec la publication du rapport d'une commission d'enquête parlementaire néerlandaise, sévère lui aussi contre les méthodes de lutte antidrogué pratiquées aux Pays-Bas.

AL Fr.



## John Major est fragilisé par le scandale des ventes d'armes à l'Irak

Le rapport d'une commission d'enquête pourrait mettre en cause deux ministres conservateurs

Après trois ans d'enquête menée par un juge aussi têtue que scrupuleux, une inextricable affaire de ventes d'armes à l'Irak déstabilise un

peu plus les conservateurs britanniques. Au moins deux ministres du gouvernement de John Major pourraient se trouver sur la sellette, sé-

rieusement impliqués dans une affaire où il est question d'espions, de protections diverses et d'embargo malmené.

**LONDRES**  
de notre correspondant

L'enquête menée par le juge Richard Scott sur le scandale des ventes d'armes britanniques à l'Irak empoisonne depuis trois ans le gouvernement de John Major. Après l'examen de 700 000 pages de documents, l'audition de deux cents témoins - dont deux premiers ministres et plusieurs ministres - le rapport de 2 000 pages de la commission d'enquête a été remis à M. Major la semaine dernière et devait être rendu public, jeudi 15 février à 15 h 30, à l'occasion d'un débat à la Chambre des Communes. De son contenu, de la manière dont M. Major parviendra à limiter les dégâts face aux attaques de l'opposition travailliste, dépendront l'avenir politique d'au moins deux ministres. Sans parler de la réputation de M. Major, de M<sup>me</sup> Thatcher et des conservateurs à un an des prochaines élections.

L'affaire des ventes d'armes à l'Irak possède tous les ingrédients d'un scandale à la française : un juge obstiné, Sir Richard, qui refuse de se plier aux pressions politiques ; une commission d'enquête destinée à enterrer une affaire et qui se pique au jeu ; des hommes d'affaires liés aux services spéciaux qui vendent clandestinement du matériel militaire avec l'accord tacite de ministres qui mentent au Parlement pour dissimuler les faits. De l'argent, des armes, des hommes politiques, mais - une fois n'est pas coutume dans un pays obsédé par les affaires d'alcôve - pas de sexe. Cela au moment où éclatait l'affaire du « super-canon » qu'un industriel fabriquant dans le secret pour Saddam Hussein et où un autre ministre, Jonathan Aitken, était impliqué dans la vente d'armes... à l'Irak.

**UN DISCRET « FEU VERT »**

Jusqu'à l'ouverture du débat, seul le gouvernement et les quelques hauts fonctionnaires impliqués auront eu accès au rapport pour préparer leur défense. Mais de nombreuses fuites souvent orientées pour tenter de disculper les ministres impliqués ou pour déconsidérer le juge Scott ont permis

de se faire une idée du déroulement de ce que la presse anglaise, fascinée par l'ampleur de l'affaire, a appelé l'« Irakgate », en souvenir de l'« Irangate » américain.

Il était une fois à Coventry une usine d'armements appelée Matrix Churchill, qui avait été rachetée par les Irakiens. La situation de ses dirigeants anglais était délicate dans les années 80 en raison de la guerre entre l'Irak et l'Iran et de l'embargo imposé par les Nations unies. En 1985, le secrétaire au Foreign Office, Geoffrey Howe, avait interdit l'exportation d'armes offensives vers les deux pays. Vint le cessez-le-feu en août 1988 et, aus-

de ses dirigeants acceptaient de travailler pour le M6 (services secrets). Des tours commandés par ordinateurs furent vendus à des usines d'armement, des machines utilisées pour accroître la portée des moteurs des missiles Scud - en vue de leur permettre d'atteindre Israël et l'Arabie saoudite - livrées. Mais aussi, comme vient de le révéler le *Financial Times*, des pièces pour un prototype de centrifugeuse destinée au programme nucléaire du dictateur de Bagdad. Tout cela à travers des intermédiaires, comme la Jordanie, ou avec des documents douaniers aux spécifications anodines, tandis que

ou de Grande-Bretagne. En octobre, les douanes britanniques, non prévenues ou trop curieuses, engageaient des poursuites contre Matrix Churchill pour exportation illégale d'armes vers Bagdad. Les dirigeants de la société protestèrent de leur bonne foi, affirmant qu'ils avaient été couverts par le gouvernement.

C'est là que commence la seconde partie de l'Irakgate : pour éviter un débâcle public compromettant et sur la recommandation de l'Attorney General (procureur général avec rang de ministre), Sir Nicholas Lyell, quatre ministres signèrent des « PII » (certificats d'immunité au nom de l'intérêt public), surnommés « certificats-billons ». L'affaire Matrix s'effondrait ; les dirigeants de la société sabaient le champagne.

John Major décida de créer une commission. Le juge Scott fut chargé de mener une « enquête impartiale ».

**ATAQUES EN RÈGLE**

Ses deux principales cibles devinrent vite M<sup>me</sup> Waldegrave et Lyell. En revanche, M<sup>me</sup> Thatcher et M. Major, qui affirmèrent ne pas avoir été informés, semblent s'être tirés sans égratignure des griffes du juge. Au fur et à mesure que la rédaction du rapport avançait, il devenait évident qu'il risquait d'être dévastateur et pourrait coûter leur place à M<sup>me</sup> Lyell et Waldegrave. Des contre-mesures s'imposèrent. La machine de guerre torse s'est mise en marche pour défendre les accusés et noircir les accusateurs.

Sir Richard a été l'objet d'attaques en règle des anciens secrétaires au Foreign Office Douglas Hurd et Geoffrey Howe. Ce dernier a été empêché de faire jusqu'au bout pour remplir sa tâche et pour défendre son honneur. Jeudi, il suivra sans doute le débat aux Communes en se demandant si ses trois ans de travail auront servi à quelque chose ou bien si son rapport finira comme tant d'autres, prenant la poussière en haut d'une étagère.

Patrice de Beer

### Les capacités militaires de Bagdad

Rolf Ekeus, le chef de la mission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, a déclaré, mardi 13 février, que Bagdad était prêt à payer « un prix très élevé » pour protéger ses capacités militaires. Lors d'une conférence à Washington, M. Ekeus a jugé que « cela doit être pour l'ONU un avertissement ». La veille, un porte-parole américain, James Rubin, avait indiqué que le Conseil de sécurité devrait sous peu discuter d'un projet de résolution destiné à préciser les conditions d'importation et d'exportation de produits de haute technologie que l'Irak pourrait utiliser dans son industrie d'armement. Selon un responsable américain, cela permettra de « lever les ambiguïtés » et aidera les travaux de la commission chargée de désarmer Bagdad. - (AFP)

sité, Bagdad et Téhéran contactèrent les marchands de canons, leur proposant des affaires juteuses ; l'un d'eux était Matrix Churchill, un autre la fabrique de munitions Ordex.

En décembre, William Waldegrave, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et actuellement ministre du budget a, selon les fuites du rapport, secrètement donné son accord à un assouplissement de la réglementation sur l'exportation d'armes. En même temps, il répondait à des parlementaires inquiets que l'embargo restait en vigueur. C'était l'époque où l'on avait découvert avec horreur que Saddam Hussein avait fait gazer un village d'opposants kurdes et où toute vente d'armes à l'Irak aurait choqué l'opinion.

Fort de ce discret feu vert, Matrix reprit ses exportations vers l'Irak, en même temps que certains

les autorités fermaient les yeux. Dans cette histoire, tout le monde semble avoir trompé tout le monde : les hommes d'affaires étaient aussi des espions mais ils ne disaient pas tout sur leurs activités au M6, en particulier dans le domaine nucléaire ; l'Irak cachait ses ambitions alors qu'il se préparait à envahir le Koweït ; et des ministres se réfugiaient derrière un mur de secret, au nom de l'emploi, de la balance commerciale britannique... A cette époque, M<sup>me</sup> Thatcher affirmait : « La fourniture de matériel de défense britannique à l'Irak et à l'Iran continue à être régie par les règles de 1985. »

Tout aurait pu continuer longtemps si Saddam Hussein n'avait pas attaqué le Koweït à l'été 1990, déclenchant la guerre du Golfe. Les alliés se retrouvèrent face à une armée équipée des matériels les plus modernes parfois venus de France

## Des policiers turcs traduits en justice après le meurtre d'un journaliste

**ISTANBUL**  
de notre correspondante

L'indignation populaire face à la brutalité des forces de sécurité a, pour la première fois, forcé les autorités turques à sévir : 48 policiers seront traduits en justice après la mort, le 8 janvier 1996, du journaliste Metin Gökçe. Onze d'entre eux, accusés d'avoir battu à mort le jeune reporter, encourrent des peines allant jusqu'à 16 ans de prison.

Metin Gökçe, qui était âgé de 27 ans, effectuait un reportage pour le compte du quotidien de gauche *Evrensel*, lorsqu'il fut arrêté avec plusieurs centaines de prisonniers qui assistaient aux funérailles de prisonniers morts au cours d'émeutes dans un pénitencier d'Istanbul. Son corps meurtri avait été retrouvé, quelques heures plus tard, à quelques dizaines de mètres du stade où les manifestants arrêtés avaient été rassemblés pour des contrôles d'identité. La police avait nié avoir arrêté le reporter et suggéré qu'il était tombé du mur d'enceinte. Cette version a été dé-

mentée par le rapport d'autopsie, qui fait état de coups répétés à la tête.

L'insistance des médias et les témoignages de plusieurs personnes qui avaient assisté à l'arrestation du journaliste avaient cependant forcé les autorités à ouvrir une enquête. Le ministre d'Etat pour les droits de l'homme, Adnan Elmek, avait rapidement admis qu'« il était clair que Metin avait été battu et qu'il était mort en détention ». De son côté, le premier ministre Tansu Ciller avait déclaré, le 21 janvier : « Les coupables seraient arrêtés. Dans les jours qui viennent, dans peu de temps, cette affaire sera éclaircie. »

**PREUVES ACCABLANTES**

Si les cas de brutalité policière sont courants en Turquie, la condamnation des coupables est jusqu'ici demeurée très rare. Le rapport de la Fondation turque des droits de l'homme pour l'année 1994 fait état de 32 décès en détention dans des conditions suspectes et de 49 disparitions, auxquels s'ajoutent de nombreux cas de torture et de

« meurtres mystérieux » fréquemment attribués aux forces de sécurité, mais une vingtaine seulement de policiers ont été discrètement punis.

Les preuves accablantes et les dizaines de témoignages dans l'affaire de Metin Gökçe marquent cependant un tournant. Les noms des policiers suspendus de leurs fonctions ont été publiés et la commission administrative de la province d'Istanbul, dont l'approbation est nécessaire pour permettre la poursuite judiciaire de fonctionnaires, a confirmé, le 8 février, qu'ils comparaitraient devant la justice.

Le procès des policiers ne mettra sans doute pas fin aux excès des forces de sécurité, mais ce précédent rendra à l'avenir moins crédibles encore les explications officielles (« le suspect s'est jeté du 8 étage durant l'interrogatoire », « il est mort d'une crise cardiaque ») qui sont généralement avancées pour justifier les décès en détention.

Nicole Pope

## Paris ne veut pas d'écarts au premier sommet Europe-Asie de Bangkok

**BANGKOK**  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Coprésidents, pendant de nombreuses années, de la conférence internationale qui a abouti, en octobre 1991, à Paris, à un accord de paix sur le Cambodge, diplomates français et indonésiens se connaissent bien. En outre, l'Indonésie demeure le premier partenaire commercial de la France en Asie du Sud-Est. La première visite à Djakarta du ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui s'est achevée mardi 13 février, a donc été aussi consacrée à la préparation du premier sommet entre l'Union européenne et l'Asie de l'Est, prévu à Bangkok les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> mars et auquel participera Jacques Chirac.

A l'issue de son entretien avec

M. de Charette, Ali Alatas, son homologue indonésien, a déclaré que la France manifestait son « complet accord » pour que le succès du sommet de Bangkok ne soit pas remis en cause par des controverses. Réunis début février à Phuket, dans le sud de la Thaïlande, les ministres des affaires étrangères des Dix de l'Asie orientale - Chine, Japon, Corée du Sud, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam - ont, en effet, fermement exprimé le vœu que les questions de droits de l'homme ou des « clauses sociales » du commerce international n'empoisonnent pas les débats à l'occasion de l'ouverture officielle d'un dialogue entre l'UE et leur région. Pour sa part, Djakarta souhaite que la question de Timor-Oriental ne soit pas abordée, ce qui

n'est apparemment pas l'avis du Portugal, ancienne puissance tutélaire de ce territoire annexé par l'Indonésie en 1976.

**ATMOSPHÈRE CORDIALE**

La visite du ministre français à Djakarta, dans la foulée d'un voyage en Chine, confirme que la priorité sera donnée, à Bangkok, à la coopération économique et commerciale. Sur l'affaire de Timor, M. de Charette s'est contenté de rappeler la « fidélité » de Paris à la position commune de l'UE, qui ne reconnaît pas l'annexion, et d'indiquer que la France, pour sa part, était toujours prête, « si on le lui demande », à « aider ses amis à résoudre leurs problèmes ».

L'atmosphère cordiale de cette visite de deux jours, au cours de laquelle le ministre français a égale-

ment présidé une réunion des ambassadeurs français dans la région, semble donc confirmer qu'un consensus se dégage, du côté européen comme dans le camp asiatique, pour faire du sommet de Bangkok un succès. Jacques Chirac devrait y tenir plus que tout autre, puisqu'il entend profiter de son premier voyage présidentiel, dans une région qu'il connaît particulièrement bien, pour adresser, de Singapour le 28 février, un « message à l'Asie » avant de signer, le lendemain, le capiteux thaïlandais pour participer au sommet. A ce propos, Hervé de Charette a rappelé, mardi, que le président de la République souhaitait que « la France soit beaucoup plus présente en Asie ».

Jean-Claude Pomont

## La France prend acte de la nouvelle donne politique au Niger

PARIS A PRIS ACTE, mardi 13 février, de la position des anciens dirigeants civils - élus - du Niger, qui ont accepté leur destitution par l'armée, le 27 janvier. L'ancien président Mahamane Ousmane, l'ancien premier ministre Hama Amadou et le président de l'Assemblée nationale dissoute, Mahamadou Issoufou, ont reconnu que « l'intervention » de l'armée était due « essentiellement aux difficultés d'application » de la Constitution. Dans un texte signé en présence du nouveau chef de l'Etat, le colonel Ibrahim Baré Maïnassara, les trois personnalités approuvent la période transitoire qui vient d'être amorcée par la nomination d'un nouveau gouvernement civil, en attendant un référendum constitutionnel et de nouvelles élections.

Ce texte est « un élément important et nouveau », a déclaré Yves Dourdan, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, et « constitue un progrès significatif vers l'objectif recherché d'un retour à une vie politique et constitutionnelle normale au Niger ». La France, comme l'ensemble de l'Union européenne et les Etats-Unis, avait condamné le coup d'Etat et suspendu son aide au Niger.

## Dublin pourrait accepter la tenue d'élections en Ulster

LE PREMIER MINISTRE IRLANDAIS, John Bruton, a fait à son tour, mardi 13 février, un petit pas en direction d'un possible compromis avec Londres sur le processus de paix en Ulster, affirmant qu'il comptait discuter de la possibilité d'élections dans la province avec son homologue John Major. Devant le Parlement de Dublin, M. Bruton a cependant ajouté qu'il n'envisageait ces élections qu'après des pourparlers réunissant les différentes parties d'Irlande du Nord, du type des négociations de Dayton sur l'ex-Yugoslavie, où les protagonistes sont réunis dans un même lieu mais pas autour de la même table.

« Le premier ministre britannique a dit que son esprit n'était pas fermé ; le mien non plus », a lancé M. Bruton, jugeant « globalement acceptable » le système d'élections qui, « suivant des pourparlers de proximité, pourrait conduire directement et rapidement à des négociations multipartites ». Jusqu'à présent, les deux capitales s'opposaient totalement à propos de la tenue d'un tel scrutin. - (AFP)

**AFRIQUE**

■ **SOUDAN** : le ministre des affaires étrangères a qualifié, mardi 13 février, de « violation des conventions internationales » l'installation de l'opposition soudanaise dans l'ambassade du Soudan à Asmara, en Erythrée. L'Erythrée a rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan en décembre 1994 après avoir accusé le pouvoir islamiste soudanais de menées subversives. - (AFP)

**AMÉRIQUES**

■ **COLOMBIE** : la position du président Samper s'est encore fragilisée, mardi 13 février, après de nouvelles révélations de son ancien ministre, Fernando Botero, qui a affirmé que les chefs du cartel de Cali avaient envoyé une lettre au chef de l'Etat en octobre 1994. Dans cette lettre, les trafiquants se plaignaient de la façon dont ils étaient traités par le gouvernement, alors qu'ils s'étaient efforcés « d'apporter modestement leur aide à la cause sociale contrepartie d'une sorte » en collaborant à la campagne électorale, a indiqué Fernando Botero. - (AFP)

■ **HAÏTI** : le nouveau président René Préval a officiellement demandé au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, une prorogation du mandat de la Mission des Nations unies en Haïti (Minutah). Cette demande est contenue dans une lettre datée du 9 février dans laquelle M. Préval indique au secrétaire général qu'il souhaite un retrait graduel des forces de l'ONU de façon à aider au « désarmement » et à appuyer la « jeune police » civile nationale haïtienne. - (AFP)

**EUROPE**

■ **ALLEMAGNE** : un nouvel incendie dans un foyer d'hébergement pour étrangers à Wedel, près de Hambourg, a fait cinq blessés mercredi 14 février. Les causes du sinistre ne sont pas connues et la police a ouvert une enquête. - (AFP)

■ **RUSSIE** : quatorze journalistes ont été tués, entre novembre 1994 et décembre 1995, alors qu'ils couvraient les combats en Tchétchénie, selon un rapport publié, mardi 13 février, par la Fondation pour la protection de la transparence, une organisation russe privée. - (AFP)

■ **SERBIE** : une vingtaine d'Albanais de souche ont été interpellés, lundi 12 et mardi 13 février au Kosovo, à la suite de plusieurs attentats à l'explosif perpétrés, dimanche, contre des camps de réfugiés albanais des Serbes chassés par la guerre en Croatie. - (AFP)

**MAGHREB**

■ **ALGERIE** : la grève générale de quarante-huit heures lancée par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a été suivie, mardi 13 février, à plus de 90 %, dans 11 des 48 départements, selon la centrale syndicale. Ce mouvement, le premier d'une telle ampleur depuis 1991, survient dans un climat de tension extrême, marqué par un double attentat terroriste, qui a fait, dimanche, selon un nouveau bilan, 23 morts et près de 100 blessés, à Alger. - (AFP)

■ **TUNISIE** : Amnesty international a exprimé son inquiétude au sujet de Mohamed Mourad, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), dont le principal procès devait s'ouvrir mercredi 14 février, à Tunis. L'organisation craint que M. Mourad, aujourd'hui accusé d'intelligence avec un pays étranger, puisse être empoisonné « uniquement sur la base de ses activités politiques pacifiques ».

■ L'état de santé de Mohamed Hedi Sassi, député politique, en grève de la faim depuis le 22 janvier, se serait « sérieusement dégradé », a indiqué, lundi 12 février, à Paris, l'organisation Hourriya-Liberté. Militant du Parti ouvrier communiste tunisien (POCT), M. Sassi avait été condamné à trois ans de prison en 1994.

**PROCHE-ORIENT**

■ **ISRAËL** : deux députés travaillistes dissidents ont annoncé, mardi 13 février, la création d'un nouveau parti, « la troisième voie », qui mènera sa campagne électorale sur le refus de tout retrait du plateau du Golan. Avigdor Kahalani et Emanuel Zissman ont quitté le Parti travailliste « car il n'a pas respecté ses engagements envers les électeurs concernant le Golan », conquis en 1967 et dont la Syrie réclame la restitution. - (AFP)

**ÉCONOMIE**

■ **RUSSIE** : les revenus réels des ménages russes ont chuté de 13 % en 1995 par rapport à 1994, et cette tendance s'est poursuivie tout au long de janvier 1996, selon un rapport du ministère russe du travail, cité, mardi 13 février, par l'agence ITAR-Tass.

■ Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne se sont engagés pour la première fois à coopérer dans le domaine sensible de l'eau, en concluant à Oslo une déclaration de principe sur « les moyens de parvenir à combler le fossé entre l'offre et la demande en ressources hydrauliques ». L'accord sera officiellement signé « dans un futur proche » à Oslo. - (AFP)

■ **DÉVELOPPEMENT** : les pays économiquement avancés et le Japon espèrent conclure début mars à Tokyo un accord permettant la poursuite des opérations de l'Association internationale pour le développement (AID), organisme de la Banque mondiale spécialisé dans les prêts à très bas taux d'intérêt aux pays les plus pauvres. Le principal contributeur (les Etats-Unis), très hostile à la reconstitution des fonds de l'AID, ne paierait pas sa quote-part en 1997 mais, en revanche, le feraient les années suivantes, et verserait ses arriérés (près de 5 milliards de francs). - (AFP)



## La Chine utilise la technologie américaine pour moderniser son armée

L'interdiction que se sont imposée les pays industrialisés de fournir à Pékin des équipements sensibles est contournée dans les faits

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Emanant de sources dignes de foi, des révélations en cascade sur des ventes américaines d'équipements sensibles à la Chine, ces derniers temps, attirent l'attention de tous les spécialistes de la traque à la « prolifération ». Pékin est déjà soupçonné d'avoir solidement pris pied sur le marché international des exportations douteuses, qu'il s'agisse d'un réacteur nucléaire à l'Algérie, non signalé à l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), de missiles et éléments de technologie nucléaire à d'autres pays - les dernières protestations américaines en la matière concernent, une nouvelle fois, le Pakistan.

Mais les deux dernières affaires soulevées par la revue de Hong-kong *Far Eastern Economic Review* (FEER), dans son édition du 8 février, montrent que l'interdiction que se sont imposée les pays industrialisés, en 1989, en raison de la répression de Tiananmen, de vendre à la Chine des équipements pouvant servir à moderniser son armement, est l'objet de pressions difficiles à contenir. Ces pressions viennent à la fois des milieux industriels, de Pékin et de certaines agences gouvernementales occidentales, plus intéressées par les bilans à l'exportation que par les débats sur les droits de l'homme.

Ainsi, dans le cas spécifique des États-Unis, les informations de l'hebdomadaire font apparaître que le Pentagone a autorisé, après l'avoir interdite, la vente d'appareils de télécommunication ultrarapide à une firme chinoise, Hua Mei Communications, notoirement associée à l'armée de Pékin.

Le fournisseur, une firme américaine du nom de SCM, aurait en des liens avec le secrétaire à la défense, William Perry, par l'intermédiaire d'un universitaire de Stanford, John Lewis, lui-même en affaires avec le bras militaire chinois. Or le matériel concerné appartiendrait à la catégorie technologique « dual », qui peut avoir des applications civiles ou militaires selon les souhaits du client.

**ASSURANCES VÉRIABLES**  
Deuxième affaire, la Chine s'est procuré, en 1993, aux États-Unis, pour 5,4 millions de dollars, dix-sept machines relativement perfectionnées qui servent à la fabrication de fuselages aéronautiques, en apparence pour un projet d'avion civil, à savoir la réalisation d'appareils à moyen rayon d'action de la firme McDonnell Douglas qui sont déjà assemblés à Shanghai. Bizarrement, six machines, qui devaient être installées dans une nouvelle usine à Pékin, se retrouvèrent, à un bon millier de kilomètres au sud de la capitale, à Nanchang, dans une usine qui fabrique des avions de chasse A5 et des missiles Silkworm.

Dans le premier cas, le Pentagone a ouvert une enquête sur les raisons qui ont pu faire qu'après avoir interdit la vente, il l'ait autorisée, la fourniture des équipements de télécommunication n'ayant pas été matérialisée. Dans le deuxième, c'est le fournisseur lui-même, McDonnell Douglas, qui a entrepris des démarches pour ramener les interlocuteurs chinois à des pratiques plus conformes aux règles du commerce extérieur américain. Ces épisodes soulèvent

cependant quantité de questions pour les pouvoirs publics des pays exportateurs de haute technologie.

Dans le cas spécifique américain, le département du commerce ne semble pas partager pleinement les préoccupations de sécurité du Pentagone, lesquelles ont plus à voir, de nos jours, avec les gestulations militaires de la Chine qu'avec la question morale posée par les ventes d'armes à un pouvoir de la nature de celui de Pékin.

Or la disparition du Cocom, l'agence qui contrôlait les exportations sensibles à destination du pacte de Varsovie, dont la philosophie anticommuniste était due à la guerre froide avec l'Union soviétique, laisse la Chine dans une position relativement confortable pour l'acquisition de technologies sensibles. En outre, même quand les ventes sont clairement bloquées dans un cadre juridique qui interdit le détournement de la technologie, les gouvernements occidentaux ont tendance à se contenter d'assurances verbales chinoises et ne s'émouvent guère de l'accès extrêmement limité offert par Pékin aux vérifications officielles du bon usage des produits transférés.

Tout cela pose un problème de fond qui concerne la France d'aujourd'hui en raison même de ses exportations passées : l'A5 fabriqué par l'usine de Nanchang, concernée dans une des affaires américaines révélées, n'est autre qu'une copie chinoise d'un puissant chasseur soviétique que les industries françaises de l'armement travaillaient à moderniser avant 1989.

Francis Deron

## L'opposition perturbe le déroulement des élections législatives au Bangladesh

Les adversaires du premier ministre font régner la violence et la peur

Les électeurs bangladais étaient appelés à participer, jeudi 15 février, à un scrutin législatif boycotté par une opposition dont les militants les plus activistes font ré-

gner la peur à Dacca. Ces élections sont l'occasion d'un nouvel affrontement, entre deux femmes, le premier ministre, Khaleda Zia, et Sheikh Hassina Wajed.

**DACCA**

de notre envoyé spécial

Les élections législatives jeudi au Bangladesh risquent fort d'être dépourvues de toute signification : non seulement les principales forces de l'opposition ont décidé de boycotter le scrutin, mais les militants de ces partis s'efforcent par tous les moyens de décourager les électeurs de se rendre aux urnes. Ces dernières semaines, de violentes manifestations et des heurts quotidiens avec la police ont fait 17 morts et des dizaines de blessés. A coups d'armes de fortune et de cocktails molotov, les militants font régner la peur dans Dacca, brûlant des véhicules et attaquant ceux qui ne respectent pas le *hartal*, la grève générale. Un millier de fonctionnaires affectés aux bureaux de vote ont été menacés par ces activistes d'opposition, et les Bangladais redoutent que le jour du scrutin soit le prétexte à de nouvelles violences. Certains - et c'est ce qu'espère l'opposition - pensent que la participation électorale pourrait ne pas dépasser les 5 %.

Cheikh Hassina Wajed, chef de la ligue Awami, la plus grande partie d'opposition, a appelé à un « couvre-feu populaire » pour dénoncer la « force » que représente à ses yeux la tenue de telles élections. « La démocratie est en danger », a-t-elle répété, mercredi, devant la presse internationale, conspuant « la mauvaise gestion, le népotisme et la corruption » de l'actuel gouvernement. L'opposition a décrété de nouveaux *hartal* pour les 14 et 15 février.

Depuis décembre 1994, les députés des trois grands partis d'opposition - l'Awami, le Jatiya (forma-

tion de l'ancien dictateur Ershad) et le Jamaat Islami, (le parti des intégristes musulmans) ont démissionné en bloc de l'Assemblée nationale. Leur but était de forcer l'actuel premier ministre Khaleda Zia, chef du Bangladesh National Party (BNP), à se retirer trois mois avant l'organisation d'élections, afin, soutiennent-ils, d'assurer un scrutin « libre et honnête ».

**LA VEUVE ET L'ORPHELIN**

Car dans ce pays qui a renoué avec la démocratie après les élections de 1991 on a tendance à estimer que le parti au pouvoir, quel qu'il soit, ne pense qu'à se maintenir en place et truquera les élections s'il en a les moyens. Le premier ministre avait proposé l'année dernière de laisser la place au président Abdur Rahman Biswas, mais l'opposition n'a rien voulu entendre, insistait pour qu'un « gouvernement provisoire » assume les affaires courantes avant l'organisation du scrutin. Les discussions ayant échoué, le premier ministre a décidé de se maintenir au pouvoir jusqu'à la date des élections, provoquant ainsi l'appel au boycott lancé par l'Awami et de ses alliés.

Deux ans de joute politiques stériles ont profondément affecté l'économie d'un pays qui figure parmi les plus pauvres du monde. Après ces mois de grèves générales permanentes, les observateurs redoutent que le Bangladesh ne plonge dans le chaos économique. Chaque *hartal* coûte l'équivalent de 15 millions de dollars par jour (75 millions de francs) et il y en a eu cent cinquante l'année dernière.

Plus que réelles différences politiques, c'est la rivalité de toujours

entre les deux femmes politiques de ce pays musulman qui explique en grande partie l'actuel blocage. Khaleda Zia, âgée de cinquante et un ans, est la veuve de l'ancien « général-président » Zia Ul Rahman, qui fut assassiné lors d'un coup d'État, en 1981. Cheikh Hassina Wajed, âgée de quarante-huit ans, est elle-même parente de « martyr », puisque son père, le « père de la nation » Mujibur Rahman, fut tué, avec une vingtaine de membres de sa famille, lors d'un putsch de colonels, en 1975. Depuis cette époque, les deux femmes ont repris le flambeau de leur époux et père, se haïssant cordialement et ne cessant de se livrer bataille.

Entre autres griefs, Cheikh Hassina soupçonne le défunt mari de l'actuel premier ministre d'avoir trempé dans l'assassinat de son père... Mais rien n'a jamais été prouvé, et si l'on connaît les tumeurs - ils ne s'en cachent d'ailleurs pas - il est possible que la conspiration ait pu avoir de plus larges ramifications. En attendant, la poursuite de ce bras de fer ininterrompu entre « la veuve et l'orphelin » fait craindre à certains que l'armée puisse en profiter pour mettre tout le monde d'accord et reprendre le pouvoir : en vingt-cinq ans d'indépendance, l'ancien Pakistan oriental a été dirigé pendant quinze ans par des généraux putschistes. L'actuel chef d'état-major, le lieutenant-général A. S. M. Nasim, a pourtant la réputation de ne pas être un dictateur en puissance : il préfère voir ses hommes dans leurs casernes ou participer à de nombreuses opérations de maintien de la paix de l'ONU...

Bruno Philip

## Pourquoi Hambourg a choisi JCDecaux



**Helmut Schmidt** : "Hambourg, une des plus belles villes d'Europe. Les produits de l'entreprise française JCDecaux enrichissent le paysage urbain de ma ville natale. C'est l'exemple réussi d'une des coopérations franco-allemandes que j'ai toujours considérées comme le pilier fondamental de la construction européenne".

**JCDecaux** ■  
Le sens de la ville

Amsterdam - Anvers - Barcelone - Birmingham - Bruxelles - Brême - Brüssel - Cologne - Copenhague - Dacca - Göteborg - Hambourg - Helsinki - La Haye - Leipzig - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Manchester - Munich - Paris - Prague - San Francisco - Stockholm - Stuttgart - Valence



هكذا من لامل

6

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 15 FÉVRIER 1996

**DÉFENSE** Après les informations divulguées par *Le Monde* sur un rapport proposant la réduction de moitié des effectifs de l'armée de terre, Charles Millon, ministre de la dé-

fense, a confirmé implicitement, mardi 13 février, l'existence de ce document, mais souligné que toute décision en la matière appartient au chef de l'Etat. Il a précisé qu'une

éventuelle diminution des unités faisant partie de l'Eurocorps franco-allemand ne pourrait intervenir qu'après une concertation avec Bonn. ● LES AUTORITÉS allemandes

n'ont pas réagi officiellement aux informations publiées mardi 13 février, mais la mise en cause de l'Eurocorps serait considérée comme grave à Bonn. ● LA RESTRUCTURATION des

arsenaux, au sujet desquels M. Millon a rendu public le rapport qui lui avait été remis, est envisagée de façon très progressive, après discussions avec les syndicats.

# La réduction des effectifs de l'armée de terre est soumise à M. Chirac

La diminution de moitié des régiments, envisagée dans une étude du ministère, doit faire l'objet d'une discussion au sein du conseil de défense, que préside le chef de l'Etat. La mise en cause de l'Eurocorps suppose une concertation préalable avec le gouvernement allemand

**INTERROGÉ**, mardi 13 février, sur les réflexions en cours au sein de son administration sur le nouveau modèle d'armée qui sera présenté lors d'une réunion du conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, qui pourrait notamment faire perdre à une armée de terre professionnalisée plus de la moitié de ses effectifs (*Le Monde* du 14 février), Charles Millon a indiqué : « Il n'y a actuellement aucune décision prise sur le format des armées. »

Le ministre de la défense a ajouté : « Il n'y a même pas de décision prise, aujourd'hui, sur le passage de l'armée de conscription à une armée professionnelle. » Il a observé que toute décision en ce sens relève du seul chef de l'Etat.

Durant sa campagne pour l'élection présidentielle et depuis son entrée à l'Elysée, Jacques Chirac a dit, à plusieurs reprises, publiquement, qu'il est partisan d'une armée progressivement professionnalisée et d'une nouvelle forme de service civil, que M. Millon assimile, de son côté, à une « conscrip-

tion civique ». M. Millon a indiqué : « Le jour où une décision sera prise sur le format de l'armée, on pourra décider en toute clarté du nombre total des unités et du délai qui conviendra pour atteindre le nouveau format qui sera fixé. » Le ministre de la défense, qui n'est pas entré dans le détail des études en cours, a simplement admis : « C'est constamment que le ministère de la défense fait des hypothèses A, B, C, D sur l'éventualité de telle ou telle décision. »

### PROFESSIONNALISATION

Deux des hypothèses en question - révélées par *Le Monde* - sur le nouveau modèle d'armée de terre soumis au conseil de défense, ont trait au sort qui devra être réservé, compte tenu du volume d'effectifs lié à une professionnalisation accrue des unités, à la 1<sup>re</sup> division blindée, stationnée outre-Rhin, et aux garnisons que la France maintient outre-mer, en Afrique notamment.

Il s'agit de deux sujets sensibles pour le gouvernement. Le premier touche à la construction militaire



que la France entend édifier avec l'Allemagne, son principal partenaire en Europe. Le second se rapporte à la nature des engagements de la France vis-à-vis de pays afri-

cains avec lesquels elle a signé des accords de défense et des conventions d'assistance militaire.

Concernant l'avenir de la 1<sup>re</sup> division blindée, qui constitue la majo-

rité de l'élément français dans l'Eurocorps aux côtés de la brigade franco-allemande et d'unités allemandes, belges ou espagnoles, le ministère de la défense a publié un communiqué, le 13 février, en fin d'après-midi, pour clarifier sa position. « Le ministère de la défense, y est-il indiqué, précise qu'il n'est pas question pour la France de revenir sur ses engagements vis-à-vis de l'Eurocorps, opérationnel depuis l'automne 1995. Nos partenaires, tout naturellement l'Allemagne, connaissent l'attachement de la France à la préservation et à la cohésion de cet outil militaire européen. Si, par hypothèse, la nature du dispositif français au sein de l'Eurocorps devait connaître la moindre évolution dans le futur, ceci ne se ferait qu'après une concertation approfondie et préalable de nos partenaires européens. »

Une dissolution éventuelle de la 1<sup>re</sup> division blindée aurait, pour les états-majors, l'intérêt évident de n'avoir aucune retombée de nature politique, sociale ou économique sur le sol national en matière de fermeture ou de

réduction des garnisons si celles-ci étaient décidées. Des discussions entre états-majors, de part et d'autre du Rhin, ont déjà eu lieu sur le sujet, notamment sur la priorité donnée par la France à la professionnalisation de ses armées mise en parallèle avec la volonté du gouvernement allemand de maintenir la conscription.

### L'AMI DE L'AFRIQUE

A Bonn, on a beaucoup insisté sur le fait que, comme l'affirme un haut responsable de la Bundeswehr, « tout écart de la France par rapport au principe de la conscription ne devrait pas se faire en cavalier seul de sa part ».

A propos du niveau de ses forces déployées outre-mer par la France, singulièrement sur des bases où des points d'appui qu'elle occupe en Afrique, M. Millon a expliqué à Radio-France internationale (RFI) qu'il « n'est pas question de supprimer les implantations militaires françaises, puisque ces forces dites « de présence » (au Tchad, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, au Gabon, en Centrafrique et à Djibouti) sont « nécessaires » pour permettre la « projection » d'éventuels renforts.

Cependant, le ministre de la défense a ajouté qu'« il sera peut-être nécessaire ou souhaitable de revoir » le format des unités françaises en Afrique pour s'adapter à de « nouvelles conditions », conformément à ce qu'a écrit *Le Monde*.

Devant les députés RPR, au Palais-Bourbon, le premier ministre a expliqué, à propos de l'avenir du service national, que « l'on en est encore au stade des discussions ». En effet, le gouvernement n'a pas l'intention de déposer un projet de loi sur les modalités d'un service national rénové - avec de nouvelles formules de service civil ou civique - avant l'automne au Parlement.

Daniel Vernet

J. I.

## Les projets français affectent la coopération avec l'Allemagne

**LES PROPOSITIONS** de l'état-major pour la professionnalisation de l'armée de terre et la réduction de ses effectifs n'ont pas immédiatement suscité de réactions officielles en Allemagne. Elles affectent cependant de deux manières les relations de la France avec son partenaire privilégié : elles soulèvent des interrogations sur l'avenir du service militaire des deux côtés du Rhin et elles pourraient toucher directement

l'Eurocorps, le corps d'armée européen créé par la France et l'Allemagne auxquelles se sont joints la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg.

Ce qui frappe dans les idées circulant en France - encore, il est vrai, à l'état de projet -, c'est leur incohérence avec l'intention manifestée par ailleurs d'approfondir la coopération franco-allemande. Ainsi est-il paradoxal d'envisager que des appelés puissent servir dans l'armée de l'autre pays (proposition du sommet Chirac-Kohl à Baden-Baden), au moment où l'on s'apprête à réformer voire à supprimer le service militaire. L'impact sur l'Eurocorps est plus significatif, et toute mise en cause de cette unité, qui n'est opérationnelle que depuis l'automne dernier, serait jugée grave par les Allemands. Sans doute n'est-ce pas la première fois que Paris évoque le retrait des troupes françaises stationnées outre-Rhin. Tirant les conséquences de la réunification,

François Mitterrand l'avait annoncé dès 1990, au grand déplaisir des responsables allemands, avant de revenir sur cette idée.

Dans la perspective d'un « réformatage » de l'armée de terre, la dissolution des régiments de la 1<sup>re</sup> division blindée, qui forme l'essentiel de la contribution française à l'Eurocorps, se défend. Vingt régiments seraient ainsi supprimés d'un seul coup, sans aucune retombée régionale ni électorale puisqu'ils sont stationnés en Allemagne. En outre, ces régiments sont plus adaptés à une bataille dans les plaines d'Europe centrale qu'au rétablissement de la paix dans un conflit régional, qui pourrait être la mission principale de l'Eurocorps.

Enfin on songe, en France, depuis quelque temps déjà, à permettre à l'Eurocorps d'en-

glober des unités extérieures, comme la Force d'action rapide, justement pour être en mesure de répondre à ces nouvelles missions, mais cette hypothèse suppose un développement considérable des moyens d'état-major.

Dans ce cas de figure, a noté François Heisbourg lors d'un colloque organisé mardi 13 février à Paris, la dissolution de la 1<sup>re</sup> division blindée, dans quelques années, ne poserait pas de problèmes : « En attendant, il ne faut pas sacrifier une pièce maîtresse de l'Eurocorps sur l'autel de la professionnalisation. » Et avant tout effet d'annonce, la moindre des choses serait d'avertir, sinon de consulter, nos partenaires.

## Le rapport sur les arsenaux met en évidence leur manque de productivité

**LE RAPPORT** remis, mardi 13 février, au ministre de la défense sur l'avenir de la direction des constructions navales (DCN) dresse, comme on pouvait s'y attendre (*Le Monde* du 4-5 février), un état des lieux de la construction navale militaire, qui emploie 24 800 salariés en France. Il fera l'objet d'une concertation - que Charles Millon souhaite « la plus large possible » - avec les élus nationaux et locaux, les syndicats, les fournisseurs et les sous-traitants, de sorte que l'Etat arrête des décisions dans le cadre de la programmation militaire soumise, en juin, au Parlement.

Pour l'essentiel, le constat dressé aboutit à mieux clarifier que par le passé les activités de contrôle (ce qu'on appelle la « maîtrise d'ouvrage ») de la DCN

étatique, qui représente l'Etat investisseur, et les activités de construction ou de réparation (ce qu'on appelle la « maîtrise d'œuvre ») du service industriel de la DCN, c'est-à-dire la dizaine d'établissements travaillant pour la marine nationale ou pour l'exportation. Le service industriel doit garder son unité et devenir « la référence » de l'industrie navale militaire en Europe.

### « SITUATION FRAGILISÉE »

Cependant, le groupe de travail insiste sur la nécessité pour le service industriel de la DCN d'« améliorer sa productivité et sa compétitivité ». S'il dispose d'atouts importants, à commencer par le savoir-faire de ses personnels ou leur aptitude à coordonner l'ensemble des activités du

secteur (construction, réparation et entretien des bateaux et de leurs systèmes d'armes), le service industriel de la DCN connaît en revanche « une situation fragilisée ». Selon les experts désignés par M. Millon, un « signe » illustre ce manque de productivité. « Le rapport qui existe entre la production et les effectifs s'est, en 1995, à 700 000 francs par personne, écrit les membres du groupe de travail, quand, en moyenne, ce même rapport atteint le million de francs dans l'industrie d'armement. » Conclusion : le niveau d'activité d'une grande partie des personnels, dans les arsenaux, est jugé « faible ».

Le rapport adressé à M. Millon relève - pour le regretter - que le service industriel de la DCN n'a pas toute sa liberté d'action.

Deuxième entreprise française de défense, après Thomson-CSF, il peut difficilement emprunter, placer sa trésorerie, s'associer à des partenaires français ou étrangers. Surtout, il ne dispose pas d'autonomie dans la gestion de ses ressources humaines, dans la mobilité de ses personnels et jusque dans l'embauche, selon les besoins, de spécialistes très compétents.

### CHANGEMENT DE STATUT

Au-delà de cette description quasi clinique du secteur, le rapport suggère que, malgré ses handicaps et grâce à la complémentarité et la diversité de ses activités, l'unité du service industriel de la DCN soit globalement préservée. « Sur le plan géographique, est-il observé, le service industriel dis-

pose de peu de sites [huit arsenaux en province et deux établissements d'ingénierie à Paris et à Toulouse]. Des adaptations de format seront sans doute nécessaires et de nouvelles répartitions entre la DCN étatique et le service industriel pourront être étudiées. »

S'il faut revoir les conditions de production et de travail pour permettre au personnel de remplir sa tâche, il n'est pas question pour autant, a expliqué M. Millon, de « revenir sur les droits des salariés » pour ce qui est du statut de ceux qui sont déjà engagés. Il y aura, a-t-il ajouté, « un débat à mener sans

a priori sur le statut de la DCN », c'est-à-dire sur le service lui-même.

Le ministre souhaite que, dès jeudi 15 février, pendant un mois à un mois et demi, les syndicats engagent un dialogue, au niveau national et dans chaque établissement concerné, à partir des grandes lignes du rapport. Une fois les points de vue des différents partenaires recueillis, des décisions devraient intervenir dans le cadre de la programmation militaire 1997-2002.

J. I.

### COMMENTAIRE

#### PRUDENCE

Le précédent de GIAT Industries, ce groupe spécialisé dans la production d'armement terrestre qui aurait fait faillite depuis des années s'il n'était pas contrôlé par l'Etat en dernier ressort, rend, pour le moment, Charles Millon d'aller trop avant dans la réorganisation des arsenaux. Le ministre de la défense en convient, qui parle lui-même de marquer de la « prudence » sur un sujet aux conséquences explosives.

Personne ne doit entretenir d'illusions. Venant après un audit particulièrement catastrophique sur la crise qui frappe le constructeur du char Leclerc, le rapport sur la DCN, publié avec quelques semaines de retard sur la calendrier initial, se veut d'abord un diagnostic de la réalité, dépourvu par prudence de recommandations pratiques à l'usage des décideurs. Toutefois, il entérine, de fait, les jugements assez pessimistes portés de longue date par

tous les connaisseurs du dossier des arsenaux, y compris ceux qui les dirigent aujourd'hui et qui s'efforcent de les maintenir à flot, grâce à l'exportation (où ils réussissent souvent) et en dépit de la raréfaction des commandes de la marine nationale.

GIAT, DCN, deux siges qui s'agitent indirectement l'échec patent de l'Etat lorsqu'il se pense lui-même en industrie de l'armement. Le plus délicat reste à venir. Ce sera dans quelques semaines ou dans quelques mois, ne le sait trop bien encore, quand l'Etat voudra organiser le redéploiement et la restructuration de l'autre industrie de défense, nationale ou privée, dans le double secteur stratégique de l'aéronautique et de l'électronique à vocation militaire. D'abord, en France même. Ensuite, autour d'alliances à nouer en Europe. Là aussi, M. Millon et, avec lui, le chef de l'Etat et le gouvernement devront marquer quelque prudence dans la réflexion.

Jacques Isnard

## Le déclin de l'industrie militaire, vu de Charente

### ANGOULÊME

de notre correspondant

Ah ! si le marquis de Montalembert n'avait pas eu, en 1790, l'idée de génie d'installer une fabrique de canons près d'Angoulême... Plusieurs arguments plaident pour ce site : l'arrière-pays minier, la forêt de la Braconne, pour le charbon de bois, et surtout les eaux de la Tournère, froides et abondantes, pour la forge. A plus de cent kilomètres de la mer, Ruelle était hors de portée des canons anglais.

Pendant cent cinquante ans, la « Fonderie » a grandi, jusqu'à employer 4 000 salariés en 1917. La ville de Ruelle s'est développée autour. On entrain à la fonderie de père en fils, et la promotion ouvrière fonctionnait. Mais les arguments qui plaident pour Ruelle au XIX<sup>e</sup> siècle se sont peu à peu

évanouis. Autour de 1950, la « Fonderie » a utilisé son capital matière grise, représenté par la plus forte densité de polytechniciens des entreprises régionales, pour se diversifier : usinage de pièces pour sous-marins, torilles de bâtiments de surface, éléments de missiles, catapultes du porte-avions Charles-de-Gaulle.

L'entreprise, qui dépend de la direction des constructions navales (DCN), essaie de se tourner vers le secteur civil pour remédier à ses surcapacités par rapport aux besoins de la marine nationale. Mais les effectifs se réduisent : 1 660 salariés en 1995, 1 400 actuellement. Les syndicats craignent qu'il n'y en ait plus que 800 en l'an 2000, au-dessous du seuil vital, disent-ils. Jean-Pierre Chagnaud, maire (div. g.), évite le débat sur le statut de l'établissement : « Ce qui

nous intéresse, c'est le maintien du site, de l'emploi et des ressources que nous procure l'entreprise. »

L'autre établissement militaire important de la Charente est la poudrerie, qui s'étale sur 200 hectares à Angoulême. La similitude s'impose avec la DCN. Créée en 1819, la poudrerie a vu ses effectifs se réduire considérablement.

### RECONVERSION DE LA POUDRERIE

Les sureffectifs restent importants, et lors du dernier plan social (quatre en dix ans), le personnel a accepté le partage du travail pour sauver soixante-dix emplois : réductions à trente et une heures par semaine de la durée du travail, mais perte de salaire représentant entre 10 % et 13,8 % du salaire brut. « A terme, note Jean-Claude Beauchaud, député socialiste, je ne vois pas d'autre solution pour la

poudrerie d'Angoulême que la reconversion complète vers une autre activité. Il en est tout autrement pour la DCN de Ruelle. Le site est bien équipé en hommes comme en matériel et a une compétence technologique reconnue. On peut discuter du statut de l'entreprise, mais il ne faut pas toucher au statut du personnel. »

Analyse semblable chez Georges Chavannes, député et maire (UDF-CDS) d'Angoulême : « Pour la poudrerie, la situation est très difficile. Les effectifs sont tombés de 890 à 360 en dix ans. L'entreprise enregistre des pertes importantes. En revanche, pour la DCN, la situation me paraît moins dangereuse, les équipements sont remarquables et le personnel très qualifié. »

Jean-Pierre Dufrenoy





Apple Computer, Inc.

Chers lecteurs,

Quand le public a découvert Macintosh, en 1984, il a en même temps découvert quelque chose de complètement nouveau : un ordinateur qui sourit et vous dit "Bonjour". Convivial, intuitif, élégant, Macintosh est le premier ordinateur à vous donner toute latitude de travailler sans contraintes, de vous concentrer sur votre projet et non sur la maîtrise de votre ordinateur. Cette idée a changé le monde. Apple a construit son succès grâce à une longue série de produits qui ont su anticiper la façon de travailler des utilisateurs. C'est sur ces atouts que nous bâtissons notre avenir et c'est de cette réussite dont nous aimerions vous parler, notamment à la lumière des nouveaux défis que notre société doit relever.

Numéro 1 sur des marchés clé de l'entreprise, de la maison et de l'école.

En 1995, Apple a vendu un nombre record d'ordinateurs : 4,5 millions. Dans le monde entier, les foyers sont équipés de Macintosh, de préférence à toute autre marque. Notre domination sur le marché de l'enseignement est en constante progression et reflète le fait que les deux tiers des écoles américaines sont équipées de Macintosh. Apple ne cesse de définir les normes du marché pour Internet, sur lequel plus de 20% de tous les serveurs sont signés Apple, et plus de 40% de tous les sites Internet ont été créés sur Macintosh. Bien entendu, nous restons à la pointe du développement dans l'édition, l'ingénierie, le multimédia, et la production vidéo et musicale dans lesquels 63% de la conception électronique est générée sur Macintosh.

Un pari d'innovation à l'ère de l'information.

Le lancement de plusieurs logiciels primés démontre parfaitement notre avance sur les marchés du multimédia et de la réalité virtuelle : le logiciel QuickTime et ses multiples applications audio-visuelles ; QuickTime VR, une technologie qui vous permet de créer sans peine un environnement virtuel et d'y naviguer ; QuickTime Conference, une application de vidéoconférence pour le bureau et QuickDraw 3D, une architecture logicielle qui introduit la troisième dimension dans votre ordinateur. Avec ses ordinateurs à base de processeur RISC PowerPC, Apple développe la prochaine génération d'ordinateurs. Macintosh demeure le micro-ordinateur le plus compatible du monde, le seul en réalité à pouvoir combiner parfaitement des applications MS-DOS et Windows et la multitude d'applications Macintosh.

Une nouvelle façon de travailler, d'apprendre et de jouer.

Tout ceci explique pourquoi nous recensons à ce jour 56 millions d'utilisateurs pour plus de 23 millions de Macintosh et que nous maintenons le plus haut niveau de fidélisation du marché. Apple est en effet une des marques les plus connues et mieux aimées au monde. Ce succès tient en une phrase : le public partage notre vision. Une vision qui veut que la puissance de l'informatique soit accessible et à la portée de tous. L'idée, en somme, que rien n'est impossible à qui dispose de bons outils. Le sentiment, au fond, que nous pouvons changer le monde. En élargissant le champ d'action de chacun, Apple s'est propulsée au premier rang du progrès technologique. Elle a contribué à donner une nouvelle dimension à l'homme moderne, et continuera, avec vous, à repousser les limites de l'impossible.

Sincèrement,

Marco Landi  
Président, Apple Europe



## Les banques redoutent une extension du délit de « blanchiment » à la fraude fiscale

MM. Toubon et Mazeaud font front commun contre une partie des députés de la majorité

Le projet de loi sur le « blanchiment » de l'argent provenant d'activités illicites, examiné par l'Assemblée nationale mardi 13 et mer-

credi 14 février, fait craindre aux banques le risque d'« inquisition » qu'entraînerait l'extension du délit à la fraude fiscale. Jacques Toubon,

ministre de la justice, et Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée, sont décidés à tenir bon.

L'EXAMEN par le Parlement du projet de loi visant notamment à instituer un délit général de « blanchiment » n'en finit pas de donner des sueurs froides au milieu bancaire. Encore loquaces sur le sujet – sous couvert d'anonymat – au mois d'octobre, lors du passage du texte au palais du Luxembourg (Le Monde du 19 octobre), les responsables de l'Association française des banques (AFB) gardent désormais le silence dans l'attente du vote des députés, qui devait intervenir mercredi 14 février.

Resté en sommeil depuis le 24 août 1994, date de sa présentation en conseil des ministres par l'ancien garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, ce projet de loi vise à adapter la législation française à la convention du Conseil de l'Europe « relative au blanchiment, au blanchiment, à la saisie et à la confiscation des produits du crime », adoptée à Strasbourg le 8 novembre 1990, signée par la France le 5 juillet 1991, et dont les députés ont autorisé l'approbation mardi 13 février. Tout en cherchant à élargir la notion de blanchiment non plus seulement au trafic des stupéfiants, mais à l'ensemble des capitaux illicites, cette convention avait ménagé une porte de sortie aux différents pays signataires en leur permettant de limiter le délit de blanchiment au produit de certaines infractions principales déterminées.

En proposant la création d'un délit général de blanchiment, faisant référence au « produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit », quels qu'ils soient, la chancellerie a opté en faveur de la solution la plus large, parachevant

ainsi l'extension de la législation française en la matière depuis une vingtaine d'années : 1987, incrimination du blanchiment de l'argent provenant du trafic de stupéfiants ; 1990, création au sein du ministère de l'économie et des finances du service Tracfin, chargé de détecter les « opérations douteuses », les banques étant invitées à lui faire part de leurs soupçons sur l'origine illicite des fonds déposés ; 1993, élargissement de cette procédure de déclaration de soupçons au blanchiment des fonds provenant de l'« activité d'organisations criminelles ».

Mettant implicitement en cause, parmi d'autres, les fonds provenant de la fraude fiscale, cette généralisation du délit de blanchiment continue de susciter l'inquiétude du milieu bancaire. « Cela risque de provoquer une forte instabilité dans les relations financières », estime un spécialiste du dossier dans une grande banque française, qui affirme être « en phase avec les magistrats de terrain » et qui ajoute : « Au lieu de cibler le crime organisé, on va poursuivre n'importe quel Français. Cela revient à diluer totalement l'infraction. On se trompe de cible : l'argent de la dissimulation fiscale provient d'une activité économique normale ; ce n'est que l'usage qui en est fait qui est délictueux. Comme c'est trop difficile de lutter contre le crime organisé, on essaie d'incriminer tous les Français. Si l'on veut encourager la fuite des capitaux... »

Ce point de vue semble avoir trouvé des relais plus efficaces au Palais-Bourbon qu'au palais du Luxembourg. Avant l'examen du texte en séance publique, la

commission des lois de l'Assemblée a en effet consacré l'essentiel de ses travaux à la détermination du champ d'application du texte. Plusieurs députés de la majorité sont intervenus pour tenter de le limiter. Xavier de Roux (UDF), rapporteur de la défunte proposition de loi tendant à réformer les abus de biens sociaux, a stigmatisé, lors de la discussion générale, un « délit attrape-tout » et proposé à la commission un amendement visant explicitement à en exclure la fraude fiscale.

**« Au lieu de cibler le crime organisé, on va poursuivre n'importe quel Français »**

Philippe Houillon (UDF, Val-d'Oise) a défendu un autre texte, présentant une liste limitative d'infractions et faisant référence au seul code pénal, ce qui revenait aussi à exclure la fraude fiscale. Christian Dupuy (RPR, Hauts-de-Seine) a soutenu que la nouvelle infraction de blanchiment doit être limitée à l'argent de la drogue, ce qui est déjà le cas depuis la loi du 31 décembre 1987.

Observant qu'il s'agissait là d'un « problème majeur », Michel Huguette (RPR), rapporteur de la commission des lois, a affirmé qu'« une définition trop large risquerait d'hypothéquer l'efficacité du dispositif » et a plaidé en faveur d'une limitation du champ du délit au blanchiment du produit des

crimes ou des délits prévus par le code pénal.

Au terme d'une première réunion, la commission des lois a finalement adopté un amendement de Pierre Lellouche (RPR, Val-d'Oise) limitant le délit de blanchiment à celui du produit du trafic de stupéfiants et de la criminalité organisée. Lors d'une conférence de presse, mardi, M. Lellouche a préféré insister sur un autre amendement, signé de son nom et adopté en commission, visant, ce lui-ci, à créer le délit de participation à une organisation criminelle internationale.

La partie était cependant loin d'être gagnée, mardi, pour les partisans d'une restriction du champ d'application du texte. Ceux-ci devaient en effet affronter mercredi, lors de l'examen des articles en séance publique, deux « poids lourds » politiques : Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois, qui a vivement combattu l'amendement Lellouche au motif qu'il « vide le projet de loi de sa substance et de son intérêt » ; Jacques Toubon, garde des sceaux, qui a réaffirmé, lors de la discussion générale, qu'il est « essentiel de conserver au délit de blanchiment toute sa généralité, toute référence à une liste d'infractions, même large et précise, ouvrant une brèche dans laquelle les « blanchisseurs » ne manqueraient pas de s'engouffrer ».

A défaut de rassembler les députés de la majorité, ce projet de loi aura au moins eu le mérite de sceller la réconciliation de MM. Toubon et Mazeaud.

Jean-Baptiste de Montvalon

## Des maires menacés d'invalidation pourraient être sauvés

Une proposition de loi va être examinée

LE GOUVERNEMENT accepte que le Parlement désavoue le Conseil d'Etat. Alain Juppé a décidé, en effet, d'inscrire à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale la proposition de loi de Pierre Mazeaud (RPR) visant à mettre un terme à la confusion et aux remous créés par l'avis du Conseil d'Etat du 5 février sur l'application de la législation sur le financement des campagnes électorales. En estimant que la loi de janvier 1995 interdisant à tous les membres d'une liste d'être membres de l'association de financement, la Haute juridiction administrative menace d'invalidité quelque cent trente maires élus aux élections de juin 1995 et prive des candidats du remboursement par l'Etat d'une partie de leurs dépenses de campagne (Le Monde du 11-12 février).

Pour contrer cette interprétation intransigeante, opposée à celle du ministre de l'Intérieur, M. Mazeaud, président de la commission des lois, a déposé, dès le vendredi 9 février, une proposition de loi corrigeant l'ambiguïté de la législation et évitant qu'elle ne soit appliquée lors des instances en cours devant les juridictions administratives. Si ce texte est adopté assez vite, les candidats de juin ne seront pas sanctionnés. Mais, échoué par la mésaventure récente de sa proposition de loi visant à réformer l'abus de biens sociaux, M. Mazeaud a souligné que c'était au gouvernement de l'inscrire à l'ordre du jour des travaux du Parlement.

Lors de la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, mardi 13 février, Roger Romani,

ministre chargé des relations avec le Parlement, s'est assuré que l'inscription rapide de ce texte ne souleverait pas d'opposition. Il a obtenu l'accord des présidents des groupes RPR, UDF, communiste et République et Libertés. Circospect, Laurent Fabius, président du groupe socialiste, a préféré soumettre la question aux députés du PS, qui, lors de leur réunion, se sont montrés plutôt favorables, dans son principe, à la proposition Mazeaud. Fort de cet assentiment quasi général, M. Romani a donc obtenu le feu vert du premier ministre pour que cette proposition de loi soit examinée par les députés, en séance publique, dès mercredi 21 février.

UNE SUGGESTION DU SÉNAT

Le texte sera ensuite soumis au Sénat, mais pas avant le mois de mars, compte tenu de la semaine de vacances parlementaires fixée du 26 février au 4 mars. Dès mardi, toutefois, Jacques Larché (RI), président de la commission des lois du Sénat, a proposé de régler le problème en reprenant la discussion d'une proposition de loi votée par les sénateurs le 18 juin 1993, mais jamais soumise à l'Assemblée nationale. Ce texte prévoyait que le juge administratif pourrait relever l'illégalité de la loi si la « bonne foi » de ce dernier était reconnue. Soucieux de ne prêter le flanc à aucun soupçon d'amnistie en faveur des élus, le gouvernement n'est pas décidé à retenter cette suggestion, préférant s'en tenir au dispositif plus circonscrit proposé par M. Mazeaud.

Gérard Courtois

## La droite sénatoriale bouscule l'aménagement du temps de travail

VOTÉE tranquillement à l'Assemblée nationale en novembre 1995, la proposition de loi sur la réduction du temps de travail rédigée par deux députés UDF, Denis Jacquet et Marie-Thérèse Boisseau, élus de Moselle et d'Ille-et-Vilaine, a difficilement passé le cap de l'examen au Sénat, mardi 13 février. En apparence, elle a survécu. Le texte a été adopté à une majorité confortable. Les groupes RPR, Républicains et Indépendants et Union centriste ont voté pour ; les socialistes, les communistes, ainsi que certains membres du Rassemblement démocratique, se sont prononcés contre.

Reste que les sénateurs de la majorité en ont totalement revu le contenu. D'entrée de jeu, le ministre du travail et des affaires so-

ciales, Jacques Barrot, a fait part de son embarras. Rappelant que les partenaires sociaux avaient conclu un accord interprofessionnel prometteur sur l'aménagement du temps de travail, le 31 octobre 1995, et que, dans ce cadre, des discussions par branche sont en cours, il a affirmé aux sénateurs que « la parole doit rester aux négociateurs ». « Nous n'avons pas été, dans un premier temps, favorables à une initiative législative », a rappelé M. Barrot. « Les négociations se dérouleront jusqu'à l'été, a-t-il dit. Ensuite viendra un rendez-vous parlementaire, que suivront les négociations dans les entreprises ».

Toutefois, si « cette proposition de loi est bien ciblée, elle doit être rendue compatible avec la suite de la procédure ».

Bien ciblée, il n'est pas sûr qu'elle le soit encore. Lors de la discussion article par article, le ministre a pu assister par la suite à l'ébranlement de l'équilibre général du texte. Au nom de la commission des affaires sociales, le rapporteur de la proposition, Louis Souvet (RPR), a porté des coups de bélier dans l'édifice.

La proposition de loi, dans sa forme initiale, visait à assouplir certaines dispositions de l'article 39 de la loi quinquennale sur l'emploi de 1993. Cet article avait prévu une aide de l'Etat pour les entreprises qui s'engageaient dans un dispositif conventionnel d'annualisation-réduction du temps de travail. L'aide était subordonnée à cinq conditions : la fixation conventionnelle d'un nouvel ho-

raire de travail annualisé ; la diminution de 15 % de la durée initiale du travail ; une réduction des salaires ; des embauches, dans les six mois, correspondant à 10 % de l'effectif annuel ; le maintien de l'effectif ainsi obtenu pendant trois ans. L'aide prenait la forme d'une compensation partielle des charges sociales patronales par l'Etat, de 40 % la première année et de 30 % les deux années suivantes.

TREIZE ACCORDS

Treize accords ont été conclus dans le cadre de l'article 39, dont neuf par la seule entreprise Broches Pasquier. La proposition de loi des deux députés visait à rendre le dispositif plus attractif en supprimant l'obligation de réduction des salaires ; à substituer à l'octroi d'une aide, jugée trop complexe par les chefs d'entreprise, une exonération partielle de charges de 50 % la première année et de 30 % les années suivantes ; enfin, à porter de trois ans à dix ans la durée de l'avantage d'exonération.

Les sénateurs de la majorité ont retenu le principe de l'exonération et ont transigé pour une durée de cinq ans, précisant que ce manque à gagner pour les caisses de la Sécurité sociale doit être compensé par le budget de l'Etat. Cependant, revenant sur certaines obligations de la loi quinquennale auxquelles la proposition de loi ne touchait pas, ils ont ramené de 15 % à 10 % la réduction de la durée initiale du travail nécessaire pour obtenir une incitation financière et réduit les contraintes d'embauche de 10 % à 5 % de l'effectif. Enfin, malgré l'opposition très vive des socialistes et des communistes, ils ont réintroduit le principe d'une réduction obligatoire des salaires, nécessaire, selon M. Souvet, « pour ne pas mettre en péril l'édifice du temps partiel ».

« La proposition de loi issue de l'Assemblée nationale introduisait un certain équilibre. Le gouvernement préférerait s'en tenir au texte de l'Assemblée nationale », a indiqué M. Barrot, qui a émis, en vain, un avis défavorable sur ces amendements.

Cécile Chambraud

Caroline Monnot

## Alain Madelin enrichit son credo libéral de références à la « philosophie chrétienne »

FOUGÈRES (Ille-et-Vilaine) de notre envoyé spécial. Lorsqu'il bat la campagne pour la présidence de l'Union pour la démocratie française, Alain Madelin parle de tout, sauf de l'UDF. Ou si peu. Lorsqu'il cherche à attirer les suffrages des grands électeurs de l'UDF, il ne s'adresse pas d'abord à eux. Ou indirectement. Par petites touches, de réunions publiques en dîners-débats, Alain Madelin se consacre d'abord à une autre tâche : camper son personnage, si peu homme d'appareil, si prêt à tenir le langage de la vérité, si désireux de convaincre qu'il n'est plus un « ultra » et qu'il est porteur d'un projet de rassemblement. Le reste, gage-t-il, viendra de surcroît, et pas seulement de l'UDF.

Les terres centristes de Fougères, dont le député, Marie-Thérèse Boisseau, bien que membre de Force démocrate, n'a pas dissimulé tout l'intérêt qu'elle porte à la candidature de son voisin de Redon, convenaient parfaitement à son premier souci : raboter les angles trop aigus laissés par le libéralisme radical dont M. Madelin fut le porte-étendard le plus militant. Devant le millier de sympa-

thisans venus l'écouter, mardi 13 février, il a précisé les nouveaux traits de son discours. En matière économique, le député d'Ille-et-Vilaine ne renie rien de ses convictions, qu'il a exposées une nouvelle fois en citant les exemples et les thèses de son livre, *Quand les autruches relèveront la tête* (éditions Robert Laffont).

« LA CONFIANCE S'EST BRISÉE »

Cependant, il laisse désormais de côté l'appellation de « libéral » pour mettre en avant son souci de « renvoyer l'ascenseur » social, aujourd'hui « en panne », et répéter que « le progrès économique n'est pas une fin en soi ». « Je suis un militant convaincu de l'égalité des chances », a-t-il fait valoir, en appelant de ses vœux une « société qui récompense le mérite et l'effort », y compris au sein de la fonction publique. L'ancien ministre de l'économie a de nouveau plaidé en faveur de réformes, notamment fiscale, mais il a insisté sur la nécessité, pour les réaliser, du retour de la confiance. Or, a-t-il fait valoir, « la confiance s'est brisée ».

Sur le terrain économique et social, l'Allemagne est devenue son modèle de référence, reléguant

aux oubliettes les exemples américain et britannique qui furent longtemps chers aux libéraux, tandis que la « philosophie chrétienne » est appelée à la rescousse pour justifier la nécessaire « solidarité » érigée, à côté de « l'initiative » et de la « responsabilité », en valeur de référence. Dans ce registre, M. Madelin a d'ailleurs conclu son intervention par une citation de l'encyclopédie *Centesimus annus* de Jean-Paul II.

L'UDF ne pouvait cependant être totalement absente de la réunion. Expliquant les raisons de sa candidature et raillant sans la nommer celle de François Léotard, il a indiqué qu'il n'entend pas « être le plus petit dénominateur commun des plus petites valeurs communes », mais, au contraire, « partir à la recherche de nouveaux territoires ». « Il est vrai que je ne suis pas un cuisinier professionnel de la politique politicienne », a ajouté M. Madelin. « J'ai une ambition, a-t-il assuré, celle de réaliser le service après-vente des idées auxquelles je crois ». M. Madelin ne fait pas seulement campagne pour la présidence de l'UDF.

## M. Jospin réaffirme l'engagement européen du PS

« LE PS SORTIRA renforcé dans son engagement européen du débat actuel sur la mondialisation, l'Europe et la France », a affirmé Lionel Jospin, à l'issue de ses entretiens au Parlement européen, mardi 13 février. Au cours de sa visite, le premier secrétaire du Parti socialiste a notamment rencontré Klaus Hansch et Jacques Santer, respectivement président de l'Assemblée de Strasbourg et de la Commission européenne.

A propos de la conférence intergouvernementale (CIG) qui s'ouvrira le 29 mars à Turin, M. Jospin a considéré que « ce serait une erreur de faire une CIG à minima, se limitant à la révision des mécanismes institutionnels ». Le premier secrétaire a réaffirmé la nécessité de respecter le calendrier de l'Union économique et monétaire. « Les pays iront à la monnaie unique sur la base d'une décision politique et on ne prendra pas cette décision sur la seule appréciation de critères techniques, aussi pertinents soient-ils », a-t-il déclaré. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ PARTI RÉPUBLICAIN : le bureau politique du Parti républicain s'est prononcé, mardi 13 février, en faveur de la candidature de François Léotard à la présidence de l'UDF par 45 pour sur 56 membres, en l'absence d'Alain Madelin, qui tenait une réunion publique à Fougères (Ille-et-Vilaine, lire ci-contre). Les proches d'Alain Madelin n'ont pas pris part au vote pour contester la légitimité de cette procédure. Parmi les présents, Alain Grütter, Claude Malhuret, Michel Poniatowski et Georges de La Loryère n'ont pas pris part au vote.

■ SONDAGE : Jacques Chirac et Alain Juppé enregistrent une légère progression de leur cote de popularité, selon l'enquête réalisée par CSA les 7 et 8 février auprès d'un échantillon de 1 002 personnes et publiée par le *Parisien*, dans son édition du 13 février. Le président de la République recueille 46 % de bonnes opinions (+2 points), contre 47 % d'avis contraires (-3 points). Le premier ministre recueille 36 % de bonnes opinions (+1), contre 57 % de mauvaises (-1).

■ CORSE : Alain Lamassoune, ministre délégué au budget, a annoncé, mardi 13 février, que le gouvernement entend prendre des mesures d'urgence en faveur de la Corse, « à titre tout à fait exceptionnel », en raison de la conjoncture économique en 1995. Le recouvrement des dettes fiscales et sociales des entreprises de Corse est ainsi suspendu pendant trois mois. L'Etat, lui, continuera de faire face à ses dettes, malgré l'occupation des locaux des trésoreries locales par une partie de leur personnel. Enfin, des membres du gouvernement recevront les représentants de l'agriculture et du tourisme corse, afin de préparer le comité interministériel qui devra se réunir en mars.

**ADMISSIONS PARALLÈLES**  
(BAC, DUT, STS, LICENCE, DECF EN COURS)  
4 SEMESTRES DE RECRUTEMENT À PARTIR D'AVRIL 96

**BAC+2** ISG : NATIONAL - EUROPÉEN - MULTINATIONAL  
SCOLE DE COMMERCE EN 3 ANS

**BAC+3** CYCLE DE MANAGEMENT ACCÉLÉRÉ  
SCOLE DE COMMERCE EN 2 ANS  
POUR LES TITULAIRES D'UNE LICENCE  
OU ÉTUDIANTS EN COURS DE DECF

Contactez Marion de la Taille au (01-1) 53 70 70 06  
INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION - 68, rue de Lota 75116 Paris  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRÉVU RECONNU PAR L'ÉTAT

**ISG**



صحة من لامل

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 15 FÉVRIER 1996

**DÉTENTION** L'administration pénitentiaire prépare une réforme de la procédure disciplinaire applicable aux détenus. Présentée aux organisations syndicales le 8 février,

elle devrait voir le jour dans les semaines à venir. ● **METTANT FIN** au flou des textes actuels, la réforme prévoie clairement les infractions qui peuvent être reprochées aux détenus.

Offrant des garanties supplémentaires, elle comprend une échelle des peines : la sanction sera désormais proportionnelle à la gravité des faits. ● **APPLIQUANT** pour la

première fois une jurisprudence du Conseil d'Etat, le tribunal administratif de Paris a annulé, le 6 décembre, une décision du directeur de la maison d'arrêt de la Santé, qui avait in-

fligé huit jours de « mitard » avec sursis à un détenu qui avait insulté un surveillant. Le tribunal a estimé que les droits de la défense avaient été « gravement méconnus ».

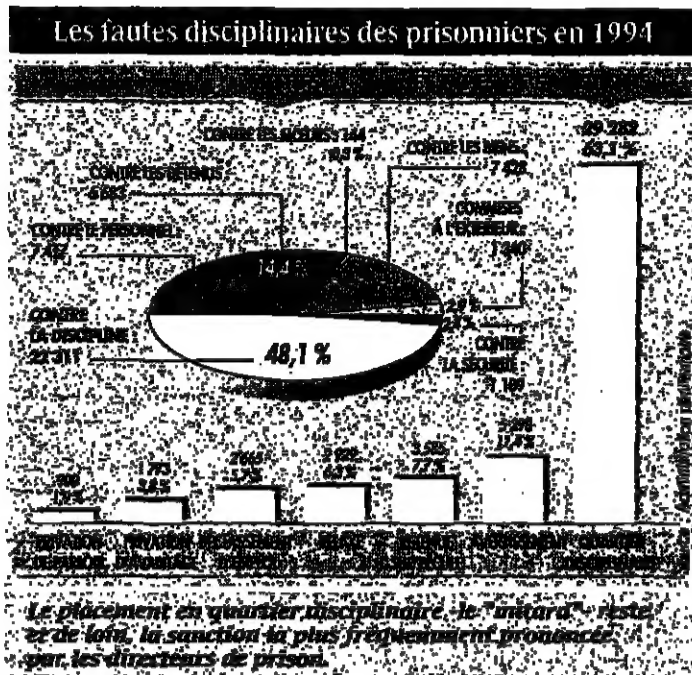
# Les détenus sanctionnés vont bénéficier de nouveaux droits

La chancellerie va mettre en œuvre une réforme des procédures disciplinaires en prison. Mettant fin au flou des textes actuels, ces dispositions vont permettre à la France de respecter les règles pénitentiaires européennes

AU TERME de plusieurs années de réflexion, l'administration pénitentiaire s'apprête à réformer le régime disciplinaire des détenus. La situation actuelle n'est, il est vrai, guère conforme aux droits de l'homme : les fautes ne sont pas clairement définies et les sanctions sont laissées à l'appréciation totale du chef d'établissement. « Nous sommes en deçà des règles édictées par le Conseil de l'Europe », soupire-t-on à l'administration pénitentiaire.

Nul ne sait ainsi précisément ce qui est interdit en prison : un décret de 1972 se contente d'indiquer que « tout cri, tout chant, interpellation ou tapage, toute réunion en groupe bruyant et, généralement, tous actes individuels ou collectifs de nature à troubler le bon ordre sont interdits », tandis qu'un autre ajoute que « tous dons, échanges, trafics, trocations, paris et toutes communications clandestines ou en langage conventionnel sont interdits ». Les sanctions sont à la discrétion du chef d'établissement, qui peut, quelle que soit la faute, infliger un simple avertissement, une privation de cantine, une suppression de télévision, une interdiction de parler sans séparation, ou un placement pour quarante-huit heures au « mitard ».

Discutée depuis près de quatre ans, la réforme de la discipline, qui a été officiellement présentée aux



organisations syndicales le 8 février, devrait voir le jour dans les semaines qui viennent. Sans accorder au détenu le bénéfice d'un avocat – une révolution que les directeurs et les surveillants accepteraient sans doute très mal –, le texte préparé par l'administration pénitentiaire offre des garanties supplémentaires : désormais, toute comparution devant la commission de discipline sera précédée d'une enquête écrite et le détenu bénéficiera, s'il le souhaite, d'un interprète et de trois heures, au minimum, pour préparer sa défense.

### TROIS DEGRÉS DE FAUTES

Surtout, cette réforme met fin au flou des textes actuels en précisant clairement la liste des fautes disciplinaires qui peuvent être reprochées aux détenus. S'inspirant des exemples espagnols et italiens, l'administration les a réparties en trois groupes : le premier – le plus grave – comprend les mutineries, les évasions, le racket et les violences physiques ; le deuxième – le groupe intermédiaire –, les insultes, les dommages matériels, les vols, les trafics et le refus de se soumettre à une mesure de sécurité ; le troisième – les fautes bénignes –, les menaces, les refus d'obtempérer et les manquements à la propreté. « C'est la première fois, en France, qu'il existe une liste précise des infractions imputables aux détenus », souligne l'administration pénitentiaire.

Les sanctions, elles aussi, ont été codifiées. A chacun des trois degrés de fautes correspond désormais une sanction maximale : le placement en quartier disciplinaire ne peut excéder quarante-huit jours pour les fautes les plus graves, trente pour les fautes intermédiaires et quinze pour les bénignes. L'administration pénit-

enciaire a, en outre, créé une nouvelle sanction, le « confinement ». Inspiré des prisons québécoises, il consiste à laisser le détenu en cellule tout en le privant de sport, de cantine et de travail, pour une durée qui varie en fonction de la gravité des faits. « Ce n'est pas la révolution, mais nous passons progressivement d'une culture d'autorité à une culture d'explication », résume un pénitentiaire.

Introduit en 1942 dans les maisons centrales, les prétoires tentaient alors de mettre un terme à l'arbitraire parfois terrifiant des gardiens. « L'exécution de la peine disciplinaire, principalement pour ceux que les gardiens considéraient comme de fortes têtes, dépassait souvent toute mesure, malgré les nombreux rappels à l'ordre de l'administration, et elle n'était même parfois que l'expression de la violence la plus sadique », peut-on lire dans l'Histoire des galères, bagues et prison.

Un siècle plus tard, le quartier disciplinaire était encore très sévère : la coupe des cheveux à ras, le retrait des fournitures de couchage pour la nuit et l'« occlusion » de la fenêtre n'ont été supprimés qu'en 1969. Jusqu'en 1972, les détenus du « mitard » étaient encore nourris de pain, de soupe et d'eau, trois jours par semaine.

Souvent situé dans le quartier disciplinaire, le « prétoire » est au-

jourd'hui une simple salle où le détenu, qui ne bénéficie pas de l'assistance d'un avocat, comparait toujours debout. « Dans les établissements anciens, notamment ceux qui ont été construits au XIX<sup>e</sup> siècle, le directeur siège sur une estrade et le détenu reste derrière une barre, raconte un chef d'établissement. Parfois, il y a même une trace au sol qui lui indique l'endroit où il doit se tenir. Dans les prisons récentes, notamment les 13 000 places construites à la fin des années 80, le cadre est moins solennel : il n'y a ni estrade ni barre. »

### DU SUJET AU CITOYEN

Il y a un an, alors que la réforme de la procédure disciplinaire était encore à l'étude, une première avancée avait été accomplie par le Conseil d'Etat. Appelé à statuer sur le cas d'un détenu condamné à huit jours de « mitard » avec sursis parce qu'il avait écrit à l'inspection générale des affaires sociales pour se plaindre de l'absence de soins dentaires, le Conseil a considéré que les sanctions disciplinaires n'étaient pas des mesures « d'ordre intérieur », mais des décisions « faisant grief ».

Cette nuance juridique entraîne des conséquences importantes : les sanctions graves – et notamment les placements au « mitard » – peuvent désormais faire l'objet d'un recours pour excès de

pouvoir devant le juge administratif (voir ci-après).

A l'époque, le commissaire du gouvernement qui appelait à ce renversement de jurisprudence, Patrick Frydman, soulignait que la plupart des sanctions infligées aux détenus portaient « des atteintes manifestes » à leurs droits et libertés. Il relevait ainsi que le placement au quartier disciplinaire fragilisait les possibilités de libération anticipée et entraînait une « très sensible aggravation des conditions matérielles de détention » : privation de cantine, suppression des visites, restrictions à la correspondance autre que familiale. « La levée de cet obstacle à l'accès au juge, concluait-il, constituerait une étape essentielle dans le nécessaire processus conduisant, selon l'expression d'un éminent spécialiste de droit pénitentiaire, Jean Favard, de la conception d'un « détenu-sujet » à celle d'un « détenu-citoyen ».

Anne Chemin

★ Jacques-Guy Petit, Nicole Castan, Claude Faugeron, Michel Pierra, André Zysberg, Histoire des galères, bagues et prisons XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle, Bibliothèque historique Privat. Jean Favard, Les Prisons, éditions Flammarion. Pierre Péron, La Prison et les droits de l'homme, Librairie générale de droit et de jurisprudence.

## « La justice ne s'arrête pas aux portes des prisons »

DEPUIS un revirement de jurisprudence du Conseil d'Etat, en février 1995, les sanctions disciplinaires les plus graves – et notamment les placements au quartier disciplinaire – peuvent être soumises au juge administratif. Le 6 décembre 1995, le tribunal administratif de Paris, appliquant cette jurisprudence pour la première fois, a ainsi annulé une décision prise par un directeur de prison. Il s'agissait du placement au « mitard » d'un détenu de la maison d'arrêt de la Santé.

Le 2 octobre 1991, un détenu de cette prison parisienne réclame le changement d'une ampoule électrique de sa cellule. Selon la direction, il insulte le surveillant, ce qui lui vaut un placement immédiat au quartier disciplinaire à titre préventif. Son avocat, M<sup>re</sup> Thierry Lévy, écrit alors au directeur pour demander à celui-ci de lui « communiquer le dossier disciplinaire ainsi que la date de comparution » au prétoire, ajoutant qu'il a l'intention de convoquer des témoins à décharge.

Le 4 octobre, le détenu comparait devant le chef d'établissement, mais, conformément à l'usage, son avocat n'est pas présent. « J'ai l'honneur de vous informer que votre client a été reconnu coupable d'avoir insulté des surveillants

rendre le 4 octobre 1991 à 19 h 20, écrit le directeur à M<sup>re</sup> Lévy. Entendu en audience disciplinaire le 4 octobre 1991, je lui ai infligé une sanction de dix jours de quartier disciplinaire dont huit jours avec sursis. »

Dans un mémoire déposé le 9 juin 1994 auprès du tribunal administratif de Paris, Thierry Lévy estime que cette procédure viole la convention européenne des droits de l'homme de 1950, qui précise que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement ». Rappelant que la cour de Strasbourg a considéré en 1984, dans un arrêt concernant le Royaume-Uni, que les sanctions disciplinaires envers les détenus étaient des décisions pénales, M<sup>re</sup> Lévy demande que la « justice ne s'arrête pas aux portes des prisons ».

### « DROITS GRAVEMENT MÉCONNUS »

La convention prévoit ainsi que tout justiciable doit pouvoir convoquer des témoins et disposer de temps pour préparer sa défense. « Mon client a été jugé dès le 4 octobre 1991, soit seulement deux jours après les faits qui lui étaient reprochés », écrit Thierry Lévy. Il n'a pas pu donc disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense. De plus, il a été jugé

sans que son avocat ait eu connaissance du dossier, ne soit averti de la date de l'audience et ne puisse donc y assister. (...) Enfin, son avocat avait informé le directeur de la maison d'arrêt de la Santé de son intention de convoquer des témoins. L'avocat n'ayant pas été informé de la date d'audience, cette citation à témoin n'a pu avoir lieu. »

Dans une décision rendue le 6 décembre, le tribunal administratif de Paris reprend certains de ces arguments. « L'intéressé a comparu devant la commission disciplinaire sans avoir pu obtenir, comme il l'avait demandé, la communication préalable de son dossier, constatent les magistrats. Il s'est vu refuser l'assistance de son avocat lors de cette comparution ; il n'a pas été autorisé à faire entendre des témoins ; il suit de là que les droits de la défense ont été gravement méconnus. Dès lors, M. B. est fondé à soutenir que la décision attaquée a été prise dans des conditions irrégulières et se trouve ainsi entachée d'excès de pouvoir. »

La sanction a été annulée. Le délai d'appel – deux mois à compter de la notification du jugement – n'étant pas achevé, cette décision n'est pas encore définitive.

A. C.

## Alain Juppé annonce une table ronde et un train de mesures contre la violence à l'école

LE GESTE s'est voulu symbolique. En annonçant à l'Assemblée nationale, mardi 13 février, qu'il réunirait dans les prochains jours une table ronde sur la violence à l'école, le premier ministre, Alain Juppé, a souhaité donner à ce dossier un relief supplémentaire : il devient l'affaire de tout le gouvernement. Les représentants « des chefs d'établissement, des enseignants, des parents d'élèves » seront donc conviés à Matignon pour réfléchir au moyen « de rétablir à l'école l'ordre républicain ». Les représentants des chaînes de télévision devaient également être présents, car ils ne peuvent « pas éluder la responsabilité qui est la leur ». A la suite de cette réunion, le gouvernement présentera des mesures propres à lutter contre la violence dans les établissements scolaires.

M. Juppé a jugé utile de « ramener à leur juste proportion » les incidents intervenus dans les écoles. Il a noté que 25 établissements du second degré sur 11 600 et deux écoles sur 62 000 étaient, ces dernières semaines, « atteints par ce fléau ». Reprenant le mot de « sanctuaire », cher à François Bayrou, le premier ministre a affirmé que l'école était « un lieu sacré » qui doit être « à la fois ouvert au

monde et protégé du monde ». Il a enfin expliqué les directions dans lesquelles le gouvernement entendait travailler : renforcement de la présence des adultes dans les établissements, protection devant les intrusions extérieures, initiatives pour responsabiliser les jeunes et coopération accrue police-justice. Elles correspondent aux mesures 8, 4, 11 et 5 du plan d'urgence en douze articles lancé par François Bayrou en mars 1995 et qui n'ont pas, ou peu, été appliquées.

### « SOLENNISER LA DISSUASION »

Concernant « l'intrusion d'éléments extérieurs », M. Juppé a annoncé qu'un texte permettrait prochainement de « sanctionner l'entrée dans l'école de ceux qui n'ont pas à s'y trouver ». Cette idée, soufflée au ministre de l'Éducation nationale par les chefs d'établissement, a déjà été évoquée à plusieurs reprises par François Bayrou. Il a en particulier regretté que l'abolition de la « loi anti-casseurs » ait privé principaux et professeurs du moyen juridique de sanctionner l'intrusion.

Votée le 8 juin 1970, la loi anti-casseurs complétait l'article 184 de l'ancien code pénal, qui punissait d'un an de prison et de 3 000 francs

d'amende la ou les personnes entrées irrégulièrement dans un « lieu affecté à un service public de caractère administratif, scientifique ou culturel ». Son abrogation, le 17 décembre 1981, donna lieu à des débats passionnés, dus à de toutes autres notions, comme celle de « responsabilité collective », abusivement déduite de la responsabilité individuelle. De cette loi, M. Bayrou ne souhaite réhabiliter que les dispositions concernant l'intrusion. « Il s'agit de solenniser la dissuasion. C'est du domaine du symbole », nous a-t-il déclaré.

De fait, durant les onze ans d'application de la loi anti-casseurs, « elle n'a jamais été utilisée pour les établissements scolaires », selon Marcel Peytavi, secrétaire général du principal syndicat de chefs d'établissement, et défenseur de la publication d'un nouveau texte. Le ministre explore deux voies : soit faire de l'intrusion un délit, soit une simple contravention. La première solution est la plus lourde. Définir un délit implique de voter une loi, alors qu'un décret en Conseil d'Etat suffirait pour une contravention. Le délit est passible d'une peine d'amende et de prison prononcée par un tribunal correctionnel. La contravention relève, elle, du tribu-



nal de police et peut donner lieu à une amende allant de 250 francs à 10 000 francs.

Alors que les chefs d'établissement éprouvent déjà les plus grandes difficultés à faire sanctionner le vol, le racket ou les voies de fait, punis par la loi, on peut s'interroger sur les difficultés d'appli-

cation que soulèverait un tel texte. « C'est une mesure préventive. Peu de chefs d'établissement vont emmener les élèves ou les jeunes devant les tribunaux », souligne M. Peytavi, qui juge indispensable de « rompre avec l'idée que l'établissement scolaire est un lieu public où l'on peut entrer à tout moment ».

En attendant, les mesures annoncées le 13 février à Poissy par François Bayrou – numéro « SOS violence », formation des enseignants, promesse de « grands frères » dans les établissements – n'ont toujours pas ramené le calme. A Argenteuil, mardi 13 février, des jeunes ont mis le feu au mur extérieur du collège Joliot-Curie après l'avoir aspergé d'essence. Au collège Robespierre de Goussainville (Val-d'Oise), les enseignants ont observé un mouvement de grève d'une matinée. A Sevran (Seine-Saint-Denis), les parents d'élèves poursuivent depuis lundi l'occupation du collège Paul-Faurel, en guise de protestation contre de violents incidents survenus le 5 février.

L'initiative d'Alain Juppé semble accueillie assez fraîchement. La FSU a saisi l'occasion pour demander « les mesures concrètes qui font cruellement défaut ». Quant au SEFEN, il s'étonne que le premier ministre n'ait pas profité du Pacte de relance pour la ville « pour prendre en compte les difficultés de certains établissements scolaires », et assure qu'il veillera à ce que cette nouvelle annonce « ne soit pas sans lendemain ».

Béatrice Gurrey



هكذا من الإهل

## Hébergement de Basques : manifestations en Bretagne

PLUSIEURS centaines de personnes, dont des élus locaux, ont manifesté, mardi 13 février, à Guingamp (Côtes-d'Armor) et à Pontivy (Morbihan) pour protester contre les nouvelles arrestations opérées en Bretagne dans le cadre de l'enquête sur l'hébergement de militants basques. Près d'un millier de personnes étaient déjà descendues dans la rue, le 10 février à Rennes, pour défendre les « inculpés du droit d'asile ». Une trentaine de personnes, soupçonnées d'avoir hébergé des militants basques, ont été interpellées depuis novembre en Bretagne et en région parisienne, sur commission rogatoire du juge antiterroriste Laurence Le Vert. Neuf ont été interpellées lundi (Le Monde du 14 février) et une dixième, demeurant à Plévin (Côtes-d'Armor), mardi.

### DÉPÊCHES

■ **LOGEMENT** : trois cent dix étudiants locaux d'une résidence universitaire à Cachan (Val-de-Marne) ont été évacués en urgence à la suite de l'effondrement, à trois reprises depuis octobre, d'éléments de plafonds. Le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Créteil a décidé, mardi 14 février, de fermer le bâtiment de cinq étages. Les occupants de cette résidence de 900 logements, promise à une opération de restructuration, ont engagé une grève des loyers.

■ **ARC** : à la veille d'un conseil d'administration extraordinaire, Michel Lucas, le nouveau président de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), souhaite que Jacques Crozemarie, démissionnaire de la présidence depuis le 18 janvier, « décide de quitter l'association de sa propre initiative ». Si M. Crozemarie « ne peut se résoudre à le faire de lui-même, il pourrait être radié par le conseil d'administration pour faute grave », a déclaré mardi 13 février à l'AFP le nouveau président.

■ **VIOLENCE** : trois hommes ont été mis en examen et écroués, mardi 13 février, à Besançon, pour rébellion et outrage ou violence sur des personnes dépositaires de l'ordre public, à la suite d'incidents qui ont eu lieu dimanche dans le quartier des Clairs-Soleils. Agés de vingt et un à vingt-trois ans, les trois hommes sont soupçonnés d'appartenir à un groupe d'une trentaine de personnes qui avaient violemment pris à partie des policiers venus régler un différend entre deux habitants de la cité.

■ **JUSTICE** : le Haut Comité consultatif sur la procédure de jugement en matière criminelle a été installé, mardi 13 février, au ministère de la justice, par Jacques Toubon. A cette occasion, le garde des sceaux a réaffirmé sa « détermination » à voir aboutir son projet de réforme de la cour d'assises, qui est « une impérieuse nécessité ». Le député UDF du Cher, Jean-François Deniau, qui préside ce comité de 18 membres, s'est déclaré « personnellement très attaché au jury populaire ». Le Haut Comité doit rendre un avis dans les trois mois.

■ **CONTENEURS** : trente-six personnes impliquées dans un trafic de conteneurs portant sur plusieurs millions de francs ont été interpellées, mardi 13 février, à Marseille et dans sa région. Il s'agit de voleurs qui opéraient sur les quais du port autonome de Marseille et de receleurs. L'opération a été menée par la gendarmerie de Marseille avec l'appui du groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

■ **DROGUE** : dix-neuf personnes impliquées dans un trafic de cocaïne ont été mises en examen, mardi 13 février à Avignon, et neuf d'entre elles, dont trois patrons de bar, ont été écrouées, a-t-on appris de source policière. Vingt et une personnes avaient été interpellées, jeudi 8 février, à Avignon et dans les environs, lors d'un vaste coup de filet, au cours duquel 110 grammes de cocaïne avaient été saisis.

## Le ministère public demande la condamnation de Patrick Sébastien

Le créateur de l'émission « Osons ! » sur TF 1 est poursuivi pour provocation à la haine raciale

Patrick Sébastien est poursuivi devant le tribunal de grande instance de Paris par la LICRA et le MRAP pour avoir pastiché, dans son émission

« Osons ! » du 23 septembre, la chanson Casser la voix en imitant Jean-Marie Le Pen interprétant sur le même air Casser du Noir. Le substitut

François Cordier a demandé la condamnation de l'animateur, estimant son émission « avilissante et méprisante ».

DEPUIS QUE RABELAIS a formulé que le rire est le propre de l'homme, la question demeure : peut-on rire de tout ? Pierre Desproges avait répondu par la négative (« pas avec n'importe qui »). Patrick Sébastien semble d'un avis opposé. La condamnation de l'animateur vedette de TF 1 paraît d'autant plus forte qu'il s'est dispensé de venir s'expliquer en personne, mardi 13 février, devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris. Il était cité à comparaître pour « provocation à la haine raciale » sur la requête de la Ligue contre le racisme (LICRA) et du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Au centre des débats, l'un des sketches de la première de son émission « Osons ! » - très controversée et désormais déformée - que TF 1 avait diffusée le 23 septembre 1995. Brochant la décision de Patrick Bruel de boycotter les villes d'Orange et de Toulon passées en juin à l'extrême droite, Patrick Sébastien avait cru bon de pasticher la chanson à succès Casser la voix ! incarnant au piano Jean-Marie Le Pen et lui faisant chanter sur le même air Casser du Noir. Le tout sous les acclamations d'une foule de jeunes acquis à la cause du président du Front national.

Après une page de publicité, Patrick Sébastien, par l'entremise du navigateur Olivier de Kersauzon, avait donné la parole au chef du mouvement de l'extrême droite, interrogé chez lui afin de livrer à chaud ses impressions sur cette parodie. M. Le Pen souriait, trouvait cela « très marrant » et n'avait rien à redire aux paroles refondues pour la cause d'« Osons ! » (« J'peux plus

voir les étrangers même en peinture », « J'ai pas la pour leur fabriquer un pays », « Allumez les briquets, on va leur faire le feu », etc.). Le président du Front national estimait même, par un intéressant néologisme, le pastiche assez « marrant », c'est-à-dire non-pénalisant.

Personne ne contestait l'incitation à la haine raciale contenue dans les paroles de la chanson parodiée, prises au premier degré, toute la question fut donc de savoir si Patrick Sébastien avait droit à l'impunité du bouffon, selon le mot de M. Pierre Maitat, avocat du MRAP. « Nous ne sommes pas là pour scotcher la bouche des humoristes », a prévenu Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, mais pour dénoncer un message pour le moins ambigu et l'absence de recul et de grille de lecture de cette chanson. Il a rappelé « la puissance extrême » de l'émission, qui avait mobilisé ce soir-là plus de neuf millions de téléspectateurs, soit 51 % de parts de marché. L'avocat du MRAP a vu l'intention manifeste d'approcher, à coup d'audimat, les quatre millions d'électeurs de M. Le Pen, alors que le conseil de la LICRA a dénoncé une volonté de « flatter

les sentiments nationaux-populistes ».

Pierre Aidenbaum, président de la LICRA, a estimé de son côté que l'animateur avait commis « une faute extrêmement grave en voulant faire rire le public avec un homme dangereux » (M. Le Pen). C'était là, finalement, le point essentiel : le sentiment de « servir la soupe » au chef du mouvement d'extrême droite. D'autant que celui-ci, ont noté les avocats de la LICRA, M<sup>rs</sup> Christian Chenet et Danièle Bismuth, s'était senti grandi par ce qui devait être une parodie. « On a ri avec Le Pen, et non de Le Pen », ont-ils remarqué.

### BOUFFONNERIE RATÉE

Puisque l'absence de distanciation d'une « émission avilissante et méprisante », le substitut François Cordier, représentant le ministère public, a demandé au tribunal d'« entrer en voie de condamnation » (le délit est passible d'un an d'emprisonnement et de 300 000 francs d'amende). Il a relevé que Patrick Sébastien, appuyé par Olivier de Kersauzon, avait coupé court à un exercice d'auto-critique entamé spontanément sur

le plateau par Karl Zéro, qui s'étonnait de la place ainsi faite au chef du Front national.

En une brève plaidoirie, l'avocat de Patrick Sébastien a estimé que les téléspectateurs « ne pouvaient être trompés par l'outrance des propos de l'animateur-humoriste ». Curieusement, le défenseur de l'animateur a relevé « le talent » dont avait fait preuve M. Le Pen en « retournant les rieurs » en sa faveur. Ce fut comme un aveu à peine voilé de bouffonnerie ratée. Mais pour l'animateur et TF 1 - la chaîne était également citée en la personne de son PDG, Patrick Le Lay - qui avaient le pouvoir de censurer la séquence préenregistrée, la présence de M. Le Pen semblait surtout appréciée à l'aune de l'audimat. « C'est seulement quand les annonceurs ont commencé à ne plus vouloir passer de publicité dans « Osons ! » que Patrick Sébastien a daigné nous contacter », a relevé le président de la LICRA. Avant d'ajouter que l'animateur n'avait jamais exprimé au sujet de cette séquence le moindre regret.

Jugement le 12 mars.

Jean-Michel Dumay

## La qualité des seringues des Stéribox est mise en cause

ADRESSÉE à Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, une lettre datée du 14 février accuse la direction générale de la santé de freiner dangereusement la lutte préventive contre le sida et l'hépatite C chez les toxicomanes. Signé du docteur Elliott Imbert, président de l'association Apothicom et promoteur du Stéribox, ce texte « met en demeure » le ministre de « faire procéder au retrait immédiat » de tous les Stéribox actuellement distribués par les pharmacies françaises.

Stéribox ? Il s'agit d'un « kit » contenant du matériel d'injection stérile, deux seringues et un préservatif. La fabrication et la diffusion de cet objet, expérimenté à partir de 1993, furent prises en charge par les pouvoirs publics. Il fut ensuite mis en vente dans les pharmacies au prix de 5 francs l'unité, l'Etat prenant en charge le reste du coût, soit entre 1 franc et 2 francs (Le Monde du 17 septembre 1994). Les ventes de Stéribox peuvent dépasser, certains mois, 180 000 unités. On estime qu'en France 35 000 toxicomanes sont infectés par le virus du sida et 100 000 par le virus des hépatites B et C.

La direction générale de la santé fut amenée à choisir, durant l'été 1995, une autre marque et un autre type de seringues. Aux termes d'un contrat d'une durée de deux

ans, les seringues intradermiques à insuline de marque Becton-Dickinson furent remplacées par des seringues Euromedis. Or il apparaît que ces dernières présentent, pour diverses raisons techniques, de sérieux inconvénients lorsqu'on les utilise pour des injections intraveineuses. Elles seraient, entre autres, responsables de piqûres répétées (difficultés à « trouver la veine ») et d'injections irrégulières conduisant à des « éclatements veineux ».

### PROCHAINE ÉVALUATION

« Cette situation n'étant, au nom de l'association, à vous mettre en demeure de faire procéder au retrait immédiat de toutes les seringues contraintrées portant la dénomination Stéribox des pharmacies et des distributeurs et à leur remplacement par des seringues disposant du contenu d'origine », écrit le docteur Imbert à Jacques Barrot.

Soulignant le succès de cette opération préventive, ou explique, à la direction générale de la santé, qu'une évaluation objective sera mise en œuvre. On se refuse toutefois à envisager le retrait des « kits » actuellement en vente dans les pharmacies.

Jean-Yves Nau

## La fatale « séance d'intimidation » de l'inspecteur Pascal Compain

AU FIL DE L'AUDIENCE qui s'est ouverte le 12 février, les jurés de la cour d'assises de Paris se sont peu à peu installés dans ce commissariat du 18<sup>e</sup> arrondissement, où un jeune

Zairis a été tué le 6 avril 1993 par l'inspecteur Pascal Compain, qui espérait l'effrayer en lui braquant son arme contre le front. Les jurés savent désormais que, dans ce commissariat installé dans un quartier très difficile, il ne faut pas s'étonner d'entendre des cris et des claquemets de portes. Beaucoup de gardés à vue sont nerveux et Makomé M'Bowole, un grand jeune homme de dix-sept ans, était particulièrement agité.

C'est en tout cas l'avis du commissaire José-Luis Ruiz, qui explique à la cour que, face à un personnage trop agité, la solution consistait à lui passer les menottes. Ce 6 avril 1993, personne ne semble avoir pensé, pas même le commissaire, qui n'a rien trouvé de mieux que de suggérer à l'inspecteur de faire une procédure judiciaire pour outrage. C'est en fouillant dans son tiroir que l'inspecteur Compain aurait eu l'idée de calmer le jeune homme en le menaçant avec son arme, et il paraît établi que le coup est parti sans que le policier ait eu la volonté de tirer. Mais prendre une arme pour la diriger vers un mineur lors d'un interrogatoire est déjà un geste extrêmement grave. D'ailleurs, à entendre les policiers du commissariat, « ce comportement est inconcevable ».

C'est si inconcevable que l'inspecteur Blochet, voyant Pascal Compain brandir son arme, a prévenu son collègue. Conscient que cette attitude a un parfum de non-assistance à personne en danger, ce policier affirme : « J'ai cru que c'était une arme facile ». Et, devant l'étonnement du président, l'inspecteur Blochet explique qu'il y a parfois dans les commissariats des armes « confisquées », avant d'ajouter : « J'étais stupide, j'étais un bleu, je ne me suis pas senti autorisé à intervenir ». Enfin, lâche l'inspecteur, comme pour s'excuser : « Je pensais assister à une séance d'intimidation ».

UNE ARME CHANGÉE Ainsi l'inconcevable aurait un nom. La « séance d'intimidation » ne serait pas un mythe inventé par des accusés retors pour contester des aveux qui les embarrassent. On en doute encore quand le président lit le témoignage, recueilli pendant l'instruction, de l'inspecteur Guigou, qui déclarait : « J'ai vu dans certains services des collègues intimider des détenus avec des armes non approuvées ». « Je ne me souviens pas d'avoir dit cela », proteste le policier sans saisir l'ironie d'une situation où un inspecteur de police, rompu à la rédaction des procès-verbaux, conteste sa propre déposition faite devant un collègue. Mais la phrase est écrite, noir sur blanc, et, au-delà du procès de Pascal Compain, elle révèle que la torture morale existe. Le président n'insiste pas, l'avocat général non plus.

L'inconcevable, maintenant, c'est seulement que l'arme fut changée. Pascal Compain croyait qu'elle était

vaine et l'inspecteur Guigou avait la même conviction. « Il m'était impossible de penser que l'arme était approuvée », déclare ce policier, qui, lui aussi, a vu Compain prendre son revolver. Lui non plus n'est pas intervenu, et c'est à l'instant où l'inspecteur Blochet lui faisait signe de sortir que la dénomination a retenti.

Le défilé de fonctionnaires se poursuit. Chacun confirme ce que tous les témoins, qu'ils soient ou non policiers, déclarent depuis le début du procès : Pascal Compain n'était pas un manipulateur des armes. Si le commissaire Ruiz n'a pas de mot assez fort pour critiquer l'incompétence administrative de son subordonné, il insiste sur ses qualités humaines. « On se servait de Compain pour les interpellations en raison de son calme », dit-il.

Ce bel ensemble accablait la thèse selon laquelle aucun policier ne serait à l'abri d'un geste inattendu, provoqué par une colère soudaine. Si cela est vrai, pourquoi les armes sont-elles, selon les propres déclarations du commissaire Ruiz, « rangées dans un tiroir ou dans une armoire » ? Pourquoi tous les policiers ne sont-ils pas obligés de ranger leur revolver dans le coffre-fort du commissariat, ce que faisaient, s'il faut les en croire, plusieurs inspecteurs du commissariat des Grandes-Carrières ? Pourquoi l'entente, la sortie et la manipulation des armes et des munitions ne sont-elles pas soumises à des règles draconiennes ? Autant de questions posées par un procès où « la séance d'intimidation » a connu une issue fatale.

Maurice Peyrot

## ACTION CONTRE LA FAIM



Leïla - Janvier 93



Leïla - Avril 93

### QUELQUES SEMAINES ONT SUFFI POUR SAUVER LEÏLA.

En 1993, Leïla mourait de faim en Samabé. Notre intervention a permis de la sauver, elle, et ses trois enfants. Aujourd'hui, comme en 1993, parce qu'elles sont victimes de conflits meurtriers, des milliers de personnes ont besoin d'aide

à travers le monde. Avec votre soutien, quelques semaines suffisent pour les sauver grâce à nos programmes de nutrition spécialisés. La faim n'est pas une fatalité. Depuis 16 ans, nous nous battons pour la faire reculer.

### ACTION CONTRE LA FAIM ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Action Internationale Contre la Faim, devenue ACTION CONTRE LA FAIM, a été reconnue en 1985 pour la transparence de sa gestion financière par la Cite des Commissaires aux Comptes.



ACTION CONTRE LA FAIM  
8, rue Berthol 75014 Paris  
Tél : (1) 53 38 88 88  
CSP 2520 W Paris

Je désire recevoir une documentation sur ACTION CONTRE LA FAIM  
Je donne l'avis pour soutenir vos programmes  
Nom :  
Prénom :  
Adresse :  
Code Postal :  
Ville :

Les éreiques con

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto

Amelia Ross

La voix éto



## Les évêques contestent l'interprétation de leur document sur le sida

Ecartelée entre les impératifs de santé publique et l'orthodoxie théologique, la commission sociale de l'épiscopat français déclare que « considérer son travail comme une rupture avec l'enseignement de l'Eglise, voire une opposition, est non seulement abusif, mais erroné »

Au lendemain des commentaires qui ont accompagné la publication de son ouvrage *Sida, la société en question* (Le Monde des 13 et 14 février), la commission sociale de l'épiscopat français a publié, mardi 13 fé-

vrier, une « mise au point » dans laquelle elle conteste l'interprétation qui a pu être faite du contenu de ce document. Pour sa part, Mgr Albert Rouet, le président de cette commission, déclare que « réduire au

seul usage du préservatif une synthèse qui fait ressortir les différentes dimensions de cette pandémie, c'est méconnaître l'extrême gravité de la situation ». Prenant le

risque de donner l'impression de céder à des réflexes d'appareil, les évêques français montrent combien il est aujourd'hui difficile pour l'Eglise de concilier les impératifs de santé publique avec l'orthodoxie théologique. Interrogé le 12 février par *Le Monde*,

Mgr Rouet avait, pour justifier sa position sur la nécessité de l'usage du préservatif, répondu : « Nous avons voulu réfléchir à la réalité française, prendre nos responsabilités en tant qu'évêques de France ».

**RETOUR EN ARRIÈRE ?** « On ne peut qu'être profondément surpris, écrit, mardi 13 février, la commission sociale des évêques de France, par la réduction induite des objectifs de ce document. Considérer ce travail comme une rupture avec l'enseignement de l'Eglise, voire une opposition, est non seulement abusif, mais erroné ». Et Mgr Albert Rouet, président de cette commission, d'ajouter : « Ce qui est neuf, c'est que ce travail représente la première mise en forme aussi ample de la réflexion des évêques. Réduire au seul usage du préservatif une synthèse qui fait ressortir les différentes dimensions de cette pandémie, c'est méconnaître l'extrême gravité de la situation ».

Ce n'est pas la première fois qu'un malentendu surgit entre la hiérarchie catholique et les médias. Les évêques affirment que leur position sur le préservatif « nécessaire, mais pas suffisant » était connue depuis longtemps. Mais « ils sont fondés à regretter de l'avoir pas été entendus hier, ils ne peuvent pas se plaindre de l'être enfin aujourd'hui. Ils n'ont d'ailleurs pas démenté toutes les interprétations liées à l'emploi, pour la première fois, du mot « nécessaire », à la fois dans une réflexion personnelle de Mgr Rouet, publié en son livre (page 191), et dans une déclaration de l'ensemble des évêques de la commission sociale (page 207). On est de nouveau face à un conflit de « réception » d'un

texte d'Eglise. Si ce livre est une compilation d'interventions - qui n'ont pas toutes le même statut et ne facilitent pas l'interprétation -, en revanche il porte la signature (en couverture) de la commission sociale, qui peut difficilement esquiver sa responsabilité sur l'ensemble du document.

On comprend le souci de ses au-

teurs d'éteindre au plus vite les incendies allumés, surtout au Vatican, alerté par les commentaires de la presse italienne sur la distance prise par l'Eglise de France. Mais sa valse-hésitation d'aujourd'hui exprime surtout, une fois de plus, l'incapacité de l'Eglise catholique à trancher entre une logique de santé publique et sa propre cohérence

théologique. En France, comme dans d'autres pays, l'épiscopat est soumis depuis longtemps à une double pression. D'une part, il est sollicité par le corps médical et les autorités civiles de se rallier à un discours de prévention lié au seul point de vue de l'urgence et de la santé publique. D'autre part, il ne peut s'écarter d'une éthique chré-

tienne de la sexualité, fondée sur l'éducation, la maîtrise de soi, la fidélité et la responsabilité. Tant que le préservatif n'était que l'un des moyens d'une contraception artificielle globalement condamnée (comme la pilule et le stérilet) depuis l'encyclique *Humanae vitae* de Paul VI en 1968 (à cause des risques de dissociation entre sexualité et procréation), il ne soulevait pas de difficulté particulière de cohérence. Mais à partir du moment où il était reconnu par la communauté scientifique comme le seul moyen (pour le moment) d'empêcher la transmission, par voie sexuelle, du virus du sida, il plaçait les autorités catholiques dans une situation intenable d'équilibre. Orthodoxie doctrinale ou impératif de santé publique ? Les évêques ne peuvent pas feindre aujourd'hui de s'étonner de la focalisation des médias et du corps médical sur une telle question.

### REFLEXE D'APPAREIL

Jusqu'à présent, entre ces deux exigences inconciliables, des compromis avaient été plus ou moins bien négociés en France, mais à titre individuel, par les évêques. Sur le thème : l'Eglise n'interdit pas le gilet de sauvetage, mais elle est dans son devoir de rappeler qu'il ne faut pas se jeter à l'eau quand on ne sait pas nager. Le récent document de la commission sociale constitue un premier rap-

prochement, et cette fois collectif, par rapport à la stricte logique de santé publique, étant souligné (et certains médias n'ont pas omis cette dimension) que la « nécessité » du préservatif ne devait pas dispenser la société de réfléchir à son propre fonctionnement. En 1988, la conférence nationale des évêques américains avaient eu la même audace. Elle avait donné son accord à des campagnes d'information fondées « sur des moyens prophylactiques ou d'autres pratiques proposées par certains spécialistes médicaux comme moyens potentiels de prévention du sida ». Une vive polémique avait suivi dans les médias et les milieux catholiques (*La documentation catholique*, 20 mars 1988). Peu de temps après, les auteurs de ce texte étaient tancés par le Vatican. Au risque de donner l'impression de céder à un réflexe d'appareil, l'épiscopat français n'a même pas attendu la réaction de Rome pour faire un pas en arrière. Au Mexique, l'épiscopat a rappelé mardi qu'il ne changerait pas sa position sur la prévention, seulement fondée sur « la chasteté, l'abstinence et le respect des liens du mariage ». S'il est vrai que le pape n'a jamais parlé du préservatif, lui seul, comme autrui pour la pilule, peut sortir les évêques des pressions et des tensions auxquelles ils sont depuis si longtemps condamnés.

Henri Tincq

## Le Vatican cherche à minimiser la portée du rapport

ROME

Après un premier « no comment » à chaud, lundi 12 février, après les remous médiatiques déclenchés par le texte des évêques français, le Vatican, qui mercredi matin 14 février n'avait toujours pas publié de réaction officielle, semblait décidé à minimiser la portée du document incriminé sur la « nécessité » du préservatif face au sida. A l'instar de Mgr Elio Sgreccia, secrétaire du Conseil pontifical pour la famille, qui nous a dit vouloir « réserver tout commentaire élaboré, en attendant d'avoir le texte global en main, même s'il semble à première vue que la presse l'a amplifié », la plupart des cardinaux et des théologiens témoignent d'une prudence parfois embarrassée.

Aucune allusion dans *L'Osservatore Romano* du 13 février, dont un des théologiens, le père Gino Concetti, avait déclaré à titre personnel mardi « que *Le Monde* s'était fabriqué, en déformant la pensée des évêques, un scoop pour la Saint-Valentin ». Aucun commentaire non plus sur Radio-Vatican, si ce n'est celui du président de la commission sociale française, Mgr Albert Rouet, démentant qu'il y ait eu une véritable « ouverture » dans son document, estimant que « l'analyse de la presse a été excessive », car il contient deux textes d'égale portée : l'un est un rapport d'« experts » (toutefois signé par

Mgr Rouet), dans lequel est fait allusion au préservatif, qualifié de « nécessaire » d'un point de vue médical ; l'autre, celui qui engage vraiment les évêques de la commission sociale, « ne parle pas de préservatif ».

### « TROP DE BRUIT »

« On a fait beaucoup trop de bruit autour de cette affaire », nous a confié cependant le père Georges Cottier, dominicain français, consultant de la Congrégation pour la doctrine de la foi, ajoutant que ce document est « surtout une invitation à réfléchir ». Et d'expliquer que la doctrine de l'Eglise n'a pas changé : « La sexualité dans une vision chrétienne se vit dans le mariage comme une vocation à l'amour mutuel », ce qui implique « maîtrise, fidélité, ouverture au don de la vie ». Soulignant que, du seul point de vue sanitaire, le préservatif présente des risques, le théologien conclut : « Les évêques français se sont placés au seul niveau pastoral. On ne peut dire, en aucune façon, que leur texte est contre la pensée du pape, d'autant plus que celui-ci n'a jamais prononcé le mot "préservatif", car ce n'est pas son rôle. Il donne les grandes directions de la morale, mais n'interdit rien. C'est à chacun d'essayer de suivre en fonction de sa conscience ».

Marie-Claude Decamps

## CARNET

### ISPARITIONS

## Amelia Rosselli

à voix étouffée d'un poète

AMELIA ROSSELLI, assurément l'un des meilleurs poètes italiens de ce siècle, s'est suicidée, dimanche 11 février, en se jetant une fenêtre de son appartement à la via del Corallo, dans le centre de Rome. On la savait depuis toujours fragile et sujette à de vives accès de dépression, mais de la dépression même, et de la résurrection dont elle se sentait « puis tant d'années la victime, elle parlait avec ironie, avec une rite d'objectivité non psychologique, sèche, presque gaie. L'élan, l'intelligence, la force se communiquait sa voix rauque, ouffée, rapide, l'éclat d'enfance lui colorait tout à coup son regard incroyablement clair et sérieux, un rire brusque, on avait l'impression que tout cela, en elle, gèrerait à la fin sur le tragique, sur ses fantasmes, sur les difficultés - manque continu d'argent, la difficulté d'écrire. C'était une illusion. Tourmentante illusion, à l'écrit : ce qui a gagné, c'est le agique, la douleur, le noir, là des fois toujours.

Née en 1930 à Paris, Amelia Rosselli était fille d'un antifasciste exilé, Carlo Rosselli, qui fut assassiné avec son frère Nello sur le territoire français en 1937, sur l'ordre de Mussolini. Après l'invasion allemande, Amelia part avec sa famille pour l'Angleterre, puis pour les Etats-Unis. Arrivée en Italie en 1946, elle retourne à Londres, où elle poursuit des études littéraires : musicales (violon, piano, composition), revient en Italie. Au après la mort de sa mère - elle dix-neuf ans -, des troubles nerveux s'annoncent. Installée désormais à Rome, Amelia vit de travaux de traduction, écrit des textes sur la musique, commence à consacrer à la poésie, souvent plagiée de s'interrompre... Elle rit en plusieurs langues, hésite, anglais pour elle représente « le ligueux », le français « la rébellion contre les dieux », l'italien « le incert rythme ». Elle choisit l'italien, un italien abrupt, irrégulier, bouleversé, une sûreté impressionnante. Pavini, qui l'aide à publier son premier livre, *Variations belliche*, en 1964, parle à son propos de

« puissance créatrice du lapsus ». Elle préfère parler d'« invention ». Reconnue par l'avant-garde et par les plus grands poètes, ses amis, elle publie *Serie ospedallera* (1969), *Documenti* (1976), *Primi Scritti* (1980), *Impromptu* (1981), *Antologia poetica* (1987), *Sleep*, en anglais et en italien (1992). Rimbaud, Kafka, Campana, Montale sont autour d'elle. « Pour moi les livres sont des faits extrêmes, synthétiques », dit-elle. Dérèglement, rythme, éblouissement. Elle s'est enfuie par la fenêtre de la rue du Corallo. Douleur de ceux qui restent. Elle est partie, comme Gilles Deleuze - légère, introuvable.

Jacqueline Risset

★ Plusieurs poèmes d'Amelia Rosselli ont été traduits dans diverses revues - *Europe* (n° 649, mai 1983), *Change*, *Poésie 92*, *Banana Split*... - et, par Jean-Baptiste Para, dans l'anthologie de la jeune poésie italienne *Lingua*, publiée par Bernard Simeone (Le Temps qu'il fait, 1995). Enfin Jean-Charles Veilante avait fait paraître, en 1989, une belle traduction d'*Impromptu*, à la librairie italienne à Paris La Tour de Babel. Signalons également *Poésie entre les langues* (Sorbonne nouvelle, 1994).

■ JOSETTE BRUCE, la « mère adoptive » de la série policière OSS 117 (éd. Presses de la Cité), est morte, samedi 10 février, à l'âge de soixante-cinq ans. C'est son mari, Jean Bruce, qui avait créé, en 1948, le célèbre agent de la CIA, auquel il avait fait vivre quatre-vingt-huit aventures : Hubert Bonisseur de La Bath, alias « OSS 117 ». A la mort de l'auteur, en 1963, dans un accident de voiture, Josette Bruce avait repris le flambeau, écrivant à son tour une centaine de romans, traduits en seize langues. Le succès fut toujours au rendez-vous : au n° 137, la série avait franchi le cap de cinquante-cinq millions d'exemplaires. A partir de 1985, l'entreprise familiale a été à nouveau relancée par les enfants de Josette et Jean Bruce : leur fille Martine et son demi-frère François, né d'un premier mariage de Jean Bruce.

■ JACK PFEIFFER, producteur de disques, est décédé jeudi 8 février d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-cinq ans.

Peu connu du grand public, Jack Pfeiffer était pourtant l'une des légendes de l'édition discographique, au même titre qu'un Walter Legge, un Fred Gaisberg ou un John Culshaw. Attaché à la firme RCA depuis quarante-six ans, il avait produit les enregistrements d'artistes aussi éminents que Vladimir Horowitz, Arturo Toscanini, Jascha Heifetz, Fritz Reiner, Arthur Schnabel, Wanda Landowska, Van Cliburn, Leopold Stokowski, Eugene Ormandy, ainsi que des orchestres de Philadelphie, Boston et Chicago. Il avait fortement contribué à l'image de marque de RCA à une époque où ce label se situait à la pointe des techniques d'enregistrement et développait une série de nouveaux procédés sonores : stéréo, living stereo, quadriphonie, Dynagroove... Par sa collaboration avec une pléiade d'artistes parmi les plus illustres du XX<sup>e</sup> siècle, Jack Pfeiffer faisait figure de mémoire vivante et demeurait, à soixante-cinq ans, un personnage très actif, supervisant notamment la réédition en CD des enregistrements de Toscanini ou d'Heifetz. Homme d'une grande culture et d'une vraie sensibilité musicale, Jack Pfeiffer pratiquait également divers instruments comme le piano, le hautbois, l'orgue et le cor anglais.

■ ALBERT LE BONHEUR, conservateur en chef au Musée national des arts asiatiques-Guimet, est mort le 8 février. Il était âgé de cinquante-sept ans.

Sans doute Albert Le Bonheur devait-il au lieu de sa naissance son goût pour les arts asiatiques. Il était né à Saigon, en 1938. Les études qu'il poursuivait à l'Ecole des langues orientales, à l'Institut de civilisation indienne, à l'Ecole du Louvre, à l'Institut d'art et d'archéologie, à l'Ecole des hautes études (IV<sup>e</sup> section), puis au Collège de France eurent toujours pour objet d'approfondir tel ou tel aspect d'une de ces civilisations asiatiques sur lesquelles il travaillait : Inde du Sud, Cambodge, Indonésie, Thaïlande. Conservateur au Musée Guimet depuis 1966, il avait publié une étude sur *La Sculpture indonésienne au Musée Guimet* (PUF, 1971), un ouvrage sur *Angkor, temple en péril* (Herschel, 1989) et participé à la rédaction d'un gros volume sur *Les Arts d'Asie du Sud-Est* (Mazet, 1994).

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Décès

■ M<sup>me</sup> et M. Mauriac, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M. Blum, leur fille et leurs petits-enfants, M<sup>me</sup> et M. Cassagnade, leurs enfants et petits-enfants. Les prières de la basse-vallée du Lot, ont la douleur de faire part du décès de M. l'abbé Georges CASSAGNADE.

Ses obsèques seront célébrées en l'église de Soturac (Lot), le jeudi 15 février, à 15 h 30.

■ M<sup>me</sup> Jacques Douplat, son épouse, Christophe et Sabine Douplat, Xavier et Sabine Péri, ses enfants, Capucine, Julien, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques DOUPLAT, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 10 février 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 février, à 15 heures, en l'église de Saint-Vincent de Boisset (Loire).

Le présent avis tient lieu de faire-part. 138, rue Washington, 91500 Brunoy.

■ M<sup>me</sup> Gisèle Paulconier, son épouse, Et ses enfants, ont le regret d'annoncer le décès de

André FAULCONNIER, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, ancien PDG des coopératives du Bourbonnais, chargé de la vie coopérative à la Fédération nationale des coopératives de consommation, survenu le 7 février 1996, à Montluis (Allier).

L'incinération a eu lieu dans l'intimité, le 10 février.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

■ Bourgoin-Jallieu. Paris. Bagnols-sur-Cèze.

Denise Pegulier-L'Hermann, Josiane Barbarant-L'Hermann, Jean-Louis L'Hermann, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie L'HERMANN, née OPERTO, survenu le 11 février 1996.

Ils rappellent le décès de leur sœur

Jacqueline AUDIFFREN-L'HERMANN, le 17 juillet 1995.

■ Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès, le 28 janvier 1996, de

M. Raoul POUSSARD, ancien combattant 1914-1918, ancien élève de l'ENS Saint-Clément, palmes académiques, chevalier de la Légion d'honneur, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 4, rue Pierre-Bertin, 78000 Versailles.

■ Neuville (Charente-Maritime).

M<sup>me</sup> Hélène Real, son épouse, M<sup>me</sup> Isabelle Real, sa mère, Le docteur et M<sup>me</sup> Patrick Real, son fils et sa belle-fille, M. et M<sup>me</sup> Jean-François et Catherine Léger, son gendre et sa fille, Pierre, Géraldine, Gabrielle et Jean-Louis Real, Sandra, Tristan, Caroline, Anne-Sophie Léger, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Françoise Boidron, et ses enfants, Sa sœur et ses nièces, Les familles Renard et Guyot, ont la douleur de faire part du décès de

M. Max REAL, survenu le 13 février 1996, à Neuville, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu le jeudi 15 février, à 15 heures, en l'église Saint-Laurent de Neuville. Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie à l'avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

### CARNET DU MONDE

Téléphone  
40-65-29-94  
40-65-29-96

Télécopieur  
45-66-77-13

■ Jean, Pierre, Anne Simounet et leur famille, Yvette Langrand, ses enfants et petits-enfants, Jean et Mireille de Maitronville, Lorand et Jacqueline Gaspar, ont la douleur de faire part du décès de

Roland SIMOUNET, architecte-urbaniste, commandeur des Arts et Lettres, le 10 février 1996, dans sa soixante-huitième année.

L'incinération aura lieu à Paris, dans l'intimité. Ses cendres seront sur une terre de soleil, tout près d'un olivier. 22, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Anniversaires de décès

■ Il y a vingt-cinq ans disparaissait

Jean-Paul ACHER DUBOIS, au Mexique.

Il nous a transmis son amour et sa force de vivre. Sa fille Cécile est maintenant mariée. Son fils Jérôme a vingt-quatre ans et demi. Que ses amis aient une pensée pour lui. Hélène.

■ Une pensée pour

Fernande MENVIELLE DUBOIS, décédée le 15 février 1995.

■ Six ans,

HERVÉ, c'était hier.

Tu vis chaque jour en chacun de nous. Ne m'abandonne pas.

Avis de Messe

■ Paris, Saumur.

La messe à la mémoire du colonel de SAINT-ANDRÉ, ancien écuyer en chef du cadre noir, rappelé à Dieu le 30 janvier 1996, sera célébrée le samedi 24 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.







# Pour une Europe de la vérité et de la réalité

par Claude Allègre

**L**E débat sur Maastricht, c'est du passé ! Comment le pays qui se vante d'avoir inventé la démocratie pourrait-il reculer un référendum voté au suffrage universel ? Comment un pays qui veut être un exemple dans le monde et l'Europe pourrait-il parjurer un traité qu'il a préparé et voté ? Cessons de faire croire qu'on a des idées sur le débat d'hier, faute d'en avoir sur celui de demain !

La monnaie commune doit être réalisée au plus tard en 1999. Au plus tard, car la construction de la monnaie commune est d'abord un acte politique. Laissons les responsables politiques décider de la date de la monnaie unique avec les modalités qu'ils jugeront utiles à ce moment. Je souhaite que cette action ait lieu le plus vite possible. Nous avons laissé passer l'opportunité historique de 1992 lorsque l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre ont dévalué. Soyons prêts à créer la monnaie unique dès que possible.

Que faire à partir de la monnaie unique, que faire pour relancer la construction européenne aujourd'hui en l'échange ? Quels sont les obstacles à une construction européenne plus rapide et plus solide ? Les États-Unis d'Amérique, quelques milieux financiers, et les chefs d'État européens eux-mêmes.

Les premiers parce qu'une Europe unique menacerait leur domination des domaines : politique, économique ou culturel. Les deuxièmes parce que le Yo-Yo des changes leur assure une prospérité inégalée dans l'histoire. N'oublions pas que les mouvements des capitaux sont cinquante fois plus élevés que ceux des marchandises. Les derniers parce qu'ils ne veulent pas, quoi qu'ils en disent, céder une parcelle de pouvoir, en particulier dans le domaine où il est essentiel : le fait est que la politique étrangère.

Faut-il de construire un pouvoir politique et une politique commerciale commune, l'Europe pèse de moins en moins sur les plans politique et commercial. L'impuissance de l'Europe dans les trois grands conflits internationaux récents (Golf, Yougoslavie, Rwanda-Burundi) fut pathétique. La faiblesse de l'Europe lors des négociations récentes sur le blé fut embarrassante. Quelle humiliation faudra-t-il subir pour que l'Europe ait le courage de dépasser ses divisions et d'affirmer sa présence politique et commerciale ?

En attendant, le chômage augmente, les riches s'enrichissent, et la grande pauvreté augmente. La préservation de notre modèle de société ? On est en train de le mettre en pièces.

L'Europe s'est développée avec des systèmes d'économies mixtes où les États ont toujours joué un rôle moteur et régulateur. On lui impose un ultralibéralisme qui ne correspond pas à sa tradition et qui n'existe nulle part ailleurs. La civilisation européenne a toujours été admirée pour la qualité de ses services publics. On les démantèle. Le *wellfare state* européen a été un exemple pour le monde entier. Certains ne rêvent que de confier la Sécurité sociale au privé. Que restera-t-il, dans ces conditions, de la notion d'État, lorsque ce dernier n'organiserait plus ni les transports, ni la radio, ni les douanes, ni l'électricité, ni la poste, ni l'école (si l'on suivait certains), et se contenterait de prélever des impôts ?

Notre vieille Europe civilisée, cultivée encore, va-t-elle devenir la jungle (économique, s'entend) avec la violence américaine qui, après avoir envahi nos écrans, se propage dans nos rues, nos écoles ? Le grand marché va-t-il demeurer ouvert à tous vents et aux seuls intérêts des marchands ?

Cette Europe qu'on a aujourd'hui devant les yeux ressemble à s'y méprendre à cette zone de libre-

avec une vingtaine d'autres frappant à la porte.

Ce cercle de départ n'est en aucun cas un milieu fermé ni même une structure destinée à perdurer. Il a vocation à accueillir progressivement tous les pays de l'Union, y compris - quel qu'elle en dise aujourd'hui - la Grande-Bretagne. L'organisation suggérée est donc provisoire. Il n'est pas possible de laisser les pays de ce cercle de la monnaie unique sans une organisation politique. Ce serait établir de facto un gouvernement de l'Eurobanque. Imagine-t-on ces pays de l'euro acceptant d'être « coincés », ballotés entre une banque centrale et une Commission européenne où les pays hors du cercle seraient majoritaires ? Le renforcement probable de l'euro par rapport aux autres monnaies va créer une situation commerciale intra-européenne déséquilibrée. Comment la compenser ? La création de la monnaie unique implique obligatoirement une organisation politique des membres du cercle de l'euro.

L'organisation politique des pays adhérents à la monnaie commune peut se faire autour de principes

**Quels sont les obstacles à une construction européenne plus rapide et plus solide ? Les États-Unis, quelques milieux financiers et les chefs d'État européens eux-mêmes**

échange que voulait Margaret Thatcher et que nous combattons. Cette grande zone de libre-échange sans frontières, sans règlement, cet espace de capitalisme sauvage, nous n'en voulons pas, nous étions européens, nous ! Or qu'avons-nous aujourd'hui ? Le marché le plus ouvert du monde. Nous avons donné aux Anglais le goût de boire du vin. Ils boivent du vin... bulgare.

Comment agir, ou plutôt comment réagir ? Premièrement, il faut refuser tout élargissement, quelle que soit la sympathie que l'on a pour tel ou tel pays. Il faut terminer les fondations de la maison avant d'en multiplier les étages. Il faut renforcer la cohésion nécessaire de l'union actuelle avant toute extension.

Quels que soient les accommodements que l'on pourra faire sur les critères de convergence, il est raisonnable de penser que seule une partie des pays de l'Union européenne entreront demain dans le cercle de la monnaie commune. L'Allemagne, la France, le Benelux, l'Italie (?), l'Autriche (?), l'Espagne (?). À partir de là, une situation nouvelle, *révolutionnaire*, naîtra dans l'Union européenne. Un noyau de cinq ou sept pays au milieu d'une Union à quinze

simples. D'abord, un conseil des chefs d'État ayant la souveraineté avec une présidence tournante dont la durée serait de deux ans. Seuls les grands États assureraient cette présidence. Ensuite, bien sûr, aucune bureaucratie supranationale commune ne serait construite, chaque pays assurant avec ses moyens le secrétariat à son tour. Enfin, les politiques extérieures, économiques et financières, et donc sociales, seraient communes, c'est-à-dire coordonnées. Chaque quinze ans aurait lieu en Allemagne une réunion des ministres des affaires étrangères et une autre des ministres de l'économie. Pour le reste, la souveraineté des États resterait entière.

Dans le même temps, il faudra entreprendre une réforme du fonctionnement de l'Union. Le cercle des pays de l'euro devra jouer un rôle moteur dans cette réforme avec, comme objectif, qu'elle permette au plus vite d'élargir leur nombre.

Dans cet esprit évolutif, l'action prioritaire me paraît être la réécriture du traité de Rome, ou plutôt l'écriture d'un traité de Rome II. Trois éléments essentiels doivent être à notre avis renforcés :

- Les services publics. Leur importance doit être réaffirmée, les clauses de concurrence obligatoire systématique doivent être supprimées. La privatisation n'est pas une panacée. Je ne dis pas qu'une réflexion sur la modernisation du service public, voire l'introduction d'une certaine émulation en son sein, ne soit pas nécessaire ici ou là. Mais seulement après avoir réaffirmé leur importance et notre attachement en tant que citoyens à leur bon fonctionnement.

- Le deuxième sujet est, bien sûr, la question sociale. L'Europe sociale ne pourra se construire que si, parallèlement, nous réorganisons l'Europe commerciale. Pas une Europe fermée, ce qui serait irresponsable, mais une Europe organisée comme peuvent l'être nos concitoyens, les États-Unis ou le Japon, ni plus ni moins.

- Le troisième sujet à récrire est le partage de souveraineté entre nation et Union, c'est-à-dire une disposition claire de cette notion obscure de subsidiarité. Nul ne construira l'Europe contre les nations. Dans un monde incertain, le sentiment national est plus fort que jamais. Il faut définir ce qui relève de l'Union, ce qui relève des nations et instaurer un débat démocratique sur ce sujet essentiel. Ensuite, il faudra instituer un conseil constitutionnel chargé de faire respecter le partage décidé.

Redéfinissons le rôle de la Commission de Bruxelles. Doit-elle être autre chose qu'un secrétariat général de l'Europe ? Doit-elle continuer à avoir le droit d'initiative sur à peu près tout, de proposer des lois alors qu'elle n'a aucune légitimité démocratique ?

Cessons de rêver, la supranationalité européenne n'est pas à l'ordre du jour. Dire le contraire, c'est vouloir conduire l'Europe à l'échec. Il faut annoncer que tout le processus est destiné à construire d'abord une confédération de nations, au sens politique du terme, avec un pouvoir politique donné aux conseils des chefs d'État, avec une présidence tournante, mais dont la durée serait au moins de deux ans, avec un contrôle démocratique qui associe les Parlements nationaux. Le Parlement de Strasbourg pourrait jouer le rôle de sénat. Cette confédération ne s'occuperait que de politique étrangère, commerciale, économique et sociale en mobilisant, notamment, les moyens administratifs et techniques existant dans les États. Cette confédération, identifiée par un président, avec un objectif clair, pourrait mobiliser derrière elle les peuples et les nations européennes.

Claude Allègre est professeur à l'université Denis-Diderot.

# Pour une intégration différenciée

par Werner Weidenfeld et Josef Janning

**D**ANS une Union élargie, le fossé va se creuser entre la capacité ou la volonté d'intégration, d'une part, les critères à satisfaire pour participer à des domaines d'activités, d'autre part. Certains États membres ne rempliront pas les conditions d'une participation pleine et entière à toutes les politiques intégrées. Si l'on refuse le choix entre approfondissement et élargissement, il faut trouver les moyens d'atteindre conjointement ces deux objectifs, sans régler le rythme de l'intégration sur les plus lents.

Pour préserver la dynamique communautaire, les États qui le voudront et le pourront devront avoir la faculté d'avancer plus vite. Sans cette différenciation, l'Union risque la paralysie, puis une décomposition entraînant une renationalisation des politiques. Une stratégie différenciée profitera des expériences d'intégration graduelle ou d'intégration à plusieurs vitesses, mais la géométrie variable ne suffit plus, si l'objectif est une différenciation durable.

Il faut donc concevoir une stratégie délibérée, en partant du traité de Maastricht. L'intégration différenciée n'implique ni cadre contractuel unique ni calendrier obligatoire. Elle part de la constitution d'un noyau, mais ne se limite pas à un seul noyau d'États s'engageant à approfondir leur coopération dans tous les domaines à la fois. Elle autorise, au contraire, la formation de plusieurs noyaux regroupant des membres différents. Face à la pluralité des intérêts et des possibilités dans une Union à vingt-sept ou plus, l'intégration différenciée encourage les États membres les plus performants à participer mais sans règles du jeu. Il ne s'agit donc pas d'une Europe à la carte.

L'idée fondamentale de la différenciation est de créer des structures répondant aux exigences spécifiques d'une intégration en profondeur, dans le but d'obtenir, dans des conditions optimales, la participation d'un maximum d'États membres. Ces derniers réaliseraient en commun ce qui semble impossible à l'ensemble des membres, et ils renforceraient ainsi les résultats de tout le système.

Lors de l'élargissement vers l'Est, l'objectif de cette différenciation est de préserver intégralement le marché intérieur européen ainsi que l'entité de droit qu'il a produite, sous le toit de la Communauté. Concernant le marché unique, les règles appliquées à l'intégration différenciée sont celles qui ont fait leurs preuves, c'est-à-dire des dérogations limitées dans le temps pour les nouveaux membres. On évitera ainsi la dissolution de l'Union en une zone de libre-échange améliorée.

En revanche, la mise en place d'une monnaie unique ou d'une défense commune ne peut être le fait que des États membres prêts à accepter une telle décision et capables de l'assumer, si nécessaire sur la base d'accords spécifiques. La constitution de ces noyaux devrait permettre leur élargissement, selon des règles définies, et ils devraient être réservés aux seuls États adhérents à l'Union. Pour ce faire, il faudra développer des institutions de coordination et de coopération pour encourager les noyaux et les pays membres de l'Union qui n'y participent pas à travailler ensemble.

Pour l'UEM, l'intégration différenciée part de l'idée que plusieurs États membres n'atteindront pas avant longtemps les objectifs de stabilité, tandis que d'autres réputeront à y adhérer, même s'ils satisfont aux critères. L'Union monétaire a un sens pour les États qui en sont membres et pour ceux dont la politique est orientée vers la stabilité, même s'ils ne participent pas encore à la monnaie unique.

Deux mesures complémentaires sont nécessaires pour garantir une intégration monétaire différenciée. Dans une première phase, les membres de l'UEM devraient conclure entre eux un pacte de stabilité pour assurer la pérennité des critères d'entrée et garantir des

sanctions contre les contrevenants. D'autre part, les membres de l'UEM mettraient dans la balance d'un système monétaire européen renoué tout le poids d'une monnaie unique et forte, soutenant ainsi la politique de stabilité des États non participants.

La mise en place d'une défense commune, ajournée par le traité de Maastricht à une date indéterminée, est une nécessité. Les conflits de ces dernières années ont apporté la preuve de la responsabilité internationale croissante des États de l'Union européenne. Dans le même temps, ils ont montré que, pour assumer cette responsabilité, ils devraient être à même d'utiliser leur pouvoir et leur influence. Certains membres, actuels ou futurs, se sentiraient dépassés par ce surcroît de responsabilité. Il n'existe actuellement aucune institution de sécurité conçue pour qu'un groupe d'États européens puisse assumer ce rôle, par des actions communes, transparentes et crédibles. Les réformes des prochaines années devront donc préciser les compétences respectives de l'UE, de l'UEO, de l'OTAN et créer un cadre institutionnel permettant des prises de décision à la majorité et leur mise en œuvre par les États membres résolus à agir.

Dans la mesure où l'ensemble des membres à part entière de l'UEO s'avère dès maintenant très hétérogène, il faudrait fonder une Union de défense, dans le cadre d'une intégration différenciée, sur des traités distincts. Cette Union de défense intégrerait les unités multinationales déjà constituées par ses membres (Eurocorps, etc.) et représenterait un pas vers la mise en place de structures européennes permettant de mettre en commun des moyens purement européens.

**Ni cadre contractuel ni calendrier obligatoire pour l'Europe**

Elle fournirait un cadre susceptible de donner à l'armement nucléaire français et britannique une fonction européenne et rendrait visibles les engagements de l'Union européenne en matière de sécurité. Cette Union serait par principe ouverte à tous les membres de l'UE, mais la participation devrait être conditionnée, beaucoup plus que cela n'a été le cas dans l'UEO, à la volonté et à la capacité de s'engager dans des actions communes. L'Union de défense devrait coopérer étroitement avec la politique extérieure et de sécurité commune.

Une intégration européenne différenciée, telle qu'esquissée ici, ne va pas dans le sens d'un État fédéral, au sens classique du terme. Au contraire, elle part de la constatation qu'il est impossible à réaliser à vingt-sept ou plus. L'Europe future sera un groupement d'États, traversé de rapports de forces, à côté duquel la Communauté à six apparaîtra comme un souvenir idyllique.

Les premiers rôles seront tenus par les États décidés à mettre en commun leurs ressources. En même temps, cette différenciation ne dispense pas les États membres de l'obligation de mener des politiques communes et d'intégrer leurs actions ; elle leur donne au contraire une plus grande liberté d'action pour le faire.

Avec l'intégration différenciée, l'élargissement ne pourra pas être un prétexte pour ajourner l'approfondissement, comme le désir d'approfondissement ne pourra pas faire obstacle à l'entrée de nouveaux membres. Elle créerait une Europe d'une qualité nouvelle.

Werner Weidenfeld dirige le Centre de recherche politique appliquée de l'université de Munich.

Josef Janning est directeur du groupe de recherche sur l'Europe et directeur adjoint de ce centre.

# Le droit à la confidentialité médicale

par Karine Giraudet, Michel Sanchez-Cardenas et Marcel Zins-Ritter

**N**OUS sommes psychiatres auprès d'enfants et d'adultes. Lorsque nous ren-

controns un enfant et que nous mettons en place un traitement, nous ne le mentionnons pas dans son carnet de santé. L'objectivité en souffre, et peut-être aussi la qualité de l'information qu'un médecin suivant pourra avoir sur son petit patient. Alors pourquoi ne pas apposer notre tampon ? Tout simplement parce que les parents, dans l'immense majorité des cas, ne le veulent pas. Ils nous l'ont bien montré, ou bien même décomptant pour certains la page du carnet de santé où nous avons trop rapidement mentionné l'aide pédopsychiatrique apportée à l'enfant. Ces familles jugeaient qu'il s'agissait là d'un domaine trop intime pour être consigné par écrit.

On nous annonce la mise en place, dans un délai rapide, d'un « carnet de santé » pour tous les assurés sociaux, adultes compris. L'intention est louable - lutter contre la surconsommation médicale - et il n'est pas dans notre propos de critiquer le moins du monde cet aspect des choses. Mais la mise en place concrète de cet ou-

ti, elle, risque de se révéler tout bonnement terrifiante, en particulier en matière de soins de santé mentale.

Imaginons quelques situations, assez éloignées de nos patients réels, et assez proches au même temps de celles que nous sommes amenés à rencontrer. M<sup>lle</sup> A. a vingt-quatre ans. À l'âge de dix-neuf ans, elle a été hospitalisée six mois pour une anorexie mentale ; elle suit depuis une psychothérapie. Brillante ex-élève d'une école de commerce, elle vient de passer avec succès un examen d'embauche pour un travail au sein d'une compagnie multinationale. Il ne lui reste plus qu'à passer la visite médicale pour être engagée. Devra-t-elle refuser de montrer son carnet de santé ? Si elle refuse, sera-t-elle embauchée ?

M. B. a vingt-deux ans. Il présente une cicatrice d'allure banale au niveau de l'abdomen. Banale, mais due en fait à une tentative de suicide quelques années auparavant. Lui aussi a été hospitalisé et suivi depuis. Il veut entrer dans la gendarmerie nationale. Pourra-t-il le faire sans présenter son carnet de santé ? Et, si c'est le cas, qu'advient-il de son projet ?

M. C. a quarante-deux ans. Il oc-

cupe un poste élevé dans une compagnie nationale. Il est tourmenté par son homosexualité et souhaite entreprendre une thérapie pour être aidé. Devra-t-il le faire au prix de voir sa thérapie mentionnée sur son carnet de santé ?

Ce sont ainsi de multiples dangers de dérive qui risquent de surgir avec le carnet de santé. On peut nous objecter qu'ils ne sont que de la fiction, que la gendarmerie ou les multinationales ne demandent rien. En réalité, qui sera assez confiant pour se laisser ainsi « tatouer » ? Ces risques ne concernent d'ailleurs pas que la psychiatrie (on peut penser à des cancers guéris, à des maladies partiellement invalidantes, par exemple). Mais, dans le domaine du soin mental, cette semi-publicité peut être encore plus néfaste. L'aide psychologique se déroule dans un climat progressif, délicat, pénible souvent, car on y touche à des moments difficiles de la vie du patient. Faut-il rajouter une contrainte extérieure, une épée de Damoclès potentielle, en particulier dans le domaine de l'emploi ? Et à quel fera-t-on croire que tout est identique, que l'on mentionne avec la même sérénité que l'on a en une brèche dans le tibia ou bien deux ans de thérapie intensive ?

Nous ne conseillons pas, dans ces conditions, à nos patients, ou à nos proches, de suivre des traitements si exposés. Les patients le savent avant nous : ils ont déjà commencé à nous parler avec inquiétude du « carnet » lors de leurs consultations. Le résultat sera le suivant : pourra se faire soigner en psychiatrie, avec autant de discrétion qu'il est souhaitable, soit celui qui pourra payer sans remboursement (mais peut-on dès lors encore parler de Sécurité sociale ?), soit celui qui ne craint rien pour son emploi.

Nous soutenons qu'aucun membre de l'actuel gouvernement ne voudrait d'un carnet de santé qui mentionne une longue psychothérapie personnelle, pas plus pour lui que pour un de ses proches. Il aurait bien raison, à notre avis, de vouloir ainsi préserver son intimité. Maîtrise des dépenses, oui ; écrasement de la déontologie médicale la plus élémentaire, non. Cette idée du carnet de santé doit donc être repensée.

Karine Giraudet, Michel Sanchez-Cardenas et Marcel Zins-Ritter sont médecins psychiatres.



سكزا من الإهل

## Paix et justice en Bosnie

**P**OUR que la paix ait un sens, pour qu'elle dure, il faut qu'elle rétablisse un minimum de justice. Si l'accord de Dayton n'est que le fruit d'intérêts diplomatiques cyniques, s'il garantit de fait l'impunité aux criminels de guerre ou les réhabilite, la paix qu'il a instaurée ne vaut pas cher. Tel est le message que sont en train de délivrer les autorités de Sarajevo.

En arrêtant, puis en déferant au Tribunal international de La Haye deux officiers serbes qu'il soupçonne de crimes de guerre, le gouvernement bosniaque fait entendre ce message de façon magistrale et contraint les Occidentaux à sortir de l'hypocrisie qu'ils entretenaient sur le sujet. Ces derniers bien qu'ayant inscrit dans l'accord de Dayton l'obligation de poursuivre les suspects n'avaient en effet jamais sérieusement envisagé d'y contribuer. L'arrestation de criminels risquait de déclencher les foudres de l'une ou l'autre des parties signataires de l'accord et de mettre en péril le processus de paix. Mieux valait donc laisser courir les chefs tortionnaires et exterminateurs notoires.

Mais voilà que Sarajevo, ayant mis la

main sur des militaires serbes proches de Ratko Mladic, prend au mot l'accord de Dayton. On menace chez les Serbes, l'Américain Richard Holbrooke accourt ; mais les Occidentaux sont contraints d'approuver cette mise en œuvre d'une procédure qu'ils ont eux-mêmes élaborée, en pensant qu'elle ne servirait pas.

Le « processus de paix » a changé de nature avec cet épisode. Il est soudain devenu plus exigeant envers les puissances qui le parrainent et qui sont de nouveau exposées, comme pendant la guerre, au reproche de manque de fermeté. C'est leur faiblesse qui est dangereuse, plus que les coups de gendarme du général Mladic. Il ne faut plus que le chef serbe de Bosnie, Radovan Karadzic, puisse franchir sans être inquiété des barrages de l'IFOR. Il ne

faut pas tolérer plus longtemps du Croate Franjo Tudjman qu'il protège et promeuve dans son armée des criminels de guerre présumés qui réclament La Haye. Il faut refuser la réintégration de la Serbie dans les instances de la communauté internationale tant que Belgrade autorise encore son affidé Ratko Mladic à tenir le haut du pavé en Bosnie. La France, en particulier, met un zèle plus qu'indécent, suspect, à normaliser ses rapports avec la Serbie et à précipiter sa réhabilitation internationale.

Croire que le Tribunal de La Haye pourra vraiment rendre justice relève certes de l'angélisme : il a pour lui la ténacité de ses magistrats, mais il n'a pas de police internationale à sa disposition et il n'aura jamais de soutien actif des grandes puissances pour aller « jusqu'au bout ». C'est-à-dire jusqu'aux plus hautes commandements des armées communistes. Mais ces puissances auraient tort de penser qu'elles peuvent bâtir une paix durable en tirant un trait, purement et simplement, avant même que les cadavres n'aient été exhumés des charniers gelés de Bosnie, sur des crimes qui violent les lois de la guerre et la conscience de l'humanité.

## Objection par Hachfeld



Alain Lebaube

## Taiwan : le poids politique d'un « dragon » économique

PÉKIN

de notre correspondant

La mini-crise du détroit de Formose, qui ne s'apparente encore qu'à une gesticulation très appuyée mais sous contrôle, amène à s'interroger sur ce que représente l'enjeu taïwanais non seulement pour la stabilité dans l'environnement de l'île, mais aussi pour le reste de la planète. Les risques, aussi minces soient-ils, d'un « accident » militaire dans le détroit, provoqué par quelque erreur de calcul d'une part ou de l'autre, sont en effet à rapporter à une situation qui a considérablement évolué depuis l'époque où Taïwan apparaissait principalement comme un pion américain.

De nos jours, l'île, où vivent 20 millions de Chinois de souche, n'est pas seulement devenue le 14<sup>e</sup> exportateur mondial, trois places derrière l'énorme Chine, et l'un des deux premiers détenteurs mondiaux de réserves en devises avec le Japon. La globalisation des échanges aidant, ces performances lui confèrent déjà un poids largement plus important que son statut de paria diplomatique ne le suggère.

C'est là une des raisons expliquant la percée que Taïwan s'efforce de réaliser sur la scène internationale, même si l'île, sous certains aspects, n'est pas encore complètement assimilable aux sociétés les plus industrialisées du monde. Son PIB par habitant (11 000 dollars) la range, dans la région Asie-Pacifique, dans la catégorie intermédiaire entre la classe supérieure (Japon : 31 500 dollars ; Singapour, fraîchement intronisé « pays développé » par l'OCDE :

20 000 dollars) et les pays encore pauvres (Chine : 490 dollars). Tout au plus Taïwan se place-t-il, dans cette catégorie, avant la Corée du Sud (7 600 dollars) et près de la Nouvelle-Zélande (12 600 dollars). Encore y a-t-il donc là, pour commencer, matière à ce que l'Europe se sente notablement concernée par le sort de l'île, comme elle le dira sans doute lors du premier sommet euro-asiatique de mars à Bangkok (auquel Taïpei ne sera pas représenté).

Or l'importance de la question taïwanaise dépasse de loin le simple bon sens économique, lequel vient s'ajouter à une dimension stratégique évidente. Une instabilité sérieuse dans le détroit perturberait, entre autres, l'économie japonaise, dépendante des voies maritimes d'approvisionnement en pétrole provenant du Proche-Orient. Elle soulèverait, en outre, quantité de questions sur les chances de voir la Chine respecter les règles du jeu que la communauté internationale s'efforce d'imposer en matière stratégique.

Concernant ces deux aspects, jusqu'à une date récente, les pays qui comptent sur la planète auraient eu tendance à s'en remettre à l'Amérique pour tenter d'imposer, sur la question de Taïwan, sa volonté de policier de l'Extrême-Orient qu'elle a de facto été depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La crainte d'un substantiel repli américain du théâtre Pacifique ouest à la suite de la conclusion de la guerre froide affaiblit déjà cette approche.

S'ajoute à cela la spécificité du « cas Taïwan » sur l'échiquier poli-

tique mondial. Pour la première fois dans l'histoire, une subtile communauté chinoise s'est dotée d'un système politique qui s'apparente largement aux démocraties à l'occidentale bien plus que d'autres « tigres », adultes ou bébés, dans la région.

Une démocratisation démentant fermement la thèse « culturaliste », qui soutient, qu'en Asie, le despotisme est inéluctable

Taiwan représente l'antithèse du modèle singapourien ou sud-coréen dans lequel, tout en relâchant certaines brides de la société, le pouvoir conserve durablement, dans la période d'accession à la modernité économique, les leviers de contrôle étatique, non seulement sur l'économie mais aussi sur la politique. Taïwan, sous la houlette de Lee Teng-hui, a plutôt cultivé, ces dernières dix années, une politique du laissez-faire sur le plan de la liberté d'expression et d'information. Par moments, les gendarmes des valeurs traditionnelles servant l'absolutisme se sont sentis obligés de se crispier ; mais ils ont toujours dû céder à l'aspiration populaire pour une liberté peu restreinte, aspiration résultant largement de la fréquenta-

tion des campus universitaires américains par la jeunesse taïwanaise.

Ce faisant, les Taïwanais, qui sont issus du même moule culturel que leurs compatriotes du continent, ont apporté une ferme démenti à la thèse « culturaliste » fondant le despotisme asiatique ou ses versions modernes, aspiro-sées à la singapourienne : il n'est pas inéluctable, disent-ils au reste du monde, que les Asiatiques vivent sous la férule d'un autocrate, de préférence éclairé, il existe, au contraire, des moyens de conserver des valeurs traditionnelles - Taïwan en fourmille, allant de la survie de la structure familiale à la préservation jalouse du patrimoine culturel - tout en s'engageant dans la pratique occidentale de la politique. A Taïpei, la confrontation prend parfois la forme de coups de poing entre députés au Parlement, mais rarement de violences de rue.

Ce fait de civilisation en forme de défi ne peut évidemment laisser indifférent la « vieille Europe », qui a si longtemps vécu dans la confortable idée d'une irréconciliable antinomie entre cultures occidentales et asiatiques. La transition taïwanaise d'une dictature militaire à celle du continent à une forme plus conviviale de gouvernement s'est faite sans les tragédies qui ont marqué l'évolution d'autres pays, telles les émeutes de Kwangju en Corée du Sud ou de Bangkok en 1992.

Sans doute est-il donc temps, pour les gouvernements démocratiques autres que celui de Washington, dont celui de la France, de s'apercevoir que le sort de Tai-

wan dépasse les problématiques de morale ou d'intérêts à court terme. Les ventes d'armes françaises à Taïwan qui, sous François Mitterrand, ont tellement valué Pékin, furent réalisées sur le mode de l'intérêt immédiat. Aucune réflexion sur leur éventuelle finalité n'avait pénétré la haute administration parisienne. Le retour de la mainmise administrative, à partir de la deuxième cohabitation - repit des priorités sur le continent - s'est opéré sans beaucoup plus de réflexion, au nom de considérations dépassées mettant dans la balance un marché émergent - le continent - et l'opportunité de « coups » présentés comme sans lendemain à Taïwan.

Sans doute ces incompréhensions ont-elles été favorisées par une certaine immaturité diplomatique de Taïwan. L'île, poids de l'histoire aidant, sait faire du lobbying à Washington, mais se montre maladroit ailleurs. Il n'y a aucune raison pour que cela empêche les pouvoirs d'Europe d'intégrer l'équation taïwanaise dans leurs calculs sur un monde asiatique qui représente, fait-on valoir au Quai d'Orsay, la moitié de l'humanité.

Francis Duron

### RECTIFICATIF

JACQUES VACHÉ

Dans notre article consacré à la soirée André Breton sur Arte (Le Monde du 13 février), l'un des poètes cités était Jacques Vaché, et non Vacher, comme une coquille nous l'a fait écrire.

## Le mouvement social en suspens

Suite de la première page

Tandis que des militants la contestent, et que d'autres la quittent, comme chez les cheminots, l'essentiel du travail de Nicole Notat réside dans l'explication défensive, et beaucoup moins dans la capitalisation de ce que, en d'autres périodes, on aurait sans difficulté nommé sa courtoisie clairvoyante de la modernité. Coïncidence ? Le premier numéro d'une lettre mensuelle confédérale vient justement de paraître en février. Intitulé *CRDT en direct*, dont l'éditorial, signé par Nicole Notat, a pour titre : « L'autonomie syndicale, un progrès pour la démocratie ».

Pour Marc Blondel, autre protagoniste en vogue du conflit de fin d'année, le programme a aussi été révisé à la baisse. Plus question de parader ou de jouer les matamores. Même si sa réflexion à la tête de Force ouvrière ne fait pratiquement aucun doute, il doit se consacrer au tout prochain congrès confédéral dont il lui faut impérativement faire un succès personnel. Jacques Mairé, son rival, ne saurait vraiment l'inquiéter, mais c'est son autorité incontestable qu'il doit restaurer. Ne serait-ce que pour prétendre peser de tout son poids, comme auparavant, dans les relations particulières qu'il affectionne avec le pouvoir politique. Il y va de sa crédibilité, écornée par les diatribes de décembre.

Tout cela ne serait qu'anecdote, ou conséquence d'une indispensable recomposition syndicale à l'issue d'un conflit majeur, si les conditions mêmes de la fin de l'affrontement avaient été limpides. Or elles ne l'ont sûrement pas été. Ou, pour reprendre une expression utilisée par Entreprise et Personnel, un organisme spécialisé dans la veille sociale qui vient de publier un additif à sa note annuelle de conjoncture, on peut penser que « le mouvement a été suspendu plutôt que terminé ». Une façon de dire que nous sommes confrontés à un climat social « rampant ».

La conjoncture est déprimante : montée du chômage et perspectives de croissance révisées à la baisse

De fait, la conclusion aura manqué à tant d'agitation, laissant une forte impression d'inachevé. Bien malin est celui qui saurait désigner qui a perdu et qui a gagné ou, ce qui revient au même, quel débat a été finalement tranché par ces semaines de grève. Le combat ayant cessé pour cause d'épuisement réciproque, il n'y a pas eu de camp victorieux, et encore moins d'avancée significative. Mieux, ou pis, on peut même considérer que le « plan Juppé », objet de la bataille, a été vidé progressivement de son contenu sans que cela soit acté.

Pour partie, la faute en revient au sommet social du 21 décembre, qui n'a pas pu jouer pleinement son rôle. Par sa teneur comme par la logique qu'il n'a pas proposée, il n'a à aucun moment répondu à la fonction qui aurait dû être la sienne et qui permet habituellement de clore un chapitre. Lequel réclame un minimum de sacrilés-

tion et suppose, à tout le moins, que l'on en finisse par une disposition symbolique.

La suite s'éclaircit à la lumière de cette absence de rhétorique sociale élémentaire. Car non seulement tout est resté en l'état, comme au milieu du gué, mais le contexte vient ajouter son lot d'incertitudes. Socialement et économiquement, la conjoncture est déprimante avec la montée du chômage et les perspectives de croissance révisées à la baisse. Même les nouvelles en provenance de l'étranger ne sont pas rassurantes, à commencer par celles qui émanent du partenaire allemand, privilégié s'il en est. Trop de paramètres entretiennent un climat détestable. Les dossiers de France Télécom, d'Air France, de l'éducation nationale ou de l'industrie de l'armement, pour ne citer que les plus évidents, représentent autant de bombes à retardement.

Mal cicatrisé, le conflit de la fin de 1995 continue de hanter les comportements. Il suffit d'une bavure, d'une erreur ou d'un enchaînement malheureux pour que ce qui couve revienne à la surface. Dès lors, on peut imaginer que la France vit en sursis, moins d'une explosion sociale, qui supposerait que les organisations syndicales maîtrisent le cours des choses, que d'une implosion, synonyme du déchirement d'un tissu social déjà bien mal en point. De ce point de vue, le peu de leçons que paraît tirer le gouvernement Juppé des grèves et surtout des manifestations de novembre et décembre revient à jouer avec le feu. A ignorer ce que disent des organisations syndicales qui ont su conduire un si long conflit avec la complicité de l'opinion, alors qu'on les sait si peu représentatives, on prend un risque. Que les faibles réactions de ce début d'année ne saurient justifier.

Brouage : le gazon enlaid

Pau : l'Anglaise du continent

Albi : les tribunes d'un tribunal

Saint-Amand : la tour blessée

La Provence : les peintres de la lumière



هكذا من الإمل

LE MONDE / TERRES DE FRANCE / JEUDI 15 FÉVRIER 1996

Le Monde  
VOYAGES

# Terres de France

## ■ Brouage : le galion enlisé

Il est des cités météores qui, du firmament, retournent à l'oubli après avoir étonné le monde. Brouage fut de celles-là. L'océan, dit-on, lui joua un mauvais tour en lui tirant un jour sa révérence. Grandeur et décadence d'une ville fortifiée aujourd'hui assiégée par les marais. p. II

## ■ Pau : l'Anglaise du continent

En 1814, des officiers britanniques furent bien accueillis par les Béarnais ravis de voir ces forces contribuer à remettre au pouvoir, à Paris, les héritiers de « Miestre Enric ». Séduits par la bonne chère et l'abondance du gibier, ils revinrent en villégiature à Pau. En témoignent les quelque 300 « villas anglaises » semées dans une ville où le panache blanc d'Henri IV a pris les couleurs de l'Union Jack. p. III

## ■ Albi : les tribunes d'un tribun

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le Tarn était un bastion ouvrier et Jaures en était le député. C'est au tribun socialiste que la ville doit sa vocation. Plusieurs fois menacée de disparition, elle est en activité et s'ouvre au public. A une exception près, les mines de charbon du bassin de Carmaux ont toutes disparu. Hier lieux de travail, aujourd'hui lieux de mémoire. p. IV

## ■ Saint-Amand : la tour blessée

Une abbaye dont le principal vestige, la tour abbatiale, constitue une curiosité architecturale. Victime d'une coupable négligence, ce grand frémissement de pierre, à l'ornementation exubérante, mélange de piété et de fantaisie, est au bord de l'agonie. p. V

## ■ La Provence : les peintres de la lumière

Au printemps 1995 à Marseille, une exposition sans tapage, intitulée « Peintres de la couleur en Provence », attira 123 000 visiteurs. Un succès qui devait donner l'idée de tracer, au fil de dix-sept musées, une « Route des peintres de la lumière » qui, de Saint-Tropez à Avignon, via Marignac et Arles, permet d'admirer les sites qui inspirèrent les artistes et de découvrir des musées souvent méconnus. p. VI



« La Place aux Herbes à Saint-Tropez », de Charles Camoin, 1905 (Musée de L'Armonclade, Saint-Tropez).

## ■ Normandie : le Jardin de la princesse

Depuis 1957, la princesse Sturza, séduite par la douceur du climat du pays de Caux, règne sur un royaume de vallons fleuris et de sous-bois parfumés. Un jardin des quatre saisons qui, jamais, ne fait relâche. p. VII

## ■ Manche : le retour des bisquines

De part et d'autre de la baie du Mont-Saint-Michel, Cancale et Granville se contemplant. Cancale est en Bretagne, Granville en Normandie. Rivalet et port d'attache des bisquines. Ces élégantes embarcations fortement toilees râtissent de leurs « fers », des années durant, les bancs d'huîtres sauvages. Reconverties dans la pêche au chabot, l'avènement du moteur sonnera leur glas. p. VIII

## ■ Pèlerinage : les rondes de la marquise

M<sup>me</sup> de Sévigné était née une plume à la main. Elle avait aussi des fourmis dans les jambes. Ce qui la conduisit à sillonner la France, de la Bretagne à la Provence en passant par la Bourgogne. Pour le tricentenaire de sa mort, visitez aux lieux qu'elle hanta. p. IX

## ■ Randonnées : la France à petits pas

Une sélection de promenades hors des sentiers battus, pour, en faisant des boudes, découvrir, nez au vent, des contrées insolites et désertes. p. X et XI

## ■ Guide : les bonnes filières

De « A » à « V », une sélection de séjours pour vous ouvrir les portes de la France. p. XII

CONCEPTION ET COORDINATION :  
Florence Evin, Danielle Trarnard  
et Patrick Francis.  
RÉALISATION :  
Christine Clessi  
ICONGRAPHIE :  
Sophie Malexis  
CARTOGRAPHIE :  
Infographie Le Monde  
PUBLICITÉ :  
Stéphane Moullé-Bertaux

## Correspondances

Une toile à la « une » de « Terres de France ». Une France qui fut de tout temps source d'inspiration pour les peintres séduits par ses paysages d'une rare diversité. Une France, mère des lettres et des arts, que nous vous invitons à découvrir avec les yeux de ceux qui y plantèrent un jour leur chevalet ou y promènerent leur plume. En Provence, le long de cette « route des peintres » fleurant bon la lavande. De Bretagne en Bourgogne, sur les pas d'une marquise épistolière saisie par la bougeotte. A travers une France riche d'abbayes et de forteresses oubliées, de jardins cachés, de bisquines ressuscitées et de villas anglaises assoupies au pied des Pyrénées.



# Le galion enlisé

Grandeur et décadence d'une ville fortifiée désertée par l'océan

**CHARENTE. Maisons à louer.** Un château centenaire dans un parc de 850 ha avec prairies, vaches limousines, piscine chauffée, tennis et maisons de pierre restaurées, confortables et décorées avec goût. A louer à la semaine pour un prix fort raisonnable compte tenu du raffinement : de 1 800 F à 3 000 F pour 100 m² ; de 2 500 F à 4 500 F, jusqu'à 7 personnes. Loisirs accueil, tél. : 45-69-79-19.

**CHARENTE-MARITIME. Les forteresses du littoral.** Défense des pertuis maritimes de l'Annis et de la Saintonge, tel était l'objet des forts qui verrouillaient la côte Atlantique, de la Rochelle à l'estuaire de la Gironde. Quatre circuits d'une journée égrènent les sites à visiter (phares, forts, tours, villes fortifiées, etc.) dans la brochure *Étoiles de pierre, étoiles de mer*. CDT, tél. : 46-41-33-33.

**CREUSE. Stages de vélo.** Organisés avec l'assistance de Bernard Thévenet, ils sont adaptés aux aptitudes de chacun. Avec exposés sur la diététique, l'entraînement, le matériel, les tactiques de courses. Hébergement en hôtel ou en village de vacances. A partir de 2 315 F par personne en pension complète. SLA Creuse, tél. : 55-52-87-50.

**DEUX-SÈVRES. A vélo, en barque, à pied, à cheval ou en roulotte.** A la découverte du Marais poitevin, 80 000 hectares en surplis. Une formule la mieux appropriée : le vélo-barque. La bicyclette verte (tél. : 49-35-42-56) propose des itinéraires de 19 à 43 km, fournit les cartes, réserve vélo, barque, une table dans une auberge ou un panier pique-nique : de 110 F à 185 F la journée, à deux. Parc naturel régional du Marais poitevin : tél. : 49-77-22-44, ou CDT, tél. : 49-44-71-70.

**DORDOGNE. Stage gourmand.** En Périgord noir, jusqu'en juin, 3 jours pour apprendre à cuisiner le foie gras. Stage et repas organisés à la ferme, logement en hôtel. A partir de 1 590 F par personne en chambre double et pension complète. Loisirs accueil, tél. : 53-35-50-45.

**HAUTE-VIENNE. La porcelaine en vitrines.** Nouvelle présentation, à Limoges, des collections privées des Porcelaines Haviland, exposées au fil de 150 vitrines retraçant l'histoire de cette famille américaine installée en Limousin depuis 1842. Musée Haviland, route de Toulouse, 21 Magré, tél. : 55-30-21-86.

**LIMOUSIN. Les pêcheurs au paradis.** Avec des stages de pêche à la mouche sur le plateau de Millevaches (Loisirs accueil Corréze, tél. : 55-29-98-70 et Creuse, 55-52-87-50), des stages d'initiation et de perfectionnement (Maison de l'eau et de la pêche, à Neuvic-d'Ussel, tél. : 55-95-04-76) et des écoles de pêche pour enfants en Haute-Vienne (55-79-04-04) et sur le plateau de Millevaches (55-95-93-79). A Paris, la Maison du Limousin, tél. : (1) 40-07-04-67.

**VIENNE. Descartes à l'honneur.** 1996 marque les quatre cents ans de la naissance de Descartes. De nombreuses manifestations se dérouleront à cette occasion à Poitiers (notamment, de juillet à fin octobre, une exposition « Descartes et la science ») et dans sa région avec, au printemps, l'inauguration de la Maison Descartes à Châtelleraut. Renseignements au 49-30-33-00.

## BROUAGE

de notre envoyé spécial

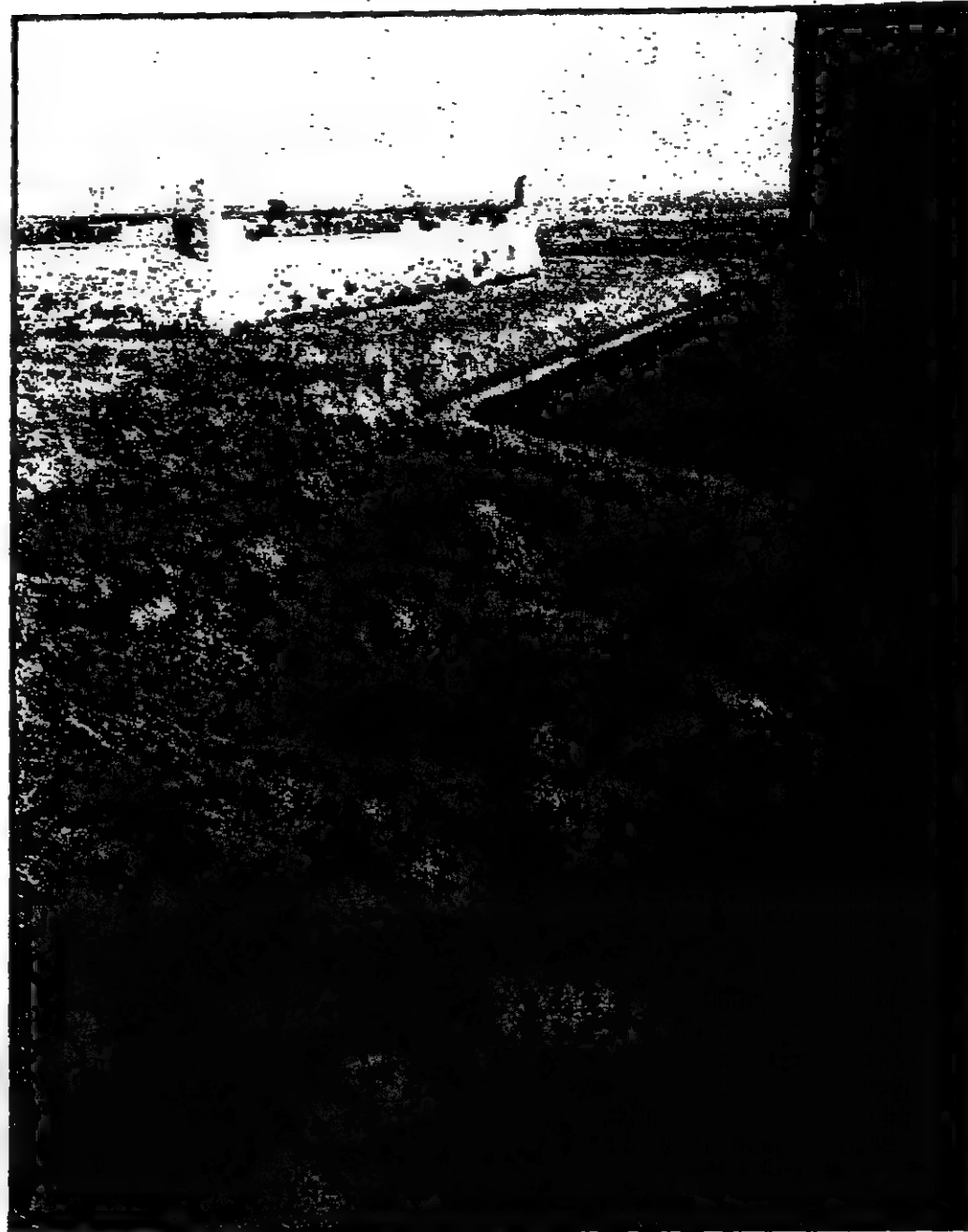
Il est des cités météores qui, du firmament, retournent à l'oubli après avoir étonné le monde. Brouage fut de celles-ci. L'océan, dit-on, lui joua un mauvais tour en lui tirant un jour sa révérence.

Son âge d'or ne dura qu'un siècle (1550-1660), entre un Moyen Âge finissant et un capitalisme balbutiant. Son face-à-face avec La Rochelle, sa rivale, fut brutal et poignant. La création, à partir de 1660, sur ordre de Colbert, de l'arsenal de Rochefort, bâti dans une boucle de la Charente, lui porta un coup fatal. Brouage, le « plus beau havre de France », ne fut plus alors qu'un fantôme, magnifique dans sa désolation. Un rempart à la paleur mortelle, s'allumant parfois au soleil couchant, surgissant du marais, battu par les fièvres et les vents.

Richelieu, casqué et botté, y campa. C'est du moins ce qu'apprennent les bons écoliers. Les cardinaux, il est vrai, tiennent une place importante dans l'histoire de France. Ils ont laissé du solide, ils ont guidé fermement la main des rois. Mais ce que l'école dit moins, c'est qu'ils amassèrent aussi de confortables fortunes. D'autant que la pourpre les protégeait des foudres de l'histoire. Richelieu eut ainsi une fâcheuse tendance à confondre ses affaires avec celles de l'Etat. Depuis Brouage, qu'il avait fait refortifier, le cardinal ne se contenta pas de mettre à genoux La Rochelle. L'opération lui permit également de faire main basse sur les revenus colossaux du sel, dont Brouage était alors le centre d'extraction et le port de négoce principal sur l'Atlantique. Le sel de Brouage inondait l'Europe.

Manifestement, les travaux de fortification qu'il engage à Brouage - l'entrepreneur, Jean Thiriot, est le même qu'il érigea pour édifier la ville de Richelieu, en Touraine, voire pour réaliser de fructueuses opérations immobilières à Paris - ont non seulement pour but de protéger la jeune cité dans sa guerre contre La Rochelle mais aussi de s'assurer la maîtrise du sel. Et, par la même occasion, de lui ménager une retraite inépuisable. Vauban, d'ailleurs, inspectant plus tard Brouage, l'accusera d'avoir surtout cherché à défendre sa propre fortune. A sa mort, en 1645, le cardinal, qui ne redoutait que la migration, laissera à ses héritiers des sommes supérieures, à ce que l'on dit, aux encours de la Banque d'Amsterdam.

Richelieu n'est plus en odeur de sainteté à Brouage. De même, plus personne ne s'aviserait de dire que



Perdus dans les marais, les remparts du « plus beau havre de France »

l'océan, jadis, s'y retira à la vitesse d'un cheval au galop, comme il aime encore le faire du côté du Mont-Saint-Michel. Ici, l'océan s'accorda quelques siècles. L'eau, sans doute, commença sa retraite du golfe de Saintonge au Moyen Âge. En 1586, les Rochelais, décidés à abattre la nouvelle Carthage, coulèrent, à l'entrée du chenal, une vingtaine de vaisseaux. Tentative de strangulation qui marqua les prémices du déclin du port. Pourtant, cinquante ans plus tard, sous Richelieu, la cité n'avait jamais paru aussi prospère. Et au milieu du dix-septième siècle le golfe de Saintonge, bien qu'ensavé partiellement, était encore en eau. En fait, ce qui devait surtout causer la perte de la ville c'est le choix qu'elle fit en prenant le parti de la Fronde. Un geste que Mazarin, autre cardinal de fer, ne put en effet tolérer. Désormais, Brouage devint synonyme de pépénitence, y compris pour la propre nièce du

cardinal, Marie Mancini. Dans le même temps, l'aventure du sel tirait à sa fin. Le coût de son exploitation avait augmenté au rythme de l'envasement du havre. Le négoce avait décliné et, faute d'entretien, l'eau des canaux couvrait. Le paludisme s'était mis de la partie, décimant la population. Hugo, qui, en 1843, rôda dans Brouage, en compagnie de Juliette, y observa « des spectres qui gelaient devant les portes en plein midi ». Quelques instants plus tard, feuilletant un journal, il apprendra la mort de Léopoldine. En 1885, l'année elle-même déserte le site. Le rempart seul est classé. L'ostéiculture prend la place des salines, qu'un sous-préfet inspiré, Charles-Espit

Le Temps, devait décider d'assainir, préparant ainsi la voie du renouveau économique. Une nouvelle vision de Brouage, moins romantique, moins belle, suppose aussi, ainsi que le laisse supposer ses arrogants remparts, s'impose désormais au visiteur contemporain. « L'histoire de Brouage ne se lit que dans le marais. Une fois à l'intérieur de la muraille, le touriste n'a plus qu'à manger sa glace... », explique avec passion François-Yves Le Blanc, historien, qui avec d'autres chercheurs participe au renouvellement de la connaissance du site.

Brouage intra-muros est sans surprise. La familiarité n'y est pas de mise même si dans ses rues, droites



et désertes en morte saison, on s'attend à voir surgir de noirs monstres. L'église, elle, célebre, à travers une exposition permanente, les relations franco-canadiennes et le rôle des cathédraux de Hurons. C'est en effet de Brouage que Champlain partit avec l'idée de fonder, outre-Atlantique, une « autre France ». Encore que les historiens, gens décidément très sourcilieux, se demandent aujourd'hui si le fondateur de Québec est lui-même bien né dans cette ville dont sa famille était originaire. Aucun document ne serait, selon eux, en mesure de l'attester.

Le sauvetage de Brouage, entrepris dans les années 80 - la cité a été classée « grand site » en 1989 - à l'initiative de l'ancien maire, Jean-Pierre Arnaud, s'est concrétisé par un gigantesque toilettage, couronné aujourd'hui par la réhabilitation de la halle aux vives, site qui devrait accueillir un projet d'envergure : la création, en liaison avec l'université, d'un Centre européen d'architecture militaire (CEAM) ouvert au public. Choix judicieux d'une ville qui se présente comme un véritable dictionnaire de la fortification. Quant à l'aménagement prochain d'une halte portuaire dans le chenal qui remonte encore jusqu'au rempart, il permettra peut-être la réalisation d'un vieux rêve : la localisation et le renforcement des navires qui coulaient, en 1586, les Rochelais en colère.

Le marais assèche Brouage, frêle radeau immobilisé au milieu de la banquise. « Paysage ingrat où, relève François-Yves Le Blanc, la lumière diffuse une couleur très douce, naquée, qui crée une confusion permanente entre le ciel et la terre. Rien, ici, sur ces terres mouillées où l'océan peut revenir, ne semble jamais acquis. » Royaume de l'incertain, de l'ambiguïté. Une sorte d'ailleurs où l'homme semble entrer à la recherche des océans perdus.

Régis Guyotat

## L'exil de Marie

« VOUS ÊTES EMPEREUR, SEIGNEUR, ET VOUS PLEUREZ. » Brouage ne serait pas un lieu accompli s'il n'avait été d'une part mêlé à la grande Histoire, d'autre part le théâtre d'un drame raciné. En 1659, Mazarin peaufinait le traité des Pyrénées. Clé de la paix avec l'Espagne : l'union du jeune Louis XIV et de l'infante. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes jusqu'à ce que le roi s'éprenne de Marie Mancini, l'une des quatre nièces du cardinal, toutes réputées pour les ravages qu'elles faisaient à la cour. Un amour profond, sincère, et non consommé. Et c'est bien ce qui inquiétait Mazarin.

Voici donc Marie, qui n'a pas vingt ans, prée, en compagnie de deux de ses sœurs et d'un sinistre chapelain, d'aller oublier le roi à Brouage, lieu où la solitude océane n'était pourtant guère propice à éteindre la passion. Marie décrit Brouage « comme un lieu dénué de divertissements » et où ses sœurs « s'ennuyaient fort ». Pour sa part, elle survit derrière la froide muraille, s'imaginant que tout le monde devait prendre part à sa douleur et que « le plaisir des autres aurait été un crime » pour elle.

Pendant ce temps, Mazarin sermonne Louis, invoque la raison d'Etat, menace même de démission-

ner. « Les grands hommes ne sont pas faits pour eux-mêmes », dira plus tard Bossuet. Le roi se met en route pour Saint-Jean-de-Luz avec la cour. Marie s'échappe. Tous deux se rejoignent un soir à Saint-Jean-d'Angély et se jurent fidélité. Elle regagne son mourot. Louis lui fera porter un petit chien blanc. Mazarin tremble. Finalement c'est Marie qui, refusant l'humiliation, prendra l'initiative de la rupture et dénouera le drame. « Vous m'aimiez, et je pars. » Tel est le mot admirable qu'elle écrit à Louis. « Le mot de toutes les Béatrice passées et futures », ajoute l'écrivain Henry Bordeaux (Marie Mancini, Flammarion, 1952).

Marie achève ainsi, sans le savoir, l'éducation politique du roi entreprise par son oncle qui, désormais, respire. Du coup, elle peut quitter Brouage et se voit offrir la main d'un dénommé Colonna. Une fois ses noces célébrées sur la Bidassoa, Louis remonte l'année suivante vers le nord, s'arrête à La Rochelle, et s'en va coucher à Brouage. Il s'y imprégna, dit-on, de l'odeur de l'absente et pleura fort. D'un Louis, Marie avait fait un roi.

R. G.



**Infuai**  
FEDERATION DES MARCHES DE FRANCE

RENCONTRER, DÉCOUVRIR,  
SE CRÉER DES SOUVENIRS  
Les Auberges, c'est tout un monde !

La FUAJ propose à ses adhérents 6000 Auberges dans le monde, des voyages, des activités sportives, des chaudières et des rencontres internationales...

Renseignements : FUAJ, 27 rue Pajol - 75018 PARIS Tél : 44.89.87.27  
Brochures, Guide français sur simple demande.

**HOSTELLING INTERNATIONAL**

## Carnet de route

**ACCÈS.** A partir de Rochefort, suivre la direction d'Oléron, par le nouveau pont sur la Charente (25 F de péage pour les véhicules étrangers au département). Pour s'imprégner de la région, on peut longer la côte par Port-des-Barques, Saint-Froult et Moeze.

**TOUT.** Pas d'hébergement sur place, en dehors de quelques commerces de nécessité et des boutiques d'artisans.

Rochefort est un commode camp de base et permet de jeter un œil - tout en longueur - sur la Corderie Royale (hôtel trois étoiles dans l'enceinte, 350 047 55, tél. : 46-99-35-35).

**VISITES.** Une promenade sur les remparts permet la compréhension du site. On y observe les postes avancés du fort, enfouis dans le marais, la position du port et du chenal, le partage entre l'activité ostréicole et agricole, celle-ci progressant sur l'écoulement du marais. La halle aux vives présente une exposition permanente sur le site ainsi qu'un atelier de reconstruction du plan-relief de la cité du XVIIIe siècle.

**LECTURES.** Charente-Maritime/Aunis, Guide Gallimard 1994. Les Fortifications du littoral, Patrimoine/Médias 1993. A paraître : De Broue à Brouage, à la recherche du golfe de Saintonge, de Nathalie Fiquet et François-Yves Le Blanc (Patrimoine/Médias).

**RANDONNÉES.** Le long des canaux. Laissez votre voiture aux écluses, à 8 km au sud-est de Brouage en direction de Saint-Agnant, sur la D 238, proche du sentier de grande randonnée GR 4. Le large chemin du canal de Brouage bifurque le long du canal Seudre-Charente. A Bellevue, remonte vers le point de départ le long du

canal de Broue jusqu'à la maison de l'Actuel. Et emportez vos jumelles pour observer les oiseaux en saison ! Environ 1 h 30 sans la visite des remparts et de la dradelle. A consulter : Promenades et randonnées en pays Royennais (éd. Comité de la Randonnée pédestre en Charente-Maritime, L'Aubrée-Tailant 17350, Saint-Séverin).

**INFORMATIONS.** Office du tourisme (tél. : 46-85-19-16). Syndicat mixte pour la restauration et l'animation du site de Brouage, halle aux vives, tél. : 46-85-77-77, 17320 Hiers-Brouage. Comité départemental du tourisme, La Rochelle, tél. : 46-41-43-39.

## Carnet de route

**LIENS.** Site de la Fédération des Marchés de France (FUAJ) : [www.fuaij.com](http://www.fuaij.com). Site de Hostelling International : [www.hostelling-international.com](http://www.hostelling-international.com). Site de la Corderie Royale : [www.corderie-royale.com](http://www.corderie-royale.com). Site de la Halle aux vives : [www.halle-aux-vives.com](http://www.halle-aux-vives.com). Site de la Randonnée pédestre en Charente-Maritime : [www.randonnee-pedestre.com](http://www.randonnee-pedestre.com). Site de l'Aubrée-Tailant : [www.aubree-tailant.com](http://www.aubree-tailant.com). Site de Saint-Séverin : [www.saint-severin.com](http://www.saint-severin.com).

**TOURISTES.** Office du tourisme de Rochefort : [www.tourisme-rochefort.com](http://www.tourisme-rochefort.com). Office du tourisme de Saint-Séverin : [www.tourisme-saint-severin.com](http://www.tourisme-saint-severin.com). Office du tourisme de l'Aubrée-Tailant : [www.tourisme-aubree-tailant.com](http://www.tourisme-aubree-tailant.com). Office du tourisme de la Randonnée pédestre en Charente-Maritime : [www.tourisme-randonnee-pedestre.com](http://www.tourisme-randonnee-pedestre.com).

**CONTACTS.** FUAJ : 27 rue Pajol - 75018 PARIS. Hostelling International : 27 rue Pajol - 75018 PARIS. Corderie Royale : 350 047 55. Halle aux vives : 46-85-77-77. Randonnée pédestre en Charente-Maritime : 46-85-19-16. Aubrée-Tailant : 46-41-43-39. Saint-Séverin : 46-41-43-39.



## L'Anglaise du continent

Dans la capitale du Béarn, le panache blanc d'Henri IV a pris les couleurs de l'Union Jack

**PAU**  
de notre envoyé spécial  
S'il est une ville de France où inconvenant serait jugé le collégien osant entonner la vieille ritournelle estudiantine : « Et m... pour la reine d'Angleterre qui nous a déclaré la guerre ! », c'est bien Pau. Au Cercle anglais, established 1860, mais où, en 1996, ne figure plus qu'un ménage britannique parmi les membres, on est accueilli par l'opulente poltrone en marbre du buste de Victoria avant de tomber devant une photo d'Elizabeth II. Il a fallu attendre 1940 et la rupture entre le gouvernement de Vichy et celui de Sa Majesté britannique pour qu'un Français puisse présider ce cercle, mais, dès 1945, pour quelques années, les Anglais se ressaisissent de la présidence... Le Pau Golf Club (PGC) est encore plus ancien (1856) et se flatte d'être « le premier en date des golfs du Continent ». Sur la cheminée est exposée une lettre de Buckingham Palace transmettant la satisfaction de Victoria d'avoir reçu la médaille du PGC. La tache verte des greens est la plus vaste de toutes celles qui étoient la capitale du Béarn, où, pour une fois, l'appellation « ville-jardin » n'est pas surfaite. La mini-oasis de palmiers de Chine, les mimosa du Brésil embaumant dès janvier, les couverts de magnolias, les camélias de Noël, les cédres, les cyprès chauves, les citronniers en fruits, les bananiers, l'énigmatique *liquidambar styraciflua*, rappellent volontiers les Palois, « ont été plantés jadis grâce aux hivernants anglais ».

Plus antique encore que le PGC est le Pau Hunt, fondé à Pau en 1842 par des amateurs anglais de chasse au renard. Il faut montrer aux Français comment chasser le fox car les premiers Britanniques venus le traquer ici furent horrifiés : « La plupart des chiens ne valent rien [et] s'agitent comme des porcs dans un champ de maïs ». « Les chasseurs sont habillés de façon ridicule (...). Le renard fut tué par la peur que causa tout le vicarme. » On dut attendre un siècle pour que des Français, qui entre-temps avaient appris à traquer goupil avec un peu plus de classe, fussent admis à diriger le Pau Hunt. Des chasses à courre au canidé roux continuent de se dérouler chaque samedi, et on ne se souvient d'aucune protestation de la Société protectrice des animaux ou de Brigitte Bardot.

Rue O'Quin, à St-Andrew's, un ministre du culte, anglican, ne relevant que de l'évêque de Gibraltar, célèbre la messe dans la langue d'Henry VIII. Ce sanctuaire, naguère flanqué de deux autres églises protestantes, veut exprimer une certaine sympathie pour les indigènes catholiques puisqu'il contient une représentation religieuse, « unique en son genre », réconciliant saint George et sainte Jeanne d'Arc. Bref, à Pau, on ignore la guerre de Cent Ans, Rachoda ou Mers-El-Kébir - et même l'exil de l'Ogre corse, puisque aucun préfet des Pyrénées-Atlantiques ne s'est aventuré à changer le nom de sa résidence officielle, l'une des 300 « villas anglaises » de la cité : St-Helen's. D'ailleurs, le 15 février, était prévue au Cercle anglais une conférence - en français - sur Castlereagh, l'un des plus féroces adversaires de l'Empereur. Cette causerie aura lieu le même jour que l'ouverture, dans l'ancienne forteresse des rois de Navarre, d'une exposition des œuvres de lady Fortescue, dessinatrice britannique qui en 1818 arpenta les Pyrénées.

Tout ce qui précède survint parce qu'en 1814 des officiers de l'armée britannique furent bien accueillis par les Béarnais, ravis de voir ces forces contribuer à remettre au pouvoir à Paris les héritiers d'Henri IV ; parce que ces militaires, séduits par l'abondance du gibier et le climat le moins venté d'Europe, revinrent en villégiature à Pau. En 1833, sous la première Entente cordiale, un médecin écossais, Alexandre Taylor, ouvrit un cabinet pour les hivernants anglais et publia un ouvrage portant au pinacle les vertus climatiques du séjour dans sa ville d'adoption. Ce fut la mûre de la *gentry*, bientôt suivie de celle de

riches anglophones des deux hémisphères, invoquant « maladies de poitrine » ou « vapeurs » des jeunes filles à marier. On diffusa des statistiques prouvant que si chaque année un Viennois sur vingt-deux, un Parisien sur trente-deux mourait, seul un Palois sur quarante-cinq passait de vie à trépas. Bientôt, sur 25 000 habitants Pau compta 5 000 étrangers, majoritairement britanniques, mais aussi russes, américains, brésiliens, etc. L'historien Pierre Tucoc-Chala a découvert que même la veuve du président Lincoln, une métisse, s'était retirée à Pau, et que le président Grant n'alla même pas le salue lorsqu'il vint ici lui aussi. Car la terre entière tint alors à se montrer entre les tours moussues de Marguerite d'Angoulême et le casino tout neuf :

de Napoléon III aux Bourbon de Naples, d'Alphonse XIII à Edouard VII, des officiers francs-maçons britanniques de la loge Orthez aux pionniers de l'air, aussi bien les frères américains Wright que Louis Blériot, enchantés de pouvoir évoluer dans l'air immobile de la plaine pyrénéenne. 1909 vit la création à Pau de la première école d'aviation du monde.

Cette immigration de haut vol faisait travailler soubrettes, maçons ou producteurs de jurançon, créant une atmosphère anglo-saxonne d'outremer qu'on peut retrouver encore de nos jours à Lahore ou Mascate, partout où les British ont transporté, avec un cérémonial que parfois ils n'observaient plus aussi strictement dans leur île, leurs goûts et leurs manies, leur

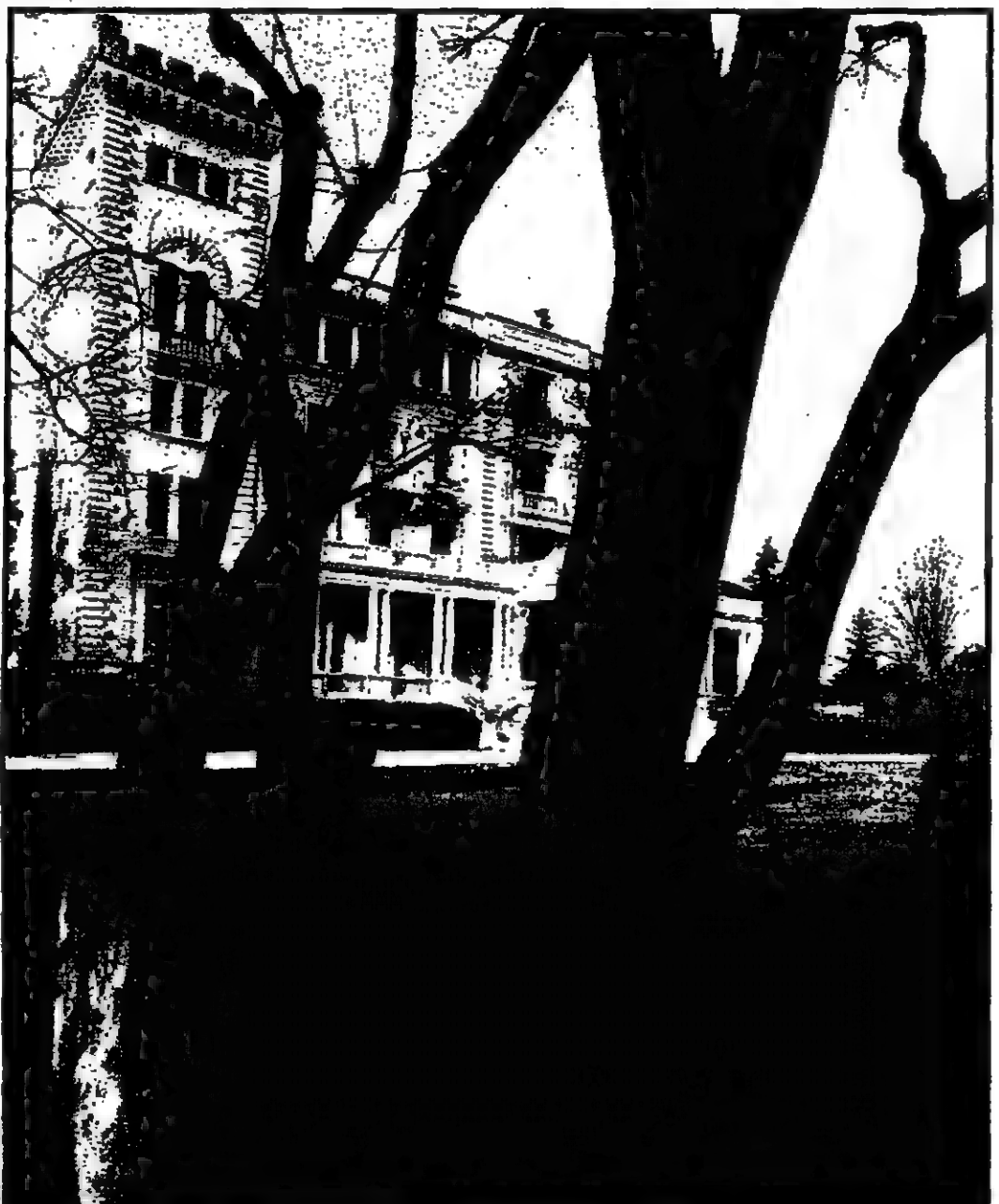
■ **GERS. Apprenti fermier.** Pour ceux qui n'ont pas peur de se salir les mains. Il faudra nourrir les animaux, traire les chèvres, fabriquer le fromage, surveiller les poules couveuses, jardiner, cuisiner, bricoler. La vraie vie. Celle qui fait apprécier le prix des choses. Pendant deux jours (960 F, en pension complète pour 4 personnes, c'est-à-dire en famille) au rythme de la ferme et des saisons. Loists Accueils (62-05-57-99).

■ **GERS. La tête dans les étoiles.** Le système solaire, les galaxies, les amas, l'instrumentation astronomique et des séances de planétarium : programme serré à la Ferme des étoiles, une belle demeure gasconne, théâtre d'une émission spécialisée. Le soir, veillée et observation du ciel. Avant un jour et une nuit au pic du Midi, haut lieu de l'astronomie, avec repas frugal et lit de camp. Les enfants et les adultes (débutants ou initiés) ont chacun leurs dates. Forfait 7 jours en pension complète, 2 950 F. Loists Accueils (62-05-57-99).

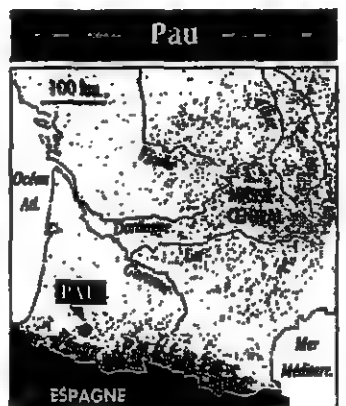
■ **GIRONDE. Châteaux clémentins.** Budos, Fargues, Roque-tailade, Villandraut, la Trave, Du Hamel sont les principaux. Leur nom vient de Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, devenu pape sous le nom de Clément V. Le château de Villandraut, sa résidence préférée, inspiré par l'architecture savoyarde, le maître de Saint-Georges, est construit en 1305, fournit un modèle à cette nouvelle race de châteaux élevés entre 1305 et 1320 en Guyenne et qui allie défense et confort. Ils font l'objet d'un circuit incluant la collégiale d'Uzeste. Office du tourisme (56-44-28-41).

■ **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES. Pelote basque.** Il faut savoir qu'ici le fronton forme, avec l'église et le cimetière, le cœur du village. Le fronton, c'est un mur contre lequel on projette une balle à la main. Il faut savoir encore que, en fonction des jeux, le poids de la pelote varie, que le terrain peut être ouvert ou fermé et que l'on peut utiliser, outre la main, pa-las, chistera ou raquette argentine. Il faut savoir enfin que les grands tournois ont lieu en juillet-août à Biarritz, Saint-Jean-de-Lux et Bayonne. Agence de tourisme du Pays basque (59-59-28-77).

■ **HAUTES-PYRÉNÉES. Du val d'Aran à l'Aragon.** Insolite et minéral, avec ses sierras aux reliefs tourmentés et ses villages abandonnés. Trois jours, de 500 F à 630 F selon la saison, en demi-pension. L'hôtel est à 800 mètres d'altitude et à 5 minutes de Saint-Lary-Soulan. Loists Accueils (62-93-03-03).



La villa « Sorrento » construite pour une riche Américaine sur le modèle du château d'Henri IV



amour du sport et leur sexualité transie. Les dernières « maisons anglaises » ont fermé leurs portes après la crise de 1929. La plupart ont été rachetées par la bourgeoisie locale, qui vit encore souvent aujourd'hui entre des boiseries chocolat et des gravures de chasse. Jusqu'à l'actuelle municipalité socialiste qui a été heureuse de racheter, pour ses réceptions, la villa St-Basile, dans le prolongement sélect du boulevard des Pyrénées, cor-niche ouverte en 1900. Les palaces ont disparu de ce quartier mais, dans le centre de Pau, l'Hôtel Continental, inauguré en 1913, a maintenu les bonnes manières du temps. Quant à Raymond Casau, maître-cuisinier béarnais, il a ajouté à son restaurant un bar de style britannique comme on n'en voit plus guère, même à Londres. De cela n'ont cure les Palois férus de « Pau, ville anglaise », qui sont loin d'être en voie de disparition. Il est un domaine toutefois où, anglophones mais pas fous, ils ont résisté aux influences d'outre-Manche : la cuisine. Ainsi M. Casau peut toujours préparer son fameux lièvre « à la royale », au vin de Madiran.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

### Carnet de route

■ **LIVRES.** En attendant la réédition de la somme de Pierre Tucoc-Chala, Pau, ville anglaise (Sirey, Pau, 1979), on peut lire la grosse plaquette de Roger Grenier, Villages anglais à Pau (éd. Villa Formose-Marin-pouey, Pau 1991), bellement illustrée de photos noir et blanc d'Anne Garde. La Revue de Pau et du Béarn (Archives départementales, Pau) publie régulièrement des études historiques sur les Pyrénées-Atlantiques. Une vision littéraire originale d'Henri IV est donnée dans Le Vert-Galant de Joseph Delteil (la Bartavelle, 82190 Char-leux, 1993). Jean Loubergé livre force détails sur le cru béarnais dans son livre Jurançon, un vin d'hier pour aujourd'hui (éd. J. et D. Bismoz, 1993).

■ **TOUTS ET TABLES.** Décor Belle Époque et confort fin XIX<sup>e</sup> siècle sont proposés par l'Hôtel Continental (tél. : 59-27-69-31). Chambres doubles à partir de 400 F avec lit gratuit pour un enfant, forfait week-end avec 35 % de réduction. Cuisine française et béarnaise. Chez Pierre (tél. : 59-27-76-86), ou au restaurant des Pyrénées (tél. : 59-27-07-75). Cuisine de terroir authentique, des cochenilles à la poule au pot, à la ferme-auberge (sans hébergement) de Jean et Christine Casau-Estrem à Cardesse (sur réservation tél. : 59-21-40-04).

■ **PROMENADES ET VISITES.** Pour le Béarn « à la mode », l'association Route des vins de Jurançon, présidée par le producteur Charles Hous, à Mo-nen (tél. : (1) 59-21-31-30). A Nay, sera ouvert en juin le premier Musée du béret dans un bâtiment directeur rénové ; contacter l'usine Blancq-Olibet (tél. : 59-61-01-32).

■ **INFORMATIONS.** Mission touristique des Pyrénées-Atlantiques, tél. : 59-30-01-30, à Pau.

### Béret, jurançon et poule au pot

LE BÉRET BASQUE n'est pas basque. Il est béarnais, mais les Navarrais et les Basques ont aussi porté cette coiffe héritée du byrrhum de Carthage, lequel se retrouve également dans la barrette ecclésiastique. C'est aux Basques, les plus migrants de tous les Pyrénéens, qu'il est revenu de faire connaître dans le monde ce couvre-chef qui, du Moyen Âge à la III<sup>e</sup> République, fut tricoté par les bergers du Béarn. Aujourd'hui, à Pau comme ailleurs, les hommes choisissent plutôt une casquette américaine à longue visière... Cependant, l'industrie béarnaise du béret basque, la seule existant en France, a repris du poil de la bête grâce à la mode féminine, puis aux commandes militaires - les « casques bleus » de l'ONU portent un béret traditionnel *made in Béarn*, pure laine.

L'une des trois manufactures bérerières actuelles, Blancq-Olibet, maison familiale établie à Nay, depuis Louis XVIII, a donné une nouvelle corde à l'arc de cette industrie semi-artisanale en lançant les « bérets-événement » pour congrès, régions ou célébrations. Avec moins de 100 francs, on peut se procurer un béret sans fibres synthétiques (elles ne feutureraient pas), en vingt-sept coloris (y compris le brun clair des bergers d'antan).

Le béret est, depuis trois ou quatre générations, l'un des symboles de la France traditionnelle avec la baguette de pain et le vin. En Béarn, on accepte cette « sainte trinité », à condition que la bolisson ne soit pas l'« affreux litron de gros rouge », mais le jurançon. Ce vin, uniquement blanc, qui fête cette année le soixantième anniversaire de son AOC (appellation d'origine contrôlée), remonte à un vignoble d'Aubertin, au XIII<sup>e</sup> siècle. Les parcelles productives ne couvrent que 800 hectares exploités par 320 vignerons,

dont soixante pressent eux-mêmes leur raisin. A l'origine uniquement liquoreux, le jurançon donne aujourd'hui également des vins secs et toujours abordables (de 25 F à 100 F la bouteille). Les Béarnais consomment le jurançon aussi bien en apéritif qu'avec la pièce montée des commu-nions, la charcuterie de montagne ou le fromage de brebis.

A l'époque d'Henri IV, qui fut « baptisé » avec ce vin par son grand-père, le jurançon n'était sans doute qu'une piquette supérieure. C'est Louis XVIII, refaisant en 1820 le geste de son an-cêtre sur la tête du futur Henri V, petit roi d'un jour en 1830, qui attira l'attention sur un cru déjà amélioré. En 1995, à Paris, un aréopage d'émi-nents sommeliers réunis par la revue *Grandes Lignes*, après dégustation à l'aveugle de 100 vins, a décerné son prix à un jurançon gros-manseng, « vin de plaisir, légèrement aromatique », de Gi-sèle Bordenave, viticultrice de vingt-trois ans.

Quant à la baguette, les Béarnais la rempla-ceraient volontiers, dans la trifolie française, par la poule au pot, slogan politico-social lancé à Paris par Henri IV, devenue ensuite l'un des pics de la gastronomie locale. Surtout si on a affaire à la poularde fermière de Christine Casau-Estrem, à Cardesse.

Dans sa ferme-auberge, à la famille depuis 1610, elle prépare sa farce avec du foie gras de canard, des abats de volaille, de la ventrèche (petit salé), des œufs, de la mie de pain et un peu d'ail. Cuit au torchon dans le bouillon de la poule, l'exquis amalgame sera servi à part, enrobé de chou et escorté de navets, carottes et poireaux. « Et sans béarnaise, sauce inventée à Paris, car à Pau on l'aurait faite à l'huile et pas au beurre ! »

J.-P. P.-H.

### Les Routes de la Côte d'Or

La Marquise de Sévigné aimait passionnément la Côte-d'Or. Ses nombreux séjours bourguignons à Epioisses, Bourbilly, Bussy-Rabutin, Semur-en-Auxois, Saulieu... le prouvent merveilleusement.

Retrouvez aujourd'hui ces superbes sites touristiques et recevez les informations de la Côte-d'Or en renvoyant ce coupon-réponse au Comité départemental de tourisme, Hôtel du département, BP 1601, 21035 Dijon Cedex, tél. : 80-63-66-00, fax : 80-49-90-97.



NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE .....  
CODE POSTAL .....



هكذا من الإلهام

## Les tribunes d'un tribun

Lieux de travail. Lieux de mémoire. Visite guidée du bastion de Jaurès

**ARIÈGE.** Le ventre de la terre. Impressionnantes, les grottes ariégeoises. Niaux est mystérieuse, dotée d'un «salon noir»; on accède à Lombrives, vaste comme une cathédrale, par un petit train; La Vache témoigne de la vie telle qu'elle était il y a 12 000 ans. Bedeilhac possède des salles de dimensions colossales. Le Mas d'Auzil, refuge de l'ours et du mammoth, abrita aussi l'homme. Labouche, enfin, se visite en barque, au fil d'une navigation souterraine de près de 4 km: cascade Salette, galeries et chute du Torrent. A déconseiller, évidemment, aux claustrophobes. CDT (61-02-30-70).

**LOT.** Zadkine et Champollion. Ici, les édifices prennent la pose avec naturel, qu'il s'agisse de villages perchés (Rocamadour), d'abbayes (abbatiale de Souillac) ou de ponts fortifiés (pont Valentré à Cahors). Et les hommes n'ont pas honte d'être savants. Un fort original associe deux catégories apparemment contraires: les musées (Champollion à Figeac, Zadkine à Arques, préhistoire à Cabrerets) et les moulins (à vent, à eau, à huile de noix). CDT (65-35-07-09).

**LOZÈRE.** L'école 1900. Encre violette et plumes Sergent-Major, buvards sur les bureaux étroits, vieux livres de 1885. Sans oublier le vieux poêle bourré jusqu'à la gueule. L'instituteur en blouse noire ne fera pas appel mais évoquera peut-être le règlement. Avant de passer à la dictée. Le hameau de Sainte-Lucie, non loin de Marvejols et du parc du Gévaudan, voyage dans son passé, ressuscitant cette école de Jules Ferry. Un retour aux sources bigrement émouvant. Contacter, à Mende, Henri Mouysset (66-47-19-48), et à Marvejols, Jean-Pierre Nogaret (66-32-10-29).

**LOZÈRE.** Transhumance en Aubrac. Les beaux jours venus, vaches et moutons rejoignent leurs riches pâturages d'altitude. Gentiane, réglisse, trèfle sauvage, herbes grasses, tout leur est bon pour faire ce lait savoureux qui donne les meilleurs fromages. Les villages de Lozère redonnent vie à cette tradition qui s'épanouit en danses et dégustations de produits du terroir. Les 25 mai et 4 juin prochains, ce sera leur quatorzième résurrection. Association transhumance Aubrac (65-48-01-76) et syndicat d'initiative (66-45-40-33).

### TARN

de notre envoyé spécial  
Faire du mal un bien. Ou, plus précisément, ne pas se laisser dominer par la catastrophe: c'est le défi que lancent plusieurs associations du Tarn qui, aidées par les collectivités locales en quête de ressources, transforment les friches industrielles parsemant la région en lieux de mémoire. Plusieurs sites, en cours de réhabilitation, proposent des circuits qui enrichissent les habituelles visites de monuments étiquetés «culturels».

Ce n'est pas que le Tarn manque de villages pittoresques, de belles demeures, de musées ou d'églises. Impossible à éviter, Albi abrite ainsi la plus belle collection mondiale d'œuvres de l'enfant du pays, le peintre Toulouse-Lautrec, exposées dans l'ancien palais épiscopal. A quelques dizaines de mètres de là, la cathédrale Sainte-Cécile, imposant château-fort de briques rouges, rappelle ce que fut la force de l'église catholique en cette terre d'hérésie cathare longtemps rebelle à la puissance papale. Mais, coincé en plein Sud-Ouest, à équidistance entre l'Atlantique et la Méditerranée, le département avait aussi vocation industrielle, depuis que, en 1751, un marquis de Solages fit brûler dans un four révolutionnaire le charbon de ses terres. Cette idée nouvelle engendra des verreries modernes, puis, plus tard, des mines de charbon, des usines métallurgiques, des filatures. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le Tarn était un bastion ouvrier et Jaurès en était le député.

C'est au tribun socialiste que la ville d'Albi doit sa verrerie aujourd'hui centenaire, établissement fondé dans la foulée d'un fameux conflit du travail né du renvoi de deux délégués syndicaux de la principale verrerie de Carmaux. Pour faire vivre les ouvriers mis à pied, le mouvement syndical, avec l'appui actif de Jaurès, recueillit dans toute la France les fonds de la solidarité et créa une coopérative concurrente: la Verrerie ouvrière d'Albi (VOA). A l'entrée, une statue de Jaurès, bras tendu et buste en avant, parle à une foule imaginaire, dans cette position caractéristique du dirigeant ouvrier appelant à la révolution prolétarienne. En 1989, la coopérative est devenue une entreprise capitaliste comme une autre. Contrôlée par le Crédit lyonnais et Saint-Gobain, elle produit, chaque année, dans un bruit et une chaleur d'enfer, quelque 360 millions de bouteilles. Des circonstances de sa naissance, elle n'a gardé dans son sigle que l'adjectif «ouvrier», sorte de coquette



Aux portes de la verrerie d'Albi, la harangue silencieuse d'un orateur enflammé

qui, assure-t-on à Albi, n'affecte en rien son image «d'entreprise comme les autres».

Plusieurs fois menacée de disparition, la VOA, qui s'ouvre aux visites, a toujours su se rétablir et poursuivre son activité. Il n'en va malheureusement pas de même pour les mines de charbon du bassin de Carmaux qui, à une exception près, ont toutes disparu. De cette époque il reste quelques souvenirs forts: la foule des hommes et des femmes sur le carreau, lorsque les puits étaient en grève ou frappés par l'accident, les mineurs du Carmauxin, casque sur la tête et lampe à acétylène à la main, tirant le catafalque de Jaurès vers le Panthéon, après la Première Guerre mondiale, les chers ouvriers autour des puits, si sem-

blables du Pas-de-Calais à l'Albigeois. Et aussi, depuis peu, un musée ou, plutôt, un conservatoire des techniques et des hommes qui, depuis la fin du siècle dernier, extraient le charbon.

Fermé en 1979, après quatre-vingt-huit ans d'exploitation, le puits de Cagnac est devenu lieu de souvenir et d'éducation grâce à l'abandon de six mineurs à la retraite bien décidés à ce que leur savoir-faire ne disparaisse pas avec eux. Malgré leurs faibles moyens, ils ont creusé, récupéré, dégagé. Quelques années plus tard, la mine de Cagnac expose le panorama complet d'un métier. Casque sur la tête, Pierrot vous mène dans les galeries ratapées, l'intriguant par l'évolution des techniques et leur répercussion sur le salaire des mineurs, payés à la production. Face aux indicateurs de profondeur et aux leviers de la cage, voici le poste de celui qui faisait descendre les mineurs au fond, à moins 270 mètres. «Il fallait des types sérieux pour occuper cet emploi», commente Pierrot. Et, sans doute, l'étaient-ils. Jusqu'au jour où, dans une crise de démence, l'un d'eux tua femme et enfants. «Rétrospectivement, ça a foutu la trouille à tout le monde...».

Le plus remarquable, à la visite de cette ancienne mine, c'est la vitesse des changements. Le pic et les machines de bois pour soulever les galeries ont fait place à la bauxite et aux piles de métal mobiles équipées de vérins hydrauliques; le cheval

qui, jusqu'en 1953, tirait encore les wagonnets a été remplacé par l'électrification percée du convoyeur à bande et du camion-chargeur Wagner. En vingt ans, la mécanisation a tout emporté, faisant exploser la productivité mais ne parvenant cependant pas à lutter contre la concurrence du charbon venu de Pologne ou d'Afrique du Sud. Plusieurs milliers de mineurs travaillaient encore dans la région à la Libération. Aujourd'hui, ils sont à peine plus de trois cents à extraire,

avec des perspectives incertaines, la houille de La Découverte, la plus grande mine à ciel ouvert d'Europe.

Plus brutale encore a été le destin de la mégisserie à laquelle la ville de Graulhet avait lié sa fortune. Il y a encore vingt ans, une centaine d'entreprises faisaient de la cité du bord du Dadou la capitale mondiale des cuirs de mouton. Elles ne sont plus aujourd'hui qu'une vingtaine, impuissantes à faire travailler ces immigrés hâtivement recrutés du temps de la splendeur, aujourd'hui oubliés dans des chères toutes bérissées d'antennes paraboliques. En moins de dix ans, une industrie s'est effondrée, face à la concurrence venue d'Inde, de Corée et des pays de l'Est européen. Endormis sur leur monopole quasi centenaire, aveugles aux nécessités de la diversification, les patrons mégissiers de Graulhet n'ont pas vu venir la catastrophe, continuant à produire à des coûts de riches la basane, cette fine peau de mouton qui fait les doublures des chaussures.

Un désastre que ne supportent guère les retraités de Graulhet. Comme les mineurs de Cagnac soucieux de laisser une trace, une association a entrepris la remise à flot d'une mégisserie abandonnée par un patron en déroute. Les machines et les outils y sont vieillots, les techniques anciennes. Mais c'était ainsi qu'on travaillait les peaux: au bord de la rivière et dans une odeur pestentielle. Une histoire de moins de vingt ans qui en dit beaucoup sur la France de cette fin de siècle.

Georges Marion

## La cocagne et le pastel

LE PAYS DE COCAGNE existe. Ou plutôt le pays de la cocagne. Dans le Tarn, dans l'Aude, la Haute-Garonne, à l'intérieur d'un triangle dessiné par les villes d'Albi, Carcassonne et Toulouse. A en croire le Petit Robert, la cocagne est un mot à l'étymologie incertaine, né en Provence ou en Italie. Mais, du côté d'Albi, on n'a aucun doute sur le réalisme des faits, puisqu'au XIV<sup>e</sup> siècle elle a fait la fortune de la région, d'où son nom de pays de Cocagne. Elle ne paie pourtant pas de mine cette cocagne, boue végétale de couleur brune, fabriquée par macération et pétrissage du pastel, une plante qui pousse à peu près partout sous nos climats. Mais, dissoute dans l'eau, la cocagne donne un beau colorant bleu vif, particulièrement résistant à la lumière solaire. Au Moyen Âge, seul l'indigo pouvait rivaliser en qualité avec le pastel. Mais il était cher, arrivait d'Asie au compte-gouttes, au rythme des caravanes et des carottes à voile. Le pastel en profitait et, avec lui, tous les producteurs qui, dans le Sud-Ouest, le cultivaient sur quelque 50 000 hectares, faisant vivre de 80 000 à 100 000 personnes. Les plus entrepreneurs des pasteurs, qui livraient leur marchandise dans les principaux ports d'Europe occidentale, purent bientôt étaler leur opulence et faire construire de magnifiques hôtels particuliers à Albi et à Toulouse.

Le développement du commerce maritime et les guerres de religion qui ravagèrent le Sud-Ouest eurent bientôt raison du pastel. A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, l'indigo, désormais moins cher à importer, remplace le pastel, qui, jamais, ne retrouva sa notoriété, en dépit d'une tentative faite sous Napoléon I<sup>er</sup> pour cause de blocus continental. Pierre Rufino, qui fait pousser quelques plants en même temps qu'il restaure le château de Magria, non loin de Graulhet, se plaît à imaginer le retour de cet âge d'or. De son château transformé en musée de l'industrie pastelière, il entretient une correspondance soutenue avec d'autres passionnés, en Allemagne, Italie, Grande-Bretagne ou Espagne, fier de rappeler qu'un premier congrès européen du pastel s'est tenu à Toulouse, en 1994. Cette plante magique, estime Pierre Rufino, a tous les avantages: outre sa teinture, bien supérieure à ce que produit l'industrie chimique, elle est un excellent fourrage, un bon fongicide et un insecticide de qualité. Et le miel produit par les abeilles qui la butinent est, assure-t-il, délicieux.

G. M.

## Carnet de route

**HÔTELS.** Mercurie-Les Bastides (41, rue Porta, tél.: (1) 63-47-66-66): les chambres sont correctes, sans plus, mais la vue sur le Tarn (le vieux et le nouveau pont, la cathédrale) est éblouissante, même et surtout au coucher du soleil. La table d'hôte remarquable pour un prix fort convenable. Hostellerie Saint-Antoine (17, rue Saint-Antoine, tél.: (1) 63-54-04-04): dans le vieux Albi, meubles très anciens, calme profond et thé servi avec de délicieux biscuits.

**VISITES.** A Albi: Musée Toulouse-Lautrec: la plus grande collection au monde du peintre, dans un décor à rénover mais néanmoins très prenant; tél.: 63-49-48-70. Cathédrale Sainte-Cécile: impossible à éviter, elle domine toute la ville. Pour ses hauts murs rouges, ses peintures murales et son grand orgue. Se promener dans la vieille ville pour y découvrir les anciens hôtels particuliers des commerçants du pastel, notamment l'Hôtel Reynès, la plus belle demeure Renaissance de la ville.

**PROMENADES ALÉNTOUR.** Cordes, village perché sur un piton rocheux, entouré d'enceintes fortifiées et peuplé d'artistes et d'artisans; magnifiques palais de l'époque romane ou Renaissance. Le seigneur du coin est incontestablement Yves Thuriès, pâtis-

sier, cuisinier et éditeur qui, avec un rare talent, sait se mettre en scène. Il gère à Cordes la Grand'Église (tél.: 63-56-01-03) un hôtel-restaurant de renom. A Castres, voir le Musée Goya: la quasi-totalité de l'œuvre gravé du peintre espagnol (tél.: 63-71-59-30). Le Centre national et musée Jean-Jaurès: la ville de naissance du célèbre tribun socialiste lui a construit un bâtiment où se tiennent colloques et expositions, notamment sur le mouvement ouvrier du début du siècle (tél.: 63-72-01-07).

**TOURISME «INDUSTRIEL».** La Musée-mine de Cagnac: pour comprendre une région modelée par le charbon qui envoya Jaurès éliger à l'Assemblée nationale; 350 m de galeries reconstituées; château de la Verrerie, Staveles-Mines, 87400 Carmaux (tél.: 63-36-94-36). La Verrerie ouvrière d'Albi: pour fêter son centenaire, plusieurs manifestations sont prévues tout au long de l'année 1996, dont des expositions d'artistes verriers, des colloques et des journées portes ouvertes (tél.: 63-46-28-59). Maison des métiers du cuir à Graulhet: visite d'une mégisserie abandonnée puis reconstruite par ses anciens ouvriers (tél.: 63-42-16-04). Le pastel: château de Magria, siège du Musée du pastel. Pour tout savoir, ou presque, sur la culture du pastel (tél.: 63-70-63-82); un circuit des châteaux du pastel est possible.

**INFORMATIONS.** Office du tourisme de la ville d'Albi, palais de la Berbie, tél.: 63-49-48-80. Comité départemental du tourisme: tél.: 63-77-32-10.

Il est une ville de réputation gastronomique où l'on déguste aussi beaucoup avec les yeux.



Au menu d'une visite à Dijon. 50 sites classés, du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, au Musée des Beaux-Arts doté de l'une des plus riches collections d'art flamand, et - Bourgogne oblige - un instant gastronomique de premier ordre. Le tout dans le calme de la première ville verte de France. Et si vous trouvez qu'un week-end, c'est un peu court, vous reviendrez.



Vivre! comme à Dijon



## La tour blessée

Victime d'une coupable négligence, une abbaye à l'agonie

**SAINT-AMAND-LES-EAUX**  
de notre envoyé spécial  
« Intervilles » est à Saint-Amand ce que le pâté d'alouettes est à Pithiviers. Un amuse-gueule, une spécialité incontournable. Mais la situation de quasi-faillite financière dans laquelle la nouvelle équipe municipale, sortie des urnes en juin 1995, déclare avoir trouvée la commune, ne permettra peut-être pas, cette année, le déroulement de la célèbre émission télévisée, créée ici même en 1962. La déception serait grande. Rien de comparable, toutefois, au traumatisme qui résulterait de la perte de la tour abbatiale, dont l'état, conséquence d'une coupable négligence, est, aujourd'hui, proche de l'agonie. « Dans chaque foyer, chez les riches comme chez les pauvres, la tour trône sur le buffet ou est accrochée au mur », relève le nouveau maire, Alain Bocquet (PCF), qui a pris les rênes de la ville après les quarante-deux ans de règne de Gérard Dommez. « Combien de fois je suis redescendue du clocher une pierre dans la main », confie-t-elle, la rage au cœur, Françoise Delesalle, infirmière, mais également carillonneuse municipale qui, pour attirer l'attention sur le délabrement du monument n'a pas hésité à descendre en rappel la façade de la tour.

Chaque jour, sur le coup de midi, Françoise escalade les 365 marches du clocher de l'abbatiale, se faufile dans son habitacle suspendu à 82 mètres du sol, enfle ses mouffles, et s'installe aux commandes de son céleste instrument. Saint-Amand, alors, retient son souffle. Le jour



des funérailles de François Mitterrand, Françoise a interprété quelques notes de requiem avant de jouer *Le Temps des cerises*. « C'était aussi, explique-t-elle, l'air préféré de mon père ». « Cela dit, je sonne plus souvent la joie et l'espoir ». Et de préciser que, au début du siècle, le carillonneur et sa famille habitaient dans l'édifice. Quant à la fonction, elle se transmet comme une charge papale.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, époque où l'on vivait encore à l'heure espagnole, Saint-Amand eut un pharaon. Il s'appelait Nicolas Dubois, et c'est lui qui reconstruisit l'abbaye bénédictine. Une abbaye dont les vestiges actuels – la tour abbatiale et le prieuré, utilisé ensuite comme échevinage – constituent une extraordinaire curiosité architecturale. Longtemps on attribua à Rubens le dessin des plans de l'imposant édifice. Une thèse surtout avancée lorsqu'il s'agissait de trouver des subventions... Aujourd'hui chacun s'accorde à reconnaître que Nicolas Dubois,

simple abbé du lieu, en fut le génial architecte. Une affaire rondement menée. Guère plus de dix ans, de 1629 à 1640, pour faire surgir de terre ce fabuleux palais monastique, dont les dimensions – tout comme la situation en pleine ville – rappellent celles de Cluny. Après la Révolution, un avocat, Mathieu Dumoulin, sauva ce qui pouvait l'être encore, avant que la tour ne soit, dès 1846, classée monument historique.

Ce grand frémissement de pierre, à l'ornementation exubérante, mélange de piété et de fantaisie, a été, de tout temps, un « poème incompris ». Il ne se rattache guère à un style particulier, même si l'on y décèle l'influence esthétique de la Contre-Réforme. On songe aussi au baroque mexicain, un coustume qui, compte tenu de la présence espagnole, n'a pas de quoi surprendre. Unique en son genre, ce monument aurait eu droit à une conservation exemplaire. Cela, malheureusement, n'est pas le cas. La nouvelle munici-

palité semble aujourd'hui convaincue de la nécessité d'une intervention immédiate si l'on veut éviter une perte fatale. Des travaux sommaires, concernant en priorité la sécurité des lieux, ont été exécutés l'été dernier. Ont ainsi été évacués 8 mètres cubes de gravats et 3 mètres cubes de fientes de pigeon ! Le diagnostic, confirmé par une vidéo tournée à cette occasion, demeure acablant : pierres défilées, balustrades branlantes, colonnes de la façade qui « menacent dangereusement de s'effondrer ». Dans son malheur, la pierre, friable, « coule », donnant à l'édifice un aspect échevelé, fêlé, comme si la belle, avant de mourir, s'efforçait un dernier sursaut de séduction. Il est, parfois, des morts capiteuses.

Les caisses de la ville étant au plus mal, Alain Bocquet s'appesante à lancer une vaste souscription pour sauver l'édifice. Il compte aussi solliciter une inscription au patrimoine mondial de l'Unesco. En attendant, les Saint-Amand-

nois sont privés de visite du carillon, seules les parties basses de la tour restant accessibles. « Lorsqu'on passait le BEPC, se souvient un habitant, on avait droit à une visite. C'était la récompense suprême, une sorte d'épreuve initiatique. » A terme, le projet de la mairie serait de créer, sur ces lieux, un « historique » qui permettrait de faire revivre les grandes heures de la ville. « Avec, si la population le souhaite, ajoute, en souriant, Alain Bocquet, une salle Léon Zitrone, à la gloire du héros des aventures interville-geoises locales.

Autre urgence à Saint-Amand : refaire de la ville une station thermale. Depuis plus de deux ans, en effet, les thermes sont fermés. À l'exception du casino. Jadis de toute l'Europe, on venait y papoter dans d'interminables bains de boue. Une réouverture qui conditionne en fait le renouveau économique de la ville. « 22 000 curistes du Nord – Pas-de-Calais, précise le maire, vont se faire soigner ailleurs pour des affections qui, autrefois, étaient traitées ici ». Saint-Amand croit encore au thermalisme. Malgré les lieux « qui n'ont rien d'équatorial », reconnaît Alain Bocquet. Le golf, financé à grands frais lors du mandat précédent, est lui aussi fermé. Dernière ressource, la forêt, toute proche, poumon vert de la région, abrite le siège du parc naturel régional, qui s'est lancé dans une réhabilitation intelligente du patrimoine minier.

Saint-Amand est comme un convalescent qui aurait trop fait la fête. Une ville qui, aujourd'hui, se retrouve sommée, les poches vides. Avec le sourire quand même. Parce que ses atouts sont multiples. Face au trou béant des finances municipales, elle voudrait bien vite tourner la page. « Mon propos, assure le maire, n'est pas d'envoyer des gens en prison, mais de redresser la ville. »

Régis Guyotat

### Carnet de route

■ **ACCÈS.** Saint-Amand (Nord), 16 900 habitants, est à 30 minutes d'autoroute de Lille, à 20 minutes de Valenciennes, et à 15 minutes de Tournai par la route. Depuis Paris, le TGV dessert Valenciennes en 1 h 30 environ.

■ **SE LOGER.** Point faible de Saint-Amand. Le Grand Hôtel, sur la place, vieillot, présente l'avantage de regarder le clocher de l'abbatiale.

■ **VOIR.** Dans la tour, on ne visite que le musée (faïences, statuaire), ouvert jusqu'au 31 mars, tous les jours, sauf le mardi. Le clocher avec son carillon n'est plus accessible. Dans l'échevinage, le salon, peint par Watteau de Lille, petit neveu d'Antoine, se découvre sur demande. Dans l'église, œuvres attribuées à Veronèse, Rubens, Jordaens, Van Dyck.

■ **PROMENADES ALENTOUR.** Dans la forêt de Saint-Amand (3 km du centre), les anciens terroirs de Sabatier et de la Mare à Goriaux sont aménagés en espaces naturels. La Maison de la forêt est ouverte aux scolaires.

■ **INFORMATIONS.** Office du tourisme de Saint-Amand, tél. : 27-22-24-47. Maison du Parc naturel régional, Le Luron : tél. : 27-27-88-27. Comité départemental du tourisme du Nord (tél. : 20-57-00-51).

■ **DOUBS.** A bicyclette. En vélo, d'hôtel en hôtel, une randonnée (six jours et sept nuits) pour découvrir, de mai à octobre, les vallées du Cusancin, de l'Ognon, du Doubs et de la Loue, ainsi que Besançon. Au choix : un itinéraire familial (345 kilomètres) ou sportif (590 kilomètres). Prix : 2 420 F par personne en chambre double, avec transport des bagages, hébergement en hôtel Logis de France, demi-pension, cartes, itinéraires et suggestions de visite, parking pour la voiture au premier hôtel. On peut louer un vélo. Loisirs Accueil Doubs, tél. : 61-82-80-48.

■ **ESSONNE.** Un passeport passe-pout. Valable du 16 mai au 16 juin, il permettra de découvrir ce département en bénéficiant d'avantages tarifaires attractifs. Y figureront produits et circuits, ainsi que la liste des prestataires offrant des tarifs promotionnels. Comité départemental du tourisme de l'Essonne, tél. : (1) 64-97-35-13.

■ **MARNE.** Le pays d'Argonne. « Crêtes » et falaises, étangs et gorges, ponctuent la forêt de l'Argonne, paradis des chasseurs, des pêcheurs, des chercheurs de champignons et des randonneurs. En vedette, des arbres rares, des sites historiques tels que Beaulieu ou Varennes, et de nombreux artisans (faïenciers ou tourneurs de bois), notamment à Beaulieu, Givry ou Passavant. Office du tourisme de Sainte-Menehould, tél. : 26-60-85-83.

■ **NORD.** Pot-pourri lillois. Culture, gastronomie et tourisme à l'afiche des fins de semaine de la capitale du Nord. Au programme, cours de cuisine et opéra (Felléas et Mollusques) les 23 et 24 mars, architecture et opérette, les 30 et 31 mars, peintures contemporaines et orchestre national de Lille, les 27 et 28 avril. Office du tourisme de Lille, tél. : 20-30-61-00.

■ **PAS-DE-CALAIS.** Un plan relief très attendu. En restauration depuis bientôt trente ans, le plan relief de la ville d'Arras, réalisé sur les ordres de Louis XIV par Ladevèze, en 1706, est complètement remis en état. A voir avec les collections du Musée des beaux-arts d'Arras (tél. : 21-71-26-43).

■ **HAUT-RHIN.** La Poste en chansons. Un siècle de « chansons postales » (*Le Joyeux Postillon, La Petite Dame des PTT*, etc.) au Musée de l'histoire des PTT, à Riquewihr, à partir du 30 mars. Office du tourisme de Riquewihr, tél. : 89-47-80-80.

■ **SOMME.** Braderie de printemps. Le dimanche 26 avril, les châteaux de tout le nord de l'Europe ont rendez-vous à Amiens. Office du tourisme d'Amiens, tél. : 22-91-79-21.

### Une idée à creuser

APRÈS LA FERMETURE DE LA MINE, le premier réflexe fut de gommer le passé. Fosses obturées, chevalets démontés, terrils exploités, coronas rasés ; une partie des Houillères partit à l'encan. Très vite cependant, la défense du patrimoine minier s'est organisée et la visite des sites fut encouragée. Aujourd'hui, premier secteur économique du Nord-Pas-de-Calais, le tourisme se classe au 6<sup>e</sup> rang des régions françaises pour le nombre d'emplois générés. Le centre historique minier de Lewarde, sur l'ancienne fosse Delloye, a ouvert le premier en 1984. La sauvegarde des terrils a suivi. On en recensait 265. Une bonne centaine devraient être réservés à l'exploitation – les résidus charbonniers et surtout les schistes rouges étant utilisés. Les 150 autres devraient être préservés à des fins touristiques, culturelles ou naturelles. Il fallut même se battre pour conserver le terril de Germinol à Denain.

« Dans le terril, comme dans le cochon, tout est bon », dit un proverbe local. Certains terrils ont réussi des reconversions étonnantes. Ainsi, à Rieulay, un cratère de 140 hectares, on a coupé la poire en deux. Une partie demeure exploitée, l'autre est aménagée en base de loisirs, au bord de laquelle une « maison du terril » devrait ouvrir. « La mare à Goriaux » n'a rien à envier à « La mare au diable » berichonne. Le terril Sabatier, point culminant de

la forêt de Saint-Amand et de la région, attire les sportifs, et les chercheurs. On lui prend volontiers la température : une activité thermique y libère une étrange vie. Sur ses flancs on découvre des mousses, qui ne séjournent, dit-on, que sur les volcans d'Hawaii. On y cueille Pépliole et le sénéçon d'Afrique. D'autres profiteurs ont investi la place : le lézard des murailles, le cricquet à ailes bleues, le traquet motté, ou le faucon crécerelle.

La région s'est offerte une chaîne montagneuse. La glisse se pratique sur ses pentes. Le terril, oubliant qu'il est le fruit du labeur humain, est une espèce en mutation. Un nouveau milieu naturel se constitue. « Il y a encore des gens pour dire qu'il faut les raser. Si nous les laissons disparaître, nous n'aurons plus bientôt de passé minier », plaide un de leurs défenseurs.

A part quelques préservations spectaculaires, comme le carreau d'Arenberg, où le Germinol de Claude Berry fut tourné, beaucoup de destructions ont été opérées. « Il ne reste plus que douze chevalements, s'inquiète Jean-Marc Gasperi, au siège du parc naturel régional de Saint-Amand. Le tourisme, la culture, le sport constituent le moyen de se réapproprier ce patrimoine. »

R. G.

### Découvrez l'ivresse du marcheur.

Avec *Terron d'Aventure*, la marche vous révèle

la beauté de la France l'Atmosphère

lumineuse et paradis de terroir provincial,

forteresses médiévales ou pays cathares,

rivages décapés et ouvrages de forteresse.

Ivresse des sentiers battus sur les plaines

beaux paysages de randonnée. Pour tous

niveaux même débutant et à tous les prix.

Service d'abonnement : 8 rue Saint-Victor

75005 Paris. Tél. : (1) 53 73 77 77

Minitel 3615 code Tardif (2,22 F/minute).

### 300 marches de rêve.

Catalogue gratuit sur demande

en renvoyant ce bon à découper.

Nom \_\_\_\_\_

Prénoms \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

8 rue Saint-Victor, 75005 Paris.

Tél. : (1) 53 73 77 77. Minitel 3615 Tardif.



■ **VAUCLUSE.** *Un musée pour la lavande.* Producteurs de lavande de père en fils, les propriétaires des lieux y font partager leur passion. En présentant notamment dans leur musée, à Coustellet, les divers procédés de distillation, du XVI<sup>e</sup> à nos jours, grâce à une remarquable collection d'alambics en cuivre. OT Cavaillon. 90-71-32-01.

« Le Déjeuner des pêcheurs », dit aussi « La Régalade », d'Alphonse Mouette, 1882. (Musée des Beaux-Arts, Marseille.)

teurs, ce ne sont pas les salais vides qui manquent à Marseille, du château Borely légué par le siècle de Louis XV à celui du Pharo offert à la cité phocéenne par l'impératrice Eugénie déchue.

En attendant cette réalisation muséale majeure, le comité du tourisme de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) a tracé, au fil de dix-sept musées déjà existants dans dix communes, une « Route des peintres de la lumière 1875-1920 », de Saint-Tropez en Arles, via Marignas et Arles.

Le voyageur peut tout à la fois y admirer les paysages, les sites qui inspirèrent les artistes, de l'Estaque brossée par Cézanne aux Cariatides de Toulon croquées par Nattero, et ensuite entrer dans des musées souvent méconnus qui conservent grandes signatures et petits matras ayant travaillé dans la clarté méditerranéenne, selon l'Injonction lancée par Van Gogh en 1888 : « Tout l'aventur de l'art nouveau est dans le Midi ! »

La mauvaise réputation de Saint-Tropez est établie : coups de barre de médiocres talents, tyrannie des modes vestimentaires clientèle falsadée ou voyeuse et en plein milieu de ce samiragisme socio-commercial, un havre peu couru, l'Annunciade, avec vue directe sur la carte postale la plus célèbre de la Côte d'Azur, après la promenade des Anglais à Nice : le port de Saint-Tropez. L'Annunciade, humble église des Pénitents blancs en 1510, désacrosée par la Révolution qui transforma les tableaux religieux en voiles en bateau, fut finalement convertie en musée en 1937 grâce à l'industriel-collecteur-nobles Georges Gram-

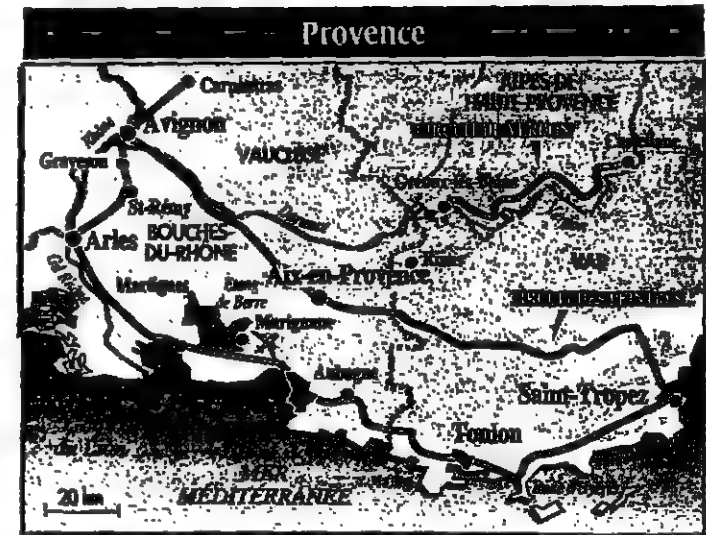
mont. « Les peintres de la lumière » ont vu ainsi assez tôt leur inventivité reconnue *in situ* et ce n'est que justice puisque Saint-Tropez, avant de se muier en Saint-Trop, fut l'une des maîtresses-muses de la peinture suscitée par la Provence. Signac est le premier étranger qui débarrasse avec ses pineaux dans l'antique athénopole, dans ce « port où la nuit tombe plus vite d'acier noir au clair de lune » (Colette). On était en 1892. Signac venait de l'Atlantique, via le canal du Midi et Marseille. Emballé par la luminosité cristalline qui inonde mer, montagne et horizon après le mistral, il demeura à Saint-Tropez où il convia Matisse, Marquet et autres si protégés marseillais, Charles Camoin (1879-1965), bientôt fixé à Saint-Tropez. Ensuite, y vinrent Manguin et Bonnard qui, eux-mêmes ou d'autres, attirèrent Picabia en voyage de noces ou Dunois de Segonzac, sans parler de Saint-Er et Louis Jouvet, et enfin — mais là ce fut le début du « mouvement genre » — les Windsor et leurs carlins, Cotteau et son épiphée.

A l'Année, les toiles de Signac, Seurat, Bonnard, Dérain ou Braque racontent la naissance d'une bonne partie de l'art pictural du XX<sup>e</sup> siècle. Des pins parais-sent des Canoubiers transportés en 1897 par Signac à la statue du bouillott de Suffren reproduite en 1907 dans sa *Procession à Saint-Tropez* par Auguste Pégurier (1856-1936), le plus impressionniste des peintres provençaux, le découvreur de 1996 peut zigzaguer entre les salles de la chapelle-musée et les modèles restés là, sous le même soleil.

A Marquies, lui : « Venise pour vencale », à cheval sur Méditerranée et étang de Berre, à Marquies victime, elle, non pas du pumisme touristique mais de l'industrialisation sans garde-fous écologique, c'est Félix Ziem (1821-1911), français d'origine armoise et peintre itinérant, qui joua le rôle d'initiateur de Signac. Artiste malgré les foudres de son père mais artiste heureux, il eut pour admirateurs toutes les élites d'affiches du XIX<sup>e</sup> siècle, du prince royal, fils de Louis-Philippe, à la famille Charles-Roux, d'Henri Vaux cours de Belgique, Russie et Turquie, de Napoléon III au président Loubet en passant par le Royaume, le duc d'Anjou et même Van Gogh. Ziem, dès 1846, s'enticha de Marquies, belle iconoclaste et lui resta fidèle toute sa vie. En 1908, le créateur offrit à sa ville

On peut relire sans crainte de nostalgie le journal de Ziemi, notamment ses premières impressions martégales en 1839-1840, lorsqu'à dix-neuf ans, pour calmer la fièvre paternelle, il vint travailler aux grands travaux méridionaux de la monarchie de juillet : « La lune blanchissait les paquets de maisons qui trempaient dans l'eau et dont les reflets s'allongèrent en cascades. Le parfum des pins mêlés aux senteurs maritimes, la fraîcheur de la nuit étaient délicieuses... » Tout descendu chez M. Santoni, aubergiste, et après une nuit de repos, le lendemain à quatre heures, il se leva, s'habilla et se joignit à la foule des pêcheurs et des marins qui se joignaient à la messe et aux prières des pêcheurs éclairées d'une lune crépusculaire, rose en clair sur un ciel fin, gris : se reflète d'une pièce dans les communs. Quel jour ! Le médusier spectacle ! Le modèle est revenu en l'état ou quasiment.

**Jean-Pierre Péroncel-Hugoz**



## Carnet de route

Aujourd'hui, si le fond du canyon est resté vierge, ouvert aux seuls marcheurs et canoteurs, il y a partout des accès routiers, des ponts audacieux, des balcons aménagés, de bonnes auberges, de bons lits et des marchands de cartes postales et de glaces. Et il est vrai que la boucle

En 1990, en grande partie à l'initiative d'un élu socialiste du Var féru d'écologie, Maurice Jannetti, les gorges du Verdon ont été classées, pour une superficie de 8 000 hectares couvrant cinq communes, d'Aiguines à Castellane, via Moustiers-Sainte-Marie. En dernier ressort, des 33 000 d'une soixantaine de communes, totalisant 33 000 âmes, défendent le projet d'un parc naturel régional de 250 000 hectares dont le cœur serait le site déjà sélectionné du Verdon. L'un des voyages au fond du terroir français que la mort n'a pas permis à François Mitterrand de réaliser était de venir se pencher sur les flots d'émeraude laïdus du Verdon.

**IN TOITS ET TABLES.** Les amateurs de cuisine familiale et d'hébergement abordable seront comblés en haute Provence, de Ginasservit à Castellane, de Gréoux-les-Bains à Rians. A Castellane, l'Hôtel du Roc (deux étoiles mi-étoilées, tél. : (7) 92-83-62-65), ouvert toute l'année, offre ses chambres confortables à 215 F pour deux personnes (sans petit déjeuner) et la carte de la patronne (300 F pour deux convives, avec un hognonnet vin local) centrée au-

**MUSEES.** A Marseille: Carrand, tél.: 91-54-75-75; Beaux-Arts, tél.: 91-62-21-77; Grobet-Labadie, tél.: 91-62-21-62. A Martigues: Ziem, tél.: 42-80-66-06. A Nîmes: Rénart, tél.: 90-49-36-74. Fondation Van Gogh, tél.: 90-49-94-04. Nîmes-Rhône-de-Provence: Estrine, tél.: 92-92-34-72. A Gravelson: Chebaud, tél.: 90-90-57-02. A Aigues: Calvet, tél.: 90-46-33-94; Roûne, tél.: 90-80-94-20; Palais des papas, tél.: 90-27-50-74. A Carpentras: Comtalind-Duplessis, tél.: 90-63-04-92. A Aix-en-Provence: Granet, tél.: 42-38-14-40. Atelier Cézanne, tél.: 42-71-06-83. A Saint-Tropez: L'Annonciade, tél.: 94-97-04-01. A Toulon: Beaux-Arts, tél.: 94-93-15-54. Navel, tél.: 96-02-02-01.

■ **INFORMATIONS.** Comités départementaux du tourisme, Alpes-de-Haute-Provence (tél.: 92-31-57-29), Bouches-du-Rhône (tél.: 91-13-84-13), Var (tél.: 94-50-55-50) et Vaucluse (tél.: 90-86-43-42).

IL RÉUNIT TOU-  
grand et beau.  
parfume d'ar-  
mour. Archimède  
demeure. Des  
vans jeux de  
La maison de  
Edwin Luyken  
chitecte anglo-  
giste amateur d'ar-  
tations. Profrat  
Guillaume Ma-  
d'œuvre. Sa fig-  
et lui insulte  
de passion.  
Le premier ar-  
structure rigide  
et de mourir  
des fleurs. Le  
cedent, des is-  
cibles du rai-  
sur la cour d'

**Carnet de route**

M. VERTES, Le...  
Marguerite...  
sur rendez-vous  
Lyonnais : 078719  
tel. : 25-25-67  
novembre : 1  
monde - Caron  
20-20-95-67  
cité du XVI  
à la bibliothèque  
vert, son cousin  
famille : la  
Mousses : Gler  
Monex : 27620  
21 d'ard  
on peut s'en  
remarque des pr  
di de l'âge de l'  
peux d'établir le  
phases : 1970  
Amis : 2556  
46-36



**A portée de vagues, des vallons fleuris et des sous-bois parfumés**

Au Vasteviel, le spectacle est permanent. Poncrué de temps forts. En hiver, le bruyard rouge des prunus et des bruyères, rabaisé, quelques semaines plus tard, par l'élegante apparition de magnolias. En automne, l'an-voir enflammé des feuillages somptueux. Et, tout au long de l'année, la succession de floraisons orchestrées avec maestria. Une mise en scène favorisée par l'étendue d'un jardin qui couvre une dizaine d'hectares ainsi que par la diversité des plates-bandes et des végétaux disposés sur quatre niveaux. En bas, règnent les plantes couvre-sol ou tapissantes (*Cornus canadensis*, *Epimedium*, *Pulmonaria repens*, ou *Tiarella*) et les buis : perce-neige, crocus, scilles, fritillaires, narcisses, tulipes, ils. Plus viennent les plantes vivaces, choisies pour leurs éclatantes floraisons. C'est ensuite au tour des arbustes de déployer leurs fleurs, leurs feuilles, leurs baies ou leurs fruits. Enfin, s'épanouissent les arbres, qui, sélectionnés pour l'élegance



### Les rhododendrons de Vasterival, fierté de la princesse Sturdza

**Le jardin des quatre saisons ?**  
L'hiver en apporte la preuve la plus surprenante. Saison d'un charme totalement inattendu. Tout y est net, calme et serein. La brume adoucit les couleurs, créant une atmosphère cotonneuse où chaque fleur se détache sur une toile de fond persistante et sombre : houx, conifères, rhododendrons, mahonias et camé-

Joyau de ces lieux, les magnolias aux fleurs blanches, nacrées, rose pâle ou rose pourpré, en forme de tulipe ou de coupe. Se succèdent le *Magnolia denudata*

L'été, s'épanouissent les plantes vivaces. Dans la vallée, les *Iris kaempferi*, bleus et mauves, se mêlent aux hampes plumbeuses des astilbes roses. Viendront ensuite les hydrangeas, d'une rare élégance et dont les couleurs évoluent et s'embellissent en fanant. Ici plus qu'ailleurs l'automne est

C'est en 1957 que la princesse Sturda, séduite par la douceur du climat du pays de Caux, s'est installée près de Varenvillé, à Sainte-Marguerite-sur-Mer. Dans un premier temps, elle opposa au vent qui souffrait de la mer un rideau d'arbres protecteurs constitué de houx, de cyprès de Leyland, de rhododendrons poniques et de laurier. Puis, pour améliorer la terre argileuse, sableuse et caillouteuse, elle y versa des tombereaux de terre. Un territoire patiemment défriché et conquis par une femme qui appelle chaque plante par son nom, en connaît les exigences et veille sur chacune avec une attention vigilante.

Val, les plantes sont outre-douces. Au printemps, la maison norbale qui s'y dresse, près d'une haie d'ifs sombres, déploie autour d'elle un tapis de pivoines arbustives aux corolles rose tendre. Une allée mousseuse et vaillonnée pénètre dans le « sous-bois » de pins maritimes, royaume des rhododendrons. Une autre, plus pentue, descend vers « la Vallée » où sont rassemblées les collections de plantes vivaces, d'arbustes et d'arbres. Enveloppée en permanence par une lumière soyeuse prise des peintures, le Vasterival brille particulièrement après une

■ **LOIRET. La douceur de vivre.** Les landes et les étangs de Sologne, le Val de Loire chanté par les poètes, la Beauce fertile font au Loiret une couronne de charme. Les canaux de Briare, du Loing ou le canal latéral à la Loire, en irriguant, permettent une découverte silencieuse et paisible. Les bateaux peuvent s'accommoder de deux à douze personnes. Loirs Accueil (tél. : 38-62-04-88).

■ **MANCHE.** *Manoir du Cotentin.* Sur la côte est du Cotentin, son lotin de Saint-Vaast-la-Hougue, Montfarville est un petit village célèbre pour son église et les fresques d'un peintre local, Guillaume Fouace. Le manoir des Gabroy, par XV<sup>e</sup>, est situé sur une butte, face à la mer. Un cadre de caractère pour un week-end serene. La maîtresse de maison, dit-on, confectionne d'excellentes pâtisseries et confitures. La chambre avec petit déjeuner, pour 2 personnes : 250 F, un prix modeste (tél. : 33-23-41-21). CDT (tél. : 33-05-98-70).

■ **SEINE-MARITIME.** *Le parc de Brotonne.* Cerfs, chevreuils, sangliers, lièvres et bécasses fréquentent l'ancienne forêt d'Arelaine plantée de hêtres. Des abbayes y ont jeté l'amarré. De Saint-Wandrille à Saint-Martin-de-Boscherville, un itinéraire de 60 km le agré, appelé aussi « route des fruits », car il longe les berges de la Seine peuplées de chaumières et de vergers. Le soir, étapes dans des hébergements de charme (hôtels, gîtes ruraux, chambres d'hôtes). CDT (tél. : 35-59-26-26).



Le premier émoi naît dans le jardin blanc où une structure rigide, constituée de haies d'ifs sombres et de murs, rehausse les courbes et la luminosité des fleurs. Les tulipes *White Triumphator* y précèdent, dès la fin du printemps, les corolles immaculées du rosier *Iceberg*. Ce jardin clos, qui ouvre sur la cour d'honneur, permet d'approcher la mai-

En mai, le jardin sauvage offre un spectacle inouï. Les rhododendrons, plantés sous couvert de hêtres ou de pins sylvestres, dessinent d'immenses vagues roses qui roulent vers la mer. Partout des bulbes et des plantes tapissantes, décrivant de longues coulées, descendent dans la vallée. A l'orée du sous-bois, un nuage d'azalées, pêche ou melon, court vers la maison.

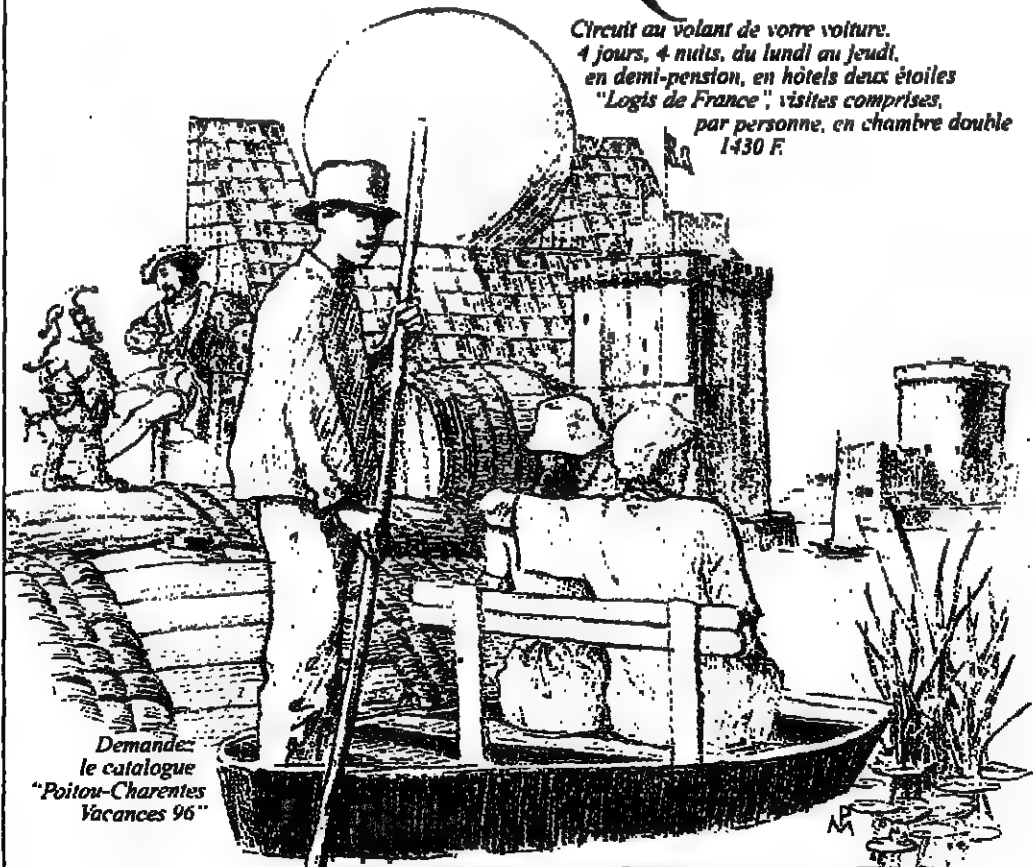
**M-F V.**

**LES VISITES.** Le Vastieriel (76119 Saint-Martin-de-Varenville) : tel. : 35-85-12-05 sur rendez-vous seulement. Le Bois des Moutiers (76119 Varenneville-sur-Mer) : tel. : 35-85-10-02; du 15 mars au 15 mai; novembre à avril; un logement en Normandie. Caudebec (14270 Caudebec) : tel. : 31-20-05-07; du 15 août au 15 septembre. Le Vastieriel (76119 Saint-Martin-de-Varenville) : tel. : 35-85-12-05 à la Française et à l'Anglais. Son tapisserie vert, son miroir d'eau, ses statues et ses fabriques lui donnent une atmosphère magique. Giverny (Fondation Claude Monet, 27620) : tel. : 35-21-22-22; du 15 octobre; un Monument construit en un parc comme un tableau. Le clos normand devant la maison est un jardin de curé fleur et coloré. Plus loin, l'apollon d'eau lui sert de fontaine. L'apollon d'eau lui sert de fontaine sur les nymphes pour ses enfants (Touville-sur-Mer, 76750 Offranville) : tel. : 35-04-40-30, ouvert de mai à octobre; le po-

■ **TOITS ET TABLES.** Chambres d'hôtes au château : Domaine de Champloie (76590 Gonville-sur-Scie, tél. : 35-32-66-82, environ 550 F la chambre pour deux), maison du XVIII<sup>e</sup> siècle et meubles d'époque : Denuys Buquet y reçoit en gentleman-farmer, avec un raffinement luxueux. Son domaine est un centre d'informations sur les jardins normands. Domaine de la Fauconnerie (76190 Blacqueville, tél. : 35-32-68-08,

■ **LECTURES.** *Lumières de Varengeville*, de Jacques de Givry (J.D.G. Publications). *Couleurs et jardins*, de Jekyll Gertrude (Herschler). *Parcs et jardins de Basse-Normandie* (Duchamp-Chevalier). *Splendeurs des jardins de Normandie*, de Marie-Françoise Valéry, qui signe ce reportage (Flammarion). *Le Guide des jardins de France*, de Michel Racine (Hachette), remarquable « répertoire » dévoilant photos en couleurs, plans et commentaires, tous les jardins de l'Hexagone. *Parcs et jardins extraordinaires*, d'Alain Richert (Duchamp-Chevalier Ramsay). *Guide des 400 jardins publics de Paris*, de Jacques Barzotti (Mervas).

**Circuit au volant de votre voiture.  
4 jours, 4 nuits, du lundi au jeudi,  
en demi-pension, en hôtels deux étoiles  
"Logis de France", visites comprises,  
par personne, en chambre double  
1430 F.**



# MAISON POITOU-CHARENTES

68-70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. (1) 42.22.83.74, fax (1) 45.49.18.84

*Licence Number 4387*



هكذا من الإمل

VIII

VOILES

LE MONDE / TERRES DE FRANCE / JEUDI 15 FÉVRIER 1996

## Le retour des bisquines

Deux coursiers de la baie du Mont-Saint-Michel renouent avec une tradition séculaire



LEONARD DE SELVA/TARABOR

Au port de la Houle, à Cancale, flottilles de bisquines armées pour la pêche à l'huitre.

### CANCALE ET GRANVILLE

Dans notre envoyée spéciale

Dans le soleil écarlate, les deux bisquines traçent leur double sillon d'écume. La Cancaleaise et La Granvillaise remontent avec le flot, le sud de l'archipel des îles Chausey, cinglant dans une apothéose d'ailes blanches déployées vers le continent. La dame noire et la dame blanche prolongent, sur quelques milles, leur duel amical, avant de regagner leur port d'attache respectif. De part et d'autre de la baie du Mont-Saint-Michel, Cancale et Granville se contemplant. Cancale est en Bretagne; Granville en Normandie. Depuis des siècles, elles surveillent le mont solitaire mouillé au milieu des sables. Des siècles durant lesquels les deux provinces ont convoité sa possession. Ce sont les Normands qui l'ont obtenue, et les Bretons ne s'en sont pas remis.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle s'entame entre le port d'Ille-et-Vilaine et celui de la Manche une nouvelle rivalité. Un affrontement qui, souvent, tourne à l'algèbre lorsque leurs flotilles de pêche tentent d'outrepasser les limites de dragage sur les bancs d'huitres sauvages qui abondent à l'époque dans la baie. C'était au temps des bisquines. Ces élégantes embarcations fortement toilées, originaires des côtes normandes et dérivées du lougre, présentent une étrange drôle, une voûte arrière très élancée, sortant impertinamment de l'eau, et trois mâts à force quarte arrière portant au travail deux étages de voiles grées au tiers. Une grandiose architecture de 246 m<sup>2</sup> de toile.

Ces bisquines deviendront rapidement une exclusivité des quartiers maritimes de Granville et de

Cancale. Pêchant rarement en solitaire, elles se constituent en convoi. On appelle cela « la Caravane », maintes fois représentée par le peintre Marin-Marie. Inoubliable spectacle que cette cohorte d'une soixantaine de bateaux sortant en rangs serrés du port, puis, passé le môle, s'ouvrant en éventail avant de pointer toutes voiles dehors vers le large pour ratisser de leurs « fers » les pâturages marins de la baie. Au siècle passé, une quête fructueuse pouvait, par embarcation, rapporter jusqu'à 100 000 huitres en une journée. Au cours de l'hiver 1851-1852, la prise de Granville s'éleva à 73 millions d'huitres. Jusqu'au jour - c'était au lendemain de la guerre de 14-18 - où les bancs furent épuisés.

Cette activité prit fin, mais non celle des bisquines, qui se reconvinrent dans la pêche au chalut. Court suris. L'avènement du moteur et la Seconde Guerre mondiale sonneront leur glas. Mais la concurrence entre les deux villes, à propos des zones de pêche, n'était pas leur seul sujet de querelles. Les affrontements se renouvelaient

lors des régates que se livraient les équipages au moins deux fois l'an. Commencées en 1848, elles se poursuivirent jusqu'à la fin des années 30. Quel enfant de ces ports n'a entendu plus tard raconter les joutes mémorables qui opposèrent, avant 1914, Le Vengeur et La Rose-Marie de Granville à La Mouette et à La Perle de Cancale ! A ces occasions, pour augmenter la surface de voilure, on sortait le grément de régates. Les perroquets ou rikikis, « la plume qui fait voler l'oiseau », étaient hissés au sommet du grand et du petit humier surmontant la grand-voile et celle de misaine. On envoyait aussi la voile et le humier de tapeçat et, pour naviguer au portant, une bonnette armée sur le long bout-dehors. Un total de 350 m<sup>2</sup> de toile. Imaginez l'allure.

Presque cinquante ans ont passé. Le 18 avril 1987, après deux ans de chantier, La Cancaleaise, copie exacte de La Perle, construite en 1905, a quitté son ber et glissé pour la première fois dans les eaux vertes de la baie.

Tout Cancale était en émoi. « Dans cette aventure, raconte Yvon Georges, initiateur du projet et patron de la bisquine, la ville entière nous a suivi. Le chantier s'est déroulé à découvert sur la grève de la Houle, autrefois lieu traditionnel des constructions navales. » Pour l'occasion, le « comité des casquettes », les vieux marins qui avaient navigué sur ces bateaux, s'est déplacé de son banc de causerie habituel du Plat-Gousset, sur l'autre bord de la criée, afin de s'installer face au chantier. « Ils discutaient entre eux, mais sans jamais se mêler du travail des charpentiers. J'allais donc les voir pour écouter leurs com-

mentaires, et cela nous a beaucoup servi. » Granville fut piqué au vif. Pas question de laisser une bisquine du port d'en face naviguer seule dans le secteur. D'autant plus que La Cancaleaise ne cessait de venir parader sous son nez. « Nous voulions les exciter, ajoute en riant Yvon Georges, pour les forcer à venir un jour en découvrir avec nous. » La tactique a marché. Daniel Denis, capitaine du port du Hérail, a pris les choses en main, avec d'autres Granvillais. « Ce fut, explique-t-il, un levier formidable que cette concurrence entre Cancale et Granville. Elle nous a poussés à relancer le défi. » La construction de La Granvillaise, reproduction des plans de La Rose-Marie, lancée en 1900, est confiée au chantier Anémy en décembre 1988. Le 15 avril 1990, jour de Pâques, la grande coque est grutée et mise à l'eau dans l'avant-port où La Cancaleaise, accourue dès le matin, tire des bords en attendant

l'apparition de sa cadette. Sans être identiques, les deux bisquines sont bien du même tonneau. La noire fait 18,10 m; la blanche 18,25 m. Ce-la promet de belles régates. La première a lieu le 22 juillet. A la barre de La Granvillaise, François Bouchard; aux commandes de La Cancaleaise, Eric Tabary. Granville emporte la première manche. Le 5 août, Cancale gagne la revanche. La tradition est renouée.

Les vieux marins qui ont, dans le passé, navigué sur les bisquines s'en sont presque tous allés. A Granville, François Bouchard était le dernier. Bouchard est un nom de Cancale. En 1918, son père Henri a traversé la baie à bord de La Gloire, sa bisquine, pour venir s'établir à Granville. Le petit François n'avait que huit jours. Plus tard, devenu patron de pêche à son tour, il a toujours défendu avec panache, dans les régates, les couleurs de sa ville d'adoption. Puis la guerre est ve-

nue. Avec d'autres bisquines, La Gloire a coulé dans le port lors du bombardement allié de 1944. François l'a remisée pour la conduire jusqu'à son dernier mouillage, au Platin, à Chausey, dans l'anse à la Truelle, sous le sémaphore.

Dans les années 70, on pouvait encore y admirer l'élégante découpe de ses membrures. Puis elle est retournée lentement au sable, aux vents et aux marées. Le 26 novembre dernier, sous un de ces ciels d'hiver qu'il aimait tant, François Bouchard a « mis le cap à l'est ». C'est la direction du cimetière Notre-Dame, accroché sur la falaise face au large. Il avait soixante-dix-sept ans. La Cancaleaise, désarmée pour l'hiver, n'a pu venir lui faire sa parade d'honneur. L'équipage a envoyé une perbe. Dans les ports, quand un marin disparaît, on salue sa mémoire avec respect.

Marie-Noëlle Hervé

### Bateaux fantômes

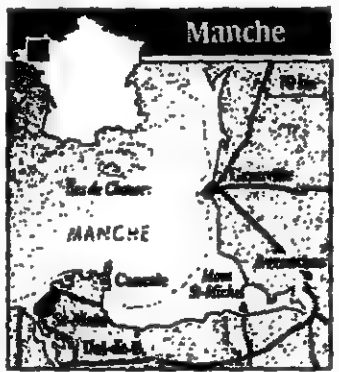
NOSTALGIE, amour de la marine en bois, les vieux gréements que l'on croyait voués à une complète disparition repeuplent peu à peu les ports des côtes de France. Lougres, chasse-marée, vaque-lottes, cotres, bisquines, goélettes, sardinières, thonières ou langoustiers, coques fines ou ventruës, grées de voiles auriques, carrées ou au tiers. La plupart, de construction récente, refaits à partir de plans anciens, sont, en force, revenus bouter les eaux de la Manche et de l'Atlantique. Propriétés de particuliers mais plus fréquemment d'associations qui les exploitent à des fins culturelles, touristiques et sportives, ils donnent au public la possibilité de s'offrir à prix raisonnable une belle aventure de mer, de vent et d'embruns. Dans le périmètre qui entoure Granville et Cancale, outre les deux bisquines, d'autres bateaux ont ressuscité les traditions oubliées.

A Saint-Malo s'est achevée, en mai 1991, la reconstruction du Renard, cotre corsaire armé en 1812 par Robert Surcouf pour la guerre de course, deux ans avant que celle-ci ne prit définitivement fin. L'original possédait une longueur de 20 mètres, sa

réplique a été raccourcie d'un mètre. A cela près, plus quelques autres petites modifications, le jeune Renard est la copie conforme de son glorieux ancêtre. Quant au président de l'association qui l'a fait renaitre, il s'appelle Robert Surcouf, descendant direct du grand corsaire. En face, à Carteret, sur la côte du Cotentin, la Neire Moïve (la mouette noire), une goélette de pêche de 14 mètres, a, de nouveau, largué les amarres en juillet 1992.

Ce type de voilier de travail, spécialisé dans la pêche aux cordes et aux filets, armé vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à Carteret, Barfleur et dans les îles Anglo-Normandes, avait cessé toute activité avant la seconde guerre mondiale. Depuis, ses plans étaient introuvables. Le salut est venu de Guernsey et de ses archives maritimes, qui ont permis la reconstruction de La Neire Moïve. Aux dernières nouvelles, le port de Saint-Vaast-la-Hougue, sur le littoral du Cotentin, lancera à l'Ascension (15 au 18 mai) sa bisquine, Petit-Pierre. La marine en bois a encore de beaux jours devant elle.

M.-N. H.



## LOIRET,

TERRE DE TOUS LES REFLETS

À 1 heure de Paris, le LOIRET en VAL DE LOIRE est un lieu de séjour privilégié.

### Découvrir ...

17 châteaux  
47 Musées et Expositions  
24 Parcs et Jardins  
des sites religieux,  
archéologiques,  
des moulins, etc ...

### Tester ...

Les nombreux  
restaurants  
et auberges du Loiret.

### Tenter ...

Une descente de Loire  
en canoë,  
une excursion  
en bateau  
sur les canaux,  
un après-midi  
de golf,  
un tour en 4x4,  
en montgolfière,  
en hélicoptère,  
en U.L.M.,  
une randonnée équestre,  
pédestre ou cyclotouristique ...

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TOURISME DU LOIRET - 8 rue d'Escures - 43000 ORLÉANS - Tél. (16) 38 78 04 04 - Fax. (16) 38 77 04 12

Je souhaite recevoir une documentation complète sur le Loiret

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

### Carnet de route

NAVIGUER. Les bisquines effectuent leurs sorties de Pâques à la Toussaint. Chacune pouvant embarquer de 25 à 28 passagers (groupes ou individuels). Elles proposent des sorties en mer avec initiation, participation aux manœuvres, et parties de pêche (demi-journée, journée, week-end, et croisières à la carte). Inscriptions auprès de l'Association Bisquine cancaleaise (tél. : 99-89-77-87, la journée : 250 F par personne). Ses circuits : baie de Cancale et du Mont-Saint-Michel, archipel des îles Chausey, îles Anglo-normandes, Bretagne nord et sud, Angleterre du Sud.

Pour la Granvillaise, contacter l'Association des vieux gréements granvillais (tél. : 33-90-07-51, la journée : 240 F). Ses circuits : la baie, Chausey, îles Anglo-Normandes et toute la côte jusqu'au Nord-Cotentin (ou toute autre option à la demande). Réservations sur Le Renard de Saint-Malo (tél. : 99-40-53-10) ; et sur La Neire Moïve de Carteret (tél. : 33-06-69-77). Autres unités traditionnelles armées pour promenades et charters. A Granville : Le Courrier des îles, cotre dessiné par Marin-Marie (propriétaire Gilbert Hurel (tél. : 33-50-49-80) ; Le Lys noir, yawl de 17 mètres, construit en 1914 et récemment restauré (tél. : 33-90-48-63) ; L'Albatros, maquereautier de la

baie du Mont-Saint-Michel (Association des vieux gréements granvillais).

LIRE. Deux ouvrages abondamment illustrés, Les Bateaux de la Bretagne nord et La Bisquine de Cancale et de Granville, de Jean Le Bot, (éd. des 4-Septembre, à Grenoble) ; Histoire de Granville de Charles de la Moredière (éd. Librairie Guénégaud) ; La Caravane de Pâques, de Roger Vercel (Albin Michel) ; deux Guides Gallimard sont consacrés l'un à la Manche, l'autre à la baie du Mont-Saint-Michel. Autre source précieuse, la revue Le Chasse-Marée, spécialisée dans l'histoire et l'ethnologie des gréements anciens.

VISITER. Le Musée des arts et traditions populaires de Cancale et le Musée du vieux Granville consacrent une large part de leur exposition à l'histoire des bisquines et de la pêche dans la baie.

AGENDA. à Brest 96 : après sa grande première de 1993, Brest s'apprête à recevoir à nouveau cet été dans ses eaux, du 13 au 20 juillet, un grand rassemblement de plus d'un millier de vieux gréements venus du monde entier. Les bisquines de Cancale et de Granville seront au rendez-vous. Renseignements : 98-80-86-85.

S'INFORMER. Comité départemental d'Ille-et-Vilaine à Rennes, tél. : 99-78-47-47, et comité départemental de la Manche à Saint-Lô, tél. : 33-05-98-70.

ALLIER. Thérèse gagnant. Dans l'ordre ou dans le désordre, un circuit à vélo au pays des ducs de Bourbon, l'Allier en gabare et la pêche à la mouche dans les gorges de la Sioule. CDT, 70-46-81-50.

CÔTE-D'OR. Florissima. Du 8 au 18 mars, au Parc des expositions de Dijon, une exposition rassemblant plantes et fleurs des cinq continents : fougères arborescentes, orchidées, anémone, roses de porcelaine, hibiscus, bégonias, bonniers, coquelicots, bonnelles, etc. Avec un spectacle sur le thème « Les mystères de la jungle », des démonstrations d'art floral, des conseils de jardinage, des concours de bouquets et des ateliers pour enfants. De 9 heures à 21 heures, 60 F, gratuit pour les moins de 4 ans. Office du tourisme, 80-44-11-41.

CÔTES-D'ARMOR. Chapelles et fontaines. A l'honneur en 1996, l'année du Patrimoine religieux de Bretagne, une « route historique » égrène chapelles, fontaines, églises, convents et calvaires. Guide gratuit, Patrimoine religieux envoyé sur demande (99-36-35-15 ou 3615 Bretagne). Dans la brochure « Formules Bretagne », fontaines, chapelles, maisons de pays à louer, chambres au château et fermes-auberges.



## Les rondes de la marquise

Mme de Sévigné avait des fourmis dans les jambes et une plume à la main



Le château des Rochers, près de Vitré

BUSSY-RABUTIN, GRIGNAN, VITRÉ de notre envoyée spéciale

La marquise prenait-elle le thé à cinq heures ? Rien ne permet de l'affirmer. On sait, en revanche, qu'à toute heure du jour Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné, s'asseyait devant son écriture. Elle choisissait une plume d'oie, la taillait et commençait : « Ma bonne, ma bien bonne, ma toute bonne, je vais vous mander la chose la plus... ». La plume grinçait, les anglaises tirebouchonnantes encadraient ses joues effleurées la feuille. La flamme de la bougie dansait sur la grande écriture penchée, régulière et sans rature.

Ses missives firent la gloire de leurs destinataires : l'abbé Christophe de Coulanges, son oncle, devenu, sous sa plume, « le Bien Bon » ; Philippe-Emmanuel de Coulanges, son joyeux drille de cousin ; le marquis de Pomponne ; et, surtout, Françoise de Sévigné, comtesse de Grignan, sa fille bien-aimée. Mais aussi certain gentilhomme qui, non content de passer à la postérité, fit la fortune, littéraire bien que posthume, de la marquise sa cousine.

Roger de Rabutin, comte de Bussy, hérita de ses pères un ravissant château qu'il s'employa à rendre plus séduisant encore. Il faut imaginer, au creux d'un val, un pont dormant posé sur l'eau des douves, une cour d'honneur, une façade Renaissance revenant, à droite et à gauche, en galerie fermée à l'étage. Le tout dans une belle pierre tirant vers le jaune, sous l'ardoise franche du toit.

De part et d'autre de l'escalier, à l'étage, les appartements des deux époux. À droite, celui de Madame ; à gauche, celui de Monsieur qui affichait sous les yeux de sa femme, le plus naturellement du monde, l'amour qu'il portait à

sa maîtresse. Témoin ces monogrammes où le B de Bussy enlace le M de Montglas. Car ces dames, soumises à des mariages de convenance ou d'intérêt, avaient des amants très officiels. Et les seigneurs, comme leur souverain, des maîtresses tirées et attirées.

Les appartements de Bussy-Rabutin ont, dans l'ensemble, conservé leur décor d'origine, d'où leur prix. Grand seigneur exilé en Bourgogne, il fit peindre sur les murs de sa demeure cette cour hors laquelle il ne pouvait vivre : il recréa le cadre (les châteaux de la capitale) et le peuple de portraits. Il se mouva ainsi dans une galerie de tableaux, passant des demeures royales (la salle « des devises ») à la compagnie des hommes de guerre (l'antichambre), des rois (la galerie), des beaux de la cour (la chambre, le cabinet de travail).

À gauche en entrant, la salle dite « des devises », où son portrait en armure, à l'âge de quarante ans, jauge le visiteur. Étrange personnage que ce cousin qui passa trente et un ans de sa vie en campagnes, qu'un livre – ses *Maximes* – fit entrer à l'Académie française, et qu'un autre – *L'Histoire amoureuse des Gaules* – jeta à la Bastille et en exil. Il apparaît la fèvre gourmande, sûr de lui, avec, cependant, une étincelle d'inquiétude dans le regard.

Une soixantaine de grands capitaines se pressent dans le salon des hommes de guerre tandis qu'il conçoit la galerie des rois comme un leçon d'histoire pour ses enfants. Les rois regardaient leurs maîtresses, ce qui devait fort les réjouir. Beaucoup plus, assurément, que les grands personnages placés ici par la suite.

Voici donc, dans sa chambre, ces fameuses favorites, accompagnées, en médaillon, des membres de la famille royale. Et Ninon de Lenclos, qui eut pour amants le mari et le fils de la marquise, au vu et au su de cette dernière. « Venez-vous, ma chère cousine. Je serai de moitié dans la vengeance », lui écrivit son cousin, qui lui faisait une cour assidue.

Roger de Rabutin, comte de Bussy, et Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné, étaient cousins par le sang, mais surtout par l'esprit. Et l'on peut penser

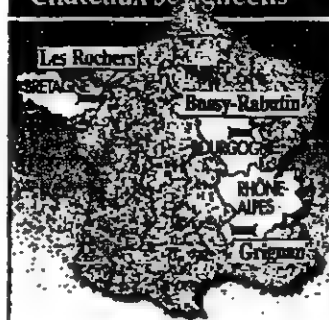
que le château de Bussy l'enchantait. Elle préférait, à son propre château de Bourbilly – où habita sa grand-mère, sainte Jeanne de Chantal, fondatrice de l'ordre de la Visitation –, celui d'Époisses, propriété de ses amis de Guis.

Époisses est un château habité, ce qui fait toute la différence. L'égèrement incurvé – il fut rond, la Révolution en abattit la moitié – il reste de proportions respectables, de cette même pierre douce couverte, ici, de tuiles roses. Isolé au cœur de l'espace, avec des communs en garde rapprochée, puis un mur d'enceinte, puis les champs, puis la brume.

Pour atteindre l'appartement qui lui était réservé, la marquise devait traverser plusieurs pièces : une chambre, où figure aujourd'hui son portrait ; un vestibule ; un grand salon, où s'étale une console dorée qu'elle a connue puisqu'elle figure dans l'inventaire après décès de 1686 ; et enfin une antichambre peuplée de tableaux.

C'était une femme de caractère. Il en fallait pour se lancer ainsi sur les routes dans des carrosses mal suspendus, à l'habillage étouffant ou glacé. Relais de poste, visages rougis, piaffements, ornières où l'on manquait de verser. Arrive-t-elle de nuit ? Grand remue-ménage. On se lève pour accueillir la grande dame, on allume les bougies, on écarte ses pas vers la grande chambre, on bassine son lit à la hâte. Les flammes jettent des lueurs sur le plafond peint. Le matin, une servante replait les volets intérieurs, découvrant la quinconce, l'eau dormante des douves et l'ombre du château étalée par l'association de même nom (tél. : (0) 80-92-16-87) qui l'entoure ainsi, jusqu'à la Calade nationale des monuments historiques et des sites (52, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : (0) 44-61-20-00).

### Châteaux sévignéens



que le château de Bussy l'enchantait. Elle préférait, à son propre château de Bourbilly – où habita sa grand-mère, sainte Jeanne de Chantal, fondatrice de l'ordre de la Visitation –, celui d'Époisses, propriété de ses amis de Guis.

Époisses est un château habité, ce qui fait toute la différence. L'égèrement incurvé – il fut rond, la Révolution en abattit la moitié – il reste de proportions respectables, de cette même pierre douce couverte, ici, de tuiles roses. Isolé au cœur de l'espace, avec des communs en garde rapprochée, puis un mur d'enceinte, puis les champs, puis la brume.

Pour atteindre l'appartement qui lui était réservé, la marquise devait traverser plusieurs pièces : une chambre, où figure aujourd'hui son portrait ; un vestibule ; un grand salon, où s'étale une console dorée qu'elle a connue puisqu'elle figure dans l'inventaire après décès de 1686 ; et enfin une antichambre peuplée de tableaux.

C'était une femme de caractère. Il en fallait pour se lancer ainsi sur les routes dans des carrosses mal suspendus, à l'habillage étouffant ou glacé. Relais de poste, visages rougis, piaffements, ornières où l'on manquait de verser. Arrive-t-elle de nuit ? Grand remue-ménage. On se lève pour accueillir la grande dame, on allume les bougies, on écarte ses pas vers la grande chambre, on bassine son lit à la hâte. Les flammes jettent des lueurs sur le plafond peint. Le matin, une servante replait les volets intérieurs, découvrant la quinconce, l'eau dormante des douves et l'ombre du château étalée par l'association de même nom (tél. : (0) 80-92-16-87) qui l'entoure ainsi, jusqu'à la Calade nationale des monuments historiques et des sites (52, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : (0) 44-61-20-00).

LETTRES. La verve pétillante de la marquise brille dans les trois tomes de « La Pléiade », l'agenda de Mme de Sévigné, perpétuel, en tous points remarquable (textes, iconographie, maquette) et édité par La Poste, est un enchantement pour l'œil et pour l'esprit. Également, Chère Madame de Sévigné, de Roger Duchêne (« Découvertes » Gallimard) et du même, *Mme de Sévigné ou la chance d'être femme* (Payot). À paraître, en mars, *Mme de Sévigné ou la sagesse des mots*, de Jean-Jacques Lévesque (ACR édition), ainsi que *Mme de Sévigné ou l'art de vivre au Grand Siècle*, de Jacqueline Quenou et Jean-Yves Fette (Chêne) et, en juin, *Mémoires gourmandes de Mme de Sévigné*, des mêmes (NUI). Signalons enfin l'Écritoire, une excellente librairie de Semur.

CHATEAUX. Bussy-Rabutin et Grignan sont ouverts toute l'année mais non chauffés. On évitera donc de s'y rendre en hiver. Une partie des Rochers, château privé et habité, est ouverte toute l'année. À Époisses et Bourbilly, également privés et habités, visites guidées sur rendez-vous. Horaires d'ouverture et coordonnées dans la brochure « Les Routes de Mme de Sévigné » réali-

sée par l'association de même nom (tél. : (0) 80-92-16-87) qui l'entoure ainsi, jusqu'à la Calade nationale des monuments historiques et des sites (52, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : (0) 44-61-20-00).

LETTRES. La verve pétillante de la marquise brille dans les trois tomes de « La Pléiade », l'agenda de Mme de Sévigné, perpétuel, en tous points remarquable (textes, iconographie, maquette) et édité par La Poste, est un enchantement pour l'œil et pour l'esprit. Également, Chère Madame de Sévigné, de Roger Duchêne (« Découvertes » Gallimard) et du même, *Mme de Sévigné ou la chance d'être femme* (Payot). À paraître, en mars, *Mme de Sévigné ou la sagesse des mots*, de Jean-Jacques Lévesque (ACR édition), ainsi que *Mme de Sévigné ou l'art de vivre au Grand Siècle*, de Jacqueline Quenou et Jean-Yves Fette (Chêne) et, en juin, *Mémoires gourmandes de Mme de Sévigné*, des mêmes (NUI). Signalons enfin l'Écritoire, une excellente librairie de Semur.

CHATEAUX. Bussy-Rabutin et Grignan sont ouverts toute l'année mais non chauffés. On évitera donc de s'y rendre en hiver. Une partie des Rochers, château privé et habité, est ouverte toute l'année. À Époisses et Bourbilly, également privés et habités, visites guidées sur rendez-vous. Horaires d'ouverture et coordonnées dans la brochure « Les Routes de Mme de Sévigné » réali-



CHATEAUX. Bussy-Rabutin et Grignan sont ouverts toute l'année mais non chauffés. On évitera donc de s'y rendre en hiver. Une partie des Rochers, château privé et habité, est ouverte toute l'année. À Époisses et Bourbilly, également privés et habités, visites guidées sur rendez-vous. Horaires d'ouverture et coordonnées dans la brochure « Les Routes de Mme de Sévigné » réali-

CHATEAUX. Bussy-Rabutin et Grignan sont ouverts toute l'année mais non chauffés. On évitera donc de s'y rendre en hiver. Une partie des Rochers, château privé et habité, est ouverte toute l'année. À Époisses et Bourbilly, également privés et habités, visites guidées sur rendez-vous. Horaires d'ouverture et coordonnées dans la brochure « Les Routes de Mme de Sévigné » réali-

CHATEAUX. Bussy-Rabutin et Grignan sont ouverts toute l'année mais non chauffés. On évitera donc de s'y rendre en hiver. Une partie des Rochers, château privé et habité, est ouverte toute l'année. À Époisses et Bourbilly, également privés et habités, visites guidées sur rendez-vous. Horaires d'ouverture et coordonnées dans la brochure « Les Routes de Mme de Sévigné » réali-

cadres et marcher, leurs lourdes robes frottant les parquets « à la dauphinoise », « point de Hongrie » ou à « bâtons rompus ». Une porte donne sur la garde-robe, l'autre sur le cabinet, une pièce ronde pleine de recoins. Les tours sont propices à l'écriture. Est-ce parce que la rotundité de l'espace oblige l'esprit à se concentrer, ramenant les pensées divagantes à l'essentiel ? D'ici, elle n'écrivait pas à sa « très chère bonne ». Non. Elles se chamaillaient plutôt, la mère écrasant la fille de sa présence.

La jeune marquise est aux Rochers, près de Vitré, en Bretagne. Sur une légère éminence dominant un paysage de bocages. Un site enchanteur pour un château de fée. Il émerge du mur d'enceinte, valseaux sortant de la brume, ses toits d'ardoise pâle et sa tour pointue lui servant de mitre. D'une rare élégance, mystérieuse, et élan plus que d'autres. Composée et familière. C'est cela qui fait son charme : cette conjonction de deux maîtres, le plus petit se servant au plus près de l'autre.

Qui habite ce rêve de château ? Réponse dans le petit salon de la tour où une jeune femme, Marie de Rabutin-Chantal, s'apprête à devenir marquise de Sévigné. Elle est debout, le bras droit posé sur une balustrade. Elle a dix-huit ans. La lumière tombe sur son visage aux traits fins, sur sa gorge éclatante, sur ses mains pâles aux doigts effilés tenant une guirlande de fleurs. Des boucles, retenues par un ruban, encadrent ses joues, un collier de perles fines entoure son cou. Un bijou sacré retient la soie mordorée qui couvre ses seins. Une opulente cape écarlate brodée de fils d'or réchauffe le gris précoce de sa robe. Mariée le 4 août 1644 à Henri de Sévigné, jeune seigneur breton, elle lui donna deux enfants. Sept ans plus tard, il se battit en duel pour une autre qu'elle et mourut. Elle avait vingt-cinq ans. Elle pleura, modérément dit-on, et mit, un temps, des robes noires. Puis, libre, la jeune marquise apporta tous ses soins à l'art de vivre.

Danielle Tramard

■ LOIRE-ATLANTIQUE. *Notre pour les enfants*. « Si tu visitais Nantes », titre d'un guide touristique spécialement conçu pour les enfants. La ville et son patrimoine y sont présentés de façon très ludique. OT Nantes, 40-20-60-00.

■ MAINS-ET-LOIRE. *Troglodytes en Saumurais*. Sur les coteaux des bords de Loire, le tuffeau a modelé, au fil des siècles, rues et ruelles, maisons de pays, villages et châteaux, pigeonniers et chapelles troglodytes. Au total, 1 000 km d'univers souterrain. On y loge et on y dîne. CDT Anjou, 41-23-51-51.

■ MORBIHAN. *Bar et congrès*. Sur l'île de Groix, au large de Lorient, des guides de pêche organisent des stages pour apprendre à pêcher bars et congres, de la jette ou à la côte. OT du Pays de Lorient, 97-96-97-97.

■ MORBIHAN. *Week-ends au paradis*. De Rochefort-en-Terre au Saos, par la vallée du Blavet, promenez-vous à la carte à l'occasion des pardons, avec réservation de chambres d'hôtes, 485 F. CDT Morbihan, 97-42-61-60.

■ NIÈVRE. *Bibracte, capitale des Éduens*. Au sud de l'actuel parc naturel régional du Morvan, le peuple gaulois des Éduens avait construit une puissante capitale.

Bibracte, sur le mont Beuvray. Vercingétorix y fut proclamé « chef des Gaulois coalisés ». Aujourd'hui s'y déploie, sur 200 hectares, l'un des plus grands sites archéologiques d'Europe, entouré de plus de 10 km de remparts. Le Musée de la civilisation celtique (88-86-52-35), qui ouvre ses portes le 4 mai au pied de l'oppidum de Bibracte (809 m), est la vitrine du Centre archéologique européen du mont Beuvray. Visites libres et gratuites toute l'année, à pied, à cheval ou en VTT. Visites guidées sur rendez-vous. De juillet à septembre, stages de fouilles pour adultes. Stages pour les jeunes pendant les vacances. Renseignements au 86-78-69-90. CDT de la Nièvre, 86-36-39-90.

■ FUY-DE-DOMÈ. *Sarcelles des volcans*. Vu du ciel, le parc des volcans dévoile ses trésors : lacs, châteaux, églises romanes et, bien sûr, ses volcans. Une prestation de 5 à 6 heures comprenant le transport, le repérage du terrain d'envol, la participation au gonflage de la montgolfière, un vol d'une durée minimale de 45 à 75 minutes pour la chaîne des Fyys (toute l'année, 1 300 F par personne) ou de 90 à 120 minutes sur le massif du Sancy (1 600 F, de novembre à avril). A

l'atterrissage : champagne ! Forfait vol + hébergement : de 2 000 à 2 500 F, 2 nuits en chambre double et pension complète. Objectif, 73-25-76-16.

■ RHÔNE-ALPES. *La route du cinéma*. Une histoire d'amour, celle qui unit le cinéma à cette région, des frères Lumière à Leclerc, Truffaut, Tavernier, Plançon, Maille et bien d'autres. Par le biais d'une quarantaine de films, une séduisante brochure suggère une approche originale des sites, monuments et paysages qui y figurent. Dix itinéraires (des étangs de la Doubs au sommet du mont Blanc en passant par le Vivarais, les Cévennes ardéchoises, Valence, Grenoble, les gorges de la Loire, le lac du Bourget, Lyon et le Beaujolais) invitent à faire étape sur des lieux de tournage. À signaler aussi une brochure très complète sur les croisiers. CRT, 72-59-21-59.

■ SAÔNE-ET-LOIRE. *Pêche au gros*. Canassier noir pouvant atteindre 2 mètres de long et le poids d'un homme, le saumon se pêche en Saône-et-Loire selon une technique particulière enseignée aux amateurs de prises hors du commun. A. Micon. Association de pêche au gros, 85-29-02-50, et à Charcey, Agence Vit Bourgogne, 85-45-38-97.

### Carnet de route

■ CÉLÉBRATIONS. Elles seront nombreuses et de qualité en cette année du tricentenaire de la mort de la marquise : concerts aux châteaux de Bussy-Rabutin et Grignan, colloques, expositions aux Rochers, fêtes nocturnes à Grignan. Renseignements auprès de chaque château (cf. ci-dessus) et au Centre national de rencontres sur le XVII<sup>e</sup> siècle (tél. : (0) 91-92-71-82), à Marseille. Au Musée Carnavalet, qui fut la demeure parisienne de la marquise, grande exposition du 15 octobre 1996 au 12 janvier 1997. La Monnaie frappera une monnaie et la Poste émettra un timbre à l'effigie de la marquise.

■ CHATEAUX. Bussy-Rabutin et Grignan sont ouverts toute l'année mais non chauffés. On évitera donc de s'y rendre en hiver. Une partie des Rochers, château privé et habité, est ouverte toute l'année. À Époisses et Bourbilly, également privés et habités, visites guidées sur rendez-vous. Horaires d'ouverture et coordonnées dans la brochure « Les Routes de Mme de Sévigné » réali-

tél. : (0) 80-97-11-11). Sous le château de Grignan, même cadre à l'hôtel Sévigné (tél. : (0) 75-45-50-87), un plaisir deux étoiles, et au Manoir de la Rosevalle (tél. : (0) 75-46-58-15), un Relais et Châteaux. A 7 km de Vitré : Pen Roc (tél. : 07-99-00-33-02), un Relais du silence ou à Vitré, la Mancelle (tél. : (0) 99-75-11-11) et le Petit Biliot (tél. : (0) 99-75-02-10), des deux-étoiles.

■ RENSEIGNEMENTS. Auprès des comités départementaux du tourisme de Côte-d'Or (tél. : (0) 80-63-66-00), de la Drôme (tél. : (0) 75-82-19-26), d'Ille-et-Vilaine (tél. : (0) 99-78-47-47).

■ TABLES. Semur : se régaler aux Mille-milles (tél. : (0) 80-97-26-86) et à l'Auberge du Cheval blanc (tél. : (0) 80-96-01-55) ; pain d'épices moelleux chez Coeur (tél. : (0) 80-97-09-40). Véritable épice à la fromagerie Berthaut (tél. : (0) 80-96-44-44), à Époisses. Cuisine savoureuse dans les petits restaurants de Grignan (le Pavé, le Probus, l'Eau à la bouche, la Piccolina) ; gastronomie à Val de l'Aure (tél. : (0) 75-98-56-40) et à la Table de Nicole (tél. : (0) 75-98-52-03). Vitré : Le Pichet (tél. : (0) 99-75-24-08), la Taverne de l'Écu (tél. : (0) 99-75-11-09) et la Soupe aux choux (tél. : (0) 99-75-10-86).



## FOULÉES

LE MONDE / TERRES DE FRANCE / JEUDI 15 FÉVRIER 1996

S'il est un pays où chacun peut trouver chaussure à son pied, c'est bien la France. Qui, avec ses quelque 120 000 kilomètres de sentiers balisés, vous attend de pied ferme. Pas besoin d'avoir le pied marin. Juste bon pied, bon œil. Et pour vous mettre le pied à l'étrier, une sélection privilégiant les petites randonnées en boucles. Histoire de toujours retomber sur ses pieds.

## LA PÊCHE AUX MOULES (PAS-DE-CALAIS)

Il est myléciteux et récolte des moules le long de la Côte d'Alme. Par tous les temps, les pêcheurs descendent sur les rochers pour cueillir les grappes de coquillages noirs. Un travail très dur si l'on en veut. Un plaisir quand même. Les pêcheurs ont des barques marquées. Depuis le parking de la plage située au nord de Wimeroux et de son estuaire, le sentier de la baie Saint-Jean file vers le nord, jusqu'à la pointe de la Baie de Saint-Jean. Le blanc et rouge du sentier de grande randonnée qui longe le littoral più bifurque vers l'est et le balisage jaune du sentier de la baie Saint-Jean. Une fois traversé, le sentier se dirige vers le nord. On peut le voir sur le littoral. L'itinéraire se poursuit vers le nord, à travers un espace dunaire, pour atteindre l'estuaire de la Sècle. Il n'est plus qu'à quelques mètres du littoral. Le sentier revient vers le sud, le long de la baie, jusqu'au point de départ.

► **Durée : 3 heures. Départ et arrivée :** le littoral de l'estuaire du Wimerex, au nord de la ville. A lire **Promenades et Randonnées en Pas-de-Calais** (éd. Fédération française de la randonnée pédestre). Renseignements : office du tourisme de Wimerex, au 21-83-27-17.

**LA VALLÉE DE LA BIÈVRE**  
**[YVELINES ET ESSONNE]**

A moins de 15 kilomètres de la capitale, une rafraîchissante oasis verte. Et une heureuse initiative : le sentier



**LES CYPRÈS CHAUVES  
DE CHAMARANDE  
(LESSONNE)**

De la gare du RER, on accède au magnifique parc du château de Chantamonde. Un hêtre pourpre et un platane pleureur, tous deux séculaires, encadrent sa façade de briques rouges. En se dirigeant vers le bras de la juine, on découvre des cyprès chamois baignés dans un milieu marécageux. Ces insolites « pneumatophores » paradisiaient déjà au temps de la Révolution. L'allée royale rejoint le balisage blanc et rouge du GAT, qui mène à l'ancien parc de la Plaine de la Pléiade et tour-reels du télégraphe Chappel. Retour par le ferme de Pocancy (XVIII<sup>e</sup> siècle). Le balisage jaune du PRI conduit au château de Gilleville (même époque). Un pont sur la juine permet de rejoindre la parking de Chantamonde.

► **Durée :** 4 heures, plus la visite du parc de Chamarande (1 h). Départ et arrivée à la gare de Chamarande (ligne C du RER). Topo-guide « PR en Essonne » (éd. Fédération française de la randonnée pédestre), ou fiche pédestre du CD 97 de l'Essonne (tél. : (01) 64-99-35-131).

## LA VALLÉE DE LA VIE

Avec ses pans de bois et de colombages à croisillons recouverts d'un hourdis à tuileau rose, c'est l'exemple de l'architecture du pays d'Auge. Non loin des douves, une boutique de produits du terroir propose diots, cahados et fromages. De quoi se restaurer au terme d'une randonnée sinueuse qui domine la vallée de la Vie et ses « picanes » verdoyantes. Un belisage jeune suit l'ancienne voie ferrée jusqu'à Saint-Martin-du-Mesnil-Oury. Un chemin de terre permet ensuite d'apercevoir, par le haut, plus de dix églises, entre Luray et Malainville. C'est à la hauteur d'une grande maison à colombages, on redescend vers le manoir de Coutessart.

► **Durée** : 2 heures. **Départ et arrivée** : parking de Coupesarts. **Topo-guide** : « PR du Pays d'Auge » (éd. Fédération française de la randonnée pédestre).

**LES PHOQUES  
DU MONT-SAINT-MICHEL  
(MANCHE)**

Une randonnée qui permet de découvrir la vie sauvage de la baie du Mont-Saint-Michel. Depuis Avranches, une petite route mène au site du Grouin du sud, sur le sentier littoral de grande randonnée GR 223. Un magnifique panorama s'offre au promeneur, qui prend sur la gauche du sentier, en avançant, la vue sur la baie. On observe à la jumelle, le passage des oiseaux migrateurs, les ébats des phoques et des dauphins qui s'y donnent rendez-vous, et la vague du mascare, à la marée montante. Un bûlage jaune mâne, par un chemin de campagne, aux belles maisons des pêcheurs de Mont-Saint-Michel. On se dirige vers la salie. Le petit sentier ombragé débouche, à droite, sur la route, s'y en reconecte le parking du départ.

► **Durée** : 1 heure. **Départ et arrivée** : parking du Grosin du sud, à 8 kilomètres à l'ouest d'Avranches. **Topoguide** « Normandie, les balcons du sud-Manche » (éd. Fédération française de la randonnée pédestre).

**PHARE ET BALISE D'OUessant**  
(FINISTÈRE)

Sur l'île d'Ouessant, le pointe de Penn  
et le phare de Créach composent un  
paysage de bout du monde. Depuis  
l'égérie Lampaul sur l'île d'Er, on  
a la côte de la pointe de Penn. Le chemin  
long des rochers déchiquetés du  
littoral, par Loqueffret, jusqu'à  
la pointe de Penn. Une site sauvage, d'où  
l'on entend la corne de brume du  
phare de Nividic, isolé en pleine mer.  
En remontant la côte, on atteint le  
puissant phare de Créach, perché sur  
son promontoire. Toutes les deux se-  
condes, il éclaire la route maritime qui  
relie la Manche à l'Atlantique. Le senti-  
er sur la côte nord, pour influencer  
à travers les îles, parcs des  
moutons et des lapins, jusqu'à  
l'écumeuse du Nioù Uzelin et ses mai-  
sons ouessantines. A visiter avant de  
regagner Lampaul.

► **Durée** : 3 heures, sans la visite du musée du Nîou Uhellu (parc naturel régional d'Armorique, tél. : 98-21-90-69). **Départ et arrivée** : Lampaul-bourg. Depuis Brest, liaisons quoti-

diennes par bateau (tél. : 98-80-74-68 et 98-89-16-61) et par avion (tél. : 98-84-64-87). A consulter : « 50 petites balades à pied en Finistère » (éd. ARM, Ministère de la randonnée).

**LES POLIES DE CLISSON**  
(LOIRE-ATLANTIQUE)

Sur les bords de la Sèvre nantaise, une randonnée en compagnie de Flavien, un jeune homme modeste et un maître à l'italienne font le charme de Clisson. « Le château de Clisson montre sa tête ébouriffée par-dessus les grands arbres. A l'entour, c'est la campagne de Clisson, si riante, si douce comme sous un ciel d'été; les eaux font leur bruit... ». En 1847, le romancier dardannocien lui-même dans la page nantaise, « par les champs et par les grèves ». Depuis le pied du château, la Sèvre et la Loire se rejoignent. La Sèvre. Croisant la M148, l'interjette, vers le nord, le hameau de la Rense. Puis, en direction du sud-ouest, il traverse à nouveau cette route pour atteindre le Liveau et les rives de la Loire nantaise. Une très agréable randonnée, à pied ou à vélo, longeant la rivière, de regagner le pont du Bourg-Cornu et le château.

► **Durée :** 3 heures. **Départ et arrivée :** château de Clisson. **A consulter :** « *Re-  
lodes à pied autour de Nantes* » (éd.  
ARL. Maison de la randonnée).

**LA MONTESPAN  
À MORTEMART  
(HAUTE-VIENNE)**

La Haute-Mienne et ses recroix grani-  
tiques sont des lieux de légendes. Dans  
les monts du Limousin, se niche le vi-  
lage natal de la Montesspan, qui devait  
quitter l'attachant manoir de Moir-  
mort pour les fastes de la cour. A décou-  
vrir, les « miséricordes » aux motifs po-  
pulaires, sous les statues (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup>)  
de l'immense couvent des Augustins. A  
parcourir, le sentier des monts, qui  
ouvre l'itinéraire des vallées de Blois.  
En suivant le ballage jaune, on monte  
vers la lande. Le retour s'effectue à tra-  
vers bois en coupant, au nord, en direc-  
tion des anciennes maisons de Montol-  
sard. A voir, la lanterne des morts, au  
cimetiére, et la pierre Cervière ou aux  
Laines, les deux épitaphes.

► **Durée : 4 heures.** Départ et arrivée :  
couvent des Augustins de Mortemar.  
Topo-guide « GR Monts de Blond,  
pays de Légendes » (éd. Maison du  
tourisme) au 4, place Denis-Dussoubs,  
87000 Limoges (tél. : 55-79-04-04).

**RETOUR AUX SOURCES**  
(PUY-DE-DÔME)

Au cœur de Royat et de ses sources thermales, face au restaurant du Paradis, on monte tout droit, via une im-

## Bonnes pistes

■ SE RENSEIGNER. Le Centre d'information sentiers et randonnées, 64, rue de Gergovie, 75014 Paris, tél. : (1) 45-45-31-02. La Fédération française de la randonnée pédestre, 9, rue Geoffroy-Marie, 75009 Paris, tél. : (1) 48-01-80-72 (Minitel 3615 code rando), publie également 130 topo-guides décrivant les sentiers balisés.

■ **A PARCOURS.** La France à pied, de notre collaboratrice Annie Marieuelli (Arles), France à bicyclette et randonnées en France (Sonnay), un ouvrage de cartes de l'Institut géographique national pour les randonneurs itinérants. Au total, une soixantaine de circuits automobiles et une centaine de promenades à pied couvrant dix-sept régions. *Aventures en France*, un Guide du Routard (Hachette) proposant aux amateurs motivés mais non experts randonnées pédestres, randonnées en montagne, escalades, alpinisme, ski nordique et alpin, randonnées cyclistes classiques ou à VTT, randonnées équestres, spéléologie, bateau et canot et descentes de canyons. Au total, soixante-dix sites avec adresses utiles. A signaler également la collection « Montagne/randonnée » (Glénat). Dernières titres publiés : *Randonnées insolites Alpes-Provence-Arèche-Corse*, *Randonnées en Dauphiné et Les environs de Paris*.

# INVITATION AU VOYAGE

**Direct**  
Pour choisir chez vous  
VOS VOYAGES EN AEROPORT

**REPUBLIQUE  
DOMINICAINE**

6 Jours / 7 nuits - Formule **TOUT COMPRENS**  
Déjeuner, taxes d'aéroport, transferts en hélicoptère

**HAWAI HENRI  
BEACH CLUB** 4995\$/6095\$  
**HOMI HANACA  
GARDEN** 6050\$/7295\$

4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-101

**SPECIAL VACANCES VOLONTAIRES A LA MER EN ITALIE**

**HÔTEL CLUB VALTUR**  
**-PILA-**  
**VAL D'AOSTE**  
Semaine du 03/03 au 10/03/96  
**ADULTES - 4060 frs**  
**ENFANTS 5/12 ANS - 3 240 frs**  
**ENFANTS 3/5 ANS - 2 430 frs**

Prix par personne en compagnie - séjour 7 nuits  
chambre double avec vue sur la mer, petit déjeuner  
à volonté, accès piscine, location de matériel  
de plongée, location de vélos, location de canoë  
à volonté, location de matériel de ski nautique  
à volonté.

Supplément pour PARIS-AOSTE  
2ème classe avec transfert VR adulte - 920 frs  
enfant - 580 frs - en semaine - VR 17 frs

**cit** Tél : 04 51 39 27  
Ministère 3635 - Cite de la mer

# *Le voyage culturel a un nom...* **Clio**

*Depuis vingt ans, vers plus de 70 destinations, il s'agit d'itinéraires très étudiés permettant de découvrir l'histoire, les cultures, les arts et la réalité humaine des pays visités. Clio vous propose des vacances enrichissantes grâce à la compétence de ses guides-conférenciers et vous offre la garantie de voyager en petits groupes.*

*Plus de 15 000 voyageurs ont fait confiance à notre agence en 1995.*

*Rejoignez, vous aussi, l'univers de Clio. Choisissez de visiter les villes-musées européennes aux trésors inépuisables, telles que Prague, Saint-Petersbourg, Florence, Rome, Venise, ou d'aller aux sources de notre culture au Proche-Orient, notamment en Israël, Syrie, Jordanie, Liban, Iran, Irak, Yémen, ou encore, préférez le dépaysement en sélectionnant un voyage long courrier vers l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, l'Indonésie, le Mexique, le Pérou, l'île de Paques, l'Afrique...*

**Demandez notre catalogue général 1996**

34, rue du Hameau - 75015 PARIS  
Tél : (1) 53 68 82 82 - Fax : (1) 53 68 82 60  
128 rue Bussat - 69006 Lyon - Tél : 78 82 01 42  
34, rue de la Paix - 13001 Marseille - Tél : 01 53 62 83 00

Horizon Culture Licence A 75 203

**Directours.**

**VACANCES SCOLAIRES**

- CALIFORNIE : 5j/6n 3090F  
Val + hôtel + auto loué 80km. Ass. incl.  
2490F en livreur. Jour sup. possibles.
- MARIKKECH : 5j/7n 1990F  
Val + hôtel 3\* pt det.
- 2770F Val + hôtel 5\* 1/2 pension.
- TOZEUR : Sahara tunisien  
5j/4n 1990F Val + hôtel 3\* 1/2 pension.

DIRECTEURS : 101 av. des Fraternités, 92  
45 62 62 62

à *encre transitive Macgregor*  
pour DIRECTEURS : 101 av. des Fraternités, 92  
45 62 62 62

**VOYAGES**  
Vols, séjours et circuits  
Guides touristiques  
Votre agence 24h / 24  
**3615 LEMONDE**

Les  
**Bahamas**

Les îles à découvrir...

PAR AIR

**REV'VACANCES**

Forfait 9 jours / 7 nuits  
En vol direct avec AGM

Hôtel\*\*\* supérieure  
à partir de

**7840F**

Valable du 2002 au 31/03/99

CONSULTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

**AGM**  
AGENTS GÉNÉRALIS

**Bahamas**

*chamina  
sylva*

**l'aventure nature**

**Vos destinations de randonnées  
et voyages toute l'année...**

**Brochure gratuite sur demande**

**BP 5                      Tél. 66 69 00 44**  
**F 48 300 Langogne    Fax 66 69 06 09**

**Hôtel BEAUREGARD\*\***  
Logis de France  
05350 St Véran en Queyras  
2040 m. - Site classé du XVIII<sup>e</sup>  
Ete/Hiver - Pêche et tennis  
Ski et randonnées  
1/2 pens. et pens. à partir de 1650 F  
Tél: 92.45.82.62 - Fax: 92.45.80.10

**AUBERGE**  
**LA CLÉ DES CHAMPS**  
\*\*NN LOGIS DE FRANCE  
**TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE**  
34550 VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD  
TEL : 53.28.95.94 - FAX : 53.28.42.96

**AVENTURE...**  
**de l'Irlande à la Mongolie**  
100 voyages de rêve, à pied et 4x4  
dans les îles, les montagnes  
et les déserts du monde...

**Le DUBAI PROMOTION BOARD,  
EMIRATES AIRLINES et DIRECTOURS**

*vous proposent de visiter DUBAI entre le 15 Février et le 28 Mars  
pour le Shopping Festival. En plus d'un climat agréable (soleil garanti),  
de plages superbes, et de l'hospitalité légendaire des peuples du Désert.  
Dubai vous propose, le shopping, le savoir vivre marché sur la planète Terre,  
et d'innombrables animations, spectacles, événements sportifs...*

*Enfin... vous : découvrez un Emirat tolerant,  
accueillant, sûr, moderne et fascinant.*

**Au prix exceptionnel de 4290 F 8j/7n; vol + séjour  
en résidence hôtelière de luxe, petit déj. américain inclus.**

**Renseignements au 1.45.62.62.62 et 3615 Directeurs**

U.C. 0728 24 000 5 1m 1984 40

**Nos prochains rendez-vous «Le Monde Voyages» : Terres de Mer, le mercredi 21 daté 22 février ;  
Terres d'Irlande, le vendredi 15 daté 16 mars ; Terres d'été, le vendredi 22 daté 23 mars.  
Contactez Guillaume Drouillet : 44.43.77.36**



## tu marches, ils marchent...

passé, pour accéder à un chemin, balisé de jaune, qui atteint les crêtes granitiques, en direction de Fontenas. Les perspectives ainsi offertes sur le Puy-de-Dôme et la Limagne sont époustoufflantes. Prendre à droite vers Villars, situé à proximité de la coulée volcanique du Puy-du-Prerieu. Tous les jours à droite, et en suivant le balisage jaune, se dirigent vers Royat, à travers bois. Le sentier rejoint le parcours de santé du Colombier, que l'on emprunte, légèrement sur la droite. Des captages d'eau exploitent la richesse du sous-sol volcanique, au profit de la ville de Chamalières. Le chemin suit la faille de Limagne et offre de très beaux panoramas sur la montagne Percée (d'une grotte), l'agglomération clermontoise et les coteaux de Chamalières, que l'on domine. L'itinéraire regagne le parking du départ.

► **Durée :** 2 h 30. **Départ et arrivée :** Royat. A consulter : « 28 circuits de petite randonnée en région clermontoise » (éd. Chamins).

### LES REDOUTES DE LA NIVELLE (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES)

Près de Saint-Pée-sur-Nivelle, ces curieuses redoutes du Pays basque sont les seuls exemples, en Europe, des fortifications en terre caractéristiques de cette époque. Au nombre de quatre, elles s'inscrivent dans le contexte des guerres de Louis XIV et du 1<sup>er</sup> Empire. Cet itinéraire secondaire du chemin de Compostelle offre de multiples panoramas sur les vertes collines basques. On emprunte le chemin qui monte vers l'est, après le pont d'Amotz. Le sentier (SP 2), qui longe une colline, contourne les premières redoutes. Bien indiqué, il se poursuit, à 200 mètres d'altitude environ, vers les fermes de Kamietakoboria et de Kamietak. A l'ouest du pont d'Amotz, deux autres redoutes, plus anciennes, complètent la visite.

► **Durée :** 2 h 30. **Départ et arrivée :** pont d'Amotz, à 5 kilomètres, au sud, sur la D 3, depuis Saint-Pée-sur-Nivelle. **Topo-guide :** « Randonnées entre Nive et la Rhune » (éd. Syndicat Nive-Nivelle, 64250 Espelette).

### LE SENTIER DU PATRIMOINE (TAIEN)

Depuis l'aidière fortifiée de Puycel, où Romains, templiers et bénédictins se sont succédés, la vue sur la forêt de

la Grésigne plonge à pic dans un océan vert. Par la porte de Navistour, le circuit descend en lacets vers la fontaine du Verdé. Le chemin du cimetière, sur la droite, longe les petits jardins en terrasses, ou « horts », jusqu'à la station météo. Le verger conservatoire mérite qu'on s'y arrête avant de rejoindre les ruines de Laveur et les cascades de l'Audoulou. Le retour s'effectue en suivant le balisage vert et jaune, par le site moustérien de la Rouquette et le balisage blanc et rouge du GR 45. Il entre à Puycel par la porte de l'Hérisson, proche du chemin de ronde des remparts (table d'orientation).

► **Durée :** 1 h 30. **Départ et arrivée :** place du village de Puycel. **Topo-guide :** « Randonnées dans le Tarn » (éd. Edisud).

### LES CÈDRES DU LUBÉRON (VANOISE)

A 2 kilomètres au sud du château de Lacoste hanté à jamais par le souvenir du marquis de Sade, l'itinéraire qui permet de découvrir la cédraie du Lubéron (protégée dans le cadre du parc naturel régional) prend son envol au croisement de la D 3 et de la D 106, au parking de la Valmasque. Par le grand versant du Lubéron, le sentier monte de 400 mètres environ, à l'ombre des chênes blancs et des pins d'Alep. La grande cédraie des montagnes (bleuet sauvage) piquette d'azur le sous-bois méditerranéen. Jusqu'au plateau du pré de Roustan. On pénètre ensuite dans la forêt de cèdres avant d'atteindre la route des Crêtes, interdite à la circulation motorisée dans le but de protéger le massif contre les risques d'incendie. En continuant vers l'ouest, on abandonne cette piste à 678 mètres d'altitude pour, en suivant le balisage jaune, redescendre le long du vallon de Cavède. En lisière de forêt, on bifurque résolument vers l'est pour revenir, en descendant la D 3, jusqu'au parking de la Valmasque. Chénais du flanc nord et forêt de cèdres sur la crête donnent à cet itinéraire ombragé une ambiance sylvestre.

► **Durée :** 3 heures. **Départ et arrivée :** parking de la Valmasque. A consulter : « 18 dans le parc naturel régional du Lubéron » (éd. Fédération française de la randonnée pédestre).

### UN BALCON SUR LE LAC DU BOURGET (HAUTE-SAVOIE)

Une fois dépassé le village de Saint-Germain-la-Chabotte, sur la D 991 B, au sud d'Annecy, on atteint le hameau et le col de la Chambotte (parking). On redescend jusqu'au premier lacet de la route du col, puis on suit le sentier, très fleuri à la belle saison, qui monte jusqu'au village de Cressens. Vers l'ouest, l'itinéraire mène à la tour César. Les ruines de l'enceinte fortifiée constituent une halte idéale pour admirer le panorama sur le mont Blanc, les Aravis et le lac du Bourget qui repose 600 mètres plus bas. A l'horizon, la plaine du Rhône et les plissements du Jura. La ferme Carabin est proche des falaises qui dominent le lac et l'abbaye de Hautecombe. « Des aigles aux plumes grises planent sans cesse au-dessus des rochers et des barques... », écrivait, en 1848, Lamartine tout en priant le temps d'y suspendre son vol. La descente, assez raide, conduit à la route jusqu'au col de la Chambotte et au hameau.

► **Durée :** 3 heures. **Départ et arrivée :** hameau de la Chambotte. A consulter : « Les Plus Belles Balades autour d'Annecy » (éd. du Pétan).

### UN GRAND HOMME ET UN GRAND VIN (JURA)

Depuis l'église d'Arbois et son énorme clocher fortifié culminant à 64 mètres, on se dirige vers le domaine de la Pinte, au sud de la D 469, à mi-pente des coteaux calcaires, domaine que l'on contourne par la droite. Au terme d'une montée de 200 mètres de dénivelé, on atteint les vignobles d'Arbois et, plus précisément ceux du Pupillin, l'un des quatre grands crus du Jura. Après avoir franchi la D 248 au village de Pupillin, on redescend, à travers bois, par le réservoir, pour rejoindre Arbois. Le pont sur la Cuisance permet d'accéder au parking. Si le temps le permet, ne pas manquer la visite des maisons à arcades d'Arbois ainsi que la maison natale de Louis Pasteur et son laboratoire, le château Bontemps (XVI<sup>e</sup> siècle) et le Musée de la vigne et du vin, blotti dans d'anciennes caves.



► **Durée :** 3 heures. **Départ et arrivée :** église d'Arbois. A consulter : « Circuits pédestres dans le massif du Jura sud » (éd. Francis et Francis). Renseignements auprès de l'Office du tourisme d'Arbois (tél. : 04-65-07-45).

### LOIRE À BOIRE ET À VOIR (NIÈVRE)

Au menu : coteaux du vignoble et panoramas sur la Loire. Sur la route des vins, Pouilly-sur-Loire est une sé-

duisante étape gastronomique. Pouilly fumé ou blanc fumé de Pouilly y développent tous leurs arômes. Les caves à dégustation jalonnent ce circuit à arroser du vin tendre et fruité du Val de Loire avec, en vedette, le sauvignon blanc.

Depuis la place de l'église, on prend la direction de Cosne pour récupérer le balisage blanc et rouge du sentier de grande randonnée 31. La vallée des Loges se glisse entre les coteaux du vignoble jusqu'à la N 7. Au-delà du village des Berthiers, la table d'orientation de Saint-Andelain

offre un magnifique panorama sur la Loire et ses îlots. Le sentier redescend à travers vignes vers le château du Nozet, recroise la N 7, puis regagne Pouilly-sur-Loire.

► **Durée :** 2 h 30. **Départ et arrivée :** Pouilly-sur-Loire. A consulter : « Petites Randonnées pédestres dans la Nièvre » (éd. CDT de la Nièvre, 3, rue du Sort, 58000 Nevers, tél. : 86-36-39-80).

Anne-Marie Minville

Séjours • Circuits • Vols réguliers ou charters • Hôtels • Locations d'appartements, de voitures, de bateaux • Week-ends • Séjours à thème • Croisières • Thalassothérapie

**3615 DÉGRIFTOUR**  
LE VOYAGE À PRIX DÉGRIFÉ  
PLUS LOIN, PLUS SOUVENT  
PLUS LONGTEMPS...

Vous propose les invendus de l'industrie du tourisme à prix dégriffés. Réservation : de 15 jours à la veille du départ.

VILLARD DE LANS
Les Adrets
1 semaine
Studio 4 personnes
Le studio : 2 200 F
3-255 F
3615 DÉGRIFTOUR* ou 3615 DT*

OPIO
1 semaine
village de vacances
Maison pour 4 personnes
La maison : 1 340 F
2-150 F
3615 DÉGRIFTOUR* ou 3615 DT*

BALNÉOTHÉRAPIE REMISE EN FORME
Aix les Bains
6 nuits hôtel 3*
1/2 pension + 3 soins/J. pendant 6 j.
4 700 F / pers.
3615 RÉDUCTOUR* ou 3615 RT*

ARC 2000
1 semaine
Studio 3/4 pers.
occupé par 2 skieurs
+ 6 jours remontées mécaniques
1 300 F / pers.
3615 RÉDUCTOUR* ou 3615 RT*

Nos autres accès : sur Minitel rapide : 3623 DÉGRIFTOUR\*\* • sur Kiosque Micro (avec photos couleurs) : 36 01 17 17 DT\*\*  
• Notre service «plus» : 3617 DT FAX (pour obtenir le descriptif des voyages par fax)\*\*\* • Internet : www.degriftour.fr







## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 15 FÉVRIER 1996

**ASSURANCES** La première compagnie d'assurances française fait l'objet d'une défiance des investisseurs. Son cours de Bourse est proche de ses plus bas niveaux histo-

riques, et les analystes attendent avec une certaine inquiétude la publication des résultats à la fin du mois de mars. Ils estiment que l'UAP ne pourra pas entreprendre l'opération

de « vérité des comptes » que sa situation financière nécessiterait. ● A l'IMAGE de la Générale des eaux ou d'Alcatel, l'UAP doit ajuster à la baisse la valeur des acquisitions (pour

44 milliards de francs) de sociétés effectuées depuis une dizaine d'années. Elle doit également faire face à des provisions importantes et à des coûts de portage dans l'immobilier.

● LES PARTICIPATIONS CROISÉES entre l'UAP et la BNP, son principal actionnaire, compliquent la situation. Une perte importante mettrait la BNP dans une situation difficile.

## La surévaluation des acquisitions de l'UAP pèse sur sa rentabilité

Les analystes boursiers estiment que la compagnie devrait passer des provisions pour dépréciation de ses filiales étrangères. Mais l'existence de participations croisées avec la BNP rend l'opération impossible

**PREMIER** assureur français, l'UAP traverse une passe difficile. Son cours de Bourse se situe à moins de 115 francs, à quelques encablures, de son plus bas niveau historique (110 francs) et à près de 25 % en dessous de son prix de privatisation de 152 francs en avril 1994. Les analyses boursières défavorables émanant de grands investisseurs se multiplient, et le marché attend avec une certaine inquiétude la publication, le 27 mars, des comptes de l'année 1995.

Dans une étude publiée au début du mois sur l'assurance française, la banque américaine Salomon Brothers conseille de vendre les actions UAP et souligne que « la valeur estimée des actifs de la compagnie doit être réduite, compte tenu de l'importance des survaleurs (...) et du fait qu'elle va devoir accroître ses provisions sur l'immobilier ».

Les interrogations des boursiers sont nombreuses : sur la pertinence de ses choix stratégiques et le coût de son expansion internationale, sur ses performances commerciales, sur sa gestion - et notamment celle de sa filiale la banque Worms, qui a perdu 10 milliards de francs en cinq ans dans l'immobilier - et, enfin, sur la qualité de ses comptes. Voilà à peine huit mois, Jacques Friedmann, le président de l'UAP reparaît en public à Gérard Worms, alors président de Suez, la faible rentabilité de son groupe et son absence de stratégie. Ses critiques lui sont aujourd'hui retournées.

Le discours tenu par M. Friedmann, depuis son arrivée le 15 novembre 1993 à la tête de l'UAP, peu avant sa privatisation, passe de plus en plus en mal. Le PDG se déclare sans cesse « préoccupé et mé-

content » de la faiblesse de son cours de Bourse et promet des lendemains meilleurs quand les marchés financiers seront plus favorables. Certains analystes en viennent à souhaiter que l'UAP à l'image d'Alcatel, de la Générale des eaux ou de Suez, trois entreprises dont M. Friedmann est administrateur, décide de réaliser une opération « vérité des comptes ». Ce serait un moyen de réduire le poids considérable des 23 milliards de francs de « survaleurs » résultant de l'acquisition, entre 1987 et 1995, de groupes d'assurances en Europe.

### « SURVALEURS »

Il existe, en effet, une différence entre la valeur comptable de l'ensemble des compagnies achetées à l'étranger (essentiellement Colonia en Allemagne, Sun Life et Provincial au Royaume-Uni et la Royale Belge), évaluée à environ 21 milliards de francs, et leur prix d'achat, 44 milliards. L'UAP doit amortir ces écarts d'acquisition, ou « survaleurs », de 23 milliards de francs, réductions à 17 milliards, puisque 6 milliards sont considérés comme la valeur des parts de marché de Colonia. La compagnie peut le faire sur une

longue durée (vingt ans), au risque de peser longtemps sur sa rentabilité, ou une fois pour toute. Elle a apparemment choisi la première solution, qui déplaçait au marché et entraîne des critiques sur sa stratégie de constitution d'un grand réseau européen, dont la rentabilité est jugée beaucoup trop faible.

Les principales filiales étrangères de l'UAP, Sun Life, Royale Belge et Colonia, réalisent entre 2 milliards et 2,5 milliards de francs de bénéfices par an. Compte tenu des 1,1 milliard de francs de charges annuelles liées à l'amortissement des survaleurs, ces trois grandes filiales ne rapportent qu'un peu plus de 1 milliard de francs par an. La rentabilité des 44 milliards de francs investis ressort à peine à 2,5 %.

Un rendement faible, que Jean Peyrelevade, président de l'UAP de 1988 à 1993, et principal artisan de l'expansion, pouvait tenter d'ignorer, quand la compagnie disposait encore de 40 milliards de francs de plus-values latentes réparties à parts égales entre son portefeuille d'actions et l'immobilier. En réalisant 10 % de ces plus-values par an, l'UAP pouvait afficher pendant des années une rentabilité « suffisante ». Mais l'aggravation de la

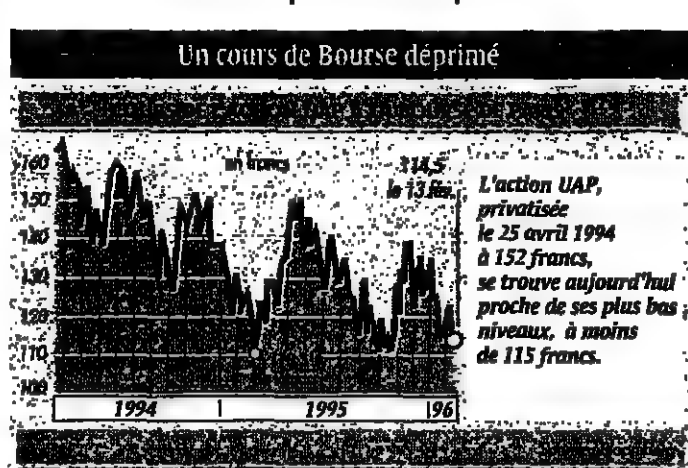
### Le numéro deux en Europe

● Avec un chiffre d'affaires consolidé de 157 milliards de francs en 1995, en hausse de 3,6 % par rapport à 1994, l'UAP est la deuxième Compagnie d'assurances en Europe derrière l'allemand Allianz. En 1994, plus de 64 % de l'activité avait été réalisée à l'étranger.

● Les placements consolidés étaient supérieurs, au 31 décembre 1994, à 640 milliards de francs, et les fonds propres consolidés de 41 milliards.

● Lors du premier semestre de l'année 1995, la Compagnie a dégagé un résultat net part du groupe de 806 millions de francs, en recul de 5,5 % par rapport aux six premiers mois de 1994.

● Les analystes pronostiquent un bénéfice pour l'ensemble de l'année 1995 compris entre 1,5 et 2 milliards de francs, soit un niveau sensiblement égal à celui de 1994 (1,56 milliard de francs).



crise de l'immobilier et le recul de la Bourse les ont réduites comme peau de chagrin.

L'immobilier reste une charge considérable pour la compagnie. Non contente d'avoir déjà appauvri le groupe de 10 milliards de francs, la banque Worms continue indirectement de lui coûter 500 millions de francs par an de frais de portage des actifs sortis du bilan de l'établissement et logés dans les entités Sofim et Sofapi. En outre - M. Friedmann l'a annoncé en octobre lors de la présentation de ses résultats semestriels - de nouvelles provisions sur l'immobilier seront nécessaires. Enfin, la compagnie doit aussi supporter la charge du rachat par ses clients de contrats d'assurance-vie liés à l'immobilier (Acavi).

Il faut pourtant souligner un aspect positif : le redressement de l'assurance-dommages, qui sera enfin bénéficiaire - légèrement - en 1995 après avoir affiché un résultat d'exploitation en perte de 138 milliard de francs en 1993 et de 770 millions en 1994. Paradoxalement, la situation de l'assurance-

vie semble plus périlleuse. Autant le cycle en matière de dommages se trouve dans une phase ascendante, autant en assurance-vie la rentabilité baisse régulièrement, comme les parts de marché de l'UAP (Le Monde du 24 janvier). La concurrence est féroce avec les réseaux bancaires ou les associations comme l'AFER, et les compagnies doivent aussi faire face à un problème de provisionnement des risques. Pour rester compétitive, la filiale vie du groupe est condamnée à procéder rapidement à une réallocation de ses actifs en réduisant la part de l'immobilier et des actions afin d'augmenter celle des obligations.

Des raisons qui militent aux yeux des analystes pour une mise à plat des comptes. Mais il existe un obstacle de taille : les participations croisées, ce symbole du capitalisme à la française. La BNP, principal actionnaire de l'UAP avec 19 % de son capital (l'UAP est également le principal actionnaire de la BNP), serait directement touchée par un nettoyage du bilan de la compagnie sur le modèle de ce-

lui réalisé par Alcatel. L'UAP s'étant mise en conformité avec les nouvelles normes comptables dès 1990, contrairement aux AGF, qui l'ont fait en 1995, serait contrainte d'afficher des pertes si elle réajustait brutalement la valeur de ses acquisitions. En imaginant que l'assureur annonce une perte de 10 milliards de francs, la BNP serait obligée d'en répercuter sur ses comptes près de 2,5 milliards ! La banque aurait alors de grandes chances d'être en déficit et Michel Pébereau, son président, ne veut pas en entendre parler.

### EFFETS PERVERS

L'intérêt de la BNP n'est, de toute évidence, pas celui de l'UAP, ce qui illustre bien les effets pervers des participations croisées. Faute d'un nettoyage de ses comptes, l'UAP verra, pendant longtemps, ses bénéfices amputés chaque année de plus de 1,5 milliard de francs (amortissement des survaleurs et coût de portage de l'immobilier). Le handicap risque d'être autant plus lourd que ses grands concurrents, l'allemand Allianz, le néerlandais ING, le français AXA et même l'italien Generali, sont plus rentables. A moins d'un miracle : que les marchés redevenaient favorables et que la Bourse remonte, permettant de dégrader des plus-values.

Le marché des actions françaises aura pourtant d'autant plus de mal à se redresser durablement que les grands institutionnels, à commencer par l'UAP, ont tendance à céder des participations à la moindre reprise. Le géant de l'assurance française, qui se posait en rival d'Allianz, doit aujourd'hui réviser ses ambitions à la baisse. Sans la moindre marge de manœuvre.

Eric Leser

## Prétraitements dès cinquante et un ans chez IBM France

**POUR LA SECONDE** année consécutive, IBM met en place le plan social sans doute le plus onéreux jamais élaboré en France par une société privée. Si, en 1995, IBM (12 000 salariés) a dépensé d'activité 1 850 personnes de plus de cinquante et un ans, son objectif en 1996 est plus modeste : diminuer les effectifs de 420 personnes en équivalent temps plein. Comme l'accord prévoit également l'embauche de jeunes, quatre syndicats (CFTC, CGC, FO et autonomes) ont, cette fois, accepté de signer deux des trois mesures qu'il comporte.

Les salariés âgés de cinquante-

cinq à cinquante-neuf ans pourront travailler à mi-temps dans le cadre d'une préretraite progressive classique. Outre le financement de l'entreprise, qui correspond au temps travaillé (soit 50 % d'un salaire à temps plein), le salarié reçoit une aide de l'Etat (30 % de son salaire), mais aussi une indemnité versée par IBM, dont le montant varie entre un mois de salaire pour ceux nés au début de 1937 et dix mois pour ceux nés fin 1941. Pour un travail à mi-temps, le salarié perçoit donc entre 80 et 90 % d'un salaire à temps plein. Comme le prévoit la loi, ces préretraites progressives sont

compensées par des embauches. Sur 400 personnes éligibles, 220 se sont déclarées intéressées, ce qui permettrait 110 embauches.

Par ailleurs, IBM propose aux salariés âgés de cinquante et un à cinquante-quatre ans de travailler à temps partiel, voire - et cette dernière disposition ne figure pas dans l'accord - de s'arrêter de travailler. Ceux qui optent pour le temps partiel seront mis en « disponibilité progressive » (PDP). Ils pourront travailler à 70 % pendant trois ans avant d'être totalement dispensés d'activité jusqu'à l'âge de leur retraite, tout en restant salariés d'IBM. Outre une indemnité correspondant à six mois de salaire, ces personnes percevront 70 % de leur salaire les trois premières années, puis 65 % quand elles cessent de travailler.

Contrairement à ce que la direction envisageait au début de la négociation, IBM s'engage à procéder à une embauche à durée indéterminée et à temps plein pour trois passages en PDR. Comme ce dispositif ne bénéficie pas de l'aide de l'Etat, les salariés mis en disponibilité pourront exercer une activité professionnelle à condition qu'elle ne crée pas de conflit d'intérêt avec IBM.

Par ailleurs, IBM propose à ces mêmes salariés âgés de cinquante et un à cinquante-quatre ans de cesser totalement de travailler. Dans ce cas, les intéressés perçoivent une indemnité de neuf mois de salaire, puis 50 % de leur dernier salaire pendant cinq ans et enfin 65 % de ce salaire durant les années suivantes. Comme cette disposition, la plus onéreuse pour IBM, ne donne pas lieu à des embauches compensatrices, les syndicats n'ont pas donné leur aval.

Sur les 700 personnes concernées par ces deux types de dispense d'activité, 600 se sont déclarées intéressées, avec, apparemment, une préférence pour la dispense totale d'activité.

Philippe Le Cœur

Frédéric Lemaître

## Un accord salarial est possible à la SNCF

**A LA TÊTE** de la SNCF depuis moins de deux mois, Loïc Le Floch-Prigent a créé la surprise, mardi 13 février, en proposant aux sept organisations syndicales réunies en table ronde une augmentation générale des salaires de 1,7 % en 1996 (1,2 % en février et 0,5 % en septembre), soit 1,3 % en moyenne annuelle. La lettre de cadrage du premier ministre semblait pourtant restreindre sa marge de manœuvre à une augmentation maximale de 0,8 % (Le Monde du 8 février) et invitait même les entreprises publiques déficitaires à n'accorder aucune augmentation générale.

Dans la foulée, le président de la SNCF a proposé une prime exceptionnelle de 440 francs par agent. « Laissons la CGT pratiquement sans voix », rapporte un observateur, et « déstabilisant la CFDT », qui réclame depuis longtemps des augmentations uniformes.

En réduisant au minimum la part des mesures individuelles et des augmentations techniques (GVS, glissement vieillesse technicité), au détriment, notamment, du nombre de promotions et des primes pour contraintes de service, Loïc Le Floch-Prigent s'est ménagé un effet d'annonce susceptible de convaincre certains syndicats de signer un accord. Lucien Rebecq, secrétaire fédéral de FO, explique que, « moyen-

nant un coup de pouce de 300 à 350 francs sur les bas salaires et l'intégration des indemnités de résidence dans le traitement, un accord serait à portée de main ». Dans le cadre des rencontres bilatérales qui vont s'engager, le président va maintenant s'efforcer de convaincre la CFTC, la FNC, la FGAAC et la CGC de parapher l'accord salarial.

### MODALITÉS INTÉRESSANTES

Les deux principaux syndicats, la CGT et la CFDT cheminots, rappellent, chacun de son côté, que, malgré certaines modalités intéressantes mais aussi des artifices comptables, « les propositions ne sortent pas des limites imposées par la lettre de cadrage et sont loin de correspondre aux revendications exprimées par les salariés, notamment en termes de garantie du pouvoir d'achat ». L'un des participants à la table ronde reconnaît cependant : « qu'en distillant dans ses propositions divers éléments susceptibles de plaire à l'une ou l'autre des organisations syndicales le président démontre qu'il a parfaitement compris le paysage syndical, et qu'il est susceptible de nous mettre en contradiction, ce qu'aucun président n'a jamais su faire ».

Christophe Jakubyszyn

## MM. Juppé et Kohl veulent débloquent l'Europe de l'électricité

**AU MOMENT** où les Quinze reprennent leurs discussions et tentent de trouver un accord sur la libéralisation de l'électricité pour le sommet européen du 7 mai, le premier ministre Alain Juppé et le chancelier Helmut Kohl ont voulu, par une position commune, débloquent ce dossier enlisé depuis huit ans.

S'exprimant lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, le 13 février, Alain Juppé a affirmé que le gouvernement ne « saurait aujourd'hui remettre en cause l'organisation de la distribution électrique en France ». A cet effet, il est convenu avec Helmut Kohl, rencontré la veille à Bonn, de « reprendre ce problème » avant le Conseil européen de l'énergie. Tous deux sont d'accord « pour considérer qu'il ne fallait pas chercher à encadrer cette spécificité nationale et que le bon sens voulait que le principe de subsidiarité en

la matière soit strictement respecté ». Selon le premier ministre, « chacun doit organiser son service public comme il l'entend, de même que doit être respecté le principe de réciprocité entre les Etats ».

C'est une étape importante, reconnaît-on côté français. En effet, un accord sur la libéralisation de l'électricité ne peut être valable qu'avec une approbation franco-allemande. Or ces deux pays s'affrontent sur le dossier depuis plusieurs mois et ont radicalisé leurs positions.

Les deux partenaires reviennent ainsi à l'accord du 1<sup>er</sup> juin 1995, où un texte adopté par les Quinze laisse le choix à chaque pays entre deux organisations contradictoires. Partisan d'une libéralisation radicale du marché, la Commission, soutenue par les Britanniques et les Allemands, propose la formule « d'accès des tiers au réseau » (ATR) qui auto-

rise chaque grand consommateur d'électricité à acheter son courant auprès du producteur de son choix et à utiliser les infrastructures existantes pour les transporter. L'autre système, celui de « l'acheteur unique », voulu par la France, permet l'ouverture maîtrisée du marché en maintenant intactes les obligations de service public et la programmation à long terme, clé de la sécurité des approvisionnements et de la politique nucléaire.

Au fil des mois, le compromis de juin a évolué sous la pression des Allemands, partisans d'une ouverture totale à la concurrence. Les négociateurs ont alors commencé à envisager une libéralisation progressive du système de l'acheteur unique en ouvrant par étape la distribution à la concurrence. La France a, du coup, bloqué le dossier.

Dominique Gallois

## Bull se restructure et envisage de nouveaux partenariats

**DEUX ANS** après une profonde reorganisation (en sept métiers) et une semaine après l'annonce de la vente de sa micro-informatique à l'américain Packard Bell, dont il détient 19,9 % du capital, Bull se restructure. Pour le groupe informatique français, dont le chiffre d'affaires a reculé de 3 % en 1995, à 26,6 milliards de francs, et le résultat net est positif pour la première fois depuis 1988, il s'agit de passer d'une « phase de redressement » à « développement interne et externe », a annoncé, mardi 13 février, Jean-Marie Descarpentries, son PDG.

Quatre nouveaux dirigeants ont été recrutés : Robert Ayadibrian, venu de Hewlett-Packard, pour le développement commercial ; Jacques Raboult, de Siemens Nixdorf, pour les ventes en France ; Don Zereski, ancien numéro deux de Digital Equipment, pour le réseau commercial américain ; Khad Marrei, ex-NCR, pour diriger la division Enterprise Information Systems. Cette dernière division est une des nouveautés mariant les

grands systèmes (ventes en repil, mais profitables) et les systèmes ouverts Unix, (en croissance, mais toujours en perte, malgré un dernier trimestre bénéficiaire en 1995).

Désormais structuré en trois divisions produits et trois divisions services (plus les réseaux commerciaux France, Europe-Asie-Afrique, Amérique), Bull relance l'idée, évoquée début 1994, que celles-ci nouent des partenariats ou réalisent des acquisitions. « Nous pouvons considérer des sociétés à 51 % avec des partenaires », note M. Descarpentries, qui n'écrit pas que Bull prenne le contrôle d'une société par échange d'actions et qui table toujours sur l'entrée d'un nouveau partenaire au capital de la maison mère. « J'ai sept pistes », assure-t-il. En attendant, en France, Bull a prolongé son plan d'incitation au départ volontaire - qui devait se clore fin décembre 1995 - et au passage au temps partiel. Bull compte supprimer au total 944 postes sur 8 000 en France.

Philippe Le Cœur

Frédéric Lemaître



هكذا من الإهمال

## Le Conseil de la concurrence inflige des amendes records aux groupes de BTP

Trente et une entreprises de bâtiment et de génie civil sont condamnées à payer, au total, près de 380 millions de francs d'amendes pour pratiques anticoncurrentielles. Elles s'étaient entendues afin de se partager les marchés de construction de ponts et d'infrastructures de TGV.

Au terme de cinq ans d'enquête, le Conseil de la concurrence a décidé de frapper très fort. Il a condamné, mardi 13 février, trente et une entreprises du bâtiment et des travaux publics à 378,8 millions de francs

d'amendes. Tous les grands noms du secteur sont sanctionnés : Bouygues, Eiffage, la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux, Spie-Batignolles. Ceux-ci sont accusés d'avoir noué des ententes à partir de

1988 pour se partager les marchés de construction des ponts et des infrastructures de TGV. « C'est l'affaire la plus importante que le Conseil ait eu à connaître depuis sa création en 1987 », écrit l'institution

chargée de réglementer la concurrence dans un violent réquisitoire. Le groupe Bouygues, numéro un du secteur, a annoncé son intention de faire appel. Par ailleurs, la justice continue d'enquêter sur les pra-

tiques du secteur. Soupçonnés de financements occultes, les grands groupes sont tous impliqués dans des affaires judiciaires. Cette tourmente survient alors que le BTP s'enfonce dans la crise.

LE CONSEIL de la concurrence a rarement été aussi sévère dans ses jugements. Au terme de cinq années d'enquête, il a condamné, mardi 13 février, trente et une entreprises de BTP et de génie civil à payer, au total, 378,8 millions de francs d'amendes pour ententes et pratiques anticoncurrentielles menées entre 1988 et 1990. Tous les grands noms du secteur sont sanctionnés : Bouygues, condamné à payer avec ses filiales plus de 160 millions de francs ; Eiffage avec ses filiales Fougère, SAE, Quillery, Ballot (60 millions d'amende) ; les filiales BTP de la Générale des eaux (48 millions), celles de la Lyonnaise des eaux (23 millions), Spie-Batignolles (21,7 millions), plus quelques indé-

pendants comme l'entreprise industrielle (31,7 millions). « Cette affaire, qui a porté sur des marchés d'une valeur supérieure à 10 milliards de francs, est la plus importante jamais révélée », écrit le Conseil de la concurrence. « Dès 1988, les sociétés Bouygues, Quillery et Dumez étaient convenues de se répartir les marchés d'un certain nombre de ponts. Ces concertations anticoncurrentielles se sont élargies à d'autres entreprises, notamment GMT-BTP, Ballot et Spie-Batignolles et ont abouti à la conclusion d'une entente généralisée portant sur l'ensemble des constructions de ponts à venir », poursuit-il.

Lors de la construction du pont de Normandie, ouvrage estimé à

1,2 milliard de francs, il est décidé, d'après l'enquête, que « Bouygues soit le moins-disant et que le groupe dont le chef de file est Campenon-Bernard dépose une offre très voisine de façon à permettre à ces deux groupes de se rapprocher une fois le marché attribué ». Fougère, troisième candidat en lice, « devait remettre une offre supérieure aux deux autres ». Mais il est prévu qu'il serait dédommagé lors d'un marché ultérieur.

### APRÈS CONCERTATIONS

Il le sera effectivement lors de l'attribution du marché du pont de Gennevilliers, estimé à 270 millions de francs. « Après concertations », Bouygues et Campenon Bernard s'effacent au profit de

Spie-Batignolles associé à Fougère. De même, Dumez, qui ne participe pas à l'appel d'offres pour la construction du pont de Rochefort attribué au groupement Bouygues-Quillery, « réalisera de façon occulte une partie des travaux en application de l'accord général sur les ponts », écrit le Conseil de la concurrence.

Après les ponts, les principales entreprises du secteur ont décidé, dès 1988, de se répartir la construction des infrastructures pour les lignes de TGV. Quatre chefs de file sont constitués autour de « Dumez, Kozel et Campenon Bernard pour le premier, Spie-Batignolles et SAE Bore pour le second, Bouygues et Fougère pour le troisième et GMT-BTP et Soga-

(Générale des eaux) pour le quatrième. Chacun des quatre groupes avait droit à un quart des travaux à venir ».

Le scénario utilisé pour le marché des ponts est repris tel quel pour celui des TGV. Parfois, cependant, il arrive un accroc comme lors de l'attribution du lot 41 du TGV Nord. « Ce marché devait revenir à un groupement dont le chef de file était la société Ballot. (...) La société italienne Condore Acqua, qui ne participait pas à l'entente, ayant été sélectionnée pour participer à l'appel d'offres, les entreprises Ballot et Campenon Bernard ont tenté de l'éliminer », écrit le Conseil de la concurrence.

Menaces, proposition de dé-

dommagement de travaux de sous-traitance, tout est utilisé pour convaincre l'entreprise italienne de se retirer. En vain. « Le chef de file a, au dernier moment, revu son offre à la baisse pour empêcher néanmoins ce marché », souligne le jugement.

Face à de telles pratiques au « caractère généralisé et systématique », le Conseil de la concurrence semble, pourtant, douter de l'efficacité de ses condamnations : « Certaines des sociétés en cause ont déjà été sanctionnées dans le passé pour de telles pratiques anticoncurrentielles ». Le groupe Bouygues, de son côté, a décidé de faire appel de cette décision.

M. O.

## Un secteur dans le collimateur de la justice

ENTENTES sur les prix, partage des marchés, fausses factures et même faux logiciels... Les pratiques frauduleuses reprochées aux grands groupes de BTP par la justice et l'administration s'enchaînent avec une telle régularité et de telles similitudes qu'on se demande quel grand marché de travaux publics peut bien échapper, aujourd'hui, en France, à la mise en coupe réglée et aux trucs en tous genres.

Le conseil de la concurrence vient d'infliger à une trentaine de sociétés du secteur des amendes qui, cumulées, atteignent près de 380 millions de francs. Le même conseil avait déjà épinglé le BTP en 1990.

Par ailleurs, une soixantaine d'entreprises du BTP se trouvent impliquées dans une affaire de fausses factures de grande envergure. Instruite à Versailles par trois magistrats, elle a déjà valu des mises en examen à une quarantaine de patrons.

Enfin, les grands du BTP n'en fi-

nissent pas d'apparaître aux côtés des élus dans des dossiers de marchés publics truqués et autres scandales politico-financiers instruits par la justice.

Depuis l'affaire Urba, aucun groupe, aucun parti, n'a été épargné. A tel point qu'on a pu, à l'encore, parler de système, voire de « pactes de corruption » entre rois du béton et élus de la République.

### LIASONS DANGEREUSES

Derniers exemples en date de ces liaisons dangereuses : le groupe Bouygues et la Lyonnaise des eaux-Dumez sont accusés d'avoir alimenté les comptes suisses de Pierre Botton, le gendre de Michel Noir, et financé les dépenses d'Alain Carignon, ancien maire de Grenoble, en échange de marchés. La Lyonnaise et la Générale des eaux auraient fait de même pour le plus grand profit du sénateur et ancien maire de Toulon, Maurice Arreckx.

Ces affaires et d'autres de même facture - si l'on ose dire - valent à des dizaines de cadres, de directeurs et de grands patrons, à commencer par Martin Bouygues, Guy Deljouany (Générale des eaux) et Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), d'avoir à rendre des comptes à la justice.

Et ce n'est sans doute pas fini. Ni la loi de 1990 sur les finances publiques, ni l'engagement pris, en 1994, par les majors du BTP de ne plus payer de pots-de-vin en échange de marchés, ni l'adoption par la Lyonnaise des eaux d'un code de déontologie n'ont, jusqu'à présent, permis d'inverser la tendance.

D'autres secteurs liés au BTP, comme celui du béton, ne sont pas en reste. En novembre 1994, la Commission de Bruxelles avait infligé des « amendes historiques » à une soixantaine de cimentiers européens convaincus d'ententes illégales.

R.-P. F.

## Quand Martin Bouygues écrit à ses collaborateurs

LA CRISE inspire Martin Bouygues. Le PDG du groupe, numéro un mondial du BTP et propriétaire de TF1, a pris la plume pour adresser à tous ses collaborateurs une lettre de quatre pages, datée du 30 janvier, sobriement intitulée : « Faire face à la crise ». Il fait référence à la situation économique et immobilière qui a conduit le groupe à afficher, pour la première fois de son histoire, un déficit de 4,4 milliards de francs en 1995. Après avoir appelé à la lucidité et à la prudence, Martin Bouygues en vient à ce qui justifie sans doute cette missive : « les turbulences du climat d'affaires ».

Il rappelle que « la transparence et le respect de la loi sont des impératifs civiques et moraux que tous les collaborateurs du groupe ont l'obligation de respecter ». « Il ne m'appartient pas, poursuit-il, de commenter les affaires en cours d'instruction. Je puis simplement réaffirmer que le groupe est particulièrement attentif au sort des collaborateurs interrogés par la justice qui vivent (...) des moments très éprouvants. Ils peuvent compter sur le total soutien du groupe au développement duquel ils ont beaucoup œuvré ».

On peut s'interroger sur le sens de ce passé coupé, qui laisse penser qu'il s'agit d'un message - pour le développement du groupe. Qu'en pense Patrick Polver, directeur adjoint à quinze mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Lyon dans le cadre de l'affaire Botton et écarté de l'antenne, en principe jusqu'au 1<sup>er</sup> avril ? On remarque la pudeur du patron, qui ne se met pas en avant, en ne rappelant

pas qu'il a lui-même été interrogé par le juge Cournoye, dans le cadre d'un autre volet de l'affaire Botton, avant d'être mis en examen pour « abus de biens sociaux ».

On comprend aussi la sollicitude du PDG pour ce véritable féau d'entreprise qui entraîne la mise en examen de plus d'une vingtaine de ses membres. Car les « affaires » dans lesquelles se trouve impliqué le groupe ne manquent pas : Française des jeux, fausses factures de la région parisienne, affaires Botton, enquête du Conseil de la concurrence, logiciel Drapo, etc. Les motifs des mises en examen sont également variés : abus de biens sociaux, corruption, entente illicite sur les appels d'offres, délit d'initié, etc.

TF1 et les médias bénéficient d'une attention particulière : « Concernant les attaques violentes, d'origines diverses, relayées par certains médias, dont notre groupe fait l'objet, je dirai seulement que Bouygues, dans son histoire, a déjà plusieurs fois subi les attaques que suscitent la puissance et la performance sans que jamais celles-ci n'entraient sa détermination à aller de l'avant. L'année du renouvellement de l'attribution d'émission de TF1 marque les conjonctions TF1 est, en effet, reconnue dans le monde comme une grande réussite. La réussite de TF1 n'est pas contestée. On constate que son audience décroît et que le PDG de sa maison-mère entonne à son tour l'air connu de la citadelle assiégée ».

Alain Salles

## Le bâtiment est entré dans une « crise structurelle »

AU MOMENT MÊME où le conseil de la concurrence rendait publiques ses condamnations, des membres de la Fédération nationale du bâtiment et celle des travaux publics discutaient mardi 13 février, devant une salle comble, de la réforme du code des marchés publics. Tous demandaient l'établissement de nouvelles procédures pour éliminer les offres « anormalement basses ». Certains se prenaient même à rêver de mécanismes proches de ceux d'une économie administrée.

Jamais depuis la seconde guerre mondiale le secteur du BTP n'a connu une telle crise. Depuis 1991, l'activité ne cesse de s'effondrer sur tous ses marchés, publics comme

privés. Pour survivre, les entreprises se livrent sur le moindre chantier à une guerre des prix meurtrière. Les rabais atteignent de 20 % à 30 % par rapport à la normale.

Même les majors s'y mettent. Pour capter des marchés qui leur échappent, comme ceux de la rénovation, elles ont créé de petites structures de trois ou quatre personnes. Puis, elles sous-traitent le marché à d'autres entreprises, en imposant de nouveaux rabais de 20 %, parfois 30 %. En ces temps de pénurie, il existe toujours des candidats pour accepter de telles propositions.

Incapables de travailler dans de semblables conditions, les sociétés additionnent les dérivés. Les délais

de paiement s'allongent au-delà de 120 jours. Les réclamations pour travaux supplémentaires se multiplient. Les lois sociales sont détournées. Si les règles de sécurité sont encore à peu près respectées par peur des lourdes sanctions pénales, le code du travail est de plus en plus négligé.

### « LIQUEURS DE MAIN-D'ŒUVRE »

« Le tâcheronnage, qui avait disparu depuis quinze ans, réapparaît sur les chantiers. Des sous-traitants arrivent. Ils sont juste loueurs de main-d'œuvre », témoigne un chef d'entreprise. Même écho auprès des inspecteurs du travail, qui déplorent la multiplication des faux

artisans « nés à la faveur de la loi Madelin » (entreprise impersonnelle). Certains racontent aussi que, lors de contrôles, la moitié des effectifs s'évanouit parfois en quelques minutes.

Ces entorses systématiques n'évitent pas des faillites de PME - dont certaines de taille importante - de plus en plus nombreuses. Au rythme actuel, seules de toutes petites PME risquent de survivre aux côtés des grands du BTP, ce qui ne va pas faciliter la transparence dans un marché déjà bien opaque.

Un des grands du secteur estime que la forte déprime durera « entre deux et trois ans ». « Ce n'est pas un ennemi plan de soutien qui va nous sauver. Nous sommes entrés dans une crise structurelle », confie un patron de PME. L'avenir, selon lui, passe par des entreprises au personnel mieux formé mais moins nombreux.

Les producteurs de matériaux poussent dans cette voie. Ils proposent de plus en plus de produits à plus forte valeur ajoutée, prêts à être assemblés sur les chantiers. Cette mutation, mal préparée, va cependant coûter cher. Le secteur, qui a déjà perdu plus de 50 000 emplois au cours des cinq dernières années pour revenir à 900 000, prévoit près de 15 000 nouvelles suppressions en 1996.

Martine Orange

## LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

## Edzard Reuter démissionne de Daimler-Benz

L'ANCIEN PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE du groupe allemand Daimler-Benz, devenu membre du conseil de surveillance en mai 1995, Edzard Reuter, a indiqué, mardi 13 février, qu'il avait démissionné de ce poste. Agé de soixante-sept ans, M. Reuter avait été remplacé à la présidence du directoire par Jürgen Schrempp. Après avoir constaté une perte de 6 milliards de marks (environ 20,5 milliards de francs) en 1995, M. Schrempp a lancé un essai de restructuration radicale de son groupe, dont les mesures les plus spectaculaires sont l'abandon du soutien financier à la filiale aéronautique néerlandaise Fokker, le démantèlement de la filiale Electrotechnique AEG ou encore la suppression de près de 9 000 emplois chez Daimler-Benz Aerospace (DASA) d'ici 1998.

### DÉPÊCHES

■ **PARIBAS** : le groupe pourrait décider d'afficher une perte de 3,5 à 4 milliards de francs pour l'exercice 1995, selon Les Echos du 14 février, afin de réaliser des provisions exceptionnelles sur sa participation dans la Compagnie de navigation mixte, sur l'immobilier et sur sa filiale, le Crédit du Nord. Paribas s'est refusé, mercredi, à faire le moindre commentaire. Une opération de « vérité des comptes » sera éventuellement décidée au conseil du 23 février.

■ **NTT** : un comité, mis en place par le ministère japonais des postes et télécommunications, a remis, mardi 13 février, un rapport d'étape recommandant l'écatement du groupe semi-public NTT, premier opérateur téléphonique mondial, en trois sociétés d'ici à trois ans. Le rapport de ce comité, dont la version définitive sera remise le 29 février, propose aussi d'autoriser la société KDD, spécialisée dans les communications internationales, à concurrencer NTT sur le marché domestique japonais que ce dernier contrôle à 93 %.

■ **HEINEKEN** : la filiale française du brasserie, la Sogebra, a annoncé, mardi 13 février, avoir racheté 54,4 % du capital de la société brasserie Fischer à 46 000 francs par action. Sogebra a proposé une garantie de cours à 46 000 francs sur l'ensemble des titres Brasseerie Fischer et à 55 000 francs sur les actions de Brasseerie Adelshoffen, filiale à 72,6 % de Fischer. L'acquisition des deux brasseries coûtera au total à Heineken 1,146 milliard de francs.

■ **FED** : le banquier d'affaires Felix Rohatyn a demandé au président Bill Clinton de retirer son nom de la liste des candidats potentiels au poste de vice-président de la Réserve fédérale (FED), a déclaré, mardi 13 février, le porte-parole de la Maison Blanche.

■ **BRITISH PETROLEUM** : la compagnie pétrolière britannique a vu son bénéfice baisser de 26 % à 1,12 milliard de livres (8,7 milliards de francs). Selon David Simon, président du quatrième trimestre mondial, « nous sommes revenus dans la course avec les grandes compagnies internationales » au prix d'une restructuration drastique. Recentrage et cure d'amalgamement ont permis à l'entreprise de se repositionner dans l'exploration, la production, la chimie et la distribution. Le groupe s'attaque désormais au raffinage en décidant de réduire de 30 % son activité.

■ **UNILEVER** : le groupe anglo-néerlandais a annoncé, mercredi 14 février, son intention d'acquiescer à la totalité des actions de la société arétaine de cosmétiques Helene Curtis, au prix de 70 dollars par action, soit 770 millions de dollars au total (3,8 milliards de francs).

## ASSOCIC

### La Sicav des Associations

SICAV de Trésorerie Dynamique  
Actif net au 29.09.1995 : F. 696.284.049,06  
Performance sur l'exercice 1994-1995 c'est le 29.09.1995 : + 6 % (coupon net réinvesti)  
Performance sur l'année 1995 : + 9,12 % (coupon net réinvesti)  
Valeur liquidative au 01.01.1996 : F. 1.172.15  
Dividende : F. 67,26 payé le 19 janvier 1996  
+ F. 0,03 de crédit d'impôt  
ASSOCIC relève du statut général de cessions  
Durée minimale de placement recommandée : 3 mois à 2 ans.

Le Président Olivier MOULIN ROUSSEL a déclaré lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 janvier 1996 :

« ASSOCIC a pu bénéficier de l'orientation favorable du marché obligataire français en 1995 et sa sensibilité qui a évolué entre 1,5 et 3 lui a permis de réaliser une performance de + 9,12 % en 1995, bien supérieure à celle des SICAV de trésorerie régulières. 1996 se présente également sous de bons auspices avec la poursuite du mouvement de baisse des taux et la confiance retrouvée des marchés dans les objectifs de la politique économique. »

CIC  
PARIS

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur MiniTel 36.15 code FILBANQUE (1,81 F la minute) ou sur le serveur vocal 36.68.9.8.7.6 (2,23 F la minute)

## LES PLACES BOURSIÈRES

Paris en 1995  
LA BOURSE  
COTATIONS  
LE MONDE  
15 FÉVRIER 1996

## Tokyo tutele les 21 000 primes

LA BOURSE  
COTATIONS  
LE MONDE  
15 FÉVRIER 1996

## LES TAUX

Net repli du...

LES TAUX DE REFERENCE

LES TAUX DE REFERENCE

LES TAUX DE REFERENCE

LES TAUX DE REFERENCE



■ LE DOLLAR était incertain mercredi sur le marché de Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait, en fin de séance, à 106,77 yens, contre 106,73 yens mardi soir à New York.

■ L'OR a ouvert en hausse mercredi sur le marché de Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 404,00 dollars, contre 403,10-403,40 dollars la veille en clôture.

■ WALL STREET a battu un nouveau record mardi. L'indice Dow Jones a affiché sa septième meilleure performance d'affilée, à 5 601,23 points, en hausse de 1,08 point.

■ LA BANQUE DU CANADA a annoncé mardi une baisse de 20 centimes de son taux d'escompte, qui passe à 5,19 % et atteint ainsi son plus bas niveau depuis un an.

■ LES COURS DU CUIVRE ont chuté mardi sur le LME après une brusque augmentation des stocks. Le cours du cuivre à trois mois a perdu 34 dollars, à 2 492 dollars par tonne.

## LES PLACES BORSIÈRES

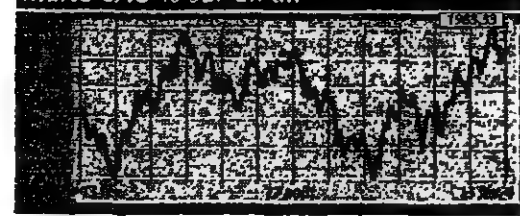
### Paris en repli sensible

LA BOURSE de Paris était en baisse mercredi 14 février dans le sillage du marché obligataire et du franc, affaiblis par les déclarations de la veille du président de la Bundesbank Hans Tietmeyer, qui a évoqué un possible retard dans la réalisation de l'union monétaire, selon des opérateurs. Après avoir ouvert en repli de 0,62 %, l'indice CAC 40 affichait une perte de 1,01 % en milieu de journée à 1 963,32 points.

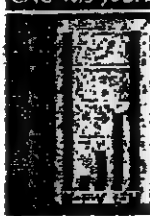
Le Matif était en recul de 0,48 % à 121,56. Sur le court terme, le contrat Fibor reculait de 0,10 point à 95,41. Le repli de la Bourse de Paris intervenait malgré la bonne tenue des marchés américains, où Wall Street a battu un nouveau record mercredi, l'indice Dow Jones affichant une hausse de 1,08 point à 5 601,23 à la clôture.

« Les marchés ont fait leur deuil d'une réduction jeudi par le conseil central de la Bundesbank de ses taux directeurs. Ils ne tablent pas non plus sur un geste de la Banque de France, autant de perspectives

### Indice CAC 40 sur un an



### CAC 40 5 jours



qui pèsent sur les marchés des deux côtés du Rhin », expliquait un opérateur. Mercredi, la Banque de France a maintenu le taux au jour le jour sur le marché monétaire à

4,18 %, ce qui n'a guère surpris étant donné la pression sur le franc. La Bourse de Paris était également affectée par le repli général des valeurs financières.

### Essilor, valeur du jour

L'ACTION Essilor International a gagné 4,4 %, à 783 francs, le mardi 13 février à la Bourse de Paris, et près de 10 % en deux séances, après l'annonce du rachat d'Oméga pour 1 milliard de francs. Cette société américaine est spécialisée dans la prescription des verres optiques et leur traitement de surface. Il est rare qu'une acquisition soit saluée avec un tel enthousiasme. Les investisseurs ont probablement apprécié que la société ne fasse pas appel au marché pour

financer un achat stratégique. L'endettement net d'Essilor va passer de 23 % à plus de 50 % de ses fonds propres.

### Essilor Intl. sur 1 mois



### Tokyo tutoie les 21 000 points

LA BOURSE DE TOKYO a enregistré une hausse de 0,77 %, mercredi 14 février, le Nikkei ayant gagné 159,36 points, à 20 943,59 points.

La veille à Wall Street, la grande Bourse de New York a battu de justesse un septième record d'affilée. Le Dow Jones a terminé en hausse de 1,08 point (0,02 %), à 601,23 points. Le statu quo a prévalu en matière de marché obligataire, où l'emprunt de référence à trente ans a terminé à un taux inchangé de 6,03 %. Apparemment, les investisseurs n'ont pas réagi aux statistiques de l'emploi Redbook sur les ventes dans la grande distribution. Elles ont progressé de 1,9 % dans la semaine, fléchissant le 10 février par rapport à janvier et de 7,1 % par rapport à 1995. Robert Rubin, le secrétaire

au Trésor, a repris à son compte le scénario développé par la plupart des économistes en annonçant qu'au second semestre la croissance serait à nouveau robuste avec une inflation modérée. Une minorité d'experts estime toutefois que le risque de récession n'est pas à exclure, en se basant notamment sur la baisse des heures travaillées en janvier.

### INDICES MONDIAUX

Cours au 14/02	Var. %
Paris CAC 40	+0,77
New York Dow Jones	+1,08
Tokyo Nikkei	+0,77
Francfort Dax 30	+0,48
London FT 100	+0,48
Madrid IBEX 35	+0,48
Amsterdam AEX	+0,48
Stuttgart DAX	+0,48
Osaka Nikkei	+0,77
Hong Kong Hang Seng	+0,77
Singapore Straits	+0,77

### NEW YORK

Cours au 14/02	Var. %
Alcoa	+0,77
American Express	+0,77
AT & T	+0,77
Boeing Co	+0,77
General Electric	+0,77
IBM	+0,77
Intel Corp	+0,77
Johnson & Johnson	+0,77
Merck & Co	+0,77
Microsoft	+0,77
Procter & Gamble	+0,77
Union Carbide	+0,77
Walt Disney	+0,77
Wendell	+0,77
Woodward	+0,77

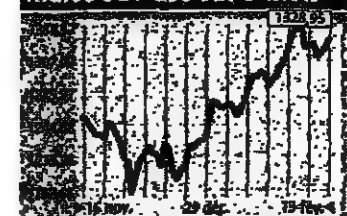
### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Cours au 14/02	Var. %
MAUSSES, 12h30	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
IMU	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77

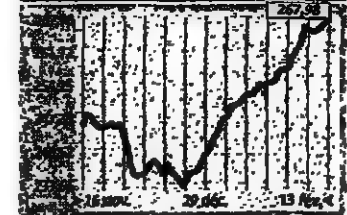
### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 14/02	Var. %
MAUSSES, 12h30	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
IMU	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77

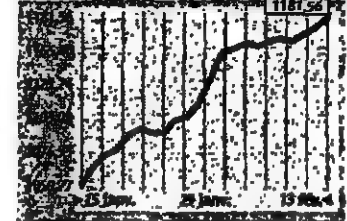
### Indice SBF 250 sur 3 mois



### Indice second marché sur 3 mois



### Indice MidCac sur 1 mois



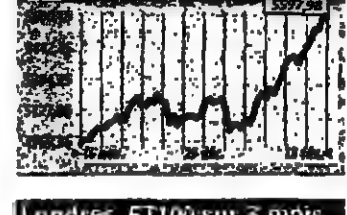
### VALEURS LES PLUS ACTIVES

Cours au 14/02	Var. %
SEANCE, 12h30	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
IMU	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 14/02	Var. %
MAUSSES, 12h30	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
IMU	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77
Gr. Zacher (L)	+0,77

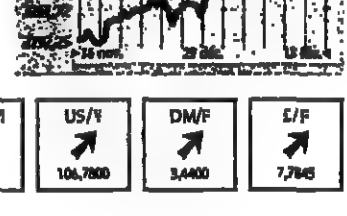
### New York, Dow Jones sur 3 mois



### London, FT100 sur 3 mois



### Francfort, Dax 30 sur 3 mois



## LES TAUX

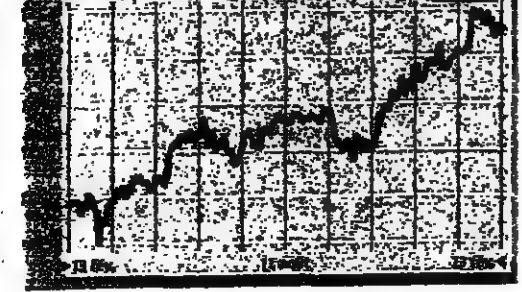
### Vet repli du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert à nette baisse mercredi 14 février. Aux alentours de 117,4, l'échéance mars du contrat perdait 30 centimes à 117,1. La veille, ce même contrat avait gagné 28 centimes à 122,04 profitant de la bonne tenue du marché obligataire américain, malgré les faibles espoirs d'une mise de taux allemands. Au comptant, le rendement de

POAT à dix ans s'était détendu à 6,47 % contre 6,50 %, et son écart avec le Bund s'était légèrement élargi à 0,44 % contre 0,43 % la veille.

Les marchés européens ont suivi l'obligataire américain qui a profité d'une baisse du cours de l'or, dont la récente remontée était due à des mouvements spéculatifs, a indiqué un économiste de la Banque internationale de placement.

### Notionnel 10 %, première échéance, 1 an



### IS TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302	1302

### ARCHÉ OBLIGATAIRE À PARIS

Taux	Taux	Indice
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302
UX 1302	1302	1302

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Ach. Vende	Ach. Vende
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302
1302	1302

### MATIF

Échéance 1302	volume	derrière	plus	plus	premier
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 1302	volume	derrière	plus	plus	premier
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302
1302	1302	1302	1302	1302	1302

## LES MONNAIES

### Accès de faiblesse du franc

LE DEUTSCHEMARK poursuivait sa progression, à 3,4452 francs, mercredi, au cours des premiers échanges entre banques. La veille, le franc avait déjà perdu du terrain, pénalisé, selon les commentateurs, par la poursuite des déclarations sur la monnaie unique et par les anticipations d'un maintien des taux allemands. Le franc ne subit toutefois pas d'attaques spéculatives. Mardi soir, la monnaie française s'échangeait à 3,4430 francs pour un mark,

contre 3,4390 francs la veille. Les analystes tablent généralement sur un maintien par le conseil central de la Bundesbank, jeudi, de ses taux directeurs, et cette perspective favorise le mark. Par ailleurs, le franc a subi des pressions après les déclarations du président de la Bundesbank, qui a laissé entendre qu'un éventuel « retard » pouvait intervenir dans la réalisation de la monnaie unique.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours 1302	% 1202	Ach. Vende
Allemagne (100 dm)	344	+0,77	344
Ecu	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300
Gr. Zacher (L)	6,300	+0,77	6,300

### PARITÉS DU DOLLAR

1402	1302	Var. %
FRANCOF : USD/DM	1,4750	+0,08
TOKYO : USD/Yen	106,700	+0,04

## L'OR

Cours 1302	Cours 1202
Or fin (L. barre)	65000
Or fin (en lingot)	66000
Once d'Or Londres	404,00
Pièce française (200)	300
Pièce suisse (200)	376
Pièce suisse (200)	376
Pièce 10 dollars us	2620
Pièce 10 dollars us	1450
Pièce 50 pesos mex.	2435

## LE PÉTROLE

Cours 1302	Cours 1202
Brent (Londres)	17,37
WTI (New York)	16,47
Crude Oil (New York)	16,91

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	1302	1202
Dow Jones comptant	295,40	294,06
Dow Jones à terme	351,65	351,70
CRB	244,66	244,56
MAI (Londres)	1034	1034
Cuivre comptant	2525	2535
Cuivre à 3 mois	2514	2530
Aluminium comptant	1610	1621
Aluminium à 3 mois	1638	1647,50
Plomb comptant	754,50	762
Plomb à 3 mois	757	761
Etain comptant	6221	6235
Etain à 3 mois	6270	6285
Zinc comptant	1024	1034
Zinc à 3 mois	1044,50	1054
Nickel comptant	8155	8250
Nickel à 3 mois	8265	8340
MÉTALUX (New-York)	5,67	5,67
Argent à terme	294,06	294,06
Platine à terme	139,50	139,50
Palladium	225	225
GRAINES, DENRÉES (Chicago)	5,04	5,04
Blé (Chicago)	3,65	3,65
Maïs (Chicago)	2,19	2,19
Grain, soja (Chicago)	2,19	2,19
Graines, DENRÉES (Londres)	5,04	5,04
P. de terre (Londres)	200	200
Orge (Londres)	107,50	107,50
SOFTS	1555,52	1555,52
Café (New-York)	1262	1262
Café (Londres)	6285	6285
Sucre blanc (Paris)	1555,52	1555,52
OLEAGINEUX, AGRUMES	0,83	0,83
Coton (New-York)	1,25	1,25
Jus d'orange (New-York)	1,25	1,25







# AUJOURD'HUI

SPORTS

**SKI ALPIN** Atle Skaardal a été le plus rapide, mardi 13 février, lors du super-G des championnats du monde de Sierra Nevada. Le Norvégien a devancé le Suédois Patrik

Jaerbyn et un autre Norvégien, Kjetil-Andre Aamodt, qui relève pourtant de blessure. **LES SKIEURS** norvégiens confirment ainsi leurs belles performances lors des grands ren-

dez-vous, et reviennent au premier plan après leur déconvenue des Jeux olympiques organisés chez eux, à Lillehammer. Aamodt fut vice-champion du monde de super-G en

1991 et double champion du monde du slalom et du slalom géant en 1993, à Morioka (Japon), quand Skaardal y décrocha une médaille d'argent en descente. **ESPOIR** de

médaille de l'équipe de France, Luc Alphand n'a terminé qu'à la neuvième place. Adrien Duval, Ian Piccard et David Prétot sont respectivement classés 28<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup>.

## Les Norvégiens restent fidèles au rendez-vous des championnats du monde

Sur la neige douce de Sierra Nevada, Atle Skaardal, vainqueur du super-G, confirme sa progression dans cette discipline, et Kjetil-Andre Aamodt, troisième, sauve sa saison après des ennuis physiques

**PRADOLLANO** de notre envoyé spécial Dans la cabane de départ, Atle Skaardal est énév. Tous ces gens qui lui disent que ce super-G est pour lui...

Pourquoi lui ? L'épreuve, tracée par Peter Anders, l'entraîneur des slalomeurs suédois, est tourna-

rythmée par quarante-quatre portes. C'est beaucoup pour un super-G. Bien sûr, Atle vient de gagner un super-G à Val d'Isère, mais sur une autre neige, sous un autre climat.

Il s'éroue, tendu, il ne voudrait pas décevoir. Il sait bien pourquoi tous les entraîneurs l'encouragent. Il est aux championnats du monde et, dans ce rendez-vous, les Norvégiens n'ont jamais déçu. Le chrono l'appelle. Il s'élance vers l'arrivée. Il se sent bien. La neige est encore plus douce que la veille. Jeux centimètres de neige sont ombrés dans la nuit et le brouillard lui a emprisonné la station avant le lever d'une demi-heure avant la course à réchauffer la piste.

Ceux qui ont choisi les premiers osards ont eu raison, ou bien d'une chance. Le Suédois Patrik Jaerbyn, parti avec le n° 1, est toujours n tête. Le compatriote de Skaardal, Kjetil-Andre Aamodt, parti avec le n° 4, fait un surprenant exdème. Pour Atle, qui porte le n° 12, la neige colle un peu plus. Il ne se sent pas de se tirer l'affaire. Ses courbes sont parfaites, la ligne de son corps en totale harmonie avec la trajectoire inueuse de ce drôle de super-G. L'énervé du départ ne commet pas une seule faute : « Nous autres, scandinaves, nous aimons la neige

de printemps, dit-il. Chez nous, elle nous annonce le dégel. »

L'Espagne en fait donc un champion du monde et la troisième place d'Aamodt rappelle la Norvège au bon souvenir des coureurs. Depuis les Jeux olympiques de Lillehammer, les Norvégiens avaient peu ou prou disparu de la tête des classements. Depuis le début des années 90, on n'avait vu que le bleu de leurs combinaisons. Ils préparent « leurs » Jeux avec acharnement. Leur sponsor, un puissant armateur local, avait tout promis et tout offert jusqu'en février 1994.

L'équipe était composée de déjà vétérans et de novices. On les appelle les Vikings. Ce sobriquet leur allait bien, en dépit de leurs larges sourires et de leurs yeux rieurs. Le plus jeune s'appelle Kjetil-Andre Aamodt. Il avait commencé le ski sur un tas de neige de son jardin et son père était plus ambi-

lieux que lui. Il avait dix-neuf ans lorsqu'il devint vice-champion du monde du super-G en 1991, à Saalbach. Un an plus tard, à Albertville, il était champion olympique de la spécialité et médaillé de bronze en géant. Finn-Christen Jagge devenait champion olympique de slalom. Aamodt continua. En 1993, à Morioka, il s'adjugeait deux médailles d'or, en slalom et en slalom géant, ainsi que l'argent en combiné, confirmant son talent de skieur polyvalent.

**CAMOUFLET**

Le plus vieux s'appelle Atle Skaardal. Présent aux championnats du monde depuis 1985, il écoute les entraîneurs, regarde les jeunes, oublie l'âge de ses arrières et fut deuxième de la descente à Morioka. Au Japon, les Norvégiens furent partout, puisque Lasse Kjus monta sur la plus haute

marque du podium en combiné. Vient les Jeux olympiques de leurs rêves. À Lillehammer, forts de leurs prouesses, tous les Norvégiens brûlent d'envie de ces podiums. Ils en sont déjà fiers. Ils achèvent les deux semaines profondément déçus. Aamodt a obtenu trois médailles, mais a perdu son titre de champion olympique du super-G pour glaner le bronze. Il est deuxième en descente et en combiné, dernière, pour cette dernière épreuve, son compatriote Lasse Kjus.

Ce résultat, qui aurait pu échanter n'importe quelle équipe nationale, est un camouflet. La nation tourne le dos à l'alpin, tout entière dévouée à deux héros couverts d'or : Johan-Of Koss, le patineur de vitesse aux cinq médailles, et Björn Daehlie, qui, en ski de fond, a rendu fous des dizaines de milliers de spectateurs massés le long des pistes de ses ex-

ploits. L'équipe norvégienne de ski alpin perd son sponsor.

Le confort plus précaire lors des compétitions et des entraînements est parfois difficile à admettre. Aamodt, Kjus et Skaardal sont essouffés. Ils vont passer la plupart du temps à se perdre dans leurs doutes et leur tristesse. Lasse Kjus, le plus optimiste, sauve son honneur dans les descentes. Il sera le seul à s'illustrer, faisant figure, dès l'hiver 1995, de plus redoutable adversaire pour Luc Alphand avant de se blesser légèrement dans la descente de Kitzbühel, en janvier. Pendant ce temps, Skaardal s'est consolé de sa déconvenue olympique en cherchant un nouveau style.

**ANCIENNE COQUELUCHE**

Aamodt, l'ancienne coqueluche, a le plus mal supporté cette vague creuse. Après les Jeux et malgré une douleur au genou, il se lance à

la recherche du grand skieur qu'il a été. Malgré l'avis des médecins, il repousse la nécessaire opération. Au printemps 1995, il monte enfin sur le billard. Blessé à Vall, au début de la saison 1995-1996, il retourne à l'hôpital pour soigner le même genou. Revenu à Kranjska Gora en Slovénie, à la veille de Noël, Kjetil-Andre Aamodt pensait cette saison encore gachée.

Et puis il y a eu les championnats du monde, cette neige douce propice aux glisseurs, ce super-G tournant. Partit avant Atle Skaardal, Aamodt n'a pas eu peur. Personne ne l'attendait vraiment en bas, si ce n'est un entraîneur avec un talkie-walkie pour qu'il donne ses impressions et ses conseils au favori, Skaardal. En une conversation, une course et deux médailles, les deux hommes ont prouvé que la Norvège existait toujours.

Bénédict Mathieu

## Atle Skaardal reste descendeur dans son cœur

« QUE FAITES-VOUS quand vous ne courez pas ? », demanda un jour un journaliste norvégien à Atle Skaardal. « Je dors », répondit le skieur. Sa réputation était faite. D'un garçon calme, on fera un indolent. Face aux joies juvéniles de Kjetil-Andre Aamodt ou aux sorties tonitruantes de Lasse Kjus, il était timide, un trait de caractère qu'on dit répandu chez les Scandinaves. Quand il annonça qu'il allait nager pendant des kilomètres dans la mer et faire du ski nautique, ses camarades le considéraient intouché.

L'homme est aussi un fondeur de moto. Il surprend son monde, en 1990, lorsqu'il gagne la descente en deux manches de Kitzbühel. Il annonce que la descente sera bien sa spécialité. Son goût pour elle réside, bien sûr, dans cette ivresse de la vitesse. Deux ans plus tard, à Garmisch-Partenkirchen, il se blesse dans une chute au cours de l'entraînement de la descente et, le genou hors service, rejoint Luc Alphand dans une chambre

d'hôpital allemande. Remis sur pied, il devient vice-champion du monde de descente sur la petite tour douce de Morioka. Il passe complètement à côté des Jeux olympiques de Lillehammer. Il en ressent encore une profonde déception : « Nous n'avons pas été à la hauteur des espérances de notre peuple, dit-il, et moi, je ne suis même pas monté sur un podium. Ce fut douloureux. Nous avions tant travaillé. »

**ANNIVERSAIRE**

En descente, il se fait moins mordant. La place est de plus en plus convoitée. Il se tourne vers le super-G, bon compromis entre ses qualités étonnantes de descendeur et cet équilibre, cette façon d'aimer les courbes. La spécialité lui réussit. Fort de résultats constants et d'une victoire à Val d'Isère, il est arrivé en Sierra Nevada en favori. Champion du monde à bientôt trente ans, il s'est lui-même étonné. Il pousse les boucles

blondes qui cachent ses yeux : « À la fin des Jeux olympiques, j'ai envisagé la deuxième partie de ma vie. J'ai juste pensé que ce serait dommage de ne pas continuer un peu et profiter de mon expérience pour élargir mon champ de courses. Les skieurs, aujourd'hui, vieillissent mieux. Moi, j'ai eu la chance de ne pas avoir été trop blessé dans ma carrière. J'ai voulu continuer de tenter cette chance. J'ai gagné. » Cela le venge pourtant de faire ce résultat en super-G plutôt qu'en descente. « Ces progrès, j'aurais aimé les faire en vitesse. »

Évidemment, maintenant il y a la descente des championnats du monde. Il en sourit. Non, il n'est pas favori, même sur cette neige. Atle Skaardal voudrait qu'on le laisse en paix. Mais il ne sera pas tranquille. Samedi 17 février, jour de la descente, il fêtera son trentième anniversaire. En guise de cadeau, tout le monde voudrait gagner pour lui.

B. M.

## Luc Alphand attend

Luc Alphand aurait bien aimé engranger un peu plus de confiance, avant la descente de samedi 17 février, dont il est l'un des favoris. Tout le monde l'attendait, parce qu'il venait de terminer deuxième du super-G de Garmisch-Partenkirchen. « On m'a mis trop vite dans ce super-G de Sierra Nevada, dit-il. Neuvième, c'est une contre-performance relative. Je n'ai fait que deux podiums dans cette discipline. Choisir le dossard est un véritable casse-tête. J'ai pris le n° 15 en fonction des résultats du super-G féminin, mais, ici, la neige change d'heure en heure. Pour la descente ? Je reste comme je suis. Je n'ai pas à douter de mon ski. »

## Coupe de la Ligue : Metz et Lyon en finale

**METZ ET LYON** disputeront la finale de la deuxième Coupe de la Ligue de football le 6 avril. Les Lorrains, contraints au repos forcé depuis début février en raison du mauvais temps, se sont imposés, mardi 13 février, à Guingamp (2-1) grâce à deux buts inscrits par Robert Pirès et Cyrille Pouget. Xavier Gravelaine avait égalisé pour le club breton en première période. L'Olympique lyonnais, sur son terrain, l'a emporté face à Cannes sur un but de Ludovic Guily.

Le vainqueur de la Coupe de la Ligue participera la saison prochaine à la Coupe de l'UEFA. Si Metz, grâce à son bon parcours en championnat, peut encore espérer parvenir par un autre biais à une compétition européenne, Lyon sait que c'est là sa dernière chance de figurer sur la scène internationale la saison prochaine. Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football (LNF) décidera, vendredi 16 février, si la finale est maintenue à Caen ou jouée sur un autre terrain.

**BASKET-BALL** : Bourges s'est qualifié pour la finale à quatre de la Coupe d'Europe des clubs champions dames, qui aura lieu les 19 et 21 mars à Sofia. L'équipe, vainqueur de la Coupe Ronchetti la saison dernière, s'est imposée, mardi 13 février, en Espagne, à Valence (72-62), en match retour comptant pour les quarts de finale. (AFP)

**ÉCHECS** : l'ordinateur géant Deep Blue et le champion du monde Garry Kasparov ont conclu, mardi 13 février, une nulle en 39 coups dans la troisième des six parties du match qui les oppose à Philadelphie (Le Monde du 14 février).

## Jennifer Capriati diffère son retour au tennis

La jeune Américaine a dû renoncer au Tournoi de Paris



JENNIFER CAPRIATI

LA NOUVELLE est tombée mardi 13 février vers 19 h 30 : victime d'une elongation au côté droit le matin même à l'entraînement, Jennifer Capriati déclarait forfait. Juste avant son match de grande rentrée au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris. De quoi agacer souverainement la soixantaine de journalistes accourus de l'Europe entière. En l'absence de Steffi Graf, tenante du titre, et après le décevant Open d'Australie de Mary Pierce, les velléités de retour de Capriati après quatorze mois d'absence tombaient à point pour redorer le blason de l'Open Gaz de France.

Capriati, ex-bébé champion américain qui fêtera ses vingt ans en mars, devra attendre pour renouer avec le circuit professionnel. Paradoxe, le mentionné dans ses mains doutes de gamine aux courts ongles peints, elle s'en est expliquée sans contrainte.

Nathalie Tauziat ou Anke Huber, avec qui elle s'est entraînée, s'extasiaient sur sa frappe de balle intacte. Mais l'entraîneur de Magdalena Maheva (sa partenaire mardi matin) émettait des doutes sur le sérieux du pari tenté par l'Américaine. Les yeux vides d'émotion et le fatalisme mou des réponses de Jennifer contredisaient sa prétendue hâte de rejouer : « J'ai dû trop forcer, et je me suis blessée, c'est dommage d'avoir fait tout ce chemin et de ne pas pouvoir jouer, mais je ne voudrais pas que ça empire. Je ne sais pas quand je reprendrai, ça dépendra comment je me sens. C'est bon d'être à nouveau dans cette atmosphère avec des gens qui m'accueillent bien. Il y a bien longtemps que je n'avais voyagé. »

Jennifer Capriati a suscité les plus grands espoirs. On croyait tenir avec elle une graine de n° 1 mondial. Elle a été n° 6, a trébuché sur les derniers obstacles : en demi-finale des Internationaux de France, son premier tournoi du Grand Chelem en 1990,

en demi-finale de Wimbledon, malgré une victoire sur Martina Navratilova, et en demi-finale de l'US Open en 1991.

Aux J.O. de Barcelone enfin, drapée dans l'étendard des États-Unis sur la plus haute marche du podium, elle semblait prête à prendre son envol de star. Puis l'enfance et l'adolescence qu'on lui a volées l'ont rattrapée.

**ADOLESCENTE REBELLE**

Convaincue par sa défaite au premier tour de l'US Open 1993 de lâcher la raquette pour retourner au lycée, Jennifer rêvait de redevenir une jeune fille comme les autres. Il était déjà trop tard. Le vol d'une bague de pacotille, puis son arrestation pour consommation et possession de marijuana au printemps 1994, ont largement défrayé les chroniques du monde entier. Ses sponsors ont dénoncé leurs contrats. Jenny a déchanté. Sa photo prise par les services de police et diffusée par la presse en a fait un personnage patibulaire bien différent de la petite fille à qui Chris Evert offrait des bijoux fétiches à ses débuts.

L'adolescente rebelle a effectué deux séjours dans des établissements de désintoxication avant de

contenir son désarroi à un magazine américain : des journées passées, depuis la défaite de New York, dans le noir de sa chambre à se trouver « moche et grasse », à avoir « horreur » et à « se détester ».

Puis Jenny a fait la navette entre la Floride et la Californie, résidences respectives de son père et de sa mère. Les instigateurs de sa brillante carrière, désormais séparés, répondaient en guise d'excuse à qui se souciait de voir leur fille sacrifier sa vie de gosse au tennis : « Mais elle adore jouer. » Comme si elle avait elle-même pris la décision de passer treize ans. Comme si elle avait, seule, négocié les contrats millionnaires signés avant même d'avoir joué un seul match.

« Le tennis est encore en moi », a mécaniquement articulé Jennifer à Paris. Bien sûr, puisque son père lui en a instillé le goût à l'âge de trois ans. « J'ai fait tout ce que j'avais envie de faire entre-temps et ma pause a peut-être été un peu trop longue. » Sans doute. Qui voudrait vivre ce qu'elle a enduré à la sortie du double cocoon du tennis professionnel et quel avenir pourrait d'ailleurs être le sien dans le monde « normal » ?

Elle reviendra donc, c'est promis. Mais pas cette fois. « Je n'ai jamais dit que je ne rejouerais pas, a-t-elle rappelé, et je suis encore jeune. » A la voir sur les courts depuis tant d'années, on avait fini par l'oublier. Puis, comme pour se convaincre, elle a interrogé à son tour : « Dans la vie, on ne peut faire que ce qui nous rend heureux, n'est-ce pas ? Le circuit me manque, le jeu et les sensations aussi. » Dans un coin de la salle de presse, son père, Stefano, tiré à quatre épingles, souriait aux anges. Qu'importe ce nouveau contretemps si sa championne est vraiment décidée à remonter.

Patricia Jolly

## RÉSULTATS

**BASKET**  
COUPE D'EUROPE DES CLUBS

Demi-finales (retour)  
Salonique (Gr.)-Kakania (Lit.) 104-59  
Vitoria (Esp.)-Moscou (Rus.) 104-93  
Salonique et Vitoria qualifiées pour la finale

**COUPE FÉMININE DES CHAMPIONS**

Quarts de finale (retour)  
Valence (Esp.)-Bourges (Fra.) 62-72  
Ruzomberok (Slo.)-Aténas (Gr.) 64-62  
Côme (Ita.)-Istanbul (Tur.) 85-81  
Wuppertal (All.)-Kiel (Ukr.) 80-58  
Bourges, Côme et Wuppertal sont qualifiées pour la finale à quatre les 19 et 21 mars, à Sofia. Un match d'appui départagera Athènes et Ruzomberok, jeudi 15 février.

**CHAMPIONNAT DE FRANCE (Pro A)**  
Vingt et unième journée, match en retard  
Besançon - Paris-SG-Racing 78-83

**FOOTBALL**

COUPE DE LA LIGUE  
Demi-finales  
Guingamp-Metz 1-2  
Lyon-Cannes 1-0  
La finale Metz-Lyon aura lieu le 6 avril

**SKI ALPIN**

**CHAMPIONNATS DU MONDE**  
À PRADOLLANO (ESPAGNE)  
Super-G hommes  
1. A. Skaardal (Nor.), 1 min 21 s 80 ; 2. P. Jaerbyn (Sue.), à 0 s 29 ; 3. K.-A. Aamodt (Nor.), à 0 s 31 ; 4. J. Leskinen (Fin.), à 0 s 57 ; 5. P. Wirth (Aut.), à 0 s 68 ; 6. L. Kjus (Nor.), à 0 s 77 ; 7. G. Mader (Aut.), à 0 s 79 ; 8. A. Torti (Ita.), à 0 s 90 ; 9. L. Alphand (Fra.) et H. Knauss (Aut.), à 0 s 93.

Le Monde

**DOSSIERS**

**Jittéraires**

**RIMBAUD**

**Légende et poésie**

"L'œuvre de Rimbaud reste admirable, stupéfiante. Son verbe seul recèle une puissance et sa beauté. Au-delà du mythe, loin des statues qu'on s'acharne encore à ériger, c'est ce verbe qui fascine toujours."

Patrick Kéchichian

**ARAGON**

**Sous les masques**

"Aragon écrit et ment comme il respire. Ce qui compte, c'est la parole qui fuse, ses silences, ses gambades de pur-sang au pré."

B. Poirot-Delpech

JANVIER 1996 - 13 F

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



سكزا من الإهمل

# Très prisée des aquariophiles pour ses couleurs, la tortue de Floride envahit le territoire français

Le reptile américain menace désormais les zones d'occupation des espèces indigènes

Trois tortues fréquentaient traditionnellement l'espace français. Depuis plusieurs années, une quatrième, venue d'Amérique, a envahi les

aquariums. Mais sa croissance rapide conduit bien souvent les particuliers à rejeter dans la nature ce chélonien particulièrement résistant et

vorace. Une faculté d'adaptation au milieu naturel qui lui permet d'entrer désormais en concurrence avec les tortues indigènes.

A L'ÉTAT NATUREL, il n'existe en France que trois espèces de tortue. L'une, terrestre, est aujourd'hui cantonnée dans le département du Var, où elle arpente forêts et garrigues. C'est la tortue d'Hermann (*Testudo hermanni hermanni*), dont la petite colonie résiduelle est régulièrement décimée par les incendies de forêt. Les deux autres sont aquatiques. L'émyde lépreuse (*Mauremys leprosa*) ne hante plus que quelques rares plans d'eau du pays basque, des départements des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault. La cistude (*Emys orbicularis*) enfin, seule tortue encore bien représentée en France, se rencontre dans les rivières, étangs et marais de la moitié méridionale du pays, avec une concentration particulièrement forte dans les marais de la Brenne, à l'ouest de la Sologne.

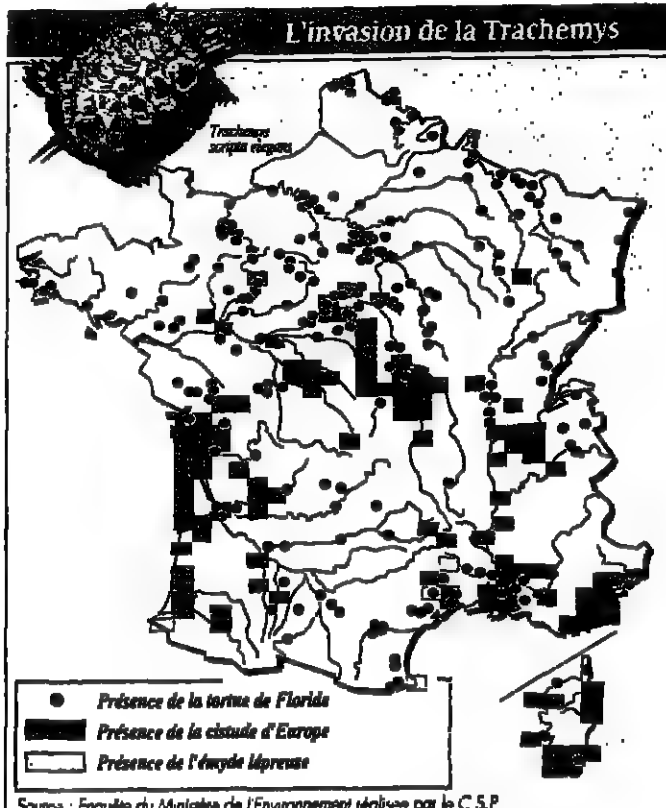
Mais la cistude nationale connaît maintenant une redoutable rivale : *Trachemys scripta elegans*, une tortue aquatique américaine couramment appelée « tortue de Floride », bien que son aire de répartition en Amérique s'étende du Mexique au lac Michigan. Cet animal, dont les pattes et le cou s'ornent de gracieux filets d'or et dont l'œil est souligné par une éclatante bande rouge, fait le bonheur des vendeurs d'aquariums. Très robuste lorsqu'elle a dépassé le premier âge, elle manifeste une vitalité qui n'a d'égalée que ses belles couleurs, dissimulées sous une carapace plate et noire.

## VORACITÉ IMBÉRISE

Pas plus grande qu'une pièce de cinq francs à l'achat, la jeune *Trachemys* est tellement vorace que sa taille atteint vite des proportions incompatibles avec la vie en aquarium d'appartement. Lorsqu'elle dépasse quinze ou vingt centimètres, son propriétaire préfère souvent s'en débarrasser dans la nature, imaginant sans doute qu'elle émigrera vers des contrées plus clémentes ou périra au premier hiver.

C'est mal connaître ce redoutable carnassier, qui supporte aussi bien la grande chaleur que des froids sévères, et dont l'appétit dévorant se repaît de vers, mollusques, insectes, écrevisses, tritons, têtards et grenouilles. La *Trachemys* adulte ne dédaigne pas non plus les végétaux aquatiques. Lorsqu'elle a épuisé les ressources d'une mare, elle n'hésite pas à émigrer vers un autre trou d'eau, où la gent animale et végétale va payer un lourd tribut au bec insatiable de la belle américaine.

Cette capacité de résistance aux intempéries et cette voracité impérieuse font que la tortue de Floride se rencontre pratiquement partout en France, de Dunkerque à Perpignan et de Quimper à Strasbourg. Il arrive que, en pleine canicule, un automobiliste croise la bestiole en train de traverser le bitume brillant pour explorer un nouveau territoire de chasse. Car cette tortue



La cistude, aquatique, est la seule tortue encore bien représentée en France. Les deux autres espèces de l'hexagone sont très localisées et ne constituent que de petites colonies.

ditte aquatique supporte très bien la terre ferme et même les petites traversées de désert pourvu que, au bout du voyage, il y ait un trou d'eau garni.

L'invasion de la tortue américaine a mis en émoi la communauté scientifique, qui craint pour la survie des espèces indigènes. La leçon de l'écrevisse américaine (*Orconectes limosus*), évincant l'écrevisse locale (*Astacus astacus*), a porté ses fruits. Au ministère de l'Environnement, la direction de la nature et des paysages a demandé au Conseil supérieur de la pêche (CSP) de mener une enquête de terrain pour évaluer l'étendue des dégâts.

L'étude, menée par les gardes du CSP en 1994 et 1995, a débouché sur un inventaire géographique détaillé, que le Muséum d'histoire

naturelle a mis en carte. Il apparaît que la tortue américaine s'est glissée à peu près partout en France, y compris en Corse, à l'exception des massifs montagneux, du nord de la Bretagne et du littoral aquitain.

## COHABITATION

Il est trop tôt pour affirmer que l'américaine va éliminer la française, car de nombreux cas de cohabitation sont signalés. Mais il convient de rester vigilant, car le marché de l'aquariophilie a débouché sur des arrivages toujours renouvelés, qui se font aux dépens de la cistude. Le seul remède est d'inviter les propriétaires d'aquarium à ne pas rejeter la tortue de Floride dans le milieu naturel.

Plusieurs zoos ont accepté de recueillir les animaux en surnombre.

## Un élevage dans le Var pour une espèce menacée

La tortue d'Hermann, appelée aussi tortue des Maures, est considérée comme un animal religieux, apparue il y a quelque 350 millions d'années. C'est donc le plus vieux animal de France, et aussi l'un des plus menacés, car il n'en subsiste que quelques milliers dans la plaine et le massif des Maures (Var). Au siècle dernier, on en signalait encore à Port-Cros et dans le delta du Rhône.

Avec une densité de deux individus à l'hectare, la tortue d'Hermann était considérée comme au bord de l'extinction. Un chercheur de l'université de Montpellier, Marc Cheylan, a tiré le signal d'alarme, et deux herpétologues anglais de l'université du Kent, David Stubbs et Ian Swingland, l'ont aidé à créer, en 1985, la Station d'observation et de protection de la tortue des Maures (Soprom, La Tuilière des Anges, 63 340 Les Mayoux).

En 1988, avec l'aide du WWF (Fonds mondial pour la nature), une véritable ferme d'élevage a été installée dans le village de Gontaron, avec écloserie et nursery.

Le parc floral de Nice a même aménagé, en 1994, un site d'accueil pour tortues abandonnées. A l'initiative de plusieurs associations et de la société herpétologique de France, un centre de renseignements par Minitel est disponible (3615 tortue Floride) pour indiquer le centre d'accueil le plus proche du domicile.

On peut aussi espérer sauver les tortues indigènes, sans pour autant éliminer l'étrangère. Car, même si on le voulait, on ne pourrait plus aujourd'hui anéantir jusqu'au dernier spécimen la tortue de Floride. Elle est si bien installée dans l'Hexagone qu'on peut la considérer aujourd'hui comme faisant partie intégrante du paysage naturel.

Roger Cars

# Des crânes fossiles bousculent la théorie de la tectonique des plaques

Des dicynodontes ont été découverts au Laos

IL SUFFIT parfois d'un grain de sable pour gripper la théorie la plus solide, la plus argumentée. Il ne s'agit ici que de quelques crânes fossiles, découverts par une équipe de paléontologues dans le nord du Laos. Des crânes qui appartiennent à des reptiles datant de la fin de l'ère primaire, et qui pourraient conduire à rectifier tout un pan de la théorie actuellement en vigueur sur l'histoire passée de la Terre.

A la fin de l'ère primaire, il y a environ 250 millions d'années, nos cinq continents étaient unis en un immense bloc, la Pangée. Au Nord, la Laurasie allait donner naissance à l'Amérique du Nord, à l'Europe et à l'Asie (à l'exclusion de l'Inde) ; au Sud, la Gondwana formerait l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Inde, l'Australie et l'Antarctique. Mais, à l'époque, quelques blocs de terre faisaient bande à part.

Ainsi, le fragment continental sur lequel se situe l'actuel Laos « naviguait » encore du Gondwana à la Laurasie, et formait une grande île dans l'océan aujourd'hui disparu de la Téthys. Tel est du moins ce qu'affirme la science depuis l'avènement, dans les années 60, de la tectonique des plaques, qui est à la géologie ce que fut à la physique la théorie atomiste : une nouvelle façon de voir le monde.

La tectonique des plaques est une théorie militaire, qui vise à retracer les mouvements passés des plaques lithosphériques (l'écorce rigide de la terre). Elle s'appuie sur de nombreuses observations, la plus récente étant celle de l'orientation du champ magnétique terrestre des roches, ou paléomagnétique. Grâce à ces données, on peut désormais expliquer la migration des continents, le renouvellement des fonds océaniques, la localisation des ceintures volcaniques ou des régions sismiques. Mais l'histoire de notre globe, dont la surface a commencé de se solidifier il y a 4 milliards d'années, ne se laisse pas si aisément déchiffrer. Tectonique ou pas, elle garde encore ses zones d'ombre.

A la fin de l'ère primaire, à l'époque dite du permien supérieur, la vie s'épanouissait sur la planète Terre. Les mers étaient peuplées de céphalopodes, de crinoides, de poissons archaïques. Depuis 150 millions d'années, végétaux et animaux s'élevaient également risqués à quitter l'océan. Fongères, conifères, insectes et araignées foisonnaient sur la terre ferme. Les reptiles y pullulaient.

Et, déjà, certains d'entre eux se distinguaient par leurs ressemblances anatomiques avec les futurs mammifères - d'où leur nom de « reptiles mammaliens ». C'est à ce groupe qu'appartenaient les espèces du genre *Dicynodon* que Bernard Battail, paléontologue au Muséum d'histoire naturelle de Paris, est allé récemment exhumer dans la région de Louang-Prabang au Laos, dans le cadre d'une mission de fouilles franco-laotienne.

Ces dicynodontes, qui ont-ils donc de particulier ? Précisément, rien. D'après la forme de leur

crâne, l'anatomie de leur fosse temporale, le dessin de leurs deux canines, les spécimens découverts au nord du Laos ressemblent en tout point à ceux qui, à cette même époque, peuplent l'ensemble de la Pangée. Et c'est là que quelque chose ne « colle » pas avec le scénario établi par la tectonique des plaques.

En effet, comment les dicynodontes, animaux exclusivement terrestres, ont-ils pu exister à la fois sur le continent et sur cette île, que l'on estime située à plusieurs centaines de kilomètres des côtes ? « Que ces espèces soient trouvées sur l'ensemble de la Pangée n'a rien d'étonnant », précise Bernard Battail. Elles sont apparues quelque part sur le continent, et leurs descendants ont ensuite migré sur l'ensemble du globe. Mais qu'elles aient migré sur une île, c'est « inimaginable ! ». Tout comme est inimaginable l'apparition simultanée de ces reptiles en divers lieux de la planète, hypothèse allant totalement à l'encontre des théories évolutionnistes actuelles.

## Les révisions que risquent d'imposer ces petits reptiles ne devraient pas surprendre outre mesure les géologues, premiers conscients de l'inévitable marge d'erreur de leurs estimations

Une langue de terre aurait-elle donc relié, dès l'ère primaire, la péninsule du Sud-Est asiatique au continent pangéen ? Les données paléomagnétiques, d'autant plus difficiles à déchiffrer qu'elles illustrent des temps plus reculés, auraient-elles induit les scientifiques en erreur ? Il est encore trop tôt pour en savoir davantage.

« La paléontologie permet de tester les modèles, pas de les rejeter », rappelle malicieusement M. Battail. Les révisions auxquelles risquent de les contraindre ces petits reptiles ne devraient d'ailleurs pas surprendre outre mesure les géologues, premiers conscients de l'inévitable marge d'erreur de leurs estimations. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, n'écrit-il pas, il y a quelques années, que « les pages du livre dans lequel l'histoire de la Terre a été enregistrée ont été découpées, recollées, déchirées, rassemblées n'importe comment » ? On comprend alors que la lecture en soit ardue.

Catherine Vincent

## FUTURS INGÉNIEURS

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « meilleurs ». La FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous accordant une bourse et/ou un parrainage. Elle sélectionne des candidats qui ont un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes espoirs pour l'industrie française. Les lettres de candidature doivent être envoyées avant le : 31 mars 1996, à l'adresse suivante :

FONDATION  
**GEORGES BESSE**  
BP 25 - 92222 BAGNEUX CEDEX

Sauf exception, cette aide ne s'adresse ni aux créateurs d'entreprise, ni aux chercheurs.

## Un générateur de puissance électrique dans l'atmosphère de Jupiter

TRÈS LOIN de nous, à des centaines de millions de kilomètres de la Terre, ont lieu les noces orange de la planète géante Jupiter avec Io, son volcanique satellite. Les deux corps célestes sont en effet « reliés » entre eux par un courant électrique d'une très grande intensité, évaluée à un million d'ampères, formant une boucle fermée. Ce courant est généré par le mouvement d'Io et de son ionosphère à l'intérieur du champ magnétique en rotation de Jupiter.

Suggérée il y a bon nombre d'années par l'analyse au sol des émissions radioélectriques de Jupiter et par les données recueillies lors des missions des sondes spatiales Voyager, en 1979, l'existence de ce circuit avait déjà été confirmée une première fois, il y a deux ans, par des scientifiques américains observant dans l'infrarouge les effets de chauffage de ce courant lorsqu'il arrive dans l'atmosphère de Jupiter.

## LA SIGNATURE DE L'ULTRAVIOLET

Tout récemment, trois chercheurs français, René Prangé de l'Institut d'astrophysique spatiale du CNRS à Orsay (Essonne), Philippe Zarka, de l'Observatoire de Paris, et Daniel Repp, actuellement à l'université du Michigan (Etats-Unis), en collaboration avec des chercheurs britanniques et allemands, ont apporté de nouvelles preuves de ce phénomène cosmique en photographiant la lumière ultraviolette que le courant émet en arrivant dans l'ionosphère de Jupiter. Ces clichés ont été pris au moyen de la caméra à « objets faibles » (Faint Object Camera) du télescope spatial Hubble.

Les résultats de ces travaux viennent d'être publiés dans la revue *Nature* (édition du 25 janvier). Le courant électrique se propage d'Io à Jupiter, vers ses hémisphères Nord et Sud, en suivant les lignes de force du puissant champ magnétique jovien. Cela a pour effet d'accélérer les électrons, qui vont émettre des ondes radio tout au long de leur trajet. En pénétrant dans les couches denses de l'atmosphère de Jupiter, ils entrent en collision avec les atomes d'hydrogène qui y sont présents, et provoquent l'émission d'ondes électromagnétiques dans le visible et dans l'ultraviolet. C'est la « signature » de ce flux ultraviolet de particules énergétiques arrivant sur Jupiter à une latitude de 65 degrés sud qui a été photographiée et cartographiée. A partir de l'image de grande qualité obtenue par

Hubble, les astronomes ont pu estimer quelle fraction de l'énergie incidente avait été transformée en énergie lumineuse. Et là, surprise : il est apparu qu'une grande partie de la puissance électrique était dissipée lors de la première interaction avec l'atmosphère jovienne. Ce torrent d'énergie, évalué à plusieurs centaines de milliers de mégawatts, arrive et disparaît sur une très petite surface, comme le laisse supposer l'analyse de la tache ultraviolette, qui occuperait une superficie un peu plus petite que celle de la France (300 km x 1 000 km).

Petit à petit se lève donc le voile sur un phénomène exceptionnel, dû, pour l'essentiel à un ensemble de circonstances physiques et astronomiques particulières. La planète Jupiter est une énorme masse gazeuse, dix fois plus volumineuse que la Terre, qui effectue une rotation sur elle-même en dix heures, entraînant dans sa vitesse une immense magnétosphère, qui s'étend sur une distance de 60 à 100 fois le rayon (71 000 km) de la planète géante. Io, un de ses quatre gros satellites, baigne dans cette magnétosphère. Du fait de sa proximité avec Jupiter, il subit des effets de marée qui provoquent sur ce satellite une activité volcanique intense qui donne lieu à l'émission, chaque seconde, de plus d'une tonne de gaz et de poussières, essentiellement des composés soufrés tels que le dioxyde de soufre.

Ces matières sont alors ionisées par la magnétosphère de Jupiter et forment un plasma. Une partie alimente l'ionosphère d'Io, qui tourne avec la planète. Son mouvement dans le champ magnétique de Jupiter génère le courant électrique entre elle et Io. L'autre partie subit un sort différent. Entraîné par le mouvement de rotation du champ magnétique de Jupiter, ce plasma finit par former une sorte de « bouclier », un tore, autour de la planète géante.

Ce phénomène électrique particulier est à porter à la longue histoire d'une planète qui s'est déjà révélée riche en surprises. Même s'il faut encore bien d'autres observations pour comprendre parfaitement l'origine et le fonctionnement de ce courant, les astrophysiciens considèrent d'ores et déjà que « l'ensemble Io, Jupiter et sa magnétosphère fonctionnent comme un énorme générateur de puissance électrique ».

Christiane Galus

## La science en débat

Conférence autour de l'exposition « Espace »  
jeudi 22 février 1996 à 17h

L'observation de la terre  
depuis l'espace au service  
de l'environnement

Alain Ratier et Michèle Chevrel, Centre national  
d'études spatiales, Paris.

Animation : Denis Sergent, magazine *Eurêka*.

accès libre

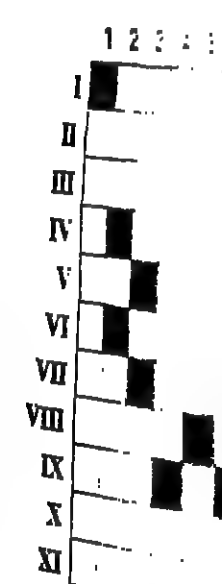
cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin-Liariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

Paléontologie

Indice de pollution

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME 1



## HORIZONTALEMENT

1. Trouve l'origine

## ABONNEMENTS

Abonnement à l'année

Abonnement à 6 mois

Abonnement à 3 mois

Abonnement à 1 mois

Abonnement à 1 semaine

Abonnement à 1 jour

Abonnement à 1 heure

Abonnement à 1 minute

Abonnement à 1 seconde

Abonnement à 1 milliseconde

Abonnement à 1 microseconde

Abonnement à 1 nanoseconde

Abonnement à 1 picoseconde

Abonnement à 1 femtoseconde

Abonnement à 1 attoseconde

Abonnement à 1 zeptoseconde

Abonnement à 1 yoctoseconde







هكذا من الإلهام

# L'art vu du lit

Un hôtel ancien d'Amsterdam propose à sa clientèle des chambres décorées par des artistes grâce au concours de sponsors

**LA HAYE**  
de notre correspondant  
Son nom n'est pas franchement romantique : chambre Durex. Pourtant, la chambre 502 de l'hôtel Winston invite plus à la rêverie et à l'érotisme qu'à un rapide acte sexuel tarifé dans la tradition de ce quartier d'Amsterdam célèbre pour ses femmes déshabillées en vitrine. Qu'on ne s'y trompe pas : malgré sa proximité des rues chaudes de la capitale, l'hôtel est destiné aux touristes et non aux amours de passage.

Construit au début du siècle, abritant longtemps un bar, lieu de rendez-vous d'artistes, de courtiers de la Bourse toute proche et d'oiseaux de nuit de tout plumage, le Winston vient de

ouvrir ses portes avec un mot d'ordre : 67 chambres, 67 artistes, 67 marques.  
L'intention de ses promoteurs est de confier la conception, la décoration et le mobilier de chaque chambre à un artiste parisien par une entreprise. Pour l'instant, seule la chambre Durex est ouverte au public. Suivront bientôt les carrées Heineken, Philip Morris, et si les négociations aboutissent, Sony et Pepsi-Cola : « Des marques jeunes, pour le public jeune que nous visons », in-



501

dique Dorine Rinkes, responsable de la galerie d'art Its an Art to Use it, qui espère que toutes les chambres seront achevées d'ici deux ans.

Petite, basse de plafond, la chambre Durex n'en est pas moins réussie. Son concepteur, François Gervais, un artiste et illustrateur français installé depuis dix ans aux Pays-Bas, a privilégié les teintes chaudes, l'ocre, la terre-cuite, le vert émeraude et le bordeaux.

**PETITS POUXS**  
Les murs sont recouverts de fresques. L'une représente un combat au fleuret entre deux duellistes en présence de leurs amantes, l'autre montre une femme aux formes généreuses et déliées, la poitrine ceinte d'un bustier, qui écoute un musicien dont la guitare brandie rappelle symboliquement le centre d'intérêt de Durex, dont le représentant affirme très sérieusement : « Nous ne voulons pas être associés au sexe, mais à l'amour et à la sensualité ».

La seule scène véritablement érotique est au plafond : « Elle n'est visible que du lit », déclare

François Gervais, visiblement satisfait de ses créations aux longs cheveux rouges. La pièce est basse et manque un peu d'espace. L'artiste, aidé de Jaap van Duivendijk, un ébéniste néerlandais, a conçu des meubles rasants, et remplacés les chaises, « fines et pour les fresques », par des petits poufs.

Plus inspirés par le marketing que par la muse, les trois promoteurs du Winston ont pensé à tout. Puisque l'hôtel est destiné à un public plus proche de MTV que de France-Musique, il se doit d'avoir son site sur Internet. Le Winston y est donc présent, et l'on peut théoriquement y visionner les chambres sous plusieurs angles et réserver aux dates de son choix. L'ensemble est bien conçu et la première chambre d'artiste mérite le détour.

Alain Franco

★ Winston Hotel, Warmoesstraat 123-129, Amsterdam, tél. : 31-20-63-31-380.  
Adresse Internet : <http://www.lostcity.nl/winston/>. Chambre Durex : 125 florins la nuit (390 F), petit déjeuner non inclus.

## Avions en soldes

Les Etats-Unis à 1 946 F ! Un tarif unique valable, au départ de Paris, jusqu'à la fin février, vers trente des principales villes de ce pays. L'annonce, publiée dans la presse française, révèle l'ampleur des soldes appliqués sur les lignes régulières des compagnies aériennes engagées dans une guerre sans merci. Ce tarif est soumis, comme tous les tarifs dits « réduits », à certaines contraintes : réservation aller-retour obligatoire, billet non remboursable, nuit du samedi sur place, retour avant le 15 mars... Certaines compagnies s'attachent à British Airways, via un soldes (La Compagnie des voyages, tél. : 01 45-08-44-88), ramène ce prix, pour New York, à 1 850 F, retour dans les trois mois. Virgin Atlantic affiche, pour sa part, 1 780 F et des départs jusqu'au 31 mars (Minitel 3615 Dégrifour). D'autres autorisent une escale en cours de route pour 50 F de plus.

Le coup d'envoi de cette campagne a été donné par TWA, qui fêtait, le 5 février, les cinquante ans de son premier vol transatlantique. A peine annoncée, cette offre fut reprise par l'ensemble des transporteurs américains, American, Continental, Delta, Northwest, etc. United Airlines et Virgin Atlantic proposent en plus, sur certains vols, 50 % de réduction aux enfants, jusqu'à 11 ans. Dans la foulée, les Européens, dont Air France (aller-retour à 1 996 F), ont emboîté le pas à leurs cousins d'Amérique, affichant des prix à peine supérieurs, et des taxes, en sus, moins élevées.

Il y a dix ans, le Paris-New York à 2 000 F constituait un prix plancher. Voilà le Paris-Los Angeles (un trajet presque deux fois plus long) proposé au même tarif. Un dollar en baisse, un pétrole meilleur marché, et une surcapacité de sièges disponibles à la morte saison n'expliquent pas tout. La dérégulation, pratique courante

chez l'oncle Sam, a gagné le Vieux Continent. Désormais, les compagnies jouent la transparence (tarifs « le Kiosque » pour les promotions d'Air France ou « Bilets doux » de British Airways) et gèrent la rentabilité de chaque siège, afin de l'optimiser jusqu'à la veille du départ. D'où la multiplicité des tarifs (une dizaine en classe économique) pour un même vol, et leur évolution au fur et à mesure du remplissage. Chez Nouvelles Frontières, par exemple, les prix des vols affrétés (Istanbul, 1 100 F, les 7 et 10 mars au lieu de 1 700 F ; Minitel 3615 NF) sont abaissés à trente jours du départ pour stimuler, si nécessaire, les réservations.

Les soldes restent la raison d'être de spécialistes, tel Dégrifour, qui réactualise, en permanence, ses quelques 300 offres de « vols dégrifés » sur Minitel (A Fécran, le 12 février : Rio, 3 570 F ; Bangkok, 2 740 F ; Vietnam, 930 F ; 3615 Dégrifour). Il s'agit des « inventés » offerts, sur les circuits parallèles, par les compagnies régulières, à dix jours du départ. Certains voyageurs, disposant d'une force commerciale importante, comme Nouvelles Frontières ou Havas Voyages (Air Havas, tél. : 01 41-06-41-06, Hong Kong ou Djakarta à 3 865 F) renégocient, à longueur d'année, des tarifs préférentiels avec les transporteurs. Tandis que la Compagnie des voyages procède à une sélection à l'échelle planétaire (accessible, avec réservation, sur Internet), dans le cadre d'une association internationale de soldes.

Le bon choix implique de multiplier les comparaisons (prix et conditions des vols) en interrogeant plusieurs spécialistes (voir également Accès Voyages, Anyway, Forum Voyages, Jumbi, Go Voyages, Carlson-Wagonlit-Travel, agences ou Minitel). Un conseil : les tarifs les plus bas concernent un nombre de places limité. Pour en bénéficier, il faut se décider sans tergiverser.

Florence Evin

**Celebrity Cruises**

VIVEZ L'EXCEPTIONNEL À BORD DE NOS PAQUEBOTS

★★★★★

CENTURY • HORIZON • MERIDIAN • ZENITH

ANTILLES  
CÔTE PACIFIQUE USA  
CANADA - ALASKA

8 jours Antilles  
10 jours Paris/Paris à partir de **9.890 FF**

Pour recevoir la brochure Celebrity Cruises 96 ou à verser 500 FF  
Votre Agence de Voyage ou Celebrity Cruises 33, rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

### LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

**LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC**

**LES PROGRÈS DE LA QUALITÉ DANS LE LOGEMENT**

Depuis 25 ans, des progrès considérables ont été réalisés en matière de confort, de sécurité et de qualité des logements.

Aujourd'hui, lorsque vous achetez un logement neuf, vous achetez :

- Une conception rationnelle : les pièces sont agencées de façon à optimiser l'utilisation de l'espace et son fonctionnement.
- Une protection contre le bruit améliorée : les planchers et cloisons protègent mieux des sons extérieurs et intérieurs : les tuyauteries, ascenseurs et sanitaires sont plus silencieux.
- Des dépenses d'énergie maîtrisées : grâce aux progrès réalisés en matière d'isolation thermique et aux réglages plus performants des installations de chauffage, vous réalisez d'importantes économies d'énergie.
- Une sécurité renforcée : les équipements en dispositifs antivol et anti-intrusion se sont généralisés, les risques d'incendie se sont amoindris grâce aux mesures de prévention et aux équipements de protection.

Les promoteurs-construiteurs ont intégré à leurs produits ces nombreuses percées technologiques... Profitez-en !

**PARIS RIVE DROITE**

**Montorgueil**  
58, rue Grenier.

Réalisation : FONCTERE SATIS  
Groupe BANQUE INDOSUEZ  
89, rue de la Paillarderie  
75116 PARIS  
Tél. : 45.03.78.78.

26 appartements disponibles. De studio au 4 pièces duplex. 25.000 F le m² moyen.

A 50 mètres de la rue Montorgueil. Au cœur du quartier piéton à proximité des halles et de la place des Victoires, petit immeuble neuf qui conserve quartier oblige, tout le caractère de la plus haute tradition parisiennaise. Tous les appartements bénéficient de la technologie d'aujourd'hui : isolation, sécurité, et de tout le confort : parking.

Livrables 1<sup>er</sup> trimestre 1996.  
Visitez sur rendez-vous. Tél. : 45.03.78.78.

**PARIS RIVE GAUCHE**

**15<sup>e</sup> arrondissement**

**Villa Marmontel**  
107109, rue de l'Abbé Grégoire.  
Un programme superbe à découvrir absolument.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
Tél. : 46.83.22.00.  
7 jours, de 9 h à 19 h.

Projet des nouvelles normes gouvernementales.  
Plus de 23.000 F le m² sans parking et dans la limite strictement réglementaire.

A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 sections individuelles de 5 et 6 pièces.

Le salon en cœur d'un véritable quartier parisien.

Bureau de vente sur place : lundi, mardi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

**RÉGION PARISIENNE**

**92 Puteaux**

35-43, rue Roque de Filhol  
9-12, rue de l'Osier.  
A 600 m du métro.  
Entre La Défense et la Seine.  
Total disponible : 46.

De studio au 5 pièces.  
A partir de 15.950 F le m².

SINYM  
44, rue J.-B. Leblond, Levallois.  
Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17.  
Tél. : 41.05.31.31.  
Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h.  
Le samedi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h.

Livrables immédiats. Paris est trop chère. Neufly plus cher.

Garantie de rachat, garantie locative et location-vente possibles. Soumission à conditions particulières.

Bureau de Vente et Appareillement démonté : 43, rue Roque de Filhol, Cerveri tous les jours, sauf mardi et mercredi de 11 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.  
Tél. : 47.76.26.61.

**94 Saint-Mandé**

**Résidence "Villa des Arts"**

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours (sauf jours fériés)  
44/52, avenue Alphonse, 94160 Saint-Mandé  
Tél. : 43.98.36.92

Plus de pré-commercialisation.  
Médailles de 24 appartements.  
Bureaux d'appartements de 89 à 150 m².

Ensemble d'une situation exceptionnelle au cœur du quartier le plus résidentiel de Saint-Mandé, gymnase Alphonse, 44/52, avenue Alphonse, la Résidence "Villa des Arts" propose quatre très beaux 4 et 5 pièces alliant luxe et douceur de vivre à une touche d'originalité raffinée.

Livrables dès 97. A partir de 23.000 F le m², selon l'étage.

INVESTISSEMENT  
EN IMMOBILIER  
PARIS - LE DÉFRANCE

LA MEILLEURE  
3615 FNAM

**Le Monde  
DOSSIER  
& DOCUMENT**

L'INÉVITABLE  
DU SYSTÈME DE

Comment rendre  
plus efficace  
fonctionnement  
personnel en

**GALOP RALE  
DES MÉGAPOLIS**

Dans dix ans  
il y aura  
une explosion  
démographique

UNE PUBLICATION  
CHEZ VOTRE LIBRAIRIE







هكذا من الامل

**CINÉMA** Woody Allen est en pleine forme, et a envie de s'amuser. *Maudite Aphrodite*, son nouveau film, en témoigne avec éclat, comédie pleine d'allant, d'une légèreté ré-

jouissante. ● **HUMOUR** toujours, grâce au film du fantasque réalisateur portugais João César Monteiro, *La Comédie de Dieu*, entre-

prise absurde et délirante, d'une



originalité foisonnante. ● **SUCCÈS** en France, *La Haine* part à l'assaut des États-Unis. Le film de Mathieu Kassovitz est sorti vendredi 9 février dans une salle new-yorkaise.

## Woody Allen, en pleine forme, renoue avec la comédie pure

*Maudite Aphrodite*, l'auteur de « Manhattan »

Un enfant adopté, dont il recherche la mère; des notations autobiographiques; signe un vaudeville avec chœurs antiques, prostituée et boxeur

Film américain de Woody Allen. Avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport, Jack Warden, Peter Weller, Olympia Dukakis. (1 h 34.)

Au jeu des prénoms, la distance entre Lenny et Amanda Weinrib, couple de New-Yorkais aisés, se révèle importante, et c'est une oreille distraite qu'Amanda prête à Lenny lorsque celui-ci propose que l'enfant qu'ils vont adopter se prénomme Groucho, Django, Sugar Ray ou encore Harpo, Cole, Shane, Earl the Pearl ou Theonious. Finalement, comme Amanda le suggère, ce sera Max. Juste Max. Prénom dont la banale simplicité répond au caractère exceptionnel du sujet. Car Max est un enfant surdoué, ses parents le vérifient chaque jour. Comme tous les parents, à cela près que tous ne disposent pas, pour les guider dans la vie, des divins conseils prodigués par un chœur dont les membres peuvent se rendre à New York sans que leur assemblée cesse pour autant d'être antique.

Un couple new-yorkais, un adorable bambin, un chœur antique, cela fait déjà beaucoup. Mais sont également présents une jeune prostituée actrice de films pornos, et un boxeur dont le palmarès affiche fièrement « seize combats, tous gagnés, sauf douze ». Entre tous ces personnages, auxquels viennent s'adjoindre quelques



comparses, Woody Allen tire le fil de son vingt-troisième long-métrage, à partir d'une trame de vaudeville. Il y injecte des éléments autobiographiques, que l'on peut s'amuser à décoder ou, au contraire, tenir pour simples péripéties de scénario, jongle avec les évidences et les paradoxes, s'amuse des conventions et des

clichés d'un monde qui est aussi le sien, et mène à sa guise, en toute liberté, un récit que le chœur commente, analyse et relance. Bref, Woody Allen est en pleine forme. Il retrouve même un plaisir d'acteur grâce au personnage de Lenny, chroniqueur sportif acharné à retrouver la mère naturelle

de ce petit Max dont l'intelligence le subjugue. C'est ainsi qu'il rencontre Linda, dont la liberté de mœurs, l'absence de culture et le manque de discernement le surprennent. Lors-

qu'elle entreprend de le traiter comme un de ses clients et qu'il se réfugie furtivement sur un coin de canapé, Woody l'acteur offre à Allen le réalisateur - ou est-ce le contraire ? - un grand moment de comédie pure, qu'ils s'empressent de partager avec le spectateur. Et quand Lenny se met en tête de déguster pour la mère de son enfant le mari idéal, celui que sa sincérité et l'amour qu'elle porte en elle lui font mériter, il se fait entremetteur, décidant des conditions de la

rencontre entre Linda et Kevin (le boxeur aux seize combats), qu'il a choisi pour elle, peaufinant les répliques qu'ils seront amenés à échanger, essayant de prévoir à la place de l'un ce que pourraient être les réactions de l'autre.

Ainsi Lenny joue-t-il au metteur en scène pour cesser d'être un des acteurs de la vie de Linda. Mais le scénario échafaudé par Lenny sera contrarié par celui de Woody, seul maître d'œuvre à bord.

### VIRTUOSITÉ ET INDÉPENDANCE

Cette façon qu'a Allen de rompre le cours de la comédie sentimentale dont il a su préalable mis en place les éléments (le fait que Lenny et Linda n'ont rien en commun les destinerait justement, en vertu des principes hollywoodiens, à terminer le film ensemble) témoigne, une fois encore, de sa virtuosité et de son

indépendance. Virtuosité du metteur en scène maître de ses effets et de sa technique de narrateur, indépendance du cinéaste auquel ses méthodes de travail garantissent des conditions de production idéales.

Il met ici l'humour et l'autre au service d'un spectacle dont l'ambition est d'offrir un vrai moment de plaisir, dont l'inventivité et la légèreté séduisent, dont la justesse de certaines notations discrètes (notamment celles touchant à « l'enfer » de la paternité) fait souvent mouche. Dans et avec *Maudite Aphrodite*, tout le monde s'amuse, Woody Allen et ses acteurs, notamment l'étonnante Mira Sorvino, interprète décapante du rôle de la singulière Linda, mais également et surtout les spectateurs.

Pascal Mérigeau

« Je ne perds pas mon temps à écrire des films à 30 millions de dollars »

AU MOIS de décembre 1995, durant les grèves, Woody Allen était à Paris, où il tournait les scènes françaises de son prochain film - « une comédie musicale et romantique », dit-il - avec Julia Roberts, Goldie Hawn, Alan Alda, Drew Barrymore et lui-même dans les principaux rôles : l'his-

toire d'une famille américaine qui vient en Europe en vacances. Il se rend de retour à Paris au début du mois de mars... comme clarté, pour le concert qu'il doit donner le 4 avec son orchestre de jazz new-orléans.

« Lorsque vous commencez un nouveau scénario, savez-vous à l'avance ce que vous allez raconter ?

« Oui, toujours. Une bonne idée de départ, si elle n'est pas développée, risque de donner un scénario de vingt pages, et ensuite on est obligé de rallonger artificiellement. Écrire est plus amusant que de tourner en rond dans sa chambre en se demandant : qu'est-ce que je raconte ? Oh tout ça me mène ? Mais il faut le faire. J'ai besoin de savoir où je vais, d'avantage que par où je passerai pour atteindre mon but.

« Etes-vous conscient des thèmes dont traitent vos films, au-delà de l'histoire ?

« Non, je les découvre après avoir terminé le tournage. A ce moment seulement je m'aperçois que telle idée sous-jacente a « fleuri », a pris consistance, etc... qu'il faut continuer à y travailler durant la finition du film. L'idée de départ de *Maudite Aphrodite* est que qui-conque adopte un enfant s'interroge forcément un jour sur les vrais parents. En général, on ne veut pas vraiment le savoir, mais on y pense. Il m'a semblé amusant que quelqu'un devienne obsédé par cette question, et découvre des choses de plus en plus affreuses. Cette histoire prenait une forme de tragédie grecque, d'où l'idée d'utiliser un chœur antique, pour en faire un récit plus universel, sur des sentiments qui n'ont pas changé depuis Euripide.

« Le film compare la mise en scène à une tentative maladroite d'intervention divine.

« Lenny, mon personnage, interfère avec la vie de Linda, la véritable mère. Il se comporte en metteur en scène au sens où il modifie son costume, son élocution, son décor, lui invente un partenaire, tente de manipuler son histoire. L'intéressant, à mes yeux, est qu'on peut discuter s'il lui rend service ou pas. Elle est une prostituée, mais elle ne se plaint pas de son sort, elle gagne de l'argent, elle vit

dans son rêve de devenir actrice. Lenny le contraint à se conformer à une image conformiste de femme de la classe moyenne. Je pense qu'il a bien fait, parce que, pour moi, l'état de prostituée est affreux, mais j'admets que quel-qu'un puisse venir me dire : qui es-tu pour décider de l'existence qu'elle doit mener ?

« Vous intervenez deux fois sur son sort, comme personnage et comme metteur en scène. La première fois est un échec, la deuxième une réussite.

« La deuxième fois, il s'agit d'une interférence du Destin, du *deus ex machina*, donc de Dieu.

« Qui n'est autre que vous, scénariste et réalisateur du film.

« Effectivement, c'est moi qui en ai décidé ainsi en écrivant le scénario. Mais je ne suis pas capable d'avoir la même influence sur ma propre vie, comme tout le monde sait.

« *Maudite Aphrodite* est davantage une comédie « pure » que vos précédents films.

« Je suis ravi quand les gens rient. J'essaie de faire rire mais de ne pas m'en contenter, de proposer aussi une réflexion. A chaque film, les critiques américaines répètent qu'ils ne veulent pas de pensée, exigent que je me contente d'être drôle. Mais quand j'ai fait *Meurtre mystérieux* à Manhattan, les journaux américains ont dit : il ne suffit pas d'être drôle. Ça m'a amusé.

« Avez-vous le sentiment d'un lien entre vos films, qui se suivent si rapidement ?

« Non, pour autant que je m'en rende compte, le hasard décide. Le choix d'un sujet est parfois guidé par des considérations de budget : il m'arrive d'avoir des idées qui coûteraient 30 millions de dollars [budget moyen à Hollywood, mais très supérieur à ceux de Woody Allen], je ne perds pas mon temps à les écrire : je ne trouverais pas une somme pareille, et de toute façon je ne voudrais pas. Des budgets de cette ampleur représentent une pression financière excessive.

« Comment avez-vous choisi les interprètes de *Maudite Aphrodite* ?

« J'avais vu Helena Bonham Carter dans *Chambre avec vue* et *Howard's End* de James Ivory. Il m'a semblé que son élégance ferait un bon contraste à la fois avec moi et avec la vraie mère. Le rôle était écrit pour une Américaine, mais il vaut mieux une bonne actrice anglaise qu'une interprète qui n'aurait pas convenu. Pour le rôle de la prostituée, je me suis fié à mon expérience : déjà, dans *Broadway Danny Rose* ou *Coups de feu sur Broadway*, figurait une de ces blondes stupides ; à chaque fois, l'actrice (Mia Farrow, Jennifer Tilly) était une femme très brillante et

très fine. Je savais que Mira Sorvino, qui est très cultivée et subtile, éclairerait le personnage de l'intérieur. Elle a inventé une voix pour son personnage, que j'ai découverte le premier jour du tournage, tout comme j'ai découvert l'accent américain d'Helena Bonham Carter.

« Vous dirigez aussi leurs voix ?

« Non. D'une manière générale, je ne dirige pas, je corrige. Mais en l'occurrence il n'y a rien eu à corriger. Dès lors que j'ai choisi de bons acteurs qui correspondent au rôle, l'essentiel est accompli. Ils savent ce qu'il faut faire. Sur le plateau, ils ne demandent jamais ce que je veux. Ils comprennent, et ils jouent.

« Chaque film appelle-t-il une technique particulière de tournage ?

« Chez moi, oui. Certains cinéastes sont de grands stylistes, par exemple Leni Riefenstahl, ou Martin Scorsese. Quelle que soit l'histoire, ils marquent l'image de leur empreinte. D'autres réalisateurs, dont moi - peut-être parce qu'il s'agit de la suite d'un scénario - laissent le scénario vivre sur l'écran. *Maris et femmes* a été tourné complètement différemment de *Coups de feu sur Broadway*. La seule constante d'un film à l'autre est l'utilisation des plans séquences : je suis plus à l'aise avec des prises de vue d'une scène entière, et surtout, les acteurs sont plus à l'aise.

« Vous êtes très attaché aux tournages à New York, chez vous. Or, vous venez de tourner en Italie et en France.

« Cela m'a changé de travailler avec des équipes étrangères. Ce changement était dépayssant mais agréable, dans la mesure où j'avais choisi Venise et Paris, deux villes que j'aime.

« Et vous allez revenir en Europe, comme musicien.

« Cette tournée de concerts, c'est pour moi la meilleure blague de l'année. Je suis passionnément un musicien amateur, j'adore le jazz new-orléans, mais je ne joue que par plaisir, alors que les autres musiciens de l'orchestre sont des professionnels. Je joue une fois par semaine, quelquefois à un concert de jouer tous les soirs, c'est devenu le projet d'une tournée en Europe, où on aime le new-orléans - ce qui n'est pas tellement vrai aux États-Unis, où on n'aime guère le jazz en général. Ce concert à Polyplima [lundi 4 mars] sera un nouveau défi aux Français, qui ont toujours été si bienveillants envers mes films. Cette fois, je saurai réellement à quel point on m'aime ici, à la quantité de tomanes qu'on me lancera. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

• GOURMANDISE • AVARICE • PARESSE • ENVIE • COLERE •

ORQUEIL • LUXURE • GOURMANDISE • AVARICE • PARESSE • ENVIE • COLERE •

SEVEN \*\*\*\*

"DU DOUBLE CONCENTRÉ DE THRILLER."

PREMIERE

"UN ÉTINCELANT MORCEAU DE CINÉMA."

LE FIGARO

SEVEN \*\*\*\*

"LE PREMIER FILM CHOC DE 1996... POUR NOTRE PLUS GRANDE JUBILATION."

STUDIO

"SEVEN, REÇU SEPT SUR SEPT. ...CAPTIVANT, SE GOUTE COMME UN PÊCHÉ."

LIBERATION

BRAD PITT MORGAN FREEMAN

UN FILM DE DAVID FINCHER

**Seven**

Sept péchés capitaux. Sept façons de mourir.

EUROPE 2

METROPOLITAN FILMEXPORT

NEW LINE CINEMA

• ORQUEIL • LUXURE • GOURMANDISE • AVARICE • PARESSE •



## La bombe glacée de Joao Cesar Monteiro

La Comédie de Dieu. Le génial metteur en scène portugais cultive l'absurde avec une forme supérieure d'élégance

Film portugais de Joao Cesar Monteiro, avec Max Monteiro, Claudia Teixeira, Raquel Ascensao, Manuela de Freitas, Gracinda Nave, Patricia Abreu, Jean Douchet. 2 h 45.

Glacier glacial, pâtissier à la longue figure, il règne sur sa boutique de sorbets tel le prince Dracula en son manoir, régiment les employés, ne badine pas avec l'hygiène, tient à l'œil ses comptes et la bonne marche du monde. Son monde. Il légifère par aphorismes et calembours. Il s'appelle Jean de Dieu. On le connaît - c'est-à-dire que ceux, rares, qui ont bien voulu prêter attention à l'un des plus beaux et des plus surprenants films parus sur les écrans depuis au moins dix ans, *Souvenirs de la maison jaune*, le connaissent. Jean de Dieu est le nom du personnage qu'interprète Joao Cesar Monteiro, metteur en scène portugais et génial, qui se fait appeler, comme acteur de son propre film, Max Monteiro.

Le générique du début se déroule sur un tableau représentant une galaxie. Du tableau au film, guère de rupture, tant les cadrages à la grâce précise et à la construction sans faille de plans longs et généralement fixes, tournés de face, éveillent d'échos picturaux. C'est pourtant bien grâce au seul cinéma que, de ces découpages infatigables dans le temps et l'espace, jaillissent à gros bouillons le mystère, et le rire. Monteiro a toutes les audaces, et d'abord celle de faire semblant de rien. Avec une courtoisie délicate et feutrée il profère les plus



renversantes incongruités, bâtis des scènes qui, chez tout autre, seraient obscures. Éléments de la Comédie de Dieu, qui ne fait rien pour rendre son abord aisé, est une grande œuvre introvertie, dont un seul, l'auteur-acteur,

est le centre de gravité, le moteur et l'esprit. Cette écologie autarcique fait de Monteiro l'héritier direct des grands bulesques, moins du côté de Chaplin, dont le monde était tout juste décalé de la réalité, que du côté de Keaton, inventeur de dispositifs de son cru, obéissant aux plus détraquées logiques internes - on imagine volontiers l'escogiffie hystérique dans la tornade de *Steamboat Bill Junior*, ou traqué par les hordes féminines de *Fiancées en folie*. Ce burlesque-là est proche cousin du fantastique, et Monteiro faufile sa fable sur l'exacte frontière entre les deux.

### UN RITUEL

Praticien chevronné d'exercices de séduction auxquels se prêtent de bon cœur de toutes jeunes filles, industrieux metteur en scène de cérémoniaux que le moralisme et le bon sens réprouvent, Jean de Dieu, qui porte un nom de saint, n'est pas un saboteur de l'ordre. A la différence de ce qui se passait dans *Souvenirs de la maison jaune*, ce n'est plus lui qui commet des sacrilèges, puisqu'il se conforme aux règles de son monde. Qu'il collectionne les poils pubiens de ses (chastes) conquêtes ou, impassible pédagogue, initie l'une de ses disciples à ce qu'aillent on nommerait les derniers outrages, la transgression n'est pas son lot : dans les plus loufoques, voire les plus scatologiques occurrences, les excentricités de Jean de Dieu relèvent toujours d'un rituel pris au sérieux, et d'un art pratiqué avec rigueur. Exigence du rituel et rigueur de l'art contribuent à donner au film cette apparence glacée, alors qu'il est exaltation radicale de toutes les sensualités, sous les plus hauts signes de la culture comme dans les plus profonds registres de la nature.

La transgression, hilarante, troublante, bouleversante, est le fait du film lui-même. Elle est dans la collision lente entre *La Comédie de Dieu* et son spectateur. Et puisque, dans le dessin de ce dandy démiurge et mégalomane, rien n'est laissé au hasard, cette collision sera elle aussi transcrite à l'écran lorsque, par deux fois, à la fin du film, la galaxie Monteiro télescope la réalité. Il se fera proprement casser la figure, puis il se fera cyniquement déposer de son palais des glaces. Le monde ordinaire a rattrapé et démolit le portrait de la petite planète de Jean de Dieu, c'est tragique comme la fin d'une utopie, et sans importance comme la chute vertigineuse d'un personnage de dessin animé : la puissance rebelle de ce film qui, sous son apparente lenteur, mouline à toute vapeur les signes et les fétiches, n'a cessé d'exploser. Et son souffle, dans la splendeur des visions et la subtilité des rimes, se répand en tempête.

J.-M. F.

Jean-Michel Frodon

## Un séducteur pince-sans-rire, déconcertant et pervers

EST-CE Monteiro qui ressemble à Jean de Dieu, ou l'inverse ? On ne sait plus. Pince-sans-rire capable de faire mal parfois, mais de faire rire toujours, déconcertant, malin comme le Malin, avec une douceur de sérénité dans la voix, attentif et méditant, séducteur infatigable, le cinéaste pousse sa longue

carrière de Quichotte passé dans le camp des moulins à vent avec l'air d'être le créancier définitif de l'humanité. Entre carnaval et aristocratie, il arbore un masque de survivant qui a toujours tracé sa voie dans la direction voulue par lui, au prix de trop d'obstacles franchis. Il est né en 1939 à Figueira da Foz, sur la côte portugaise, dans une famille anti-salazariste. Installé adolescent à Lisbonne, il deviendra poète-dochant à Paris par amour des filles, et pour avoir rencontré Philippe Soupault. Retour d'exil, il vivra tel le Neveu de Rameau, aux crochets de familles qu'il régale de bons mots, fera même pire (critique de cinéma) avant d'obtenir une bourse de la Fondation Gubelin qui l'enverra étudier le cinéma à Londres. Rentré à Lisbonne en 1968, il tourne des courts métrages, tourne autour du cinéma. Termine à grand mal *Qui attend les chaussures du défunt meurt pieds nus* (1970), *Fragments d'un film anonyme* (1972), *Chemins de traverse* (1977), inédits en France. Depuis quelques années, on découvre discrète-

ment les trois longs métrages - trois splendeurs - qu'il est parvenu à réaliser durant les années 80.

*Silvestre* (1981) est un conte médiéval stylisé, où l'innocence et la perversion se frottent l'un à l'autre comme le silex à l'amadou en une succession de miniatures baignées d'une grâce impavide et souriante. *A fleur de mer* (1985) invente un mélodrame teinté d'aventure policière qui, toujours avec le sourire en coin, rayonne d'une poésie envoûtante. *Souvenirs de la maison jaune* (1989), baptême du feu de Jean de Dieu (et Lion d'argent à Venise, que recevra également, en 1995, *La Comédie de Dieu*), bâti à chaux et à sable une comédie picaresque et cruelle dans un vieux quartier de Lisbonne, autour des obsessions, des exigences, des délices et des malheurs de son héros dégingandé, qu'on enfermera à l'asile mais qui en sortira pour retrouver la folie du monde.

Avant *La Comédie de Dieu*, Jean de Dieu était réapparu dans l'épisode réalisé par Monteiro pour la série télévisée « Les Quatre Éléments », *Le Dernier Plongeon* (1992). Confronté à d'incessantes difficultés de production, le cinéaste essaie de mettre sur pied un film plus coûteux, toujours centré autour du même personnage, *Les Noces de Jean de Dieu*. Le scénario en avait été publié dans le premier numéro de *Truffe*, la revue fondée par Serge Daney, auquel *La Comédie de Dieu* est dédié.

### CORRESPONDANCE

## Moderniser le Centre national de la cinématographie

Suite à l'article paru dans Le Monde du 12 février sur la restructuration du Centre national de la cinématographie, nous avons reçu cette lettre de Marc Tessier, directeur général du CNC :

A lire l'article de Pascal Mérigeau paru dans l'édition datée du 12 février, l'avenir du Centre national de la cinématographie serait incertain, et son intégrité l'objet des plus noires intentions. Derrière le nouvel organigramme présenté aux collaborateurs tout au long du mois de janvier et mis en œuvre à compter du 5 février, se dissimulerait une seconde étape qui viserait à démanteler le Centre, changer son statut et remettre en cause certaines de ses missions.

Prenons les faits tout d'abord : voir dans la nouvelle organisation le prétexte à la « marginalisation » de certains services, voire à l'abandon des aides au secteur indépendant, est, à l'évidence, un contre-sens : la nouvelle direction du cinéma a, au contraire, pour mission de moderniser et rendre plus efficaces les mécanismes de soutien financier au profit de tous les secteurs, y compris des producteurs et distributeurs indépendants ; la création d'une seconde direction chargée des financements externes et de la réglementation a également une portée

symbolique : le CNC se doit d'être plus présent sur tous les terrains où se joue l'avenir des professions du cinéma et de la production télévisuelle ; enfin une troisième direction aura, parmi ses objectifs, de mieux mobiliser les ressources des collectivités locales en coopération avec le CNC, de soutenir la formation professionnelle et de valoriser le patrimoine cinématographique national.

Quant aux intentions, puisque procès il y a, le ministre de la culture, M. Douste-Blazy, m'a autorisé à les rappeler à tous les collaborateurs de manière claire dès l'annonce de ses attributions élargies - récemment à l'édition multi-média -, ses moyens notamment budgétaires seront maintenus en 1996 au niveau de l'année précédente. Les emplois seront préservés, voire élargis, pour tenir compte des nouvelles missions. Autant de signes positifs pour l'avenir.

S'adapter ne signifie pas renoncer aux fondements de l'action du Centre, créé il y a bientôt cinquante ans : promouvoir une industrie des programmes forte et diversifiée, favoriser la création et la diffusion des œuvres, au profit de tous et sur l'ensemble du territoire. On peut vouloir lire le nou-

vel organigramme à travers une loupe déformante... Je défie quiconque d'y voir autre chose qu'une volonté de renforcement.

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### JUMANJI

Film américain de Joe Johnston, avec Robin Williams, Kirsten Dunst, Bradley Pierce, Adam Hann-Byrd, Ronnie Hunt. (1 h 40.) Les personnages de ce film sont têtus : ils persistent à jouer à un jeu de société du genre Monopoly, mais où un coup de dés fait débouler des singes, des chauve-souris et des moustiques géants, sortis de la forêt magique de Jumanji. A la différence de ce qui se passait dans le livre pour enfants de Chris Van Allburg (édité en France par l'Ecole des loisirs), un des gamins s'est fait avaler par ladite forêt. Quand d'autres enfants reprennent le jeu vingt-six ans plus tard, il revient sous les traits de Robin Williams. Pourquoi les deux mêmes s'imposent-ils une nouvelle partie d'un jeu qui ne suscite que des épreuves pénibles ? Sans doute parce qu'autrement il n'y aurait pas de film. *Chérie, j'ai rétréci les gosses* et *Rocketeer* l'indiquent déjà, le réalisateur Joe Johnston vient du monde des effets spéciaux. *Jumanji* le confirme : il n'y a que cela qui l'enthousiasme. De temps à autre, il louches vers Frank Capra (tout le monde ici est orphelin), mais revient vite à ses rhinocéros dévastant les couloirs de la maison, sinon la ville entière. Le bestiaire de Jumanji est né des mêmes ordinateurs que les dinosaures de *Jurassic Park*. Les « animaux » y sont pourtant plus dérangeants parce qu'ouvertement méchants, sans le côté sale gosse qui faisait le prix des Gremlins (cauchemar assuré pour les petits). Passé l'étonnement devant l'exploit technologique (avec la froideur qu'il implique de plus en plus), on s'endormirait volontiers, si Jumanji n'était si bruyant.

Henri Behar

### L'ÎLE AUX PIRATES

Film américain de Renny Harlin avec Matthew Modine, Geena Davis, Frank Langella, Mauri Chaykin. (2 h 03.) Comme souvent depuis une vingtaine d'années à Hollywood, les concepteurs et promoteurs de *L'Île aux pirates* présentent leur film comme le grand retour du cinéma d'aventures d'autan, comme une forme de retrouvailles avec les traditions perdues de l'usine à rêves. Le film de Renny Harlin constitue, en effet, le recyclage d'un genre définitivement attaché à l'âge d'or des grands studios. Comme toutes les tentatives de ce type, il s'agit pourtant ici moins de ressusciter que de pratiquer la répétition burlesque de formes périmées. Ce « néo-film-de-pirates » note ainsi, sous de gigantesques et impressionnantes moyens (l'insuccès du film aux États-Unis précipita la faillite de la société Carolco), un catalogue exhaustif de séquences déjà vues dans les grands classiques du genre, de *Capitaine Blood* à *Barbe Noire* le pirate en passant par *Le Filibustier des Antilles*. L'inflation même de son budget et la présence permanente d'un double langage sexuel en font objectivement une parodie qui, comme d'autres tentatives du même type, transforme ses propres références en fantômes dévitalisés.

Jean-François Rouger

### LA LÉGENDE DE CINDY

Film d'animation australien de Yoram Gross. (1 h 24.) La petite Cindy, martyrisée par sa belle-mère et ses horribles belles-sœurs, part dans la forêt à la recherche de sa grand-mère et du secret qui la délivrera de sa vie malheureuse. *La Légende de Cindy* est un film d'animation datant déjà de 1991 et en provenance de studios australiens. Dans une fureur synchrétique typique d'une approche post-moderne des contes de fées, le film mélange allègrement le Petit Chaperon rouge, les Trois Petits Cochons, Pinocchio, Cendrillon, Blanche-Neige et la Belle au bois dormant et s'adresse, en toute conscience, à un spectateur qui possède déjà ces références. Cette profusion n'empêche pas un rythme languissant et une atmosphère très mièvre.

J.-R. R.

### LES ENTRÉES A PARIS

■ L'instrument de mesure favori des observateurs de la fréquentation, c'est-à-dire la balance entre les entrées des films français et américains, vient de prendre un grand coup : alors que le triomphe de *Seven* se vérifie en deuxième semaine, avec encore 240 000 spectateurs dans son immense combinaison de 53 salles, soit un total de 545 000, parmi les nouveautés, c'est *Esprit rebelle* qui tient aisément le haut du pavé, à 128 000 dans 39 salles. ■ Net avantage au cinéma hollywoodien, donc, en février, après un mois de janvier favorable aux productions françaises grâce à des films sortis fin 1995. Ceux-ci continuent d'ailleurs de bien se tenir, puisque *Le bonheur est dans le pré* enregistre encore 37 000 entrées en dixième semaine pour atteindre 925 000, et *Les Trois Frères* attirent 39 000 rieurs en

neuvième semaine (total : 846 000). Mais les comédies qui cherchent à marcher sur leurs traces traînent la jambe, comme en témoigne cette semaine *Pourvu que ça dure*, qui, avec 13 000 spectateurs seulement, risque de ne pas durer longtemps.

■ Parmi les autres sorties, *Sabrina* enregistre un score tout juste honorable à 50 000 dans 36 salles et *Strange Days* intrigue 31 000 amateurs devant 25 écrans. Infinitement plus modestes, deux titres tirent leur épingle du jeu dans seulement une salle : *Colite que colite* et *A l'abri de leurs ailes*, respectivement à 1 800 et 1 700. Les quatre autres nouveautés de cette semaine pléthorique obtiennent des résultats insignifiants.

■ Chute trop rapide pour *Mon homme*, qui perd 45 % de son public en deuxième semaine à 36 000, et dépasse tout juste les 100 000 entrées en quinze jours. Avec des ambitions commerciales moindres, *Par-delà les nuages* s'en tire mieux, et totalise 93 000 entrées en trois semaines.

J.-M. F.

\* Source des chiffres : Le Film français.

du 17 janvier au 31 mars

**Le Rire du Cyclone**

mise en scène FARID PAYA

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
GRANDE SALLE

**COLOMBE**

de Jean ANOUILH

Magnifique, on est aux anges. F. Ferrey - LE FIGARO

Oni, décidément, Colombe est une bonne soirée. A. Coppermann - LES ECHOS

C'est du grand art ! A tous, nous devons une mémorable et jubilatoire soirée. A. Lafargue - LE PARISIEN

Et l'on rit. Et l'on y prend plaisir. Bernard Thomas - LE CANARD ENCHAÎNÉ

Le triomphe de la soirée s'appuie sur une troupe déchaînée où se distinguent particulièrement G. Page et L. Marsac. Dans le rôle superbe et abjecte de la Surette, J-P Roussillon fait passer, avec une intensité qui donne le frisson, la violence des rancœurs recuites. Anouilh à son meilleur ! P. Billard - LE POINT

Allez-y, vous m'enverrez des lettres de remerciements ! B. Pivot - "Bouillon de Culture" France 2

LOC. 47 20 08 24 - 47 23 37 21

ACTUELLEMENT

LE DESSIN ANIMÉ DES VACANCES

*la légende de Cindy*



هكذا من الإمل

si dix ans. » Un autre se demande si les Français trouvent l'image de l'Amérique tellement « cool » qu'ils sont prêts à tout en prendre, drogues, armes à feu et crimes compris ?

« On a élevé au rang de style le pantalon qui tombe en dessous des hanches, dit John (Juan) de Franco, étudiant en criminologie ; on occulte le fait que cela provient de l'univers carcéral où, par mesure de précaution, les prisonniers sont privés de ceinture. » Rappeur amateur vivant dans une cité HLM du Lower East Side, Andres C. reconnaît l'authenticité du portrait social.

« Autre décor, même merde : je vis ça tous les jours. » L'un dit que les films sont partout les mêmes ordures ; l'autre rectifie : il y a partout des bavures policières. « Ce que je trouve le plus dans les films, ajoute de Franco, c'est la présence constante d'une forme d'humour, qui écoule l'impact du message. » Contrairement au dogme en vigueur dans la distribution américaine, personne ne s'est plaint de ce que *La Haine* était en noir et blanc, personne n'a eu de problème à lire les sous-titres.

**Hervé Béhar**

■ **Premier film de fiction en IMAX 3D** : *Wings of Courage*, Guillaume de Jean-Jacques Arnaud, sera présenté pour la première fois en Europe, à Barcelone, à partir du 14 février. Craig Sheffer, Tona Hilce, Elizabeth McGovern et Val Kilmer sont les interprètes de ce premier volet d'une trilogie consacrée aux

**INNOCENTS**

ne pouvait être candidat pour l'Italie à l'Oscar du meilleur film étranger, au motif que son réalisateur est anglais. Lui a donc préféré *Marchand de rêves*, de Giuseppe Tornatore, qui a d'ailleurs été retenu par l'Académie. Mais, en guise de contre-attaque, Miramax a décidé de sortir *Il Postino* dans un nombre de salles plus important que celui réservé d'ordinaire aux films étrangers. Ainsi la campagne en faveur du film se poursuivra-t-elle jusqu'à la cérémonie de remise

creux de troncs d'arbres évidés, de gamins s'échappant avec leurs cerfs-volants, scène où une veuve retrouve son mari au « marché des âmes mortes ». « Je ne fais qu'observer la vie », dit Minh, dont les films couvrent la période d'après la réunification. Quand, en 1994, il réalisa *The Return*, sur la corrup-

Ho Quang Minh, né au Nord-Vietnam, élevé au Sud, s'est exilé en Suisse en 1967. Il vit à Lausanne et possède sa propre société de production, suisse. Il travaille actuellement au studio de Ho Chi-Minh-Ville, sur le montage de son nouveau film inspiré du bouddhisme zen. Sa situation privilégiée lui permet de parler librement de « l'obsession de l'idéologie » du gouvernement. En 1985, il a réalisé *Karma*, en noir et blanc, sur la tradition du karma. *Le karma* est un film qui explore les liens entre le karma et la vie humaine.

**MOROT ET SUD DESIRABLES**

Dans la salle de projection du studio, on peut voir les films produits depuis 1959, année de naissance de l'Industrie. Les personnages en sont des grands-mères guerrières, des résistantes héroïques, de cyniques colons français, des GI gémant, et les enfants métisses qu'ils ont laissés derrière eux. Des films comme *Litté Hamel*, réalisé deux ans après les bombardements des B52, montrent comment le pays a gagné la guerre contre les Français puis les Américains, et survécu aux agressions chinoises et japonaises. Œuvres de propagande, bien sûr, mais traversées d'échappées libres : images de tsunamis bûgés au

maintenant, personne ne vi plus du cinéma. Ces dernières années, la Chine avec ses films a su s'ouvrir à l'Occident. Notre chance est là ; il nous faut établir des plans d'avenir, construire des salles... »

Le Nord austère et le Sud « américanisé » ont bien du mal à former un couple uni. Tran Thanh Hung, le responsable du studio d'Etat de Ho Chi Minh-Ville (reconstruit après 1975), évoque ce grand écart : « Nous sommes victimes d'incompréhension mutuelle. Il faut que le gouvernement réorganise l'industrie, investisse et stoppe le marché noir des vidéos. Les choses devraient s'arranger quand nous aurons alors une école de cinéma. Avant 2010. »

*Joan Dupont*


 NOSTALGIE PRÉSENTE  
**KASSAV'**


**PARIS ZÉNITH**

 90.4

VEN. 1<sup>re</sup> & SAM. 2 MARS 20H / DIM. 3 MARS 16H



25 FÉVRIER.....EPINAL / HALL EXPO  
 27 FÉVRIER.....NICE / ACROPOLIS  
 08 MARS.....ROUEN / THÉÂTRE  
 13 MARS.....DIJON / FORUM  
 23 MARS.....TOULOUSE / PALAIS DES SPORTS  
 25 MARS.....MONTPELLIER / ZÉNITH  
 27 MARS.....GENÈVE / SALLE DE THONET  
 28 MARS.....LYON / TRANSBORDEUR  
 29 MARS.....TOULON / ZÉNITH  
 30 MARS.....MARSEILLE / LE DOME

L'ÉVÈNEMENT

COLOMBIA

"Nostalgie"

LACS : FLAC, VIRGIN MEGASTORE, FRANCE BILLET, CARRÉFOUR,  
 3615 NOSTALGIE (2P23 LA MINUTE), TEL.: 42 31 31 31  
 PROVINCE : LOCATION POINTE DE VENTE HABITUELS.

[illegible]



## SÉLECTION

doulaye Kaba, Abdoulaye Kom-boudine, Ali Malagoutin.

**LISBONNE** Story (allemand-portugais, 1 h 40), de Wim Wenders, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Caetano de Castro, Vitorio Joso da Silva, Joao Carlijo.

**MÉMOIRES D'UN JEUNE CON** (français, 1 h 30), de Patrick Auriagn, avec Christophe Hémon, Patrick Auriagn, Daniel Russo, Alexandra London, François Périer.

**NOUËL PAS QUE TU V**

**NOUBRIK** (\*\*) (français, 1 h 58), de Xavier Beauvois, avec Xavier Beauvois, Roschdy Zem, Chiara Mastroianni, Bulle Ogier.

**PAR-DELA LES NUAGES** (italien, 1 h 44), de Michelangelo Antonioni, avec Ines Stea, Kim Rossi-Stuart, Sophie Marceau, John Malkovich, Fanny Ardant, Chiara Caselli.

**SMOKE** (américain, 1 h 50), de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.

deux ans, sur le même principe, un réalisateur est invité à présenter un film de son choix avant la projection de l'un des siens. Roman Goupil a choisi *Et la vie continue*, de l'iranien Abbas Kiarostami, avant la projection de *Lettre pour L.* Une rencontre-débat avec le cinéaste conclut chaque séance.

**Le 20 février, à partir de 19 h 30.** Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5. **M. Luxembourg.** Tél. : 43-26-19-09. **1 film :** 30 F. **2 films :** 50 F.

**Le 20 février, à 20 heures.** A l'occasion de la présidence italienne de l'Union européenne, le cinéma La Latina présente huit films représentatifs des cinématographies européennes en langue latine. Au programme : *Le Genou de Claire*, d'Eric Rohmer. Un dimanche à la campagne, de Bertrand Tavernier, *Bienvenue Mister Marshall*, de Luis Garcia Berlanga, *Viridiana*, de Luis Buñuel, *Les Derniers Jours de Pompei*, d'Amleto Palermi et *Carmine*, d'Galliano, *Senso*, de Lucchino Visconti, *Sostiene Pereira*, de Roberto Faenza, et *Aniki-Bobo*, de Manoel de Oliveira.

**Du 14 au 20 février.** *Le Latina*, 20, rue du Temple, Paris 4. **M. Hôtel-de-Ville.** Tél. : 42-78-47-86.

Gobelins, dolby, 13\* (36-68-22-27);  
Gaumont Alciné, dolby, 14\* (36-68-75-

Gobelins, dolyb, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27);  
Gaufmont Alesia, dolyb, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Gaufmont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
UGC 14-Juillet Barenelle, dolyb, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Patné Wepler, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22);  
réservation: 40-30-20-10;  
La Gambetta, dolyb, 20<sup>e</sup> (43-65-10-86; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).  
**LA LÉGENDE DE CINDY**  
Dessiné et animé australien d'Yvonne Gifford, 12<sup>e</sup> (36-68-75-55).  
VF: Gaumont les Halles, dolyb, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Cinoches, 8<sup>e</sup> (46-33-10-86);  
Patné Wepler, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10).  
**LES ÉTOILES**  
Film américain de Woody Allen, avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport, 12<sup>e</sup> (36-68-75-55).  
VF: Gaumont les Halles, dolyb, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55);  
Rex, dolyb, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23);  
14-Juillet Beaubourg, dolyb, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23);  
Les Trois Luxemb., 8<sup>e</sup> (46-33-97-77; 36-65-70-43);  
réservation: 40-30-20-10;  
UGC Dan-  
ce, dolyb, 7<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Champs-Élysées, dolyb, 8<sup>e</sup> (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10);  
Gaumont Opéra Fran-  
cais, dolyb, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Cinoches, 10<sup>e</sup> (46-33-97-77; 36-65-70-43);  
Patné Wepler, 11<sup>e</sup> (36-68-48-75; réservation: 40-30-20-10);  
Les Nation, dolyb, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10);  
Escorial, dolyb, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Gaumont Gobelins Rodin, dolyb, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
14-Juillet Barenelle, dolyb, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
14-Juillet Beaubourg, dolyb, 15<sup>e</sup> (36-68-68-04-73; réservation: 40-30-20-10);  
Majestic Passy, dolyb, 16<sup>e</sup> (36-68-68-48-75; réservation: 40-30-20-10);  
UGC 14-Juillet Barenelle, dolyb, 17<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Patné Wepler, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10).  
VF: UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (36-65-70-43);  
Cinoches, 9<sup>e</sup> (46-33-97-77);  
Patné Wepler, dolyb, 8<sup>e</sup> (43-67-35-43; 36-65-71-44);  
réservation: 40-30-20-10;  
UGC Opéra, dolyb, 9<sup>e</sup> (36-68-21-24);  
UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27);  
Gaumont Alesia, dolyb, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);  
Gaumont Convention, dolyb, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

VO: Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (45-87-18-08 : 35 68 03 72)

**VO : Images d'ailleurs**, 55 (45-87-18-05 ; 36-68-03-77).

**DEAD MAN**  
de Jim Jarmusch,  
avec Henry Dapp, Gary Farmer,  
Lance Henriksen, Robert Mitchum,  
Gabriel Byrne, John Hurt.  
Américain, noir et blanc (2 h 14).  
**VO : Gaumont les Halles**, dolby, 1°  
(36-68-98-58) ; réservation : 40-30-20-10 ; Le Quartier Latin, 5° (43-26-66-65) ; Les Montparnos, 1° (36-68-04-73) ; réservation : 40-30-20-10.

**DENISE AU TÉLÉPHONE**  
de Hal Salwen,  
avec Carol Kane, Caroleen Feeney, Dan  
Gunther, Dana Wheeler Nicholson.  
Américain (1 h 20).  
**VO : UGC Ciné-city les Halles**, dolby, 1°  
(36-68-68-58) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Sallé de Beauregard,  
UGC Rotonde, 6° (43-26-66-65) ; Les  
Cinémas du Centre, 1° (43-26-66-65) ; La Balzac, 1°  
(43-27-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 1°  
(43-57-90-81) ; 36-68-69-27 ; Escurial,  
1° (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10.

**EN AVOIR OU PAS**  
de Luc Moullet,  
avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Roschdy Jean, Claire Denis.  
Français (1 h 30).

**UGC Ciné-city les Halles**, 1° (36-68-68-58) ; Saint-André-des-Arts 1, 6° (43-26-48-18).

**SALUT DU SOLEIL**  
de Bernard Dartigues,  
avec Philippe Caubère.  
Français (2 h).  
**VO : UGC Cinéma de la Sorbonne**, dolby, 9° (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10).

**ERMO**  
de Zhou Xiaowen,  
avec Aila, Ge Zhijun, Liu Peiqi.  
Chinois (1 h 30).

**VO : Reflet Médias 1, 5° (36-68-48-24)**.

**ESPRITS REBELLES**  
de John N. Smith,  
avec Michelle Pfeiffer, George Dzundza, Courtney B. Vance, Robin Bartlett, Beatrice Winde.  
Américain (1 h 37).

**VO : UGC Ciné-city les Halles**, dolby, 1°  
(36-68-98-58) ; UGC Odéon, 6° (36-68-67-62) ; Gaumont Marginal, 40-30-20-10 ; Georges-V. THIX, dolby, 8°  
(36-68-67-62) ; 36-68-67-62 ; 40-30-20-10 ; 36-68-21-24 ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 1° (36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10).

**LA FILLE SEULE**  
de Benoît Jacquot,  
avec Virginie Ledoyen, Benoît Magimel, Catherine Mallette, Alain Nabil, Véra Briole, Virginie Emery.  
Français (1 h 30).

**Epiée de Bois**, 5° (43-57-57-57).

**FUNNY BOONS**  
de Peter Chelsom,  
avec Oliver Platt, Lee Evans, Richard Gere, Jennifer Oliver Reed, George Carl, Ticky Holts.  
Américain (2 h 08).

**VO : Action Cœurs**, dolby, 5° (43-25-

bourg, doily, 3\* (36-68-59-23); Les Trois Luxembourg, 6\* (36-63-97-77); 36-63-70-10; réservation: 40-30-20-10; UGC Odéon, doily, 3\* (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 6\* (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; UGC Normandie, doily, 3\* (36-68-48-56); Gaumont Opéra Français, doily, 3\* (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, doily, 11\* (43-57-90-81); 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, doily, 13\* (36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnesse, 14\* (36-68-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, doily, 15\* (45-75-75-79); 36-68-69-24); Élysées Montparnasse, doily, 15\* (36-68-04-04); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Kineorama, doily, 15\* (36-68-48-56); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Majestic Psa, doily, 16\* (36-68-48-56); réservation: 40-30-20-10; UGC Molière, doily, 17\* (36-68-61-31); Parthé Wepler, doily, 18\* (36-68-20-22); réservation: 40-30-20-10.

**SHARAKU**  
VO: Le Grand Shogun Shinoda, doily avec Hiroyuki Shinoda, Shina Inashita, Tsurutaro Kataoka, Shiro-Sano, Riona Hazuki.  
Japonais (1 h 55).  
VO: Reflet Médias, série Louis-Jouvet, 3\* (36-68-48-24).

**SACRÉ**  
VO: Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.  
Américain (1 h 50).

**SALUT**  
VO: Les Huit Salles, doily, 1\* (36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Lesbourg, doily, 3\* (36-68-69-23); Les Trois Luxembourg, 6\* (46-33-97-77); 36-63-70-43; réservation: 40-30-20-10; Saint-Arnold, 15\* (36-68-75-13); 36-68-69-23); Gaumont Parnesse, 14\* (36-68-75-55); 36-68-69-23); Gaumont Opéra Français, doily, 3\* (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; La Bastille, doily, 11\* (43-57-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, doily, 13\* (36-68-75-13); 36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnesse, 14\* (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, doily, 15\* (45-75-79-73); 36-68-69-24); Parthé Wepler, doily, 18\* (36-68-20-22); réservation: 40-30-20-10.

**SOUVIENS-TOI DE MOI**  
VO: Les Huit Salles, doily, 1\* (36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, doily, 15\* (45-75-79-73); 36-68-69-24); Parthé Wepler, doily, 18\* (36-68-20-22); réservation: 40-30-20-10.

**STRANGE DAYS (\*\*\*)**  
de Kathryn Bigelow, avec Ralph Fiennes, Angela Bassett, Laurence Fishburne, Samuel L. Jackson, Michael Winslow, Vincent D'Onofrio.  
Américain (2 h 25).  
VO: Les Huit Salles, doily, 1\* (36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, doily, 15\* (45-75-79-73); 36-68-69-24); Parthé Wepler, doily, 18\* (36-68-20-22); réservation: 40-30-20-10.

## 15 février - 20 h

06-68-75-55; réservation : 40-30-20-10;  
14-Juillet Beaubourg, dolyfr., p.  
35-68-69-23); Grand Action, dolyfr.,  
p. 35-68-74-44; 35-68-70-63); 35-  
Juillet-d'été, dolyfr., p. 42-55-58;  
35-68-68-12); UGC Rotonde, R. (35-  
65-70-73); 68-61-41-45); La Pagoda,  
7) (35-68-75-07; réservation : 40-30-  
20-10); Elysées Lincoln, dolyfr., R. (43-  
59-36-14; réservation : 40-30-20-10);  
Gauguin Ambassade, dolyfr., R. (43-  
59-18-08; 35-68-75-53; réservation :  
40-30-20-10); 35-68-75-53); 43-59-  
48-60); 14-Juillet Beaugrenelle, dolyfr.,  
p. 15 (45-75-79-79; 35-68-69-24),  
de Michel Thibaud,  
avec Gérard Darmon, Ticky Holgado,  
Emmanuel Saignes, Catherine Jaco-  
cob, Jean-Pierre Bizon, Rebecca Po-

72-07 ; 36-65-70-64) ; Elysées Lincoln.

72-407; 36-55-30-64; Elysées Lincoln,  
dofb, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10); réservation: 40-30-20-10;  
Dentert, dofbs, 1<sup>re</sup> (43-22-41-01); Grand Pavés, dofbs, 1<sup>re</sup>  
(45-54-54-65; réservation: 40-30-20-10).

L'ENDRIEN DU PLACARD  
de France Croze,  
dofb, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10); Hal Sardinio, Litésoft, Linda  
Crouse, Richard Jenkins, Steve Coogan,  
David Keith.  
Américain (1 h 36).

VOY: Cinoches, <sup>o</sup> (46-33-10-82);  
Grand Pavés, dofbs, 1<sup>re</sup> (45-54-46-35-30-30-10); Saint-Lambert, dofbs, 1<sup>re</sup>  
(45-32-97-68).

LAND AND FREEDOM  
de Ken Loach,  
dofb, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10); Icar  
Boullan, Tom Gilroy, Marc Martinez,  
Frederic Planchet.  
Américain (1 h 45).

VOY: Europa Pantions (ex-Réflex Pant  
théon), <sup>o</sup> (43-54-15-04).

LES LIENS DU SOUVENIR  
de Diane Keaton,  
dofb, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10); John Turturro,  
Miguel Ferrer, Anthony Quayle,  
Nathan Watt, Kendra Krull.  
Américain (1 h 32).

VOY: Gaumont les Halles, dofbs, 1<sup>re</sup>  
36-68-75-35; réservation: 40-30-20-10;  
7 Juliette, dofbs, dofbs, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10);  
Elysées Lin, dofbs, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10);  
Américain, dofbs, <sup>o</sup> (43-59-36-14; réservation:  
40-30-20-10); Sept Parsiens, dofbs,  
1<sup>re</sup> (43-30-32-20); réservation: 40-30-20-10.

LES LIENS DU SOUVENIR  
de Wim Wenders,  
dofb, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10); Patrick Bauchau,  
Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau,  
Vasco Sequerra, Canto E. Cas-  
tro, Viriato José da Silva, João Canto  
E. Castro, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10);  
VOY: 14-Juillet Bouviers, dofbs, 1<sup>re</sup>  
36-68-69-23; L'Entreop, 1<sup>re</sup> (45-43-  
41-63).

MARIO ET LE MAGicien  
de Klaus Maria Brandauer,  
dofbs, 1<sup>re</sup> (43-30-30-10); Anna Galiena,  
Klaus Maria Brandauer.  
Allemand (2 h 10).

32-24; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-39-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 18<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 18<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-22-22; réservation: 40-30-20-10).  
de Théo Angelopoulos.  
avec Harvey Keitel, Mela Morgenthau, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Dora Volanaki.  
Grec (2 h 50).  
Gaumont Opéra, 18<sup>e</sup> (45-44-57-41); Denfert, dolyb, 14<sup>e</sup> (43-41-41-01); L'Entrepià, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).  
**SABRINA**  
de Sydney Pollack,  
avec Harrison Ford, Julia Ormond, Faye Dunaway, Nancy Marchand, John Wood.  
Américain (2 h 08).  
UO : Gaumont les Halles, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolyb, 6<sup>e</sup> (43-25-59-85; 36-68-70-72); UGC Rotonde, dolyb, 6<sup>e</sup> (36-68-70-72); 36-68-41-45-93; UGC Champs-Elysées, 8<sup>e</sup> (36-68-70-72); 36-68-41-45-93; 36-68-70-72; Gaumont Grand Ecran Hallie, dolyb, 13<sup>e</sup> (36-68-75-79-79; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolyb, 15<sup>e</sup> (45-44-57-41-01); 36-68-65-24; Majestic Paris, 18<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-22-22; réservation: 40-30-20-10).  
Grec (1 h 50).  
de David Fitch,  
avec Brad Pitt, Morgan Freeman, Gwyneth Paltrow, John C. McGinley, Andrea Hurler, Andy Walker.  
Américain (2 h 10).  
UO : Gaumont les Halles, dolyb, 18<sup>e</sup> (36-68-68-58); 14-Juillet Beau-

**SUBTITRÉ :**  
Eurocent (2 h 47).

**VO :** Images d'ailleurs, 95 (45-87-18-09) ; 36-68-03-07) ; Dermatt, dolly, 14 (43-21-61-01) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-30) ; réservation : 40-30-20-10).

**VISSEMENT, LE VOUS AIME :**  
de Jean-Michel Carré,  
avec Denis Laviert, Dominique Frome, Jean-François Gallotte, Vanessa Guedd, Lionel Melet.  
Français (1 h 40).  
14-Juillet Beaubourg, 3 (36-58-69-23) ; Studio 28, 18 (45-06-36-07).

**WITTGENSTEIN**  
de Derek Jarman,  
avec Denis Laviert, Michael Gough, Trilda Swank, John Quentin, Kevin Collins, Clancy Chassy.  
Britannique (1 h 15).

**VO :** Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**ÉPIQUES**

**PROFÉRATU**  
de Friedrich Wilhelm Murnau,  
avec Max Schreck, Gustav von Wangenheim, Alexander Granach, Wera-Heinrich.  
Allemand. 1922, noir et blanc (1 h 35).  
14-Juillet Beaubourg, 5 (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10).

**LA PREMIÈRE FOLIE**  
**DE WOODY ALLEN**  
de Woody Allen,  
avec Woody Allen, Tatyana Mikhaili, Mia Hama, Alexei Vekolskiy.  
Américain, 1966 (1 h 19).  
14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; L'Entrepié, 14 (45-43-41-63).

(\*) Interdit aux moins de douze ans.  
(\*\*) Interdit aux moins de seize ans.

**TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE :**  
**3665 LEMONDE**  
au tél. : 36-68-03-78 (2,23 F/mn)

**TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE**  
**3615 LEMONDE**  
ou tél. : 36-68-03-78 (2,23 F/mn)







# Hongkong, l'insoutenable compte à rebours

Soirée thématique sur Arte, le jour du Nouvel An chinois. Dans 500 jours, après 155 ans de mandat britannique, Hongkong sera rétrocédé à la Chine populaire

IL EST DES CHIFFRES qui retiennent l'attention par leur rondeur. Quand un compte à rebours indique 500, plus que d'ordinaire, on est tenté d'arrêter l'horloge de l'histoire et d'imaginer ce que sera le timbre du carillon final. 500, c'est le nombre de jours qui séparent Hongkong de l'échéance de sa rétrocession à la Chine populaire, fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1997. De quelques semaines résomera ce jour solennel où l'Union Jack sera amené, dernier acte de l'histoire coloniale britannique, tandis que le drapeau rouge se déploiera au sommet du palais du gouverneur ? Un timbre-tout à peine audible, comme le soupir d'un non-événement, ou une grosse canonnade, ainsi que le craignent les plus pessimistes ?

Nul ne sait, et les Hongkongais pas plus que les observateurs internationaux, déjà à l'affût de cet épisode unique dans la chronique de la décolonisation. En lui consacrant une soirée thématique, Arte apporte une précieuse contribution à un débat dont on ne perçoit pas toujours les enjeux en France. Le « 1997 » de Hongkong, c'est d'abord la chronique de la mort annoncée d'une démocratie balbutiante en Extrême-Orient. C'est aussi l'absorption par une puissance émergente et en plein réveil nationaliste d'une « poule aux œufs d'or », qui s'est hissée au troisième rang mondial des places financières. C'est enfin une opération politique à haute charge symbolique : la réunification de l'empire du Milieu, jadis dépeçé par



les « traités inégaux » - dont les ailes auront inévitablement des répercussions sur la zone la plus explosive de l'Asie de l'Est : le détroit de Formose, que Pékin menace toujours de franchir par la force.

## ANXIÉTÉ MULTIFORME

Loin des bavardages académiques, Hongkong, 1-500, le film de François Armanet, est une haletante immersion dans les profondeurs de cette ville en sursis qui « brûle ce qui lui reste à vivre ». La caméra nous promène dans les ruelles grouillantes, les galas de charité, les HLM de banlieue, les bars louches, les salles de rédaction,

les villas de milliardaires, les commissariats de police ou les « cages » des oubliés du miracle économique... On y croise une population résignée à l'inévitable - elle n'a guère le choix - qui se force à croire que tout n'est pas perdu, que les affaires continueront de tourner et que la démocratie embryonnaire n'avortera pas. Dernière ce fatalisme, pourtant, sourd une anxiété multiforme dont les symptômes se répètent dans les statistiques : immigration nerveuse - au Canada notamment -, relocalisation à l'étranger des sièges d'entreprises ou multiplication des conflits domestiques (violence contre les

enfants, crispation à l'égard des employés de maison philippines...).

A l'origine de cette suspicion viscérale à l'endroit de Pékin, il y a le massacre de Tiananmen, en juin 1989. Là s'achève une période de relative confiance quant à la mutation libérale d'un communisme domestiqué par les réformes économiques. Et là commence la flamboyante carrière de Chris Patten, dont Max Armanet dresse le portrait dans *Le Dernier Gouverneur*. Dès son arrivée, en 1992, cet ancien porte-étendard des Tories britanniques s'est investi d'une noble mission : sauver l'honneur de l'Union Jack en cherchant à lui éviter l'humiliation d'une décolonisation que l'histoire pourrait retenir comme le bradage des idéaux démocratiques. « *Danseur de tango* », « *prostituée décaisée en quête d'une nouvelle virginité* », les injures de Pékin n'ont fait que flatter sa renommée. Cela suffit-il à en faire une réplique extrême-orientale de Lawrence d'Arabie, autre avocat passionné des peuples en quête de liberté, dont on célèbre toujours le culte romantique à Londres ? En risquant une telle analogie, les auteurs sacrifient quelque peu au cliché. Mais on ne leur en tiendra pas rigueur, tant reste poignante la beauté de cette cité au tournement scandé par un insoutenable tic-tac.

Frédéric Bobin

\* Hongkong 1997, le compte à rebours », Arte, jeudi 15 février de 20 h 45 à 0 h 40.

## Flics

par Agathe Logeart

LES TORCHONS avec les torchons. Les serviettes avec les serviettes. Les flics avec les flics : dans le savant ordonnancement d'un journal télévisé, il s'agit de ne pas tout mélanger. Aussi est-ce avec une apparente logique que Jean-Claude Narcy, au cours du 20 heures de TF1, entreprend dans un premier temps de faire la promotion de l'émission « Le Droit de savoir », qui serait consacrée, un peu plus tard dans la soirée, à la lutte sans merci menée par les policiers des « stupés » de Marseille contre la drogue. Une belle bande-annonce, en vérité.

On se serait cru au cinéma ou, mieux, à la télévision, si l'on était ces dernières années de séries policières : descentes musclées dans les bars louches, suspects plaqués à terre sans ménagement, policiers humilisés malgré la dureté des temps. De surcroît, la commissaire, une jeune femme aux longs cheveux noirs, est belle et bon enfant. Comme dans toute série qui se respecte, elle est femme, mère, et même ses hommes avec une poignée de fer, une main sur son arme de service, l'autre sur le code de procédure pénale. Sans lui faire offense, on la situe à mi-chemin de Julie Lescaut, la madone du commissariat de quartier, et de Van Loc, le policier marseillais passé, en vrai, de l'autre côté du miroir, en jouant sur le petit écran son propre rôle. Le commentaire du reportage avait le ton légèrement démodé des « Incorruptibles », au temps d'Éliot Ness et de la prohibition. « Images percutantes, réalistes », insistait le présentateur en van-

tant la marchandise. Mais, dans la rubrique police, il fallait bien casser un deuxième titre, nettement moins glorieux pour la « grande maison », raison suffisante sûrement pour qu'on le relègue à la deuxième place. Il s'agit bien sûr de la bavure policière, jugée devant la cour d'assises de Paris, au cours de laquelle un jeune Zairois de dix-sept ans fut tué il y a trois ans d'une balle dans la tête lors d'une garde à vue illégale dans un commissariat parisien. « Images un épisode de *« Navarro »* où tout le monde fermerait les yeux », commentait le chroniqueur judiciaire, recourant ainsi à un sautisme parallèle. Si, en effet, la réalité, ou plutôt une réalité, est filmée comme une série télévisée, comment une autre réalité au moins aussi réelle que la précédente pourrait-elle se laisser approcher autrement que par le biais de la fiction ?

Devant les caméras qui les avaient pris en filature dans les couloirs du Palais de justice, ils avaient l'air nettement moins causants qu'à Marseille, les policiers du commissariat des Grands-Carrières, où le jeune Makomé passa de vie à trépas. Quand leur collègue sortit son 357 magnum de son tiroir avant de le poser sur le temple du jeune homme, ils curent, direct-ils devant les juges, qu'il s'agissait d'une arme factice. Comme si, eux non plus, ne parvenaient pas à faire le partage entre la vraie vie et la vie scénarisée. Entre une vraie arme et une arme pour jouer, Makomé, lui, un court instant, avait eu le temps de voir la différence.

JEUDI 15 FÉVRIER

### TF 1

13.00 Journal, Métro.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'Amour.  
14.30 Dallas.  
15.25 Rick Hunter.  
16.15 Une famille en or.  
16.45 Club Dorothée.  
17.30 La Philo.  
18.00 Les Amants.  
18.25 Le Miracle de l'Amour.  
19.00 Agence tous risques.  
20.00 Journal, Métro.  
20.05 Journal, Métro.  
20.45 Journal, Métro.

### COMMISSAIRE MOULIN

Série. Syndrome de menace, de Yves Alier, avec Yves Rénier (105 min).  
Hospitalisé pour des problèmes cardiaques, Moulin doit enquêter sur un meurtre commis dans la chambre voisine.

### TOUT EST POSSIBLE

Magazine présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Roland Giraud. Une vie peut en cacher une autre : Des enfants pas comme les autres. Une vie différente. (90 min).  
0.05 Ex libris.  
A la poursuite de l'impossible. (65 min).  
1.10 Journal, Métro.

### Les soirées Câble et satellite

#### TV 5

19.30 Journal (TSR). 20.00 Les aventures de Lagarde. 21.00 Caisse Express. 22.00 Journal (TSR). 23.00 Correspondances. 23.30 C'est le dimanche. (France 3 et 13). 23.50 Vol au-dessus des nuages. 24.00 Les nouvelles. 24.30 Les nouvelles. 24.50 Les nouvelles. 25.00 Les nouvelles.

#### Planète

20.35 Histoire de la machine. (40 min). 21.00 Histoire de la machine. (40 min). 21.35 Histoire de la machine. (40 min). 22.00 Histoire de la machine. (40 min). 22.35 Histoire de la machine. (40 min). 23.00 Histoire de la machine. (40 min). 23.35 Histoire de la machine. (40 min). 24.00 Histoire de la machine. (40 min). 24.35 Histoire de la machine. (40 min). 25.00 Histoire de la machine. (40 min).

### France 2

12.59 Journal.  
13.05 Derrick. Émission parallèle.  
14.50 L'Enquêteur.  
15.40 Tierscé. En direct de Vincennes.  
15.55 et 16.25 La Chance aux chaussons.  
16.35 Les dangers. Série.  
16.45 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.10 Quoi de neuf, docteur ?  
17.35 La Fête à la maison.  
18.05 Les Bons Côtés. Jeu.  
18.45 Qui est-ce ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.25 et 2.20 Studio Gabriel.  
19.59 Journal, Métro.  
20.15 Invité spécial.  
20.45 Journal, Métro.

### ENVOYÉ SPÉCIAL

Au nom de l'enfer, de Tim Tate, Rick Mancuso, Norris et Chris L. La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).  
La vie en enfer. (105 min).

### L'AFFAIRE THOMAS CROWN

Film américain de Norman Jewison avec Steve McQueen, Faye Dunaway (1968, 100 min).  
0.50 Journal, Métro.  
1.05 Le Cercle de minuit. Avec Sylvie Germain, Vincent Ravalec, Pierre Michon, Bernard Noël, Gilles Anquetil. Musique : La Mélioz (75 min).  
2.30 Les masques (rediff.). 4.00 24 heures d'été. 4.30 Les masques (rediff.). 4.50 Les masques (rediff.). 5.00 Les masques (rediff.). 5.30 Les masques (rediff.). 5.50 Les masques (rediff.). 6.00 Les masques (rediff.).

### Cinéma

18.15 Eve. (1950, 135 min) 7857/4819  
20.30 Les Surprises de la radio.  
21.45 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).  
22.15 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).

### Cinéma

18.15 Eve. (1950, 135 min) 7857/4819  
20.30 Les Surprises de la radio.  
21.45 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).  
22.15 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).

### France 3

12.55 Journal.  
13.05 Keno.  
13.10 Tout en musique. Jeu.  
13.40 Les Enquêtes de Remington Steele.  
14.30 Brigade criminelle.  
15.00 Questions.  
15.30 Questions.  
16.05 Les deux font la loi.  
16.30 Popeye. Dessin animé.  
16.40 Les Minikéums.  
17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.05 Le Roi du bois.  
19.15 Le 19-20 de l'information.  
19.05 Journal régional.  
20.10 Fa si la chanson. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### LES EXPERTS

Film américain de Phil Alkon. (1992, 126 min).  
Intrigue embrouillée, action et humour, un mélange qui prend plus ou moins bien. Mais il y a du bon monde dans l'interprétation !  
23.00 Journal, Métro.

### AH ! QUELS TITRES !

Magazine présenté par Philippe Tesson. Tant qu'il y aura des femmes. Invité : Diane de Marguerite (Dans le spirale).  
0.50 Journal, Métro.  
1.05 Le Cercle de minuit. Avec Sylvie Germain, Vincent Ravalec, Pierre Michon, Bernard Noël, Gilles Anquetil. Musique : La Mélioz (75 min).  
2.30 Les masques (rediff.). 4.00 24 heures d'été. 4.30 Les masques (rediff.). 4.50 Les masques (rediff.). 5.00 Les masques (rediff.). 5.30 Les masques (rediff.). 5.50 Les masques (rediff.). 6.00 Les masques (rediff.).

### Cinéma

18.15 Eve. (1950, 135 min) 7857/4819  
20.30 Les Surprises de la radio.  
21.45 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).  
22.15 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).

### Série Club

20.30 Ma mère à moi-même. On n'a rien sans rien. 20.45 (et 23.45) Athéisme. C'est. 21.00 (et 24.00) Les Surprises. Une enfance perdue. 22.30 Alfred Hitchcock présente. L'impressionnisme. 1.30 L'Or et le Papier (60 min).

### La Cinquième

13.00 Les Lumières du music-hall. Fernandel.  
13.30 Attention santé. Le sida : effets secondaires des médicaments. 13.35 D&B. Le feu sacré. 14.05 A tous vents. Christophe Auguin, le challenge. 15.00 Oméga. 16.30 Le Réseau des médias. 16.35 Rhythmix. 17.30 Les Enfants de John. 19.00 Ma souris bien-aimée. 18.15 Cinq sur cinq.

### Arte

19.00 Collection Hollywood 1950.  
19.05 [1208] La Déesse, de John Lescarot, d'après Alexandre Dumas, avec Errol Flynn, Ann Stephens (80 min).  
19.30 7/12 (25 min).  
19.35 7/12 (25 min).  
19.35 7/12 (25 min).  
19.35 7/12 (25 min).  
19.35 7/12 (25 min).  
19.35 7/12 (25 min).  
19.35 7/12 (25 min).

### SOIRÉE THÉMATIQUE : HONGKONG 1997, LE COMPTE À REBOURS

Proposée par François et Max Armanet.  
0.10 Hongkong, 1-500.  
Documentaire de François Armanet et Alain Lesfargues (54 min).  
21.40 Le Dernier Gouverneur. Documentaire de Max Armanet (25 min).  
22.05 Song of the Exile. Film chinois (Hongkong) d'Ann Hui avec Lu Hsiangfen, Maggie Cheung (1989, v.o., 96 min).  
23.00 Journal, Métro.

### POUR SATAN

84 min. 1974. Un film de Robert Lieberman, avec Martin Garvey, Shirley Knight (84 min).  
0.05 Le Singe sacré. Documentaire de Nadia Calot (35 min).  
0.40 Le Procès. Film franco-italo-allemand d'Orson Welles avec Anthony Perkins, Orson Welles (1962, n.v., rediff., 120 min).  
23.00 Journal, Métro.

### Canal Jimmy

20.00 Sammy et Rosie s'envolent en l'air. Film de Stephen Frears (1987, 100 min).  
21.40 Schindler. Le film. 22.05 Road. 22.30 Chronique du front.  
22.35 Macadam. Film de Morris Heifman (1971, v.o., 90 min).  
23.00 Le Singe sacré. Documentaire de Nadia Calot (35 min).  
23.00 Le Procès. Film franco-italo-allemand d'Orson Welles avec Anthony Perkins, Orson Welles (1962, n.v., rediff., 120 min).  
23.00 Journal, Métro.

### RTL 9

19.55 La Vie de famille. Le procès. 20.30 Le Lendemain du crime. Film de Sidney Lumet (1984, 110 min).  
21.00 Les Surprises de la radio. 21.45 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).  
22.15 Le diable s'en mêle. Film de Sam Wood (1941, 110 min).

### M 6

13.25 Madame X. 13.30 Madame X. 13.35 Madame X. 13.40 Madame X. 13.45 Madame X. 13.50 Madame X. 13.55 Madame X. 14.00 Madame X. 14.05 Madame X. 14.10 Madame X. 14.15 Madame X. 14.20 Madame X. 14.25 Madame X. 14.30 Madame X. 14.35 Madame X. 14.40 Madame X. 14.45 Madame X. 14.50 Madame X. 14.55 Madame X. 15.00 Madame X. 15.05 Madame X. 15.10 Madame X. 15.15 Madame X. 15.20 Madame X. 15.25 Madame X. 15.30 Madame X. 15.35 Madame X. 15.40 Madame X. 15.45 Madame X. 15.50 Madame X. 15.55 Madame X. 16.00 Madame X. 16.05 Madame X. 16.10 Madame X. 16.15 Madame X. 16.20 Madame X. 16.25 Madame X. 16.30 Madame X. 16.35 Madame X. 16.40 Madame X. 16.45 Madame X. 16.50 Madame X. 16.55 Madame X. 17.00 Madame X. 17.05 Madame X. 17.10 Madame X. 17.15 Madame X. 17.20 Madame X. 17.25 Madame X. 17.30 Madame X. 17.35 Madame X. 17.40 Madame X. 17.45 Madame X. 17.50 Madame X. 17.55 Madame X. 18.00 Madame X. 18.05 Madame X. 18.10 Madame X. 18.15 Madame X. 18.20 Madame X. 18.25 Madame X. 18.30 Madame X. 18.35 Madame X. 18.40 Madame X. 18.45 Madame X. 18.50 Madame X. 18.55 Madame X. 19.00 Madame X. 19.05 Madame X. 19.10 Madame X. 19.15 Madame X. 19.20 Madame X. 19.25 Madame X. 19.30 Madame X. 19.35 Madame X. 19.40 Madame X. 19.45 Madame X. 19.50 Madame X. 19.55 Madame X. 20.00 Madame X. 20.05 Madame X. 20.10 Madame X. 20.15 Madame X. 20.20 Madame X. 20.25 Madame X. 20.30 Madame X. 20.35 Madame X. 20.40 Madame X. 20.45 Madame X. 20.50 Madame X. 20.55 Madame X. 21.00 Madame X. 21.05 Madame X. 21.10 Madame X. 21.15 Madame X. 21.20 Madame X. 21.25 Madame X. 21.30 Madame X. 21.35 Madame X. 21.40 Madame X. 21.45 Madame X. 21.50 Madame X. 21.55 Madame X. 22.00 Madame X. 22.05 Madame X. 22.10 Madame X. 22.15 Madame X. 22.20 Madame X. 22.25 Madame X. 22.30 Madame X. 22.35 Madame X. 22.40 Madame X. 22.45 Madame X. 22.50 Madame X. 22.55 Madame X. 23.00 Madame X. 23.05 Madame X. 23.10 Madame X. 23.15 Madame X. 23.20 Madame X. 23.25 Madame X. 23.30 Madame X. 23.35 Madame X. 23.40 Madame X. 23.45 Madame X. 23.50 Madame X. 23.55 Madame X. 24.00 Madame X. 24.05 Madame X. 24.10 Madame X. 24.15 Madame X. 24.20 Madame X. 24.25 Madame X. 24.30 Madame X. 24.35 Madame X. 24.40 Madame X. 24.45 Madame X. 24.50 Madame X. 24.55 Madame X. 25.00 Madame X. 25.05 Madame X. 25.10 Madame X. 25.15 Madame X. 25.20 Madame X. 25.25 Madame X. 25.30 Madame X. 25.35 Madame X. 25.40 Madame X. 25.45 Madame X. 25.50 Madame X. 25.55 Madame X. 26.00 Madame X. 26.05 Madame X. 26.10 Madame X. 26.15 Madame X. 26.20 Madame X. 26.25 Madame X. 26.30 Madame X. 26.35 Madame X. 26.40 Madame X. 26.45 Madame X. 26.50 Madame X. 26.55 Madame X. 27.00 Madame X. 27.05 Madame X. 27.10 Madame X. 27.15 Madame X. 27.20 Madame X. 27.25 Madame X. 27.30 Madame X. 27.35 Madame X. 27.40 Madame X. 27.45 Madame X. 27.50 Madame X. 27.55 Madame X. 28.00 Madame X. 28.05 Madame X. 28.10 Madame X. 28.15 Madame X. 28.20 Madame X. 28.25 Madame X. 28.30 Madame X. 28.35 Madame X. 28.40 Madame X. 28.45 Madame X. 28.50 Madame X. 28.55 Madame X. 29.00 Madame X. 29.05 Madame X. 29.10 Madame X. 29.15 Madame X. 29.20 Madame X. 29.25 Madame X. 29.30 Madame X. 29.35 Madame X. 29.40 Madame X. 29.45 Madame X. 29.50 Madame X. 29.55 Madame X. 30.00 Madame X. 30.05 Madame X. 30.10 Madame X. 30.15 Madame X. 30.20 Madame X. 30.25 Madame X. 30.30 Madame X. 30.35 Madame X. 30.40 Madame X. 30.45 Madame X. 30.50 Madame X. 30.55 Madame X. 31.00 Madame X. 31.05 Madame X. 31.10 Madame X. 31.15 Madame X. 31.20 Madame X. 31.25 Madame X. 31.30 Madame X. 31.35 Madame X. 31.40 Madame X. 31.45 Madame X. 31.50 Madame X. 31.55 Madame X. 32.00 Madame X. 32.05 Madame X. 32.10 Madame X. 32.15 Madame X. 32.20 Madame X. 32.25 Madame X. 32.30 Madame X. 32.35 Madame X. 32.40 Madame X. 32.45 Madame X. 32.50 Madame X. 32.55 Madame X. 33.00 Madame X. 33.05 Madame X. 33.10 Madame X. 33.15 Madame X. 33.20 Madame X. 33.25 Madame X. 33.30 Madame X. 33.35 Madame X. 33.40 Madame X. 33.45 Madame X. 33.50 Madame X. 33.55 Madame X. 34.00 Madame X. 34.05 Madame X. 34.10 Madame X. 34.15 Madame X. 34.20 Madame X. 34.25 Madame X. 34.30 Madame X. 34.35 Madame X. 34.40 Madame X. 34.45 Madame X. 34.50 Madame X. 34.55 Madame X. 35.00 Madame X. 35.05 Madame X. 35.10 Madame X. 35.15 Madame X. 35.20 Madame X. 35.25 Madame X. 35.30 Madame X. 35.35 Madame X. 35.40 Madame X. 35.45 Madame X. 35.50 Madame X. 35.55 Madame X. 36.00 Madame X. 36.05 Madame X. 36.10 Madame X. 36.15 Madame X. 36.20 Madame X. 36.25 Madame X. 36.30 Madame X. 36.35 Madame X. 36.40 Madame X. 36.45 Madame X. 36.50 Madame X. 36.55 Madame X. 37.00 Madame X. 37.05 Madame X. 37.10 Madame X. 37.15 Madame X. 37.20 Madame X. 37.25 Madame X. 37.30 Madame X. 37.35 Madame X. 37.40 Madame X. 37.45 Madame X. 37.50 Madame X. 37.55 Madame X. 38.00 Madame X. 38.05 Madame X. 38.10 Madame X. 38.15 Madame X. 38.20 Madame X. 38.25 Madame X. 38.30 Madame X. 38.35 Madame X. 38.40 Madame X. 38.45 Madame X. 38.50 Madame X. 38.55 Madame X. 39.00 Madame X. 39.05 Madame X. 39.10 Madame X. 39.15 Madame X. 39.20 Madame X. 39.25 Madame X. 39.30 Madame X. 39.35 Madame X. 39.40 Madame X. 39.45 Madame X. 39.50 Madame X. 39.55 Madame X. 40.00 Madame X. 40.05 Madame X. 40.10 Madame X. 40.15 Madame X. 40.20 Madame X. 40.25 Madame X. 40.30 Madame X. 40.35 Madame X. 40.40 Madame X. 40.45 Madame X. 40.50 Madame X. 40.55 Madame X. 41.00 Madame X. 41.05 Madame X. 41.10 Madame X. 41.15 Madame X. 41.20 Madame X. 41.25 Madame X. 41.30 Madame X. 41.35 Madame X. 41.40 Madame X. 41.45 Madame X. 41.50 Madame X. 41.55 Madame X. 42.00 Madame X. 42.05 Madame X. 42.10 Madame X. 42.15 Madame X. 42.20 Madame X. 42.25 Madame X. 42.30 Madame X. 42.35 Madame X. 42.40 Madame X. 42.45 Madame X. 42.50 Madame X. 42.55 Madame X. 43.00 Madame X. 43.05 Madame X. 43.10 Madame X. 43.15 Madame X. 43.20 Madame X. 43.25 Madame X. 43.30 Madame X. 43.35 Madame X. 43.40 Madame X. 43.45 Madame X. 43.50 Madame X. 43.55 Madame X. 44.00 Madame X. 44.05 Madame X. 44.10 Madame X. 44.15 Madame X. 44.20 Madame X. 44.25 Madame X. 44.30 Madame X. 44.35 Madame X. 44.40 Madame X. 44.45 Madame X. 44.50 Madame X. 44.55 Madame X. 45.00 Madame X. 45.05 Madame X. 45.10 Madame X. 45.15 Madame X. 45.20 Madame X. 45.25 Madame X. 45.30 Madame X. 45.35 Madame X. 45.40 Madame X. 45.45 Madame X. 45.50 Madame X. 45.55 Madame X. 46.00 Madame X. 46.05 Madame X. 46.10 Madame X. 46.15 Madame X. 46.20 Madame X. 46.25 Madame X. 46.30 Madame X. 46.35 Madame X. 46.40 Madame X. 46.45 Madame X. 46.50 Madame X. 46.55 Madame X. 47.00 Madame X. 47.05 Madame X. 47.10 Madame X. 47.15 Madame X. 47.20 Madame X. 47.25 Madame X. 47.30 Madame X. 47.35 Madame X. 47.40 Madame X. 47.45 Madame X. 47.50 Madame X. 47.55 Madame X. 48.00 Madame X. 48.05 Madame X. 48.10 Madame X. 48.15 Madame X. 48.20 Madame X. 48.25 Madame X. 48.30 Madame X. 48.35 Madame X. 48.40 Madame X. 48.45 Madame X. 48.50 Madame X. 48.55 Madame X. 49.00 Madame X. 49.05 Madame X. 49.10 Madame X. 49.15 Madame X. 49.20 Madame X. 49.25 Madame X. 49.30 Madame X. 49.35 Madame X. 49.40 Madame X. 49.45 Madame X. 49.50 Madame X. 49.55 Madame X. 50.00 Madame X. 50.05 Madame X. 50.10 Madame X. 50.15 Madame X. 50.20 Madame X. 50.25 Madame X. 50.30 Madame X. 50.35 Madame X. 50.40 Madame X. 50.45 Madame X. 50.50 Madame X. 50.55 Madame X. 51.00 Madame X. 51.05 Madame X. 51.10 Madame X. 51.15 Madame X. 51.20 Madame X. 51.25 Madame X. 51.30 Madame X. 51.35 Madame X. 51.40 Madame X. 51.45 Madame X. 51.50 Madame X. 51.55 Madame X. 52.00 Madame X. 52.05 Madame X. 52.10 Madame X. 52.15 Madame X. 52.20 Madame X. 52.25 Madame X. 52.30 Madame X. 52.35 Madame X. 52.40 Madame X. 52.45 Madame X. 52.50 Madame X. 52.55 Madame X. 53.00 Madame X. 53.05 Madame X. 53.10 Madame X. 53.15 Madame X. 53.20 Madame X. 53.25 Madame X. 53.30 Madame X. 53.35 Madame X. 53.40 Madame X. 53.45 Madame X. 53.50 Madame X. 53.55 Madame X. 54.00 Madame X. 54.05 Madame X. 54.10 Madame X. 54.15 Madame X. 54.20 Madame X. 54.25 Madame X. 54.30 Madame X. 54.35 Madame X. 54.40 Madame X. 54.45 Madame X. 54.50 Madame X. 54.55 Madame X. 55.00 Madame X. 55.05 Madame X. 55.10 Madame X. 55.15 Madame X. 55.20 Madame X. 55.25 Madame X. 55.30 Madame X. 55.35 Madame X. 55.40 Madame X. 55.45 Madame X. 55.50 Madame X. 55.55 Madame X. 56.00 Madame X. 56.05 Madame X. 56.10 Madame X. 56.15 Madame X. 56.20 Madame X. 56.25 Madame X. 56.30 Madame X. 56.35 Madame X. 56.40 Madame X. 56.45 Madame X. 56.50 Madame X. 56.55 Madame X. 57.00 Madame X. 57.05 Madame X. 57.10 Madame X. 57.15 Madame X. 57.20 Madame X. 57.25 Madame X. 57.30 Madame X. 57.35 Madame X. 57.40 Madame X. 57.45 Madame X. 57.50 Madame X. 57.55 Madame X. 58.00 Madame X. 58.05 Madame X. 58.10 Madame X. 58.15 Madame X. 58.20 Madame X. 58.25 Madame X. 58.30 Madame X.



هكذا من الإصل

30.

# Le Monde

JEUDI 15 FÉVRIER 1996

## Les spécialistes

par Pierre Georges

DANS LE FOND, le journaliste c'est comme la médecine. Il y a les généralistes pour le tout-venant, l'humour du temps, des hommes et des choses. Et pour les choses plus graves, les cas complexes, voire les autopsies, il y a les spécialistes, les experts. Titulaires de chaires et entendant le respect.

Prenons la défense et la religion. Le Monde, en sa sage précaution d'avoir à traiter régulièrement de ces choses et non par-dessus la jambe, façon sabre et goupillon, s'en remet à deux hyper-spécialistes. Reconnus comme tels, vécus comme tels. Et même, surnommés comme tels.

Le Général et Monseigneur, pseudonymes assez transparents, sont des bêtes à infos. Ils prennent assez volontiers leur rubrique au sérieux et leur journal au tragique. Ils n'écrivent pas - contrairement au chroniqueur - pour ne rien dire. Et rien ne leur échappe. Ce qui leur permet, au nom de la sublime Référence, de ne rien nous épargner.

Le système n'est pas sans inconvénient. Qu'un haut gradé meure dans son lit ou attrape, par conseil des ministres, sa troisième étoile, le premier n'a de cesse de nous accabler des mérites évidents du défunt ou du promu. Qu'un archevêque tombe de vélo ou mute, le second n'a d'autre souci que de le faire savoir aux brebis lectrices. Référence, Référence !

Il exercent donc, sur ce plan, une tyrannie ordinaire sur le collégium. Et ils maugréent volontiers - scrogneu, mon Dieu, mon Dieu, *« j'ai horreur pour mon journal »* - quand l'office d'espace n'est pas ajusté à leur insatiable besoin. On en rit, parce que c'est cela aussi qui fait la vie et la légende internes d'un journal.

Mais quand le Général et Monseigneur tiennent du « gros », du

solide, de l'indéfectible, mieux vaut y regarder à deux fois avant que de rétorquer. Ou de démentir. N'étant ni des plaisantins, ni justement des amateurs dans la bataille de l'information, mais plutôt, à user d'une métaphore navale, des croiseurs lourds, l'un et l'autre sont à prendre au sérieux sur les choses sérieuses. Cela s'appelle même la crédibilité.

En deux jours justement, nos deux croiseurs viennent de « sortir » deux grosses informations. Le premier à dégalier fut le spécialiste religieux. Il fallait du mérite, des vertus béatificantes, et même un peu de vice, pour aller déboucher, au fin fond d'un ouvrage de la commission sociale de l'épiscopat français, un qualificatif inédit jusqu'alors à propos de l'usage du préservatif. « Nécessaire », ils avaient écrit. « Nécessaire » ! Et deux fois plutôt qu'une ! C'était assez pour signifier un changement de doctrine et d'approche. L'affaire fit un gros titre et un grand bruit. Jusqu'au Vatican. Jusqu'à ce que, réagissant comme comité central, dans le plus pur style langue d'église, le syndicat des cardinaux tente de faire prendre ce préservatif pour une lanterne.

Deuxième à canonner, et pas de main morte, le spécialiste défense. Un vrai feu d'artifice ! Cent-trois régiments de l'armée de terre ont paté, dissolution de la principale composante de l'Eurocorps, etc., etc. Le tout présenté comme un projet mûri sous les hépis. Mais un projet fort sérieux. De quoi alarmer le ministre de la défense, auquel on cache décidément tout. Charles Millon se fendit alors d'un démenti solennel. Non sur le projet lui-même. Mais sur la décision politique applicable audit projet. Nul besoin d'être expert pour noter que cela ressemble fort à ce qu'en langue d'état-major, on appelle un écran de fumée.

## Assassinat d'un haut magistrat espagnol à Madrid

L'ANCIEN PRÉSIDENT DU TRIBUNAL constitutionnel espagnol, Francisco Tomas y Valiente, a été tué mercredi 14 février à Madrid de plusieurs coups de feu par un inconnu. Selon le ministère de l'Intérieur, cet attentat serait dû à l'organisation indépendantiste basque ETA. Peu avant 11 heures, un inconnu a ouvert le feu à trois reprises contre M. Tomas y Valiente sur le parking de la faculté de droit de l'université autonome de Madrid où il venait de donner un cours. M. Tomas y Valiente, qui était membre permanent du Conseil d'Etat, avait été président du Tribunal constitutionnel de 1986 à 1992. En 1993, le chef du gouvernement socialiste Felipe Gonzalez lui avait proposé d'être ministre de la Justice, poste qu'il avait refusé. D'autre part, une voiture a explosé un peu plus tard dans la capitale espagnole. Selon la police, elle aurait pu être utilisée par les auteurs de l'attentat précédent. (AFP.)

■ JUSTICE : le député du Pas-de-Calais et maire de Béthune, Jacques Mellick, a renoncé au pourvoi en cassation qu'il avait formé à la suite de la condamnation par la cour d'appel de Douai (Nord), en novembre, de sa condamnation à deux ans d'indignité pour subornation, par le tribunal de Béthune (Pas-de-Calais), dans l'affaire VA-OM.

■ CORÉE DU NORD : un Nord-Coréen armé a pénétré, mercredi 14 février, dans la représentation commerciale de l'ambassade russe à Pyongyang après un échange de tirs au cours duquel plusieurs gardes coréens postés à l'entrée ont été tués, a indiqué l'agence ITAR-TASS. L'homme menace de se suicider s'il n'obtient pas l'asile. (AFP.)

## « Le Monde des Livres » fête André Breton

Né il y a cent ans, le fondateur du surréalisme demeure une des grandes figures littéraires de ce siècle. Sa pensée a-t-elle vieilli, ou reste-t-elle d'actualité ? Quelle influence l'auteur de *L'Amour fou* a-t-il exercée sur les générations qui lui ont succédé ? Julien Gracq, Octavio Paz et Yves Bonnefoy, qui ont connu André Breton, furent marqués par son impérieux message, avant de suivre leur propre chemin. Pour « Le Monde des Livres » (daté vendredi 16 février), ils évoquent sans concessions ce passant considérable. On trouvera dans ce même dossier un inédit de Breton ainsi que des textes critiques de Bernard Noël et de Jean-Michel Goutier.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 14 février, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 20784,20 -0,72 -5,41	Paris CAC 40 1489,39 +0,80 +5,95
Hong Kong index 11200,20 -0,50 +12,02	Londres FT 100 3740,30 +0,37 +1,38
	Zurich 1552 - -1,44
	Nisan MIB 30 995 -6,04 -6,87
	Frankfurt Dax 30 2493,68 +0,23 +7,97
	Bruxelles 1668,48 -0,02 -6,84
	Suisse SIB 1341,25 -7,89
	Madrid Iboex 35 329,22 +0,39 +2,85
	Amsterdam CBS 341,20 +0,76 +6,12

Tirage du Monde daté 14 février 1996 : 491 500 exemplaires

## Le ministre de la culture annonce la création d'une Fondation du patrimoine

Elle servira à pallier les insuffisances de la protection des monuments

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY devait présenter, mercredi 14 février, au conseil des ministres, un objet juridique non identifié : une Fondation du patrimoine d'un type entièrement nouveau. Cette Fondation doit faire l'objet d'une loi qui sera présentée à la mi-mars devant le Sénat puis en avril devant l'Assemblée nationale.

Elle aura pour but de pallier les insuffisances de la protection du patrimoine français. On compte, en France, 40 000 monuments protégés. L'Etat en possède 870 (et ne veut pas augmenter son portefeuille), quatre cent mille éléments du patrimoine culturel environ sont dignes d'intérêt, parfois modestes, non protégés, souvent privés, qui ne peuvent recevoir de subventions publiques ou qui en perçoivent d'insuffisantes.

Il manquait un outil pour réagir rapidement à des situations de crise : dépeçage d'un monument par ses propriétaires ou dispersion d'un ensemble patrimonial. Le suivi d'un monument, après sa restauration, est trop souvent négligé, comme sa mise en valeur et sa gestion.

Pour remplir ces fonctions, l'Etat, désarmé, doit se tourner vers le privé. Jacques Toubon, alors ministre

de la culture, avait confié une mission au sénateur-maire de Saumur, Jean-Paul Hugot, qui a remis, en 1994, un rapport incitant la rue de Valois à la création d'une fondation. Mais, en droit français, ces organismes sont pesants. Alain Seban, conseiller de Philippe Douste-Blazy, a imaginé un dispositif original. Alors que les fondations classiques sont indépendantes de leur fondateur, la future Fondation du patrimoine sera placée sous leur contrôle (ils disposeront d'une majorité de 51 %) au sein du conseil d'administration afin de favoriser un engagement durable de leur part. Ainsi il ne sera pas indispensable pour la Fondation d'immobiliser un lourd capital initial, puisque les actions seront fi-

nancées, au fur et à mesure, par des apports de capitaux nouveaux, sur le modèle du mécénat d'entreprise.

Autre originalité, la présence au sein du conseil d'administration d'adhérents directs, sur le modèle du National Trust britannique (2,2 millions de cotisants) qui gère une grande partie du patrimoine outre-Manche. Ces adhérents pourront disposer d'un tiers du capital. Ils apporteront à la Fondation leurs cotisations et devraient, espère le ministre, « mobiliser les énergies ». Les journées du patrimoine n'ont-elles pas déplacé, en septembre 1995, sept millions de visiteurs ?

Enfin, le rôle de ce nouvel organisme doté de prérogatives exorbitantes du droit commun (il pourra,

comme les communes, bénéficier des procédures d'expropriation prévues par la loi sur les monuments historiques, et de celles de préemption sur les objets d'art), n'est pas de se constituer, comme le National Trust, un portefeuille de propriétés foncières. Son rôle est de fournir aux éléments fragiles du patrimoine des bases plus solides. En outre, les biens culturels de la Fondation du patrimoine seront à l'abri de ses créanciers et elle pourra héberger des fondations-relais - comme la Fondation de France. Elle devrait être totalement autonome vis-à-vis de l'Etat, qui ne lui fournirait qu'un cadre juridique, mais qui sera néanmoins représenté au sein de son Conseil d'administration.

Qui seront les entreprises actionnaires de cette Fondation ? Un tour de table est en train d'être bouclé. Ont été approchées et priorisées des sociétés implantées localement (les grandes surfaces, par exemple), puisqu'il s'agit surtout de mettre en valeur un patrimoine de proximité. La mise de fonds initiale devrait être de 40 à 50 millions de francs. La Fondation devrait être opérationnelle au début de 1997.

Emmanuel de Roux

## Un impact sur l'emploi ?

La future Fondation du patrimoine devrait permettre, selon Philippe Douste-Blazy, de débiter de 8 000 à 10 000 emplois. « Elle est l'outil d'un projet ambitieux : au cas des rapports de la culture et de l'emploi, insiste le ministre. Il y a près de 4 000 entreprises spécialisées dans la rénovation du patrimoine. Donner du travail à ces entreprises, c'est maintenir des savoir-faire en voie de disparition et créer des emplois. Les conseils généraux sont déjà demandeurs d'une aide à la formation dans ce domaine. Il faut trouver des compléments aux aides de l'Etat, compléments qui peuvent avoir un effet levier considérable. La Fondation du patrimoine peut constituer un de ces leviers. »

## Le franc est au plus bas depuis deux mois face au mark

A L'ISSUE de sa rencontre avec le chancelier allemand Helmut Kohl, lundi 12 février, le premier ministre Alain Juppé avait estimé qu'il fallait « poursuivre la politique de détente monétaire qui s'est manifestée depuis quelques mois en France et en Allemagne », afin de donner « un nouveau rebond à notre économie ». Son espoir risque d'être déçu.

Les opérateurs des marchés financiers sont persuadés que la banque centrale allemande, dont le conseil se réunit jeudi 15 février, n'assouplira pas la politique monétaire à cette occasion. Cette certitude s'est traduite par un net raffermissement de la monnaie allemande sur le marché des devises européennes. Elle est remontée, mercredi 14 février en début de matinée, jusqu'à un cours de 3,4470 francs, son plus haut niveau depuis deux mois face à la devise française.

Les analystes observent d'abord que la réunion de la Bundesbank intervient trop tôt. Les membres de la banque centrale allemande n'auront pas à leur disposition les statistiques d'évolution de la masse monétaire au mois de janvier, qui ne seront pas publiées avant le 20 février. « Lors de la prochaine séance du conseil central, nous discuterons peu de la politique des taux d'intérêt », a prévenu, lundi, Ernst Welteke, membre du conseil de la banque centrale allemande.

Mais le pessimisme des investisseurs va au-delà des simples problèmes de calendrier. Ils ont le sentiment que le mouvement de détente monétaire en Allemagne touche à sa fin. Selon les cotations des marchés à terme, qui reflètent leurs anticipations, les taux d'intérêt à trois mois allemands ne baisseront pratique-

ment plus par rapport à leurs niveaux actuels. Alors qu'ils s'établissent aujourd'hui à 3,20 %, ils atteindraient un plus bas niveau de 3,17 % à la fin du mois de juin.

Cette stabilisation monétaire peut surprendre, étant donné le ralentissement prononcé de l'activité outre-Rhin, reflété par l'envolée du taux de chômage. La Bundesbank considère que les difficultés de l'économie allemande sont avant tout d'ordre structurel et qu'elles ne peuvent être résolues par une action conjoncturelle sur les taux d'intérêt. Oskar Lafontaine, le responsable des études de la banque centrale, a rappelé que la Bundesbank a mis en place les conditions monétaires pour un retour de la croissance : les rendements à court terme ont reculé de plus de 2 % en Allemagne depuis un an et se situent désormais à un niveau historiquement bas.

Les experts estiment également que la Bundesbank, dont la mission est d'assurer la stabilité des prix, ne souhaite pas perdre le crédit dont elle jouit sur les marchés financiers. Elle ne veut pas donner le sentiment aux opérateurs que son action est davantage guidée par le soutien à la croissance que par la lutte contre l'inflation. La forte baisse des obligations allemandes observée depuis la mi-janvier (les rendements à dix ans ont progressé de 0,30 % depuis cette date) est de nature à la rendre prudente. La Bundesbank s'attend à ce qu'une détente des taux d'intérêt à court terme, qui se traduirait par une remontée des rendements obligataires, pénaliserait la croissance de l'économie allemande, qui se finance pour l'essentiel à long terme.

Pierre-Antoine Delhomma

## Antonio Maccanico n'est pas parvenu à former un gouvernement en Italie

LA CRISE politique italienne, ouverte le 11 janvier par la démission effective du gouvernement de Lamberto Dini, devait prendre, mercredi 14 février au matin, un nouveau tournant. En effet, le président du conseil désigné, Antonio Maccanico, avait rendez-vous à 9 h 30 au palais du Quirinal avec le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, pour lui faire part de l'échec de sa tentative de former un gouvernement de large union chargé de réformer les institutions.

La veille, Silvio Berlusconi et

Massimo D'Alema, chefs respectifs des principales formations de la droite et de la gauche dans l'actuel Parlement, n'avaient pu que constater l'impossibilité de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement.

Forza Italia, qui forme avec l'Alliance nationale (ex-fasciste) une coalition de droite nommée le Pôle des libertés, et le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-communiste), fédéré avec plusieurs composantes de moindre ampleur dans l'Olivier, une alliance de centre-gauche, avaient

pourtant envisagé un moment de procéder à des réformes importantes du système politique italien, avant de retourner devant les électeurs. Un certain consensus semblait se dégager autour de l'idée d'un semi-présidentialisme « à la française ».

La rupture serait intervenue, officiellement, sur la formulation du programme de l'éventuel gouvernement. La droite souhaitait qu'il figure explicitement la nature du régime envisagé, tandis que la gauche préférait laisser ouvertes toutes les options. Bien qu'un replâtrage de dernière minute ne puisse être exclu, le « tour de piste » d'Antonio Maccanico, un ancien ministre des réformes institutionnelles âgé de 71 ans, commencé le 1<sup>er</sup> février, semblait bien toucher à sa fin. M. Scalfaro a le choix entre plusieurs options : charger une nouvelle personnalité de former un gouvernement ; demander à Lamberto Dini d'expédier les affaires courantes jusqu'au mois de juin, fin du semestre de présidence italienne de l'Union européenne ; dissoudre le Parlement et organiser l'élection, soit d'un nouveau Parlement, soit d'une Assemblée constituante.

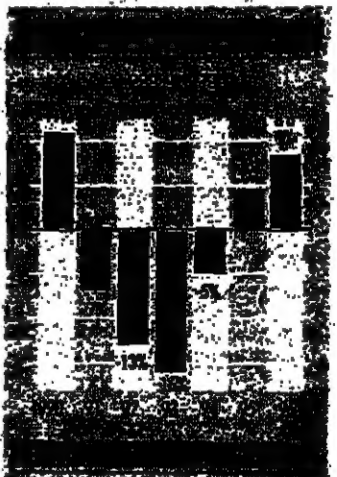
## Spécial impôts

Un cahier de 12 pages dans Le Monde du vendredi 16 daté 17 février



Spécial Plantu, l'année 1995 en dessins

## L'investissement industriel en faible hausse



LA CONJONCTURE économique française est décidément morose. L'Insee en apporte une nouvelle preuve en publiant, mercredi 14 février, les résultats d'une enquête qui laisse apparaître une reprise de l'investissement industriel moins marquée que prévu.

Cet indicateur était particulièrement attendu, car si la consommation reste faible, le gouvernement espérait au moins un redressement de l'investissement contribuant à faire repartir la croissance économique. Or l'investissement redémarre effectivement - après quatre années de baisse, les industriels ont bien été obligés de renouveler leurs équipements. Mais le ressaut est beaucoup moins spectaculaire que prévu. Lors de son enquête d'octobre, l'Insee escomptait, pour 1995, une hausse des investissements industriels de 10 % en valeur et de 7 à 8 % en volume. Dans son enquête réalisée en janvier, il ramène les chiffres de son estimation à 7 % en valeur et entre 4 et 5 % en volume.

Pour 1996, la révision des prévisions est du même ordre. La progression en valeur est abaissée de 13 à 11 %. La hausse en volume devrait donc être comprise entre 8 et 9 %. Ces statistiques confirment ce que l'on pressentait : si les chefs d'entreprise modernisent leurs installations, ils se gardent d'accroître, pour la plupart, leurs capacités de production, la demande intérieure étant faible. A cette aune-là, on comprend mieux pourquoi le gouvernement va bientôt réviser de 2,6 % à près de 1,5 % sa prévision de croissance pour 1996. Si les ménages brulent toujours du bois, le moral des patrons n'est guère plus à l'optimisme.

Laurent Mauduit

Duel Eltsine-Zelenski pour la présidence

Les deux candidats

LA CROIX-RUE

pour l'élection

des deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats

Les deux candidats